

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA

LIBERTÉ INDIVIDUELLE

SOUS LE

CONSULAT ET L'EMPIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE)

Présentée et soutenue le jeudi 22 juin 1911, à 1 heure 1/2

PAR

J. LE SCIELLOUR

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. LARNAUDE.

Suffragants { MM. Fernand FAURE, professeur.
{ GEOUFFRE DE LAPRADELLE, agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1911

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA

LIBERTÉ INDIVIDUELLE

SOUS LE

CONSULAT ET L'EMPIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE)

Présentée et soutenue le jeudi 22 juin 1911, à 1 heure 1/2

PAR

J. LE SCIELLOUR

AVOCAT A LA COUR D'APPEL



Président : M. LARNAUDE.

Suffragants { MM. Fernand FAURE, professeur.
GEOUFFRE DE LAPRADELLE, agrégé.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1911

A MON PÈRE

A MON ONCLE

Hommage affectueux et reconnaissant.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551602_0025

LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE

SOUS LE CONSULAT ET L'EMPIRE

INTRODUCTION

« La jouissance de la liberté individuelle est pour l'homme vivant en société le premier de tous les biens, celui dont la conservation importe le plus essentiellement à son bonheur ». Ainsi s'exprimait en 1808 au Corps législatif Bruncau-Beaumier l'un des rapporteurs du Code pénal. Qu'on lise les traités de droit public, les écrits des publicistes, des littérateurs, des jurisconsultes, qu'on écoute les débats de nos assemblées législatives, qu'on jette les yeux sur les déclarations de droits et les constitutions qui régissent les peuples, on trouve partout répétée cette affirmation dont la formule ne varie guère : la liberté individuelle est le plus précieux des biens.

Il semblerait dès lors qu'un droit si souvent et si solennellement proclamé dut être l'objet de garanties si rigoureuses qu'il fût impossible d'y porter la moindre atteinte

qui ne fût justifiée par l'intérêt de la Société et la sécurité publique. Il s'en faut de beaucoup cependant que la liberté individuelle ait été constamment entourée des garanties que réclame son importance. Il suffit en effet de parcourir notre histoire nationale pour nous convaincre que cette sécurité personnelle que Mirabeau proclamait notre premier droit, a été l'objet de continuelles violations. Sans parler de l'ancien régime, tous les gouvernements qui se sont succédé en France depuis cent vingt ans en ont fait bon marché et n'ont pas hésité à la sacrifier dans les moments de trouble ou de frayeur causés par les attaques ou les résistances de l'opposition. Mais ces mesures de circonstances ont trop souvent survécu aux dangers qu'elles prétendaient conjurer. C'est une de ces périodes où le principe de la sécurité de l'individu a sombré sous un des régimes les plus oppressifs que la France ait jamais connu que nous voulons étudier. Nous ne parlerons pas des régimes spéciaux, qui peuvent s'appliquer à certaines catégories d'individus, tels que par exemple les aliénés et les prostitués. Nous l'étudierons en tant que droit des citoyens jouissant de la plénitude de leurs droits et de leurs facultés.

Mais nous devons tout d'abord fixer le cadre de notre étude et définir exactement les termes dont nous allons nous servir. Qu'entend-t-on par *liberté individuelle*? Quelle est la portée exacte de cette expression?

La liberté individuelle comprend, dans un sens large, toute manifestation de l'activité de l'homme ; elle consiste pour l'homme vivant en société dans l'exercice de ses

facultés naturelles, physiques ou intellectuelles, la faculté d'aller et de venir, de circuler sans entrave à l'intérieur d'un pays, de s'y fixer ou d'en sortir, *la liberté locomotive* comme on l'a appelée; c'est encore le droit de parler, d'écrire, de faire partie d'une association, d'acquérir des biens par son travail, de les conserver ou de les aliéner etc.. Il est évident qu'on ne peut pas songer à donner une énumération complète de l'infinie variété de ces manifestations. Dans ce sens très étendu, on lui donne souvent le nom de *liberté civile*.

Cette liberté que nous venons de définir, il ne faut pas la confondre avec cet autre droit que possède tout citoyen d'un état d'intervenir dans les affaires publiques, de participer à la confection des lois, de prendre part au fonctionnement des autorités publiques, de la justice, de l'administration, de contrôler directement ou indirectement les actes du pouvoir exécutif, en un mot tous les droits qui assurent la souveraineté du peuple. C'est là la *liberté politique* qui diffère essentiellement de la liberté individuelle et peut même aboutir à la suppression de cette dernière; nous en avons malheureusement vu des exemples notamment sous la Révolution.

Le droit public moderne a donné à cette expression de liberté individuelle un sens beaucoup moins vaste, beaucoup plus précis. Dans le langage des jurisconsultes et des criminalistes, on entend par liberté individuelle, « le droit de n'être arrêté ni détenu que dans les cas nettement spécifiés par la loi, dans les formes prescrites par la loi, en

vertu d'ordres émanant de certains agents de l'autorité judiciaire et par des agents de l'ordre administratif ou assimilés (1) ».

C'est aussi quand on a été arrêté et détenu dans ces conditions le droit soit d'être relâché si l'on est innocent, soit d'être jugé par ses juges naturels. Cette notion de la liberté individuelle est beaucoup plus étroite et beaucoup plus précise que la première; c'est le sens juridique, ce que les hommes du XVIII^e siècle et de la Révolution appelaient la *sûreté individuelle*. Ces mots exprimaient une liberté d'ordre physique, la liberté corporelle de la personne humaine. L'on peut remarquer que la liberté individuelle telle qu'elle est organisée dans notre législation actuelle ne répond pas à cette définition, puisque l'article 10 de notre Code d'instruction criminelle, permet aux préfets des départements et au préfet de police à Paris d'arrêter et de faire emprisonner sans intervention de l'autorité judiciaire, et même de faire les premiers actes d'instruction. La liberté individuelle n'est donc autre chose que le droit de n'être arrêté, ni détenu ni jugé arbitrairement.

(1) M. Larnaude à son cours, année 1906-1907. — Cette définition est beaucoup plus précise et plus complète que celle que donnent certains auteurs, par exemple M. Esmein (*Éléments de droit constitutionnel*) : la liberté individuelle c'est « non seulement le droit d'aller et de venir, de rester sur le territoire national ou d'en sortir, mais aussi la garantie contre les arrestations, emprisonnements et pénalités arbitraires. Pour Maurice Block (*Dictionnaire général de la politique*) c'est « la faculté de disposer de sa personne et d'obtenir protection ou réparation contre les arrestations illégales et arbitraires. »

La liberté individuelle est le plus précieux de nos droits, non seulement par elle-même, mais parce qu'elle est la condition de l'exercice de tous nos autres droits. Comment pourrait-on, en effet, exercer ses droits civils et politiques, s'associer, répandre ses idées par la parole, les journaux et les livres alors qu'on est enfermé dans une prison, isolé du reste des hommes, livré à la fantaisie du souverain ou de ses agents ? La crainte même d'encourir un pareil châ-timent enlèvera à l'homme toute tranquillité, tout repos, paralysera son activité ; au malheureux pays qui vivra sous ce régime, il manquera ce qui est la première condition de toute vie sociale, la sécurité ; il n'y aura pour lui ni industrie ni commerce possible, il n'y aura ni sciences, ni lettres ni arts. « La liberté individuelle, disait Benjamin Constant, est le but de toute association humaine ; sur elle s'appuie la morale publique et privée, sur elle reposent les calculs de l'industrie, sans elle, il n'y a pour les hommes ni paix, ni dignité, ni bonheur » (1). C'est bien là, n'est-il pas vrai, un droit essentiel, primordial « l'air respirable de l'âme humaine » comme l'appelait Victor Hugo.

Cependant la liberté individuelle n'est pas le plus ancien de nos droits. Tandis que d'autres droits, l'inviolabilité de la propriété par exemple se rencontre à l'origine des sociétés, le droit à la liberté individuelle ne date vraiment en France que de la Révolution. Ce droit, ainsi que nous le verrons, n'existait pas sous l'ancien régime et cela est tout naturel

(1) *Cours de politique constitutionnelle*, 1, p. 145.

étant donné la conception qu'on se faisait alors de la royauté. Ce qui caractérise cette conception, c'est l'absence de tout droit individuel vis à vis du roi, c'est-à-dire de l'Etat, c'est le pouvoir absolu, sans limite du monarque. Le roi était en même temps, législateur, administrateur, juge. Il avait, il est vrai, délégué l'exercice de la justice mais il n'avait pas abdiqué tout droit de juridiction sur ses sujets; il avait conservé le droit d'*évoquer* les affaires, et les lettres de cachet en vertu desquelles il faisait jeter en prison qui bon lui semblait n'étaient qu'une application de cette justice retenue.

Dans notre droit public moderne, au contraire, la liberté individuelle est un véritable droit. Ce droit est proclamé dans nos déclarations de droits comme inviolable et sacré. Il est inscrit aussi dans nos garanties de droits. Sa protection est en outre organisée par de nombreuses dispositions de loi. Il est protégé contre l'individu lui-même; c'est là l'objet de ces dispositions dites *paternalistes* qui garantissent l'homme contre les entraînements de la passion, contre sa faiblesse, ou son imprévoyance. C'est par exemple l'article 1780 du Code civil, qui ne lui permet d'engager ses services que pour un certain temps ou pour une entreprise déterminée, et qui n'est que la reproduction du principe exprimé dans la Constitution de 1793 article 18 : « Tout homme peut engager ses services, son temps, mais il ne peut ni se vendre ni être vendu; sa personne n'est pas une propriété aliénable. » Le législateur révolutionnaire a pensé que le plus coupable usage qu'on pût faire de sa liberté

c'était de l'aliéner, et il a proscrit les engagements perpétuels qui auraient ressuscité, sous une autre forme, l'esclavage.

La liberté de l'individu est garantie aussi contre les atteintes dont elle pourrait être l'objet de la part de ses semblables. Des précautions minutieuses, des pénalités rigoureuses ont pour but de prévenir et de réprimer ce qu'on appelle les chartres privées.

Mais ces séquestrations privées sont bien rares et ne sont guère à craindre dans nos sociétés modernes. Bien autrement fréquentes et bien plus redoutables sont les arrestations et les détentions arbitraires ou illégales faites au nom de l'Etat par les agents de l'autorité administrative. Les gouvernements disposent d'un pouvoir et d'une autorité que ne possèdent pas les particuliers. C'est donc contre les gouvernements que doivent être dirigées les mesures protectrices de la liberté. Or, dans nos sociétés actuelles l'individu possède un droit propre, il pourra revendiquer sa liberté à l'encontre même de l'Etat. « L'individu, dit M. Larnaude a aujourd'hui un droit proprement dit de liberté ; cette liberté se dresse en face de l'Etat et l'individu a le droit absolu de la faire respecter. Il y a là un droit moins ancien que celui de propriété, mais il n'en est pas moins précieux s'il ne l'est pas même davantage (1).

La première conséquence de ce principe proclamé dans

(1) Rapport à la Société des prisons sur les garanties de la liberté individuelle, *Revue pénitentiaire*, 1901, p. 137.

la Déclaration des droits de 1789 est que l'individu pourra désormais opposer ce droit aux pouvoirs publics toutes les fois que ceux-ci voudront y porter atteinte. Il va pouvoir, dans certains pays l'opposer au législateur lui-même ; c'est l'*exception d'inconstitutionnalité* qui fonctionne aux États-Unis et qui a été également adoptée par les républiques fédérales américaines qui ont copié leur constitution sur celle des États-Unis, la République Argentine, le Brésil. Dans ces pays, quand le juge estime que la loi qu'on lui demande d'appliquer porte atteinte à la liberté individuelle, il déclare que cette loi étant inconstitutionnelle, il ne peut pas l'appliquer. La loi qui viole la constitution demeure sans effets et ainsi se trouve sauvegardée, à l'encontre même du législateur, la liberté des citoyens.

Aucun des pays d'Europe, à l'exception de la Norvège et de la Grèce, n'a admis l'exception d'inconstitutionnalité. La France, en particulier, n'a pas cru devoir accorder à ses juges ce pouvoir de contrôle sur la puissance législative. Il faut convenir, d'ailleurs, que nos précédents historiques n'incitaient pas le législateur révolutionnaire à introduire ce principe dans notre législation. Il avait assisté aux luttes néfastes du Parlement contre le pouvoir royal, à ses tentatives sans cesse répétées pour intervenir dans l'administration du pays. Il s'empessa de mettre fin à cette confusion des pouvoirs qui engendrait de nombreux abus. Les constitutions et les lois de la Révolution défendent aux juges de s'occuper de législation et d'inter-

venir dans les affaires administratives ; le Code pénal de 1810 reproduit cette interdiction. Depuis lors, on a proposé d'introduire chez nous le système cher aux Américains ; ces tentatives n'ont eu aucun succès de sorte qu'à l'heure actuelle le juge a seulement qualité pour faire appliquer la loi, non pour la juger ; il est chargé d'interpréter et d'appliquer les lois ordinaires, il n'est pas compétent pour interpréter et appliquer cette loi supérieure qu'est la Constitution. La liberté de l'individu ne rencontre pas en France, à ce point de vue, une protection aussi efficace qu'aux États-Unis ; les principes inscrits dans la Constitution n'ont de sanction vis-à-vis du législateur que sa propre conscience et sa responsabilité morale devant le pays.

Bien plus répandue est, au contraire, la protection de la liberté individuelle vis-à-vis de l'administration. Tous les pays ont pris des mesures pour garantir le citoyen contre des actes arbitraires de la part des agents du pouvoir exécutif. Les garanties accordées à l'individu sur ce point sont plus ou moins nombreuses, plus ou moins étendues selon les législations, mais on peut dire qu'elles sont admises par le droit universel.

Enfin la liberté de l'homme est encore protégée contre le juge lui-même ; les arrestations sont faites d'après des formes minutieusement déterminées par les lois ; des règles précises limitent les pouvoirs des magistrats et s'ils s'en écartent l'individu lui-même pourra les contraindre à les observer.

Cependant, au mépris des constitutions, au mépris des lois et des garanties de droits, tous les gouvernements ont porté la main sur la personne de leurs adversaires. « En France, dit Tocqueville, le règne de la loi est proclamé, mais l'arbitraire se réfugie dans l'exécution. » Que faut-il donc pour assurer le respect de la liberté individuelle, garantie vainement par les constitutions ; qui « garantira ces garanties » demandons-nous avec Laveleye ?

Il est indéniable, tout d'abord, que la liberté politique exerce une salubre influence sur la sécurité personnelle des citoyens : « *Jus privatum latet sub tutela juris publici.* » La souveraineté politique de la nation, le droit pour tout citoyen de prendre part aux affaires publiques, l'existence d'une représentation nationale dont le contrôle s'exerce à chaque instant sur les actes du pouvoir exécutif, voilà quels sont les remparts de la liberté individuelle. Mais les libertés politiques ne suffisent pas elles seules à préserver les citoyens de toute arrestation arbitraire. Une nation peut être souveraine en fait sans que les individus qui la composent aient la moindre indépendance personnelle ; nous en trouvons un frappant exemple dans les républiques de l'antiquité où l'individu, tout puissant dans les affaires publiques est asservi au pouvoir politique. Tout y est subordonné à l'intérêt de l'État, l'État est tout, l'individu n'est rien. Les libertés politiques ne sont que des garanties de la liberté, elles ne remplacent pas la liberté elle-même. « Les remparts sont solides, écrit Laboulaye, mais derrière

ces remparts, il n'y a rien à défendre ni à aimer (1). » Il faut donc à l'intérieur de ces remparts des lois claires, précises, organisant la liberté d'une façon minutieuse, déterminant les autorités qui exerceront le droit d'arrestation et fixant les règles de leur action. « L'arbitraire, observe un homme qui a consacré toute sa vie à la défense des libertés publiques et des droits individuels, Benjamin Constant, l'arbitraire qui a des effets très positifs est pourtant une chose négative, c'est l'absence des règles, des limites, des définitions, en un mot l'absence de tout ce qui est précis (2). » Il faut l'observation stricte des règles posées par la procédure : il faut des formes, « ces divinités tutélaires... ces ennemies nées, ces adversaires inflexibles de la tyrannie (3). »

Une autre condition essentielle du respect de la liberté individuelle consiste en la responsabilité de l'agent, qui s'est rendu coupable d'un abus de pouvoir. Quand les fonctionnaires sauront qu'on leur demandera compte de tout acte de violence ou d'injustice commis sur la personne

(1) Laboulaye, *Le parti libéral, son programme, son avenir*, p. 118.

(2) Benjamin Constant, *op. cit.*, II, 117.

(3) *Eodem*. « Si, dit aussi Montesquieu (*Esprit des lois*, livre VI, chap. 2), vous examinez les formalités de la justice par rapport à la peine qu'a un citoyen à se faire remettre son bien ou à obtenir satisfaction d'un outrage, vous en trouverez beaucoup trop. Si vous les regardez dans le rapport qu'elles ont avec la liberté et la sûreté des citoyens, vous en trouverez souvent trop peu et vous verrez que les peines, les dépenses, les longueurs, les dangers même de la justice, c'est le prix que chaque citoyen donne pour sa liberté. »

d'un citoyen, ils deviendront plus circonspects et hésiteront à sortir des limites de leurs attributions ou de la loi. La responsabilité personnelle des ministres et de leurs subordonnés à tous les rangs de la hiérarchie, est un frein très puissant contre les abus de pouvoir, un moyen préventif énergique contre les arrestations et les détentions illégales ou arbitraires.

Il est aussi une règle dont l'observation stricte et rigoureuse a été réclamée de tout temps par les jurisconsultes, les écrivains, les hommes politiques de tous les partis, c'est de confier au juge seul, le pouvoir de priver l'individu de sa liberté. La meilleure sauvegarde des droits les plus précieux du citoyen, c'est une justice impartiale, une magistrature qui s'élève au-dessus des haines et des rivalités des partis et qui est à l'heure de la décision, n'écoutant que sa conscience, repousse toutes les promesses comme elle résiste aux menaces. L'autorité judiciaire, voilà la barrière que les partisans du despotisme et de l'arbitraire rencontrent toujours en face d'eux, prête à s'opposer à leurs projets funestes. C'est donc à des tribunaux indépendants du pouvoir central que nous devons confier le soin de sauvegarder notre dignité d'hommes libres ; eux seuls savent assurer le respect de nos droits, c'est près d'eux que les citoyens les plus obscurs trouveront protection et appui.

Enfin, et c'est par là que nous terminerons ces réflexions sur les garanties élémentaires que toute législation devrait accorder à la liberté des particuliers, c'est en cette matière

surtout qu'on s'aperçoit de la solidarité étroite qui existe entre les différentes libertés. Le droit de réunion, d'association, la liberté de la parole sont de puissants auxiliaires de la liberté individuelle, et encore plus la liberté de la presse. Les livres, les brochures, les journaux sont, pour l'homme injustement atteint dans sa personne, dans son honneur, dans ses droits les plus sacrés, le moyen le plus efficace de faire entendre sa plainte à tous ses concitoyens. Qu'un ministre autoritaire abuse de son omnipotence pour imposer, à un particulier, une contrainte quelconque, qu'un agent trop zélé se livre à quelque vexation à l'égard d'un malheureux sans défense, aussitôt les journaux feront comparaître ce ministre ou ce fonctionnaire devant ce redoutable tribunal qu'est l'opinion publique. Et quel appui pour celui qui défend son innocence devant les tribunaux ! Grâce à la presse la France toute entière prend place à l'audience, c'est la France entière qui le juge et le renvoie parmi les siens lavé de toute accusation. « Ah ! si le roi savait » disaient, sous l'ancienne monarchie, les malheureux, victimes de l'arbitraire des agents du pouvoir central. La souveraineté du peuple a remplacé l'absolutisme du roi. Cette protection que ces malheureux sollicitaient en vain autrefois du roi, c'est le peuple aujourd'hui, instruit par la presse, qui la leur procure.

Des droits politiques largement reconnus à la nation, des lois précises, la responsabilité des ministres et de leurs agents bien établie, des règles de procédure minutieuses et protectrices, voilà quelles sont, avec une magistrature

impartiale et pleinement indépendante, une presse libre et puissante, les véritables garanties de la liberté individuelle, celles auxquelles s'attaquent tout gouvernement qui veut régner par l'arbitraire et la crainte.

Aucune étude ne pourra mieux nous convaincre de la nécessité de ces sauvegardes que celle du régime despotique imposé à la France sous le Consulat et le premier Empire ; c'est cette étude que nous allons maintenant commencer après un rapide coup d'œil jeté sur les régimes antérieurs. Afin de montrer que malgré toutes les déclarations et les garanties inscrites dans les Constitutions et les Codes, la liberté individuelle peut cependant subir en fait les plus graves atteintes, nous étudierons la question en nous plaçant tant au point de vue historique que juridique, et nous donnerons aux faits un assez grand développement.

CHAPITRE I

LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE SOUS L'ANCIEN RÉGIME ET SOUS LA RÉVOLUTION

SECTION I

L'ancien régime

La liberté individuelle au sens étroit et rigoureux du mot, tel que nous venons de la définir n'existait pas sous l'ancien régime. Les cas d'arrestation n'étaient pas déterminés avec précision; on pouvait incriminer par analogie tout acte non prévu par les lois criminelles. Les ordres d'arrestation n'émanaient pas seulement de l'autorité judiciaire, ils provenaient non moins souvent de l'autorité administrative. On connaît les pouvoirs très larges qui étaient conférés aux intendants et aux prévôts en matière de police et même de justice. Sans doute, ces intendants et ces prévôts réunissaient des conditions de capacité suffisamment rassurantes, mais, fonctionnaires de l'ordre administratif, il leur manquait cette prérogative indispensable chez tout

juge, l'indépendance vis-à-vis du pouvoir central. De plus, de nombreuses causes étaient, soit à raison de la nature de l'acte incriminé, soit à raison de la qualité ou des fonctions de leurs auteurs, soustraites aux tribunaux ordinaires pour être attribuées à des juridictions d'exception composées de fonctionnaires de l'ordre administratif. Les formes de l'arrestation n'étaient pas non plus déterminées avec précision ; cela est vrai surtout de cette pratique que l'ancien régime avait élevée à la hauteur d'une institution d'Etat et qu'on appelait la lettre de cachet. Enfin l'individu détenu dans une prison en vertu d'une lettre de cachet ne pouvait exiger qu'on le fit comparaître devant un juge ou qu'on le relachât.

L'existence au profit de l'individu du droit à la liberté était inconciliable avec ce principe qui était le fondement de notre ancien droit public, le pouvoir absolu du roi. La royauté qui a son origine, au x^e siècle apparaissait faible, chétive, étouffée, sous une féodalité puissante, s'était fortifiée au cours des siècles par des empiètements successifs sur les prérogatives des seigneurs et des grands feudataires. Le pouvoir royal avait été soutenu, dans sa lutte contre ses puissants vassaux, par le peuple heureux d'échapper à la tyrannie d'une multitude de petits potentats. Les Parlements eux-mêmes, jaloux d'accroître leurs attributions, avaient appuyé de toute leur autorité ce grand mouvement vers l'unité nationale, qu'encourageaient les légistes épris d'ordre et de paix. L'Eglise enfin couronna, en l'exploitant à son profit, l'œuvre achevée en proclamant, dans l'assem-

blée de 1682, la monarchie de droit divin. Dès le début du xvi^e siècle, rien ne vient plus s'opposer au pouvoir du souverain ; l'individu reste seul et sans force devant la puissance du monarque qui en fait comme en droit ne connaît pas de bornes. Tandis que dans nos sociétés modernes, tout homme est soumis à cette volonté souveraine et impersonnelle qu'est la loi et que l'Etat lui-même ne pourrait s'y soustraire, dans l'ancienne monarchie un seul homme personnifie cette volonté souveraine, c'est le roi. Le roi peut tout, il est la source de tout, c'est le *princeps*. Il n'est pas soumis aux règles qui gouvernent les autres hommes ; il est au-dessus de la loi ; « le roi n'est point proprement sujet à ses lois » (1), dit Pothier. Les lois obligent les sujets, non le prince ; celui-ci peut les changer à son gré, car celui qui fait les lois peut les modifier comme il lui plaît, cela est encore vrai aujourd'hui. Il lui est loisible aussi de ne pas les observer, et il peut dispenser qui il veut de l'obligation de les observer ; personne ne peut lui demander compte de sa conduite, sans quoi il cesserait d'être le souverain. Où trouver place devant cette toute puissance du roi à un droit individuel quelconque au profit des sujets ?

Sans doute, si le prince n'est pas sujet aux lois il y conforme généralement ses actes, sans doute son autorité est limitée par les lois fondamentales du royaume, d'ailleurs fort mal déterminées, sans doute, il doit respecter les

(1) Pothier, *Traité des Retraits*, n° 194.

droits naturels de l'homme et son pouvoir qu'il tient de Dieu ne peut pas enfreindre les lois établies par Dieu, mais ces diverses obligations n'ont pas comme corrélatifs, des droits existant au profit du sujet. L'individu n'a aucun droit propre, qu'il puisse revendiquer à l'encontre de l'Etat qu'incarne le roi. Les droits publics individuels, n'existent pas sous l'ancien régime et ne peuvent pas exister ; les traités de droit public n'en parlent pas ; Domat ne fait aucune mention des droits de l'individu, par contre il s'étend longuement sur les devoirs d'obéissance des sujets envers le souverain. Aux devoirs du roi ne correspond aucun droit pour l'individu. Le droit individuel ne trouve de mesure que dans la modération et la sagesse du prince, et les obligations toutes morales qui lui sont imposées n'empêchent pas qu'il reste en fait comme en droit, un souverain disposant à son gré de la liberté de ses sujets.

Ce pouvoir absolu qu'il a reçu de Dieu, le roi ne l'exerce pas seul ; il a des collaborateurs, des auxiliaires ; il a délégué l'exercice de la justice aux Parlements et aux différents corps judiciaires du royaume. Mais il n'a pas entendu par là se désintéresser complètement de l'administration de la justice ; il s'est réservé le droit de soustraire aux juridictions normales, telles affaires qu'il lui plaira et les juger lui-même, c'est la *justice retenue*. Le roi demeure le juge suprême du royaume. Cette justice retenue se manifeste de plusieurs façons, notamment par « l'évocation » devant le conseil du roi, et les jugements par commis-

saires. L'évocation consiste à retirer aux tribunaux certaines affaires pour les soumettre au jugement du Conseil du roi ; les jugements par commissaires sont plus arbitraires encore , le roi par une commission extraordinaire donne à certaines personnes le droit de juger une affaire déterminée. L'évocation se maintint jusqu'à la fin de l'ancien régime ; les jugements par commissaires supprimés en ce qui concerne les affaires privées par l'ordonnance de Blois, subsistèrent pour les procès d'ordre politique.

On trouve donc, dans l'ancien régime deux autorités qui peuvent disposer de la liberté des individus, d'une part le pouvoir royal dont l'omnipotence ne souffre aucune restriction sérieuse, d'autre part, l'autorité judiciaire dont les attributions n'étant qu'une concession du roi sont enfermées dans des limites rigoureuses. Nous rencontrons ainsi deux sortes d'arrestations : l'arrestation administrative, l'arrestation judiciaire.

Les formes et les conditions de l'arrestation judiciaire étaient fixées par l'ordonnance criminelle de 1670, qui est restée en vigueur jusqu'aux premières années de la Révolution. La capture de l'accusé, qui se faisait par un décret de prise de corps (notre mandant d'amener actuel) était entourée de garanties très rassurantes pour l'innocent ; l'arrestation n'avait lieu qu'après une information minutieuse, (enquêtes, auditions de témoins, le procureur du roi ne pouvait citer les témoins qu'après avoir obtenu un permis d'informer, accordé à la suite d'une plainte). Les décrets de prise de corps n'étaient délivrés que dans les

cas graves, en cas de crime seulement pour les domiciliés. De plus l'individu arrêté devait être interrogé dans les vingt-quatre heures. Mais il arriva qu'en voulant trop protéger l'individu, on ne le garantit pas du tout. L'arrestation judiciaire était entourée de telles formalités, entraînait de telles lenteurs qu'elle eut assuré l'impunité du crime ; le coupable durant cette information compliquée aurait eu tout loisir de s'enfuir, et Dieu sait s'il eut été facile de le reprendre dans un pays où les moyens de communications étaient si peu développés ! Aussi, pour remédier à ces inconvénients, l'autorité judiciaire faisait elle appel au pouvoir de juridiction suprême du roi et demandait-elle à l'administration de lui prêter sa forme d'arrestation plus expéditive, la lettre de cachet.

Les lettres closes ou lettres de cachet étaient l'instrument du pouvoir personnel du roi. C'étaient de simples billets signés du roi contresignés par un secrétaire d'État et scellés du petit sceau. Elles servaient à des fins très diverses, pouvaient contenir des ordres de toutes natures ; c'était un des moyens que le roi employait pour manifester sa volonté (1) mais elles contenaient surtout des ordres d'emprisonnement ou d'exil, et c'est cet emploi qui leur a acquis leur triste célébrité.

Ces lettres de cachet, qui échappaient à tout contrôle

(1) La volonté royale se manifestait encore par les lettres patentes revêtues du large sceau du chancelier, par les Ordonnances qui devaient être enregistrées par les Parlements, par les arrêts du Conseil rendus après délibération du Conseil privé.

de la part du chancelier et des Parlements, dont la puissance et l'esprit d'indépendance auraient pu être fort utiles en pareille circonstance, étaient en fait des ordres les plus arbitraires et les plus dangereux qui se puisse concevoir. Les applications en étaient multiples, applications judiciaires, policières, religieuses, familiales, politiques. Elles suppléaient à la lenteur de l'arrestation judiciaire, épargnaient à un accusé de marque où à l'un des membres de sa famille, l'infamie résultant des débats publics devant les tribunaux de droit commun. C'était un moyen commode pour faire la police des rues, des salles de spectacle, des mœurs, pour expulser les étrangers, les espions, interner les aliénés. Elles furent mises par les rois très chrétiens à la disposition des Jésuites tout-puissants pour torturer les protestants, les hérétiques, les libertins pour disperser les Jansénistes, pour calmer les nerfs malades des convulsionnaires, par un séjour à la Bastille. Elles étaient d'un emploi très fréquent aussi contre le clergé catholique lui-même, évêques et hauts prélats, dont les mœurs dissolues, la vie fastueuse contrastaient d'une manière saisissante avec la misère du peuple. Les lettres de cachet intervenaient surtout en matière familiale. Considéré comme le père de ses sujets, le roi ne pouvait se désintéresser des faits ou méfaits qui intéressaient l'honneur du nom, et sa haute autorité domestique s'exerçait non seulement au sein des familles nobles, mais encore dans la petite bourgeoisie et même dans le bas peuple ; une lettre de cachet refrénait les prodigalités ou le libertinage d'un fils de

famille, une autre calmait dans la froide cellule d'un couvent les ardeurs d'une jeune fille. Les ordres secrets du roi venaient seconder et fortifier l'autorité paternelle ou maritale, empêchaient la mésalliance, réprimaient l'adultère, corrigeaient l'inconduite de la femme ou l'ivrognerie du mari. Le roi, gardien de la morale publique, en délivrait à la demande des enfants qui se plaignaient des abus de l'autorité paternelle, ils étaient sollicités par les femmes qui, si nous en croyons Malesherbes, montraient une grande ardeur à vouloir se débarrasser de Messieurs leurs époux, par les prêtres pères spirituels de leur paroisse qui voulaient ramener au bercail les brebis égarées, par les locataires voisins d'un ménage irrégulier etc... Mais l'application la plus fréquente et la plus odieuse de la lettre de cachet avait lieu en matière politique. Elle déjouait les plans de conspiration et réduisait au silence l'opposition dans les assemblées politiques ou judiciaires, dans les États provinciaux, ou les Parlements. Cependant on a fort exagéré l'influence et les méfaits de cette institution sous l'ancien régime, et l'on se trompe fort quand on voit les cachots de la royauté peuplés exclusivement d'hommes politiques ou de personnes en butte à la haine ou à la jalousie de personnages influents. Certes le gouvernement si autoritaire de Louis XIV, celui si peu scrupuleux de Louis XV n'avaient pas renoncé à ce moyen si commode de domination, mais, même sous le règne despotique de ces deux rois, on fit, des lettres de cachet politiques, un usage plus réservé qu'on ne le croit générale-

ment (1); quant à Louis XVI il se montra fort modéré dans l'emploi de ces ordres arbitraires. Ils atteignaient surtout les auteurs, les libraires, les écrivains et les gazettiers; par eux le roi ou ses ministres se débarrassaient d'un rimeur audacieux et se vengeaient des piqures d'un pamphlétaire ou d'une épigramme mordante.

La lettre de cachet n'était pas non plus délivrée à la légère comme on se l'imagine généralement. Quand elle était demandée par un particulier, la délivrance et aussi l'exécution d'un tel ordre étaient entourées de garanties très sérieuses, et exigeaient des formalités minutieuses (placets, enquêtes, interrogatoires, auditions de témoins, rapports de commissaires de police ou d'intendants au lieutenant de police, vérifications, parfois même examen personnel du dossier par le secrétaire d'État, puis, inspections et interrogatoires dans les prisons). Mais quand il s'agissait de crimes contre l'État ou d'offenses personnelles envers le roi, ses ministres ou leurs favoris, on est bien obligé de reconnaître que peu de ces garanties subsistaient. L'existence d'une pareille institution se comprend et peut s'excuser dans une certaine mesure quand elle a pour but de sauver l'honneur d'une famille ou de lui conserver sa tranquillité : elle est à coup sûr injustifiable quand elle sert d'instrument de répression à l'intolérance religieuse ou politique. La royauté avait là une arme terrible et bien souvent elle en usa contre des individus dont le seul crime

(1) Cf. Funck-Brentano, *Les archives de la Bastille*.

était d'avoir critiqué ses actes, d'avoir écrit ou imprimé une méchante satire sur les affaires publiques ou d'avoir blessé par quelque propos injurieux l'une des maîtresses du roi. De plus, même dans la mesure où il pouvait se justifier, l'existence d'un pouvoir si arbitraire au profit du roi et confié à ses ministres devait amener et donna lieu en effet aux plus graves abus. On a peut-être exagéré en affirmant qu'on délivrait sans compter des lettres de cachet en blanc, qu'on en faisait un commerce courant (1), mais il est indéniable que des abus se produisirent en grand nombre et les historiens les plus bienveillants envers cette prérogative royale n'hésitent pas à le reconnaître. Nous n'avons d'ailleurs qu'à nous reporter au témoignage des contemporains : écoutons le futur ministre de Louis XVI, Malesherbes, nous décrire dans les remontrances qu'il fit au roi, le 14 août 1770 au nom de la Cour des aides l'abus scandaleux qu'on en faisait : « On réservait autrefois les lettres de cachet pour les affaires d'État, disait-il, on les a données ensuite dans quelques circonstances qui ont paru intéressantes comme celles où le souverain est touché des larmes d'une famille qui craint le déshonneur.

« Aujourd'hui, on les croit nécessaires toutes les fois qu'un homme du peuple a manqué au respect dû à une personne considérable, comme si les agents puissants n'avaient pas déjà assez d'avantages.

(1) On a prétendu que la marquise de Langeac, maîtresse de la Vrillière, ministre de Louis XV, tenait bureau ouvert de lettres de cachet à 25 louis la lettre.

« C'est aussi la punition ordinaire des discours indiscrets, dont on n'a jamais de preuve que la délation ; preuve toujours incertaine puisqu'un délateur est toujours un témoin suspect. »

« Sans discuter tous les différents motifs, il est notoire qu'on fait intervenir des ordres supérieurs dans toutes les affaires qui intéressent les particuliers un peu connus sans qu'elles aient aucun rapport ni à V. M. personnellement, ni à l'ordre public ; et cet usage est si généralement établi, que tout homme qui jouit de quelque considération croirait au dessous de lui de demander la réparation d'une injure à la justice ordinaire. »

« Les ordres signés de V. M. sont souvent remplis de noms obscurs qu'elle n'a jamais pu connaître. On les confie aux administrateurs de la capitale et de la province, qui ne peuvent les distribuer que sur le rapport de leurs subdélégués ou autres subalternes. On les remet sans doute en bien d'autres mains, puisque nous venons de voir qu'on les prodigue sur la demande d'un simple fermier général ; nous pouvons même dire sur celle des employés de la ferme ; car il n'y a que des commis subalternes qui puissent connaître un prévenu de fraude et l'indiquer. »

« Il en résulte, Sire, qu'aucun citoyen, dans notre royaume n'est assuré de ne pas voir sa liberté sacrifiée à une vengeance ; car personne n'est assez grand pour être à l'abri de la haine d'un ministre, ni assez petit pour n'être pas digne de celle d'un commis des fermes. »

« Dans les dernières années du règne de Louis XV, écrit un autre auteur, les abus de ce pouvoir (d'emprisonnement et d'exiler par lettres de cachet) avaient été d'autant plus nombreux et plus révoltants qu'ils s'étaient exercés, non seulement pour obtenir le triomphe de telle ou telle opinion religieuse, fort peu digne d'attention en elle-même, mais bien encore pour satisfaire les haines, les vengeances, les caprices, de telle maîtresse du souverain, peut-être même des ministres qui disposaient de cette arme terrible. » (1)

Enfin quelques nombreuses que fussent les formalités qui accompagnaient, en général, la délivrance d'une lettre de cachet, quelque minutieuse que fut l'information qui la précédait, il manquait toujours à l'individu incarcéré en vertu d'un tel ordre cette garantie primordiale sans laquelle il n'y a aucune liberté personnelle, le droit d'être jugé, sinon, d'être relâché. Les légistes avaient beau répondre à grand renfort d'argumentations qu'il avait été jugé par le roi, c'était là selon l'expression de M. Larnaude « une justice de juriste, qui ne donnait nullement satisfaction à l'opinion publique. » (2)

(1) *Mémoires du chancelier Pasquier*, t. I, p. 45. « Le roi, écrivit plus tard un historien célèbre, était trop bon pour refuser une lettre de cachet à un grand seigneur, l'intendant était trop aimable pour n'en pas accorder à la prière d'une dame ; les commis du ministère et les maîtresses de commis, les amis de ces maîtresses, par obligeance, par égard, par simple politesse, obtenaient, donnaient, prêtaient ces ordres terribles par lesquels on était enterré vivant. » Michelet, *Histoire de la Révolution*, t. I, p. 70.

(2) Larnaude à son cours de droit public, 1906-1907.

Elle se révolta enfin cette opinion publique contre ce pouvoir du roi de disposer, selon son plaisir, des droits les plus sacrés de l'homme. Les abus qui avaient signalé la fin du règne de Louis XV soulevèrent de toutes parts des protestations indignées. L'existence de la lettre de cachet semblait d'autant plus tyrannique et intolérable, qu'à côté de la France, il y avait un peuple qui avait su se protéger depuis longtemps contre l'absolutisme de leur roi; c'était l'Angleterre, qui par l'*act of habeas corpus* arraché à la royauté en 1679 possédait un moyen très simple et très efficace de garantir chacun de ses citoyens, même les plus humbles et les plus obscurs, contre tout acte attentatoire à sa liberté personnelle. Ce fut l'exemple de l'Angleterre et de ses institutions libres qui inspira les philosophes du xviii^e siècle.

Ce qui choquait aussi les sentiments de justice et d'humanité de ces philosophes et de ces écrivains, c'était la législation criminelle que réglait encore l'ordonnance de 1670; car si, dans cette ordonnance, l'arrestation était, comme nous l'avons montré, entourée de garanties suffisantes, la procédure qui suivait l'arrestation n'était guère rassurante pour l'innocent. Le justiciable était exposé à voir son affaire *évoqué* par le roi, c'est-à-dire, soumise à des commissions royales composées de juges choisis, statuant sans appel. Si la procédure suivait son cours régulier, l'accusé n'avait guère non plus à s'en réjouir, car la procédure était d'une rigueur inhumaine, brutale, odieuse; la torture formait le mode de preuve

normal; l'accusé n'était assisté à aucun moment d'un défenseur; l'instruction était écrite et secrète, les débats même avaient lieu à huis clos, sans aucune publicité. Enfin, le juge pouvait incriminer tout acte qui présentait avec un autre acte puni par les lois criminelles une analogie plus ou moins vague, plus ou moins lointaine; de plus ce juge pouvait appliquer telle peine qu'il voulait, il pouvait modifier la peine prononcée par la loi, la mitiger, l'aggraver. « Les peines sont arbitraires au royaume de France » disait-on. La loi n'avait aucune fixité et par conséquent, pour les individus, il n'y avait aucune sécurité. Les peines d'une rigueur excessive étaient accomplies dans d'horribles prisons!... (1)

Cette procédure odieuse, l'injustice des lettres de cachet provoquèrent, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle de très vives récriminations. Les voix éloquents et courageuses des philosophes, des écrivains, des encyclopédistes se firent entendre en faveur de la dignité de la personne humaine; qu'il nous suffise de citer les noms de Mirabeau, de Beccaria, d'Alfieri, de d'Alembert, de Diderot, de Montesquieu, de Voltaire, de J. J. Rousseau, de Condorcet, pour nous rendre compte de l'import-

(1) « Osez descendre un moment dans ces noirs cachots, où la lumière du jour ne pénètre jamais, et sous des traits défigurés, contemplez vos semblables meurtris dans leurs fers, à demi couverts de quelques lambeaux, infectés d'un air qui ne se renouvelle jamais, rongés vivants des mêmes insectes qui dévorent les cadavres dans leurs tombeaux, nourris à peine de quelques substances grossières distribuées avec épargne. » Avocat général Servan, *discours*.

tance du mouvement qui s'était créé pour la défense des libertés publiques et la revendication des garanties individuelles. Des coups terribles furent dirigés contre l'instrument du despotisme, la lettre de cachet. Les Parlements adressèrent à ce sujet au roi les plus énergiques remontrances ; les Parlements furent dispersés, leurs membres exilés ou emprisonnés et les lettres de cachet subsistèrent. « Que fait-on, demandait Voltaire au lieutenant de police Hérault, à ceux qui fabriquent des lettres de cachet ? — On les pend. — C'est toujours bien fait en attendant qu'on traite de même ceux qui en signent de vraies. » En 1782 Mirabeau publia son célèbre ouvrage sur les lettres de cachet et les prisons d'État ; cet écrit eut en France un immense retentissement et fut certainement pour beaucoup dans la disparition de ces ordres arbitraires. (1) L'opinion publique réclamait impérieusement la suppression d'une institution si contraire à la dignité humaine. Ce fut l'œuvre de la Révolution.

(1) Une des premières conséquences de ces plaintes et de l'ouvrage de Mirabeau fut la circulaire que M. de Breteuil adressait en 1784 aux intendants et aux lieutenants de police. « Quand vous me proposez l'expédition d'ordres demandés par les familles, disait l'intendant général, marquez-moi la durée que doit avoir la détention. Je crois qu'en général, et sauf les circonstances particulières, elle ne doit pas s'étendre au-delà de deux ou trois ans pour les hommes, lorsqu'il y a libertinage ou scandale, et au-delà d'un ou deux ans lorsque les femmes ne sont coupables que de faiblesse, et les hommes d'inconduite. » Ce libéralisme de M. de Breteuil nous donne une idée de la rigueur de ses prédécesseurs.

SECTION II

La Révolution

Les vœux de la nation furent consignés dans les cahiers qui furent soumis par les représentants des trois ordres réunis par le roi Louis XVI en 1789. Les cahiers des trois ordres étaient unanimes à réclamer la réforme de la législation pénale et condamnaient expressément les principaux vices de la procédure criminelle, l'abus de la détention préventive, le serment imposé à l'inculpé, l'instruction écrite et secrète, l'insuffisance du droit de la défense en face des droits fort étendus de l'accusation et surtout les odieuses tortures auxquelles on soumettait encore les criminels pour leur arracher des aveux (1). La plupart des cahiers exprimaient le désir de voir la liberté individuelle assurée par la suppression des lettres de cachet.

M. de Clermont-Tonnerre résumait ainsi devant les États généraux, les vœux des cahiers. « Les droits des citoyens, la liberté, la propriété, sont réclamés avec force par toute la nation française. Elle réclame, pour chacun de ses membres, l'inviolabilité de la propriété publique. Elle réclame dans toute son étendue, la liberté individuelle, comme elle vient à jamais d'établir la liberté nationale.

(1) La *question préparatoire* c'est-à-dire la torture employée envers les accusés pour leur arracher des aveux avait été abolie en 1780, mais on avait laissé subsister la *question préalable* appliquée aux condamnés pour les forcer à révéler leurs complices.

Elle réclame la liberté de la presse ou la libre communication des pensées, elle s'élève avec indignation contre les lettres de cachet qui disposaient arbitrairement des personnes, et contre la violation du secret de la poste, l'une des plus absurdes et des plus infâmes inventions du despotisme. »

Il était difficile au roi de ne pas s'incliner devant une telle manifestation de la volonté nationale. Il le fit d'ailleurs de fort bonne grâce ; il ne tenait pas beaucoup aux lettres de cachet dont il n'avait été fait durant son règne qu'un usage fort modéré. Il annonça leur suppression dans une déclaration qu'il fit aux États généraux le 23 juin 1789. « Le roi, disait cette déclaration, désirant assurer la liberté personnelle à tous les citoyens, d'une manière solide et durable, invite les États généraux à chercher et à lui proposer les moyens les plus convenables de concilier l'abolition des ordres connus sous le nom de lettres de cachet, avec le maintien de la sûreté publique. »

L'Assemblée Constituante se mit donc résolument à l'œuvre, et, en quelques semaines elabora ce texte qui fait, encore aujourd'hui, l'admiration des peuples et qui devint bientôt la charte du monde civilisé (1). La Déclaration des

(1) Dans la séance du 7 août, Mirabeau, le rapporteur du comité chargé de rédiger la déclaration, prononçait, après la lecture du projet, ces paroles qui devaient recevoir par la suite une éclatante justification : « C'est à vous, Messieurs, à donner à l'Europe, une heureuse influence de la liberté. Nos voisins attendent vos lois pour les adopter. Elle vous sera due, cette époque fortunée où la liberté géné-

droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 posa les principes sur lesquels devait reposer toute l'organisation de la liberté individuelle :

Article premier. — Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits.

Art. 2. — Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont : la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression.

Art. 7. — Nul homme ne peut être accusé, arrêté ni détenu que dans les cas déterminés par la loi et selon les formes qu'elle a prescrites. Ceux qui sollicitent, exécutent ou font exécuter des ordres arbitraires doivent être punis.

Art. 8. — La loi ne peut établir que des peines évidemment et strictement nécessaires, et, nul ne peut être puni qu'en vertu d'une loi établie et promulguée antérieurement au délit et légalement appliquée.

Art. 9. — Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi (limitation de la détention préventive aux cas strictement indispensables).

Art. 10. — Nul ne doit être inquiété pour ses opinions

rale bannira du monde entier les absurdes oppressions de la tyrannie. »

même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la loi.

Art. 15. — La Société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration.

Ces déclarations d'une si haute portée morale furent complétées par des dispositions d'ordre plus pratique. Des lois spéciales parurent au plus pressé et, traduisant en textes positifs les principes posés par la Déclaration du 26 août, firent disparaître les vices les plus saillants de la législation criminelle. Concours de trois magistrats pour prononcer les décrets d'ajournement ou de prise de corps, ces derniers ne pouvant être rendus contre un domicilié que dans certains cas formellement prévus, droit par l'accusé de se faire assister d'un conseil, publicité de l'instruction, suppression du serment imposé à l'accusé, rapidité des premiers actes de l'instruction, telles sont avec l'abolition de la sellette et de la question les dispositions les plus importantes du décret du 8-9 octobre 1789, dispositions qui ne furent pas adoptées dans nos codes, mais qu'on trouva par la suite si libérales et si équitables qu'on en reprit bientôt quelques-unes et que le rétablissement des autres est instamment demandé.

L'Assemblée Constituante ne commença à s'occuper de la suppression des lettres de cachet que le 12 janvier 1790. Cette question n'avait pas alors ce caractère d'urgence que nous lui attribuons aujourd'hui. Le gouvernement de Louis XVI avait peu abusé des lettres de cachet ; la Bastille, quand le peuple, dans un accès de fureur légitime

contre la royauté, s'en empara, le 14 juillet 1789, contenait plus de criminels et de fous que de détenus politiques. La prise de cette forteresse fut un événement historique d'une portée considérable non pas parce qu'elle mit en liberté quelques victimes de l'arbitraire royal, mais bien parce qu'elle symbolisait la chute d'un régime oppressif.

Le décret du 16-29 mars 1790 abolit enfin les lettres de cachet et déclara qu'il n'en serait plus donné à l'avenir. Ainsi disparut le dernier vestige de l'absolutisme des rois. Nous devons ajouter que le nom seul disparut ; la lettre de cachet reparut, comme nous le verrons, dans sa forme primitive et dans tout son arbitraire sous le gouvernement de Napoléon, où elle eut sa place toute marquée parmi tant d'autres institutions de l'ancienne France rétablies par l'orgueilleux monarque.

Le législateur révolutionnaire ne se contenta pas de supprimer les institutions et la législation oppressive de l'ancien régime, ni de poser des maximes générales. La Constitution du 3 septembre 1791 qu'on fit précéder de la Déclaration du 26 août 1789 et qui garantissait « comme droit civil et naturel... la liberté à tout homme d'aller, de rester, de partir sans pouvoir être arrêté ni détenu, que selon les formes déterminées par la Constitution » précisait les garanties accordées à la liberté individuelle : « Nul homme, disait-elle, ne peut être saisi que pour être conduit devant l'officier de police et nul ne peut être mis en arrestation ou détenu, qu'en vertu d'un mandat des officiers de police, d'une ordonnance de prise de corps d'un tri-

bunal, d'un décret d'accusation du Corps législatif dans le cas où il lui appartient de se prononcer ou d'un jugement de prison ou détention correctionnelle. » Elle ajouta que l'individu saisi « doit être examiné sur-le-champ, ou, au plus tard dans les 24 heures », puis que, « s'il résulte de l'examen qu'il n'y a aucun sujet d'inculpation contre lui, il sera remis aussitôt en liberté » et que « nul homme arrêté ne peut être retenu, s'il donne caution suffisante dans tous les cas où la loi permet de rester libre sous cautionnement. » Elle déclara aussi que « les citoyens ne peuvent être distraits des juges que la loi leur assigne par aucune commission, ni par d'autres attributions et évocations que celles qui sont déterminées par les lois », que « les commissaires du roi près des tribunaux dénonceront au directeur du jury soit d'office, soit d'après les ordres qui leur seront donnés par le roi les attentats contre la liberté individuelle des citoyens », que tout homme quelle que soit sa place ou son emploi qui arrêtera ou fera arrêter un citoyen sans avoir le droit d'arrestation, que tout geolier qui recevra et retiendra un homme en prison sans un mandat ou un jugement serait « coupable du crime de détention arbitraire. » (Chap. V, art. 4, 10 et s.) Elle décida enfin que « les ministres sont responsables... de tous les délits par eux commis contre la Constitution de tout attentat à la liberté individuelle. » (Chap. II, section IV, art. 5.)

Les Constitutions du 24 juin 1793 et du 5 fructidor an III (22 août 1795) reproduisirent la plupart de ces dis-

positions et renforcèrent le système des garanties de la liberté individuelle. La première légitima la résistance aux ordres illégaux : « Nul ne doit être accusé, arrêté, ni détenu, que dans les cas déterminés par la loi » (art. 10) « Tout acte exercé contre un homme, hors des cas et sans les formes est arbitraire et tyrannique. Celui contre lequel on voudrait l'exécuter par la violence a le droit de le repousser par la force » (art. 11). La Constitution de l'an III ajoute aussi une garantie nouvelle : « Pour que l'acte qui ordonne l'arrestation puisse être exécuté il faut : 1° qu'il exprime formellement le motif de l'arrestation et la loi en conformité de laquelle elle est ordonnée ; 2° qu'il ait été notifié à celui qui en est l'objet et qu'il lui en ait été laissé copie » (art. 223).

Mais c'est surtout dans les lois criminelles de cette époque, dans la loi du 16-29 septembre 1791 et dans le code du 3 Brumaire an IV qu'on trouve les plus fortes garanties de la liberté individuelle, une réglementation précise du droit d'arrestation et de la procédure qui suit l'arrestation. C'est à la Constituante que nous devons l'introduction en France et l'organisation du jury criminel, institution empruntée à l'Angleterre. La loi du 16-29 septembre 1791 organise la procédure criminelle selon les principes posés dans la déclaration des droits de 1789 et la Constitution de 1791 (1). Elle établit comme en Angle-

(1) En publiant cette loi, le roi se félicitait de voir enfin son règne, « une législation douce, humaine et appropriée à une Constitution

terre deux jurys, le jury d'accusations et celui de jugement. C'est le juge de paix qui procède à la première information, délivre le mandat d'amener, interroge l'accusé, le met en liberté ou le renvoie du chef-lieu du district devant le jury d'accusation qui décide s'il y a lieu de le faire comparaître devant le tribunal criminel du département qui, lui, statue sur le verdict d'un jury de jugement.

Le Code de brumaire an IV conserve la procédure instituée par la loi de 1791. Il crée en outre un nouveau mandat, le mandat de comparution qui remplace le mandat d'amener toutes les fois que le délit « est de nature à n'être puni que d'une amende au-dessous de la valeur de trois journées de travail (art. 69). Il porte aussi que la liberté provisoire est de droit toutes les fois que la peine éventuelle est seulement infamante ou correctionnelle.

En ce qui concerne la protection de la liberté individuelle, le code de l'an IV reproduit les dispositions de la loi de 1791 mais il les précise, les complète, les fortifie et les sanctionne. « Tout homme, dit-il, quelle que soit sa place ou son emploi, autre que ceux à qui la loi donne le droit d'arrestation qui donnera, signera, exécutera l'ordre d'arrêter une personne vivant sous l'empire et la protection des lois françaises on l'arrêtera effectivement, si ce n'est pour le remettre sur le champ à la police, sera puni de la peine de six années de gêne. » Si cet homme est un

libre, substituée à un système oppressif, plus propre à effrayer l'innocent qu'à faire trembler le criminel. »

ministre la peine sera de douze années de gène. Six années de gène également au geolier ou au gardien qui recevra ou retiendra une personne sinon en vertu d'un mandat, ordonnance, jugement ou tout autre acte légal. Les mêmes peines frappent ceux qui auront retenu ou donné l'ordre de retenir une personne dans un lieu autre que celui désigné par la loi.

Dans toute commune où il y a une prison, un officier municipal est tenu d'en faire la visite deux fois par semaine.

Le code fait un devoir à quiconque a connaissance qu'un homme est détenu illégalement, d'en donner avis au juge de paix et aux officiers municipaux et ceux-ci, sur cet avis, « sont tenus de se transporter aussitôt et de faire remettre en liberté la personne détenue à peine d'être poursuivis comme coupables d'attentat à la liberté individuelle. Il déclare en outre que, dans le cas de détention légale, l'officier municipal lors de sa visite dans les prisons examinera ceux qu'y sont détenus et les causes de leur détention » ; que le gardien est tenu de lui présenter le prisonnier « sans qu'aucun ordre puisse l'en dispenser » sous peine d'être poursuivi criminellement pour attentat à la liberté individuelle ; que « si l'officier municipal, lors de sa visite, découvrirait qu'un homme est détenu, sans que sa détention soit justifiée par aucun des actes exigés par la loi, il en dressera sur le champ procès-verbal, et fera conduire le détenu à la municipalité, laquelle, après avoir de nouveau constaté le fait, le mettra définitivement en liberté,

et, dans ce cas poursuivra la punition du gardien et du geolier. » Les parents, les amis du détenu, qui ont été prévenus de l'arrestation par une copie du mandat envoyé à la municipalité et au domicile du prévenu, peuvent aussi exiger qu'on leur présente le détenu « sauf ordre exprès du président ou directeur du jury. » (Art. 581 et s., 634 et s.) Est déclaré coupable de forfaiture : « tout juge qui.... se permettrait d'arrêter ou de suspendre l'exécution de la loi, tout officier de police sur l'ordre duquel un citoyen aurait été mis en chartre privée ou qui n'a point exprimé formellement les motifs de l'arrestation dans un mandat d'arrêt et cité la loi qui l'autorise à le décerner... toute juge civil ou criminel, tout juge de paix, tout assesseur du juge de paix qui, moyennant argent, présent ou promesse, a trafiqué de son opinion ou de l'exercice du pouvoir qui lui est confié. »

Enfin, les poursuites criminelles pour détention arbitraire ont lieu librement sans aucune entrave, sans aucune autorisation préalable et tout homme, tout fonctionnaire, tout ministre qui tenterait d'y mettre obstacle encourrait des peines sévères.

C'est une organisation complète des garanties de la liberté individuelle qu'édicté le code des délits et les peines. Jamais, à aucune époque de notre histoire la liberté des citoyens ne fut plus fortement protégée que par le droit de la Révolution.

On voit quels soins le législateur révolutionnaire prend pour assurer la sûreté des citoyens « base essentielle de

la Constitution », il prodigue dans ce but les constitutions, les déclarations et les garanties de droits, les lois et les codes ; il ne craint pas de se répéter et ne se lasse pas de menacer de peines rigoureuses tous ceux qui voudraient porter atteinte au droit le plus sacré de l'homme. Il nous reste à voir maintenant comment se traduisirent dans les actes des conceptions si généreuses et comment s'appliquèrent des dispositions si libérales.

La pratique, hélas ! ne répondit pas du tout aux principes si solennellement proclamés et la Révolution mit autant d'ardeur à violer la liberté individuelle qu'elle avait mis de soins à la consacrer dans ses textes. Les hommes de la Révolution, fervents admirateurs de Montesquieu, ont pensé avec l'illustre philosophe qu'il est des moments où la liberté doit être voilée (1), et nombreuses furent les circonstances où ils appliquèrent cette pensée de l'auteur de *l'Esprit des lois*. Il nous est impossible de produire ici tous les actes arbitraires qui furent accomplis, toutes les lois qui furent rendues au cours d'une période si agitée et qui sont une pure négation des principes inscrits au frontispice de toutes les constitutions, nous ne citerons que les plus importantes de ces lois et nous ne signalerons que les atteintes les plus graves à la liberté individuelle.

La loi du 2 décembre 1792 fut un des premiers pas dans la voie de l'arbitraire ; elle armait les commissaires délégués aux armées d'un pouvoir formidable ; elle leur per-

(1) Montesquieu, *Esprit des lois*, livre XII, chap. xix.

mettait de « faire toutes les réquisitions nécessaires, destitutions, arrestations et remplacements à charge d'en rendre compte sans délai à la Convention. »

Une fois engagée dans cette voie, la Convention devait aller fort loin et ne reculer devant aucune violence, devant aucune injustice. La loi du 10-12 mars 1793 établit à Paris un tribunal criminel extraordinaire composé de cinq juges, de douze jurés et d'un accusateur public assisté d'un substitut, et destiné à connaître « de toute entreprise contre-révolutionnaire, de tous attentats contre la liberté, l'égalité, l'unité, l'indivisibilité de la République et de tous les complots tendant à rétablir la royauté ou à établir toute autre autorité attentatoire à la liberté, à l'égalité, à la souveraineté du peuple. » (Art. 1^{er}). L'article 3 attribuait à ces juges des pouvoirs exorbitants et méconnaissaient les règles les plus élémentaires du droit pénal. « Ceux qui seraient convaincus de crimes ou de délits qui n'auraient pas été prévus par le Code pénal et les lois postérieures, ou dont la punition ne serait pas déterminée par les lois, et dont l'incivisme et la résidence sur le territoire de la République aurait été un sujet de trouble et d'agitation seront condamnées à la peine de la déportation. »

La Convention nationale conservait la haute main sur cette juridiction. Non contente de désigner les juges qui en faisaient partie, elle nomma une commission de seize membres, chargée d'examiner toutes les pièces, de rédiger et de présenter les actes d'accusation, de surveiller l'instruction ; elle devait entretenir une correspondance suivie

avec l'accusateur public et les juges et en rendre compte à la Convention (art. 10). La Convention abandonna bientôt ces attributions et confia à l'accusateur public le droit d'arrestation (décret 5 avril).

Les atteintes à la liberté individuelle se succédèrent avec une rapidité effrayante. Dans les départements des révoltés et des émeutes éclataient à chaque instant, suscitées par les royalistes, surtout à l'époque du recrutement. La loi du 19 mars 1793 réprima ces désordres en appliquant aux émeutiers une justice des plus expéditives ; c'est l'horrible mise « hors la loi » de triste mémoire. Ceux qui en sont atteints, les émeutiers, « ne peuvent profiter des dispositions des décrets concernant la procédure criminelle et l'institution des jurés » (art. 1^{er}). Ceux qui sont pris les armes à la main sont livrés à l'accusateur public et mis à mort dans les 24 heures après la simple constatation des faits par une commission militaire ; un simple procès-verbal revêtu de deux signatures et la déposition de deux témoins suffira à établir ce fait (art. 2 et 3).

Le décret du 28 mars-3 avril 1793 édicte des peines rigoureuses contre les émigrés c'est-à-dire « contre tout Français de l'un ou de l'autre sexe qui ayant quitté le territoire de la République depuis le 1^{er} juillet 1789 n'a pas justifié de sa rentrée en France dans le délai fixé par le décret du 3 mars 1792 » (art. 6) ; ce délai avait expiré le 9 mai 1792. Le décret débutait en ces termes : Article premier : « Les émigrés sont bannis à perpétuité du territoire français ; ils sont morts civilement ; leurs

biens sont acquis à la République. » Article 2 : « L'infraction du bannissement prononcé par l'article premier sera punie de mort. » Les émigrés rentrés sont traduits devant le tribunal criminel du département de leur dernier domicile en France et là, si deux témoins affirment leur identité ils sont condamnés à mort ou, s'il s'agit d'une femme âgée de moins de 21 ans, à la déportation ; l'arrêt était exécuté dans les 24 heures sans qu'il put y avoir lieu à aucun sursis, à aucun appel ni recours en cassation.

Cette législation digne d'un autre âge, eut des effets déplorables ; on porta sur la liste des émigrés des hommes qui n'avaient jamais quitté leur pays ou qui ne l'avaient quitté que momentanément et en se conformant à la loi ; un grand nombre de personnes furent victimes de l'ignorance ou de la vengeance de leurs concitoyens car il suffisait de la dénonciation et du témoignage de deux citoyens pour être porté sur la liste des émigrés. Elles avaient un mois, il est vrai, pour demander leur radiation mais beaucoup ignoraient qu'elles y étaient inscrites ; d'autres ne purent obtenir leur radiation, car, les mêmes peines frappant les émigrés et leurs complices, il devenait très difficile de se procurer le certificat de résidence signé de huit citoyens que les municipalités exigeaient.

Les prêtres ne furent pas oubliés non plus dans ces mesures de proscriptions générales ; une loi du 25 avril prescrivait la déportation des prêtres non assermentés.

Les organes d'une justice si expéditive étaient les comités révolutionnaires créés, sous le nom de comités de surveil-

lance par la loi du 21 mars ; il en existait un dans chaque commune. Ils avaient d'abord été chargés de recevoir les déclarations des étrangers, mais ils ne tardèrent pas à sortir de leurs attributions, et leur mission presque exclusive fut de dénoncer aux tribunaux révolutionnaires les « ennemis du peuple. »

Le gouvernement révolutionnaire veillait lui-même à l'exécution de toutes ces lois ; durant toute cette période il fut investi d'une autorité souveraine et cumula tous les pouvoirs. La Convention forma les deux comités de sûreté générale et de salut public qui dirigeaient l'action des tribunaux créés par les lois de circonstances. Le comité de salut public surtout est resté célèbre par sa férocité.

Le tribunal criminel extraordinaire créé à Paris par la loi du 10 mars 1793 fonctionna sans relâche. Des tribunaux avaient été créés à son exemple dans les différentes villes de province. C'est l'époque marquée dans l'histoire d'une large tache sanglante, à laquelle on a donné le nom de la Terreur ; la Convention mit bien en effet comme le demandait un de ses membres, « la terreur à l'ordre du jour » Les tribunaux extraordinaires prirent l'étiquette de « révolutionnaires ». La procédure suivie devant ces tribunaux était des plus sommaires ; les formes n'existaient pour ainsi dire pas, un interrogatoire très rapide, une seule peine, la mort ; le jugement était exécutoire sans appel ni recours en cassation ; les jurés étaient recrutés dans la population la plus vile ; on les payait 18 francs par

jour. Les tribunaux révolutionnaires étaient entièrement dans les mains du gouvernement ; leur rôle se bornait à exécuter les décisions du Comité de Salut public.

Cet état de choses fut encore aggravé par la *loi des suspects* du 17 septembre 1793. Cette loi, rendue sur le rapport du jurisconsulte Merlin de Douai, au nom du comité de législation présidé par Cambacérès, chargeait les comités révolutionnaires et les représentants du peuple dans les départements de mettre en état d'arrestation tous les ennemis du peuple. L'énumération des suspects donnée par cette loi est très large et peut comprendre les hommes les plus innocents.

La Convention couronna son œuvre de violence par la loi du 22 prairial an II (10 juin 1794) qui est un chef-d'œuvre d'iniquité et d'arbitraire. Ici, plus d'interrogatoire, plus d'audition de témoins, plus de procédure. « S'il résulte, dit l'article 13, des preuves soit matérielles soit morales indépendamment de la preuve testimoniale, il ne sera pas entendu de témoins à moins que cette formalité ne paraisse nécessaire soit pour découvrir des complices soit pour d'autres considérations d'intérêt public. » La défense ? A quoi bon ! « La loi donne pour défenseurs aux patriotes calomniés des jurés patriotes, elle n'en accorde point aux conspirateurs. » (art. 16)

Avec cette loi du 22 prairial nous atteignons véritablement le summum de l'arbitraire et de la violence. Les tribunaux révolutionnaires qui, jusque-là, avaient rendu de réels services à la défense nationale en terrorisant les

royalistes, les Vendéens, l'opposition contre révolutionnaire ne servirent plus dans la plupart des cas qu'à satisfaire les ambitions, qu'à assouvir les haines particulières ; Robespierre qui régnait en maître au Comité du Salut public envoya aux tribunaux révolutionnaires tous les modérés, ses adversaires, les accusa d'être des royalistes, des agents de l'étranger. Les sinistres charrettes, pourvoyeuses de la guillotine circulaient sans cesse dans les rues de Paris (1). Époque lugubre entre toutes où c'était un crime de ne pas demander la tête de quelqu'un, où la délation était érigée en devoir social et patriotique, où la prison était devenue le régime normal, et la mort, la récompense des plus éclatants services !

Tant de sang versé devait enfin écœurer les Français. Le 9 thermidor, Robespierre tombait (27 juillet 1794). Le tribunal révolutionnaire ne fut pas cependant supprimé, il continua à fonctionner jusqu'au 12 prairial an III (31 mai 1795), mais il ne se signala par aucun des excès qui avaient marqué la dictature de Robespierre. Les mesures arbitraires ne cessèrent pas non plus, mais elles devinrent plus rares et firent moins de victimes. Nous nous contenterons de relater la déportation à la Guyane d'un certain nombre de députés, membres des Cinq Cents

(1) Le tribunal révolutionnaire qui, depuis sa création le 10 mars 1792 jusqu'au 22 prairial an II, c'est-à-dire en l'espace de treize mois, avait envoyé à l'échafaud environ 1.220 personnes, du 22 prairial au 9 thermidor, c'est-à-dire en moins de cinquante jours en fit périr 1.376 (Aulard, *Histoire politique sur la Révolution*, p. 363.).

et d'autres citoyens à la suite du coup d'État du 18 fructidor qui avait fait échouer le complot royaliste tendant à renverser le gouvernement républicain (1). Nous citerons enfin la loi du 24 messidor an VII (12 juillet 1799), *loi dite des otages*, qui rendait personnellement et civilement responsables des troubles qui auraient éclaté dans les départements les parents d'émigrés, et « les individus notoirement connus pour faire partie des rassemblements ou bandes d'assassins » et permettant même à l'administration de prendre des otages parmi ces individus « en cas de trouble imminent. »

On peut s'étonner, à juste titre, que des hommes qui avaient émis de si belles maximes sur les droits naturels de l'homme et qui professaient pour la liberté un véritable culte eussent oublié si vite les principes proclamés par eux ; mais si l'on songe aux dangers qui menaçaient alors la France, aux mille difficultés au milieu desquelles elles se débattait, l'on est bien obligé de reconnaître que la Révolution pour sauver la liberté dans l'avenir devait la suspendre dans le présent. La France était en guerre avec toute l'Europe ; au sud, au nord, en Alsace, aux Pyrénées, l'ennemi envahissait ses frontières. Elle avait en même temps à faire face aux ennemis de l'intérieur qui s'alliaient à ceux de l'extérieur. Les départements étaient en proie aux troubles les plus effroyables ; la

(1) La loi du 19 fructidor an V (5 septembre 1797) condamnait à la déportation 65 citoyens. 48 purent être arrêtés, 17 seulement furent déportés à la Guyane (Aulard, *Histoire politique*, p. 659).

moitié du territoire était aux mains des royalistes ; la Vendée, la Bretagne, la Normandie étaient soulevées, Lyon étaient révolté, Toulon ouvrait ses portes aux Anglais, des complots royalistes étaient découverts chaque jour au cœur même de Paris, les subsistances se faisaient rares, la famine menaçait. Le peuple de Paris au milieu de tant de périls pouvait-il conserver son sang-froid ? Il fallait vaincre cette formidable coalition des ennemis de l'intérieur et de l'extérieur ; la France fut transformée en un vaste camp militaire et la seule loi applicable fut la loi militaire. Pour repousser « l'assaut furieux des forces coalisées du passé », les Français durent faire appel aux armes du passé. Le législateur révolutionnaire, fervent admirateur des Républiques anciennes s'appropriâ et appliqua cette maxime de l'antiquité : « *Salus populi suprema lex esto.* » Grâce à l'énergie farouche qu'il déploya aux sacrifices qu'il s'imposa, il sauva la France et il sauva son œuvre ; et cette œuvre, nul ne le conteste, est admirable, immense, prodigieuse. Elle se résume en deux mots : elle a libéré les individus, elle a libéré les peuples. Si elle fut éclaboussée de sang, la faute en est moins aux hommes de la Révolution qu'à ceux qui, oublieux de leur naissance, sans scrupule et sans conscience, s'allièrent à l'étranger, pour assurer sur les ruines de leur patrie et de la liberté, le triomphe de leur monstrueux égoïsme. Quand on songe au temps qu'il faut actuellement pour faire aboutir la moindre réforme, on se rend mieux compte qu'il fallait une révolution pour faire accomplir de tels prodiges.

CHAPITRE II.

LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE SOUS LE CONSULAT

La liberté individuelle sous le Consulat. — Le 18 brumaire. — Caractère de Bonaparte ; son horreur de l'idéologie. — Politique libérale du début du Consulat. — La Constitution du 22 frimaire an VIII. — L'opposition royaliste et l'opposition républicaine. — Les complots et leur répression. — Etablissement des tribunaux spéciaux. — Le Consulat à vie. — Sénatus-consulte du 16 thermidor an X. — Le pouvoir personnel de Bonaparte. — Mesures arbitraires.

Le 17 vendémiaire an VIII, Bonaparte échappé comme par miracle aux navires anglais qui couvraient la Méditerranée, débarquait avec quelques généraux et plusieurs savants dans le petit port de Fréjus. L'enthousiasme que souleva à Paris et dans toute la France son arrivée, en empêchant le Directoire de le faire juger comme déserteur, favorisa ses projets ambitieux. De tous temps, Bonaparte s'était cru appelé à jouer un grand rôle. Ses desseins s'étaient précisés depuis quelques années et il avait fait part à ses familiers de son intention de s'emparer du pouvoir : « Quant à moi, avait-il dit après les événements du 18 fructidor, je ne puis plus obéir ; j'ai goûté du commandement et je ne saurais y renoncer. Mon parti

est pris; si je ne puis être le maître, je quitterai la France (1). »

Durant la guerre d'Italie, le jeune général s'était essayé au rôle de dictateur, méprisant l'autorité du Directoire, n'agissant qu'à sa guise, faisant une guerre de conquête et de rapines, dénaturant ainsi l'esprit de la Révolution, opprimant les peuples italiens qui avaient accueilli les Français comme des libérateurs, négociant à sa guise, soucieux avant tout de ses propres intérêts et de sa popularité, il se préparait déjà au rôle de Consul et d'Empereur. Le Bonaparte de 1796 était déjà selon l'expression de Taine « l'égoïsme servi par le génie. »

A son retour à Paris, il eut devant le Directoire un mot qui décélait nettement son intention : « Lorsque, dit-il, le bonheur du peuple français sera assis sur de meilleures lois organiques, l'Europe entière deviendra libre. » Il pensa sans doute que le moment n'était pas encore venu de donner la liberté à l'Europe et le bonheur aux Français, car il accepta le commandement de l'expédition d'Égypte que le Directoire organisa, dit-on, pour calmer cette ardeur inquiétante. Mais loin de s'apaiser sur cette terre lointaine, sa passion du pouvoir ne fit que s'exalter au spectacle de cet Orient mystique où un seul homme disposait à son gré de la vie et des biens de 600 millions d'hommes et, où il se conduisait lui-même en véritable sultan. Aussi, quand ses frères et ses amis l'avertirent de la situation critique

(1) Taine, *Origine de la France contemporaine. Régime moderne*, t. I, p. 71.

de la République, laissant le commandement de l'armée à Kléber, il s'embarqua pour la France bien décidé cette fois à s'emparer du pouvoir. Son retour triomphal lui fit bien augurer du succès de son entreprise. En quelques jours il était renseigné sur l'état de l'opinion publique et des partis ; il groupait autour de lui les ambitieux et les mécontents, les factieux, les aigris et aussi tous ceux qui voulaient une politique d'ordre et de paix. Il contractait une précieuse alliance avec Siéyès qui cherchait partout une épée pour mettre à exécution le mystérieux plan constitutionnel qu'il ruminait depuis dix ans. Cette épée, il l'eut voulue moins longue que celle de Bonaparte ; mais Joubert qu'il avait envoyé en Italie pour acquérir le complément de gloire qui lui manquait avait été tué à Novi, Moreau, indécis, s'était dérobé ; Bonaparte se présentait, il l'accepta. Du reste « le vieux renard » espérait bien jouer « le jeune héros. » Le Directoire était sans énergie, discrédité par son indécision, sa faiblesse, ses derniers actes de violence motivés par le danger d'une invasion, la loi de l'emprunt forcé et la loi des otages. Le peuple épuisé par dix ans de guerres continuelles et de luttes intérieures où le sang avait coulé à flots de ses veines, était indifférent à tout changement politique. Le moment était bien choisi pour une action décisive. Mais il fallait se hâter ; le Directoire si on le laissait vivre allait donner à la France la sécurité et la paix dont elle avait tant besoin ; les Conseils s'occupaient d'abolir la loi des otages et les débats allaient aboutir. La France rassurée par les victoires de Masséna

en Suisse, à Zurich et de Brune en Hollande reprenait confiance. Bonaparte n'apparaissait plus comme le sauveur qu'il avait espéré être. Il se décida, d'accord avec les autres conjurés, à brusquer l'action qui fut fixée au 18 Brumaire.

Nous ne referons pas, après tant d'autres le récit des événements du 18 et du 19 Brumaire an VIII (9 et 10 novembre 1799). Dans la nuit du 19 Brumaire, dans cette salle de l'Orangerie de Saint-Cloud qui avait vu l'odieux attentat à la représentation nationale une trentaine de représentants, vautreés sur les banquettes, au milieu des sièges renversés par les grenadiers, à la lueur fumeuse de quelques chandelles, votaient sur la proposition de Lucien Bonaparte ce texte que le Conseil des Anciens ratifia sans discussion et qui fut qualifié loi. « Le Conseil ... considérant la situation de la République approuve l'acte d'urgence et la résolution suivante : Art. 1^{er}. Il n'y a plus de Directoire; et ne sont plus membres de la représentation nationale pour les excès et les attentats auxquels ils se sont constamment portés et notamment le plus grand nombre d'entre eux dans la séance de ce matin, les individus ci-après nommés... (suit une liste de 61 députés)... — Art. 2. Le Corps législatif crée provisoirement une commission consulaire exécutive composée des citoyens Siéyès, Roger Ducos, ex-directeurs et Bonaparte qui porteront le nom de Consuls de la République française. » Le Corps législatif s'ajournait au 1^{er} ventôse suivant. Chaque Conseil nommait une com-

mission de 25 membres ; ces deux commissions recevaient mission « de statuer, avec la proposition formelle et nécessaire des Consuls » sur tous les objets urgents de police, de législation et de finances, et de préparer les changements à apporter à la Constitution « dont l'expérience a fait sentir les vices et les inconvénients. » Les Consuls étaient investis « de la plénitude du pouvoir directorial. » Ils prêtèrent aussitôt serment de « fidélité à la République une et indivisible, à la liberté, à l'égalité, au système représentatif. »

La fortune a souri une fois de plus à Bonaparte ; son « étoile l'a porté au pouvoir, but de ses ardentes convoitises ; ce pouvoir, il est vrai, il n'en est pas le seul détenteur ; il lui faudra le partager avec Siéyès et Roger Ducos, mais il compte bien, ce que quelques esprits éclairés prévoyaient déjà, éliminer promptement ses collaborateurs et rester le seul chef du gouvernement.

Quel est donc cet homme qui vient de s'imposer ainsi à la France et qui pendant quinze ans réduira son histoire à n'être que le récit de ses hauts faits et de ses victoires ? L'ambition, voilà le sentiment qui domine chez Bonaparte le ressort secret de cette volonté redoutable, une ambition démesurée, dévorante, jamais inassouvie. Pour satisfaire cette passion il ne reculera devant aucun moyen, il ne sera arrêté par aucun lien, aucun frein, aucune considération de droit ni de justice. Toute sa vie il a poursuivi le même but : conquérir le pouvoir, le garder, puis l'étendre.

« Un principe général, quel qu'il fut, dit M^{me} de Staël, déplaisait à Bonaparte comme une niaiserie ou comme un ennemi, il n'écoutait que les considérations du moment et n'examinait les choses que sous le rapport de leur utilité immédiate; car il aurait voulu mettre le monde entier en rente viagère sur sa tête. Il n'était pas sanguinaire mais indifférent à la vie humaine. Il ne la considérait que comme un moyen d'arriver à son but ou comme un obstacle à écarter de sa route... Tout était chez lui moyen ou but. On prétend qu'il a dit : « J'ai tant de conscrits à dépenser par an. Le propos est vraisemblable » (1).

Ces principes qu'il méprisait et considérait comme des niaiseries il les avait pourtant admirés autrefois. Le « la paille-au-nez » (2) de l'école de Brienne qui avait servi de risée à ses camarades plus hant titrés que lui ne pouvait qu'accueillir avec enthousiasme la Révolution et les idées égalitaires qu'elle propageait. Il avait lu avec avidité les philosophes, les encyclopédistes du xviii^e siècle, avait adopté leur théories; il avait été un orateur de clubs des plus violents, il avait exalté la liberté, flétri la tyrannie et même l'ambition. Mais cette belle ardeur était bien vite tombée. A chaque échelon nouveau gravi dans une carrière si rapide, à chaque bataille gagnée, Bonaparte abandonnait les généreuses aspirations de sa jeunesse, ses illusions s'envolaient.

(1) M^{me} de Staël, *Considérations sur la Révolution*.

(2) Surnom donné à l'école de Brienne à *Nabuléon Buonaparte*. Sur les idées libérales de Napoléon pendant la Révolution, consulter l'ouvrage si documenté de M. A. Chuquet : la *Jeunesse de Napoléon*,

Quelle contradiction entre les discours du lieutenant de 1792 et les paroles du général en chef de l'armée d'Italie ! Avec quel dédain le vainqueur d'Arcole et de Rivoli traite le régime républicain. « C'est une chimère dont les Français sont engoués, confiait-il au diplomate italien Melzi, mais qui passera avec tant d'autres. Il leur faut de la gloire, les satisfactions de la vanité ; mais la liberté, il n'y entendent rien. Il faut à la nation un chef illustre par la gloire et non pas des théories... Quant à votre pays, M. de Melzi, il y a encore moins qu'en France d'éléments de républicanisme et il faut encore moins de façon avec lui qu'avec tout autre » (1). Le futur Empereur des Français et roi d'Italie devait en effet traiter les deux pays avec la même désinvolture. Quelques années plus tard, quand il se sera affermi au pouvoir c'est le même langage qu'il tiendra à Mme de Rémusat : « Qui est-ce qui a fait la Révolution ? lui demandait-il ? La vanité. Qui est-ce qui la terminera ? la vanité ; la liberté n'est qu'un prétexte » (2). La liberté, il ne la comprend pas ou plutôt il ne la comprend plus ; il n'y voit « qu'une espèce de forteresse propre à embarrasser les gouvernements » et il se propose bien d'enlever cette forteresse ! « La liberté, dit-il à Mme de Rémusat, est le besoin d'une classe peu nombreuse et privilégiée par nature de facultés plus élevées que le commun des hommes ; elle peut donc être contrainte

(1) Miol de Mélits, *Mémoires*, t. I. p. 154.

(2) M^{me} de Rémusat, *Conversations avec Napoléon à Pont de Briques*, *Mémoires*, t. I, p. 192.

impunément » (1). Les écrivains qui étaient autrefois ses auteurs favoris ne lui inspirent plus que du dégoût. Rousseau qu'il considérait comme le penseur le plus profond, le philosophe le plus pénétrant n'est plus pour lui qu'un fou, un hasard ennuyeux, un méchant homme, un « idéologue. » Tous ceux qui délibèrent, qui raisonnent, qui discutent ou qui pensent, tous ceux qui osent affirmer les droits individuels et soutenir les libertés publiques sont des êtres mal-faisants qu'il faudrait détruire ou tout au moins baillonner. Ce sont des *idéologues* les hommes dont les actes ne sont pas inspirés par l'ambition, la vanité, l'amour de l'argent ou des honneurs, tous ceux dont l'idéal désintéressé est de conférer à l'homme un peu plus de garanties, un peu plus de bonheur. « Avocats », voilà le terme dont il qualifiera les parlementaires qui pousseront l'audace jusqu'à vouloir s'opposer à ses volontés les plus exigeantes. Il poursuivra ces avocats de ses grossières railleries et ne leur pardonnera pas leur insubordination, car cet homme autoritaire, quand il sentira sa domination suffisamment consolidée, ne souffrira pas la moindre contradiction la plus légère critique de ses actes; toute velléité d'indépendance, toute tentative de résistance sera réprimée avec la dernière rigueur. Pendant quinze ans son despotisme fera courber les têtes les plus fières; tout sera desséché, avili dans la plus dure servitude. C'est l'éclipse momentanée, mais totale des principes d'émancipation, des doctrines de liberté révélées au monde

(1) M^{me} de Rémusat, *op. cit.*, t. III. p. 153.

par les hommes de 89, c'est l'arrêt brusque de l'œuvre bien-faisante de la Révolution par un enfant de la Révolution, par un homme à qui elle avait tout donné, gloire, honneurs, richesses et dont le poète Casimir Delavigne pourra dire :

Fils de la liberté tu détrônas ta mère (1).

Certes si les Français se fussent rendus compte du véritable caractère de l'homme à qui ils remettaient leurs destinées, il est douteux qu'il eussent accueilli les événements du 18 et du 19 Brumaire avec cette belle indifférence qu'ils témoignèrent au coup d'état; malgré l'épuisement où l'avaient jettée dix ans de convulsions et de luttes terribles, la France eut opposé au coup de force de Bonaparte une résistance désespérée; car, quoiqu'en dise le général elle était restée républicaine, profondément attachée aux conquêtes de la Révolution. Mais tous ces parlementaires, ces anciens constituants ou ex-conventionnels, ces républicains modérés mais convaincus n'avaient aidé au renversement du Directoire que parce qu'ils croyaient consolider les principes de 89. Tous croyaient sincèrement avoir sauvé la République et les grenadiers revenant de Saint-Cloud chantaient le *Ça ira...* (2)

(1) Casimir Delavigne, *Messénienne* XI^e adressée à Napoléon.

(2) Le coup d'État s'il ne provoqua pas les manifestations de joie que quelques historiens se sont plu à nous décrire, ne rencontra pas non plus de résistances bien sérieuses. A Paris il n'y eut aucun mouvement. Bonaparte avait menacé Santerre de le fusiller si les faubourgs s'agitaient. En province, l'opposition fut plus vive. Le président du tribunal criminel de l'Yonne, le citoyen Barnabé refusa

Au lendemain du 18 Brumaire la France put croire en effet qu'elle allait enfin jouir de ce bien précieux dont parlaient tant depuis dix ans les Constitutions, les lois et les Assemblées, mais qu'on n'avait fait qu'entrevoir dans les rares instants d'accalmie de l'orage révolutionnaire, la liberté individuelle. Toutes les paroles, les proclamations, les affiches et les bulletins annonçaient l'intention du nouveau gouvernement de maintenir les principes de la Révolution et d'assurer la sécurité des personnes. « Nous voulons la République, disait-il dans tous ses manifestes, la République assise sur les bases de l'égalité, de la morale, de la liberté civile et de la tolérance politique. » « Plus d'actes oppressifs, plus de titres ni de listes de proscription, plus d'immoralité ni de bascule ! Liberté, sûreté pour tous les citoyens. » Telles étaient les paroles qui succédaient au vote de l'acte du 19 Brumaire. Elles étaient prononcées par Lucien Bonaparte qui avant de conduire les grenadiers à la dispersion de la représentation nationale, avait appuyé

d'enregistrer l'acte illégal du 19 brumaire malgré les injonctions formelles. Il fut destitué par arrêté du 26 brumaire et envoyé en surveillance à Orléans. Beaucoup de fonctionnaires des départements protestèrent et les consuls dans leurs premières réunions eurent, de ce chef, beaucoup de révocations à prononcer. Des clubs s'agitèrent, dénoncèrent le danger de cet attentat à la représentation nationale ; celui du Jura décida la levée en masse et la marche immédiate sur Paris. Peu de citoyens répondirent à son appel et ce projet fut abandonné. L'attitude de la grande majorité de la population fut une expectative déflante (Cf. Aulard, *Études et leçons sur la Révolution*, 2^e série, Le lendemain du 18 Brumaire, et aussi *Registre des délibérations du Consulat provisoire*).

sur la poitrine de son frère la pointe de son épée et avec une intonation à la Talma avait juré de le tuer de sa propre main si jamais il attentait à la liberté des Français.

Chose étrange, dont on était déshabitué depuis longtemps, les actes répondaient aux paroles; le nouveau gouvernement se hâta dès son installation, de rapporter les lois violentes que les troubles et la menace d'une invasion avaient obligé le Directoire à établir. Le 22 brumaire, il abolit la loi des otages, mesure d'intimidation votée trois mois auparavant pour faire cesser le brigandage royaliste, les assassinats, les pillages de toutes sortes; cette loi était trop rigoureuse pour être exécutée, et elle n'avait reçu en effet que de rares et bénignes applications; son abolition fut cependant bien accueillie du public. On révoqua aussi le 27 la loi de l'emprunt forcé; c'était un impôt de cent millions voté le 10 messidor an VII sur la classe aisée, pour faire face aux nécessités de la guerre, un impôt progressif établi au prorata de la contribution foncière; on le remplaça par une taxe de vingt cinq centimes par franc de contributions, et l'on répartit ainsi sur la classe ouvrière un impôt qui ne pesait que sur les riches, mais les consuls tenaient à se concilier la classe bourgeoise.

Ces deux lois, le succès de nos armées en Hollande et en Italie en avait rendu le maintien inutile; le Directoire en avait décidé l'abolition et les débats étaient sur le point d'aboutir, quand Bonaparte et ses complices vinrent

confisquer à leur profit le bénéfice de la révocation de mesures impopulaires.

D'autres mesures suivirent qui firent croire au public qu'un gouvernement fort et sage allait réaliser les promesses de la Révolution. Le 23 brumaire, Bonaparte alla visiter les prisons ; il interrogea les détenus, s'informa des motifs qui les retenaient enfermés ; il s'assura de la salubrité de leurs cellules, de leur nourriture, de la conduite des geoliers envers eux. Au Temple il vit sur le registre d'écrou que plusieurs otages s'y trouvaient ; il les mit en liberté en leur disant : « Une loi injuste vous a privés de la liberté ; mon devoir est de vous la rendre. » Aux autres prisonniers, il promit d'examiner les motifs de leur arrestation et de faire droit à leurs réclamations. La nouvelle de cette visite annoncée par tous les journaux (1) produisit à Paris un bon effet. Quelques jours après, parut un arrêté qui mettait en liberté les prêtres que le Directoire avait déportés aux îles de Ré et d'Oléron. (2) Le gouvernement s'occupait à réparer toutes les injustices et les violences des régimes précédents, à rappeler tous les proscrits. Une loi du 3 nivôse autorisa le gouvernement à laisser rentrer en France sous les conditions de surveillance, « tout individu nominativement condamné à la déportation sans jugement préalable par un acte du corps législatif. » On donnait ainsi aux consuls un moyen fort simple pour accroître leur popularité. Ils en usèrent

(1) *Moniteur* du 27 brumaire.

(2) Arrêté du 8 frimaire.

aussitôt. Divers arrêtés rappelèrent d'exil des proscrits de tous les partis, des fructidorisés, des ex-constituants, des républicains modérés, et même des royalistes ; on vit revenir en France Carnot, Fontanes, La Harpe, Barthélemy, Sicard, Pastorel, Barbé-Marbois, Lafond-Ladebat, Quatremère de Quincy, Boissy-d'Anglas, Portalis, Murair, Villaret-Joyeuse, Barrère, Vadier, La Fayette, etc... (1)

Grâce à cette politique ferme et libérale l'ordre et la tranquillité reparaissaient dans toute la France : le brigandage qui désolait la province, s'il ne cessait pas brusquement, s'atténuait du moins d'une façon fort sensible (2). Le commerce, les affaires reprenaient avec une activité nouvelle (3) ; la confiance était partout et Lucien Bonaparte célébrait avec son emphase habituelle l'ère de la liberté qui venait de s'ouvrir. « Citoyens, s'écriait-il devant la Commission législative des Cinq-Cents, après une longue et cruelle expérience de dix ans, il était temps que la liberté prit une assiette plus fixe et plus stable et qu'elle saisis

(1) Arrêtés du 5 nivôse, du 9, 13, etc.

(2) Comparer à ce sujet deux rapports de Fouché l'un antérieur au 18 brumaire, l'autre postérieur (Aulard, *État de la France en l'an VIII et en l'an IX*).

(3) Cette reprise des affaires se manifestait à la Bourse par une hausse rapide du tiers consolidé : le 17 brumaire il était à 11,38, le 18 il passait à 12,88, les jours suivants il s'élevait successivement à 14,38, à 15,63, à 17,75, à 19,45 pour atteindre 20 francs le 24 brumaire. Un jour que Bonaparte demandait à Talleyrand l'origine de sa fortune immense, « j'ai acheté de la rente la veille du coup d'État de brumaire et je l'ai revendue le lendemain » lui répondit l'effronté courtisan.

d'une main vigoureuse le gouvernail du vaisseau qui allait périr sur les écueils où le poussaient toutes les factions... Citoyens, que nous sommes dignes d'envie, nous à qui a été réservé le pouvoir de poser les bornes du mal ! La France n'a été jusqu'ici qu'une arène sans gloire où les diverses factions se sont immolées. On y cherchait vainement l'autorité capable de régulariser la liberté, et de substituer aux tourbillons qui ont froissé et dévoré une grande partie de la génération, un système moins compliqué et plus simple, dans lequel tous les membres de la société puissent librement jouir de l'exercice de tous leurs droits... Ainsi se termine la Révolution des Français. Arrivés à l'extrémité de la carrière, nous y plaçons un monument à l'humanité, un autre à la justice. Puissent ces deux divinités recevoir chaque jour de nouveaux hommages ! Sous l'autorité tutélaire d'un gouvernement qui a le besoin et le sentiment de les servir et de les honorer, puisse la confiance succéder à l'inquiétude, l'esprit de parti s'éteindre et sur les débris de toutes les factions s'élever plus imposante et plus radieuse que jamais, la liberté publique ! (1) »

Cependant une série d'actes arbitraires auxquels se livra le gouvernement consulaire, dès son installation semblaient bien être en contradiction avec ces sages paroles. Le coup d'état avait eu pour prétexte le péril jacobin ; on avait agité aux yeux du peuple le spectre rouge ;

(1) *Moniteur* du 4 nivôse.

on lui avait montré ces jacobins forcenés levant sur Bonaparte leurs poignards. Ces républicains intransigeants, il fallait non seulement les flétrir dans l'opinion publique par une fable ridicule, mais il fallait surtout les empêcher de se réunir, de se concerter, de faire appel au peuple de ses libertés impudemment violées à Saint-Cloud. Le soir du 19 brumaire, Fouché et son secrétaire Thurot, rivalisaient de zèle pour s'emparer aux barrières de Paris qu'ils avaient fait fermer, de ces républicains revêtus encore de leur costume romain rouge et de leurs insignes de représentants qu'ils n'avaient pas eu le temps de quitter après leur violente dispersion à Saint-Cloud.

Dès le lendemain, 20 brumaire, commença la chasse aux députés jacobins qu'on n'avait pu arrêter la veille aux portes de Paris. L'acte voté dans la nuit par un simulacre de représentation nationale prononçait l'exclusion de 61 d'entre eux, ceux qui n'avaient pas voulu s'enrôler dans la conspiration et qui avaient essayé de résister au coup de force. L'on ne se borna pas à cette mesure d'exclusion; des mandats d'amener furent lancés contre eux par les administrateurs du bureau central et des policiers furent envoyés à leur poursuite (1).

Ce double attentat à la représentation nationale et à la liberté individuelle ne suffit pas à rassurer les nouveaux consuls. Ils tentèrent de se débarrasser par le moyen classique de la déportation, de tous ceux qui leur parais-

(1) Destrem, *Les déportations du Consulat et de l'Empire*, p. 3 et *La Révolution française*, numéro du 14 janvier 1911.

saient devoir s'opposer à l'établissement de leur pouvoir. Dans la première réunion qu'ils tinrent au Luxembourg, dans l'après-midi du 20 brumaire, les consuls dressèrent une liste de proscription qu'ils complétèrent les jours suivants. Le 26, on publia dans les journaux et on afficha sur les murs de Paris l'arrêté des consuls condamnant à la déportation 37 citoyens et ordonnant l'internement à la Rochelle de 22 autres. L'arrêté était pris en vertu de l'article 4 de l'acte du 19 brumaire qui chargeait les consuls de « rétablir la tranquillité intérieure » ; or, la tranquillité publique n'avait été à aucun moment troublée. Parmi ceux qu'on devait envoyer à la Guyane figuraient les noms de Destrem, d'Aréna, de Marquezy, de Truc, ex-députés, de Félix Le Peletier, de Charles Hesse, de Fournier l'Américain, de Mamin qui se vantait d'avoir tué la princesse de Lamballe et de lui avoir arraché le cœur, de Dubreuil qui protesta contre le 18 brumaire dans un courageux factum. Au nombre de ceux qui recevaient l'ordre de se rendre à la Rochelle pour y être internés se trouvaient Briot-Antonelle, Poullain-Grandprey, Talot, Grocassand-Dorimond, Tilly ex-chargé d'affaires à Gênes, Stévenotte, Delbrel, etc... C'étaient des représentants et des citoyens qui avaient voulu s'opposer à l'ambition de Bonaparte.

Parmi ceux qui devaient être internés à Oléron, on remarquait surtout un nom dont la présence sur la liste frappait tout le monde de stupeur : c'était celui de Jourdan, le glorieux vainqueur de Fleurus, que Bonaparte avait voulu

punir de lui avoir refusé son concours. La police s'était déjà saisie de plusieurs individus désignés dans l'acte de proscription et de beaucoup de députés exclus le 19 brumaire. Les journaux publiaient tous les jours des listes de personnes arrêtées (1). A défaut des citoyens désignés dans les mandats ou en même temps qu'eux, on arrêtait leurs femmes, leurs domestiques, leurs parents. Fouché prit ses dispositions pour assurer l'exécution de l'arrêté du 20 brumaire, ce qui prouve bien que c'était là autre chose qu'une mesure comminatoire destinée à effrayer les adversaires du coup d'état de brumaire, comme l'a prétendu plus tard Napoléon. Deux bateaux, la *Syrène* et la *Mutine*, qui se trouvaient à Rochefort furent désignés pour transporter à la Guyane les individus visés par l'arrêté. Cette mesure fut très mal accueillie du public. La présence sur la liste du nom de Jourdan, révoltait toutes les consciences et inquiétait même les partisans du nouvel ordre. Tous les journaux protestèrent sauf la presse royaliste qui exultait à l'annonce de mesures de rigueurs contre des adversaires. A part quelques personnes qui se montraient satisfaites et se disaient tout bas : « cela commence ! cela commence ! » la foule devant les affiches restait silencieuse, consternée (2). Elle ne se révolta pas, cette foule, le temps des insurrections était passé, mais elle fit comprendre par son attitude qu'elle gardait toute sa sympathie aux proscrits.

(1) *Moniteur* du 23, 24, 25... brumaire.

(2) *Journal des Républicains* du 29 brumaire.

Le gouvernement devant cette réprobation muette sentit qu'il avait commis une faute. Bonaparte résolut de tirer de cet incident tout le parti possible et d'accroître son influence personnelle. Il se posa en modérateur de ses collègues en réparateur de leurs fautes ; il prétendit n'avoir eu aucune part à la confection de la liste ; il engagea Cambacérès à ne pas publier l'arrêté ou bulletin des lois ce qui lui aurait fait perdre toute valeur légale. Il raya lui même le nom de Jourdan et lui écrivit une lettre chaleureuse où il exprimait le désir de « voir constamment le vainqueur de Fleurus sur le chemin qui conduit à l'organisation, à la véritable liberté et au bonheur (1). » L'arrêté d'ailleurs ne fut pas exécuté. D'autres radiations suivirent celles de Jourdan. La Cour de Cassation intervint en faveur d'un de ses membres Xavier Audouin et obtint sa grâce ; Murat sollicita celle de Delbrel, on la lui accorda ; Talleyrand

(1) *Correspondance*, VI, n° 4.397.

Jourdan fit sa soumission dans une lettre très digne adressée à Fouché : « J'ai six enfants, citoyen ministre, et je suis trop bon père pour leur faire partager la persécution que j'éprouve. J'ai quelquefois exposé ma vie pour défendre la République, je saurai sacrifier ma liberté à l'existence de ma famille... » Fouché l'appela chez lui et en présence de Bernadotte : « Au moment où je reçus votre lettre, dit-il, je la portai à Bonaparte ; après en avoir pris lecture, il s'est exprimé dans les termes suivants : « c'est l'abbé Siéyès qui a fait rendre cet arrêté et c'est lui et ses affidés qui ont dressé la liste. Je n'approuve pas cette mesure ; si j'avais voulu croire ces peureux le sang aurait coulé. Dites à Jourdan qu'il peut se retirer où il voudra et qu'il continuera à jouir de son traitement jusqu'à ce que les circonstances me permettent de l'employer. » Jourdan, sous l'Empire, fut nommé grand maréchal.

s'entremet en faveur de l'adjudant Jorry qu'il avait autrefois chargé d'une mission à Rome , Fouché obtint lui aussi la radiation de ses amis, les journaux exhortaient les consuls à se montrer généreux. Siéyès et Bonaparte, sentirent qu'il était dangereux pour un gouvernement encore à ses débuts de heurter de front l'opinion publique; ils pensèrent qu'il serait plus habile de se montrer magnanimes et de ne pas reproduire les errements des gouvernements précédents. Ils résolurent d'étendre à tous les proscrits la mesure de clémence dont avaient bénéficié déjà quelques uns d'entre eux; le 4 frimaire l'arrêté de proscription était rapporté. Ce n'était là d'ailleurs qu'une mesure de demi-clémence, car les pseudo-proscrits étaient mis sous la surveillance de la police dans des communes qu'elle leur désignait et ils étaient obligés de se présenter aux autorités locales à des époques fixes.

L'histoire de cette proscription montre bien que le gouvernement consulaire n'entendait pas renoncer aux moyens violents qu'avaient connus la Convention et le Directoire. Si Bonaparte n'eut pas recours à la déportation pour réduire ses adversaires, ce n'est pas par générosité ou par respect pour la légalité, mais bien parce qu'il vit qu'il était d'une politique plus habile de ne pas user de ce moyen; c'est aussi, que l'adhésion presque unanime de la France à l'établissement de son pouvoir la rendit inutile.

L'arrêté du 4 frimaire remplaçait la déportation et l'internement par l'exil à l'intérieur, mais telle qu'elle était cette mesure plut au public. Nul doute qu'elle ne fut l'œuvre

de Bonaparte du héros qui ne cessait de répandre ses bienfaits sur la France. Son prestige s'en accrut encore et la tentative de déportation qu'il avait méditée au lieu de le discréditer eut pour résultat de consolider son pouvoir (1).

Beaucoup de députés exclus ou compris sur l'arrêté du 20 brumaire se rallièrent au nouveau régime. Presque tous les républicains décidèrent de lui apporter leur appui, ils voyaient dans la politique de modération, d'apaisement, de concorde suivie depuis brumaire un gage de paix, de sécurité pour les propriétés et pour les personnes. Il est possible qu'à ce moment, Bonaparte ait rêvé la gloire de Washington et que sa politique conciliatrice fut sincère, mais ce rêve, si tant est que Bonaparte l'ait fait, fut de bien courte durée ; son ambition personnelle se réveilla et il profita habilement de la confiance qu'il inspirait à la France et aux républicains pour faire voter une constitution qui faisait de lui le maître de la France.

L'acte du 19 brumaire chargeait les deux Commissions législatives issues des deux Conseils de préparer les changements à apporter à la Constitution de l'an III. En réalité il ne s'agissait pas seulement d'apporter quelques modifications à une constitution mais d'en faire une nouvelle. Les Commissions législatives prirent pour base de leurs discussions un projet vague et confus que Siéyès

(1) Dans la séance du 4 frimaire les consuls décidèrent de placer la statue de la Liberté à l'intérieur du Luxembourg. Cf. *Registre des délibérations du Consulat provisoire* publié par Aulard.

méditait depuis longtemps (1). L'idée qui était à la base du système de Siéyès est la suivante : le peuple est souverain, mais il ne doit pas exercer la souveraineté directement, il doit la déléguer, « la confiance doit venir d'en bas, le pouvoir doit venir d'en haut. » La souveraineté se borne à dresser des *listes de notabilités* (notables communaux, départementaux, liste nationale). Un *jury constitutionnaire* ou *collège des conservateurs* (que nous retrouverons sous le nom de Sénat conservateur) devait choisir sur la liste nationale les autorités exécutives et les membres des assemblées législatives, un *tribunat*, un *corps législatif*, sorte de cour de cassation politique, devant lequel plaideraient, c'est-à-dire soutiendraient les projets de lois les membres du tribunal représentant les besoins du peuple et les membres d'un *Conseil d'Etat* qui présenteraient l'avis du gouvernement. Le jury constitutionnaire choisissait aussi le proclamateur-électeur ou *grand électeur*. Celui-ci ne gouvernait pas, ses attributions étaient spéciales et ses fonctions bien limitées ; elles consistaient à nommer les deux consuls, l'un pour l'intérieur (police, justice, finances), l'autre pour l'extérieur (guerre, marine, colonies). Il les surveillait, les révoquait s'il y avait lieu de même qu'il pouvait destituer tout fonctionnaire dont la popularité pouvait conduire au despotisme. Si c'était le grand électeur lui-même qui par ses empiètements,

(1) Sur les projets constitutionnels de Siéyès voir Mignet, *Histoire de la Révolution*, t. II, chap. xiv et Boulay de la Meurthe, *Théorie constitutionnelle de Siéyès*.

menaçait les institutions et la forme du gouvernement, le jury constitutionnaire pouvait l'absorber. Le rôle de ce grand électeur était surtout décoratif ; il représentait la France, il recevait un revenu de trois millions, une garde de 3.000 hommes et habitait le palais de Versailles. Tel était, dans ses grandes lignes le projet si ingénieux de Siéyès qui était figuré par une pyramide dont le peuple formait la base et au sommet de laquelle était le grand électeur. Ce système par une division savante et compliquée des pouvoirs sauvegardait la liberté et multipliait les précautions contre l'ambition d'un homme. C'est bien pour cette raison qu'il déplut à Bonaparte qui n'y trouvait aucune place pour lui. Il le cribla de railleries et quand on lui eut offert la dignité de grand électeur, il refusa net, d'être « un cochon à l'engrais » « l'ombre décharnée d'un roi fainéant. » « Voulez-vous donc être roi ? » s'écria à la fin d'une âpre querelle Siéyès qui découvrait enfin les visées ambitieuses de son collègue. Celui-ci s'en défendit mais c'est bien une monarchie qu'il voulait rétablir à son profit. Quant à son frère Lucien, une constitution de dix lignes lui suffisait. Il ne fallait à la République qu'un président, un conseil d'État des ministres et des préfets. Plus de tribune, plus de bavardage ; l'essentiel était de songer aux hommes de la Révolution et d'assurer leur sort. Quant à lui il s'adjugeait le ministère de l'Intérieur.

L'on ne parvenait pas à s'entendre ; le projet de Siéyès tomba sous les sarcasmes de Bonaparte soutenu par le public qui mal informé voyait en lui le continuateur de la Révolu-

tion s'opposant à l'établissement du pouvoir absolu d'un grand électeur. Daunou chargé de rédiger une autre constitution présenta un projet encore plus libéral que celui de Siéyès. Bonaparte le critiqua vivement; il comprit qu'il fallait agir avec énergie et dès ce moment parla en maître. « Citoyen Daunou, dit-il, « prenez la plume et mettez-vous là. » Et au milieu de ce petit cercle de députés et d'amis réunis chez lui, il dicta cette constitution qui établissait la dictature du sabre. Daunou, résigné, écrivait les articles au verso des feuillets qui portaient encore le plan si démocratique qu'il avait rédigé. Quelquefois, un assistant hasardait une observation, voulait sauver une liberté, Bonaparte s'emportait, tapait du pied; l'accusait de tenir des discours de club et la majorité approuvait. Bonaparte les tenait par l'appât des places, les alléchait par l'espoir de l'inamovibilité sénatoriale ou du titre ressuscité de conseiller d'Etat, il exploitait toutes les avidités qui s'agitaient et s'affairaient autour du succès en marche. « On en était arrivé à ne plus songer à sauver les principes de la Révolution mais seulement les hommes qui l'avaient faite, et leurs intérêts matériels » disait Thibaudeau. Puis quand Bonaparte vit que le texte ainsi rédigé lui suffisait pour établir sa domination, il interrompit brusquement la discussion, et congédia les membres des Commissions législatives après leur avoir fait signer individuellement cette constitution incomplète. Aucun des commissaires n'osa protester contre cet escamotage de la constitution, contre ce nouveau coup d'État plus grave peut-être que celui du 18 brumaire.

Notre intention n'est pas d'étudier la constitution du 22 frimaire l'an VIII dans tous ses détails ; nous devons cependant l'exposer à grands traits, car c'est sous ce régime que la France a vécu pendant quinze ans. Les constitutions de l'an X et de l'an XII ne sont que des retouches faites à celle de l'an VIII. C'est cette constitution qui permit à Bonaparte d'attenter à la liberté.

Rœderer discutait un jour sur les qualités que doit posséder une Constitution. « Il faut, disait Rœderer, qu'une Constitution soit courte et.... — et obscure », s'empressa de dire Bonaparte. Aussi dut-il être content de son œuvre car elle répondait à souhait aux désirs qu'il exprimait devant Rœderer. Elle n'est qu'une caricature des projets de Siéyès. Elle ne contient même pas de déclaration des droits. Elle rétablit le suffrage universel et proclame la souveraineté de la nation, mais par des combinaisons ingénieuses, elle les réduit à néant. Tous les citoyens dressent des *listes communales* ou d'arrondissement formées du dixième d'entre eux. Les citoyens compris sur les listes communales dressent à leur tour par le même procédé les *listes départementales* qui par réduction à un dixième forment ensuite la *liste nationale*. C'est sur cette dernière liste que doivent être choisis les députés et les tribuns. La nation ne nomme ainsi que des candidats à la députation et cela par trois degrés d'élection superposés ; le peuple n'a donc dans la représentation nationale, selon l'expression même de Napoléon, qu'une « participation illusoire et métaphysique. » De plus les listes d'éligibles

ne devaient être formées que l'année suivante ; si bien qu'au début de l'organisation consulaire la nation n'eut aucune part à la nomination des fonctionnaires publics et des députés. C'est ainsi que, par une parodie de système de Siéyès, Bonaparte entendait que la confiance vint d'en bas mais il s'arrangeait de manière qu'aucun pouvoir ne vint que d'en haut.

Le gouvernement a seul l'initiative des lois. Le texte en est rédigé par un *Conseil d'Etat* puis soumis à un *Tribunat* qui le discute sans pouvoir l'amender et envoie trois de ses membres « exprimer son vœu » devant un *Corps législatif* concurremment avec des Conseillers d'Etat qui viennent devant cette assemblée appuyer le projet de loi. Le Corps législatif adopte ou rejette la loi en bloc, sans pouvoir ni l'amender ni la discuter. Ainsi, de ces trois assemblées, l'une propose sans pouvoir disposer, l'autre discute sans décider, l'autre décide sans discuter ni proposer. Enfin une quatrième déclare si la loi ainsi votée est conforme à la Constitution ; c'est le *Sénat conservateur*. Outre ce contrôle législatif, le Sénat possède des attributions importantes : c'est lui qui nomme les cent membres du *Tribunat* et les trois cents membres du Corps législatif ; il élit également les consuls à l'expiration de leurs dix années de mandat, les juges à la Cour de cassation et les commissaires à la comptabilité. Il était lui-même recruté de la façon suivante : les deux consuls sortants Siéyès et Roger Ducos, nommés membres du Sénat, nommeraient avec les deuxième et troisième

désignés par la Constitution, la majorité du Sénat qui se complèterait ensuite lui-même. Plus tard, le Sénat comblerait les vides en choisissant entre trois candidats présentés l'un par le Tribunat, l'autre par le Corps législatif, le troisième par le premier consul.

Quant au pouvoir exécutif, il est confié à trois Consuls nommés pour dix ans et indéfiniment rééligibles. Bonaparte, Cambacérès, et Lebrun furent les consuls nommés pour la première fois par la Constitution. Mais c'est au premier Consul Bonaparte qu'est dévolue toute la réalité du pouvoir : « Le premier consul promulgue les lois ; il nomme et révoque à volonté les membres du Conseil d'Etat, les ministres, les ambassadeurs et autres agents extérieurs en chef, les officiers de l'armée de terre et de mer, les membres des administrations locales et les commissaires du gouvernement près les tribunaux. Il nomme tous les juges criminels et civils autres que les juges de paix et les juges de cassation, sans pouvoir les révoquer » (art. 41).

Les deux autres consuls que la Constitution lui adjoint ne sont que de pâles comparses destinés à masquer sa toute puissance, des consuls de parade, des figurants qui ne sont là que pour déguiser son unité despotique : Dans les autres actes du gouvernement, le deuxième et le troisième Consul ont voix consultative ; ils signent le registre de ces actes pour constater leur présence ; et s'ils le veulent, ils y consignent leurs opinions ; après quoi la décision du premier consul suffit » (art. 42). C'était la dictature qui était ainsi conférée à Bonaparte, mais une dictature

d'autant plus dangereuse qu'elle se cachait sous des formules et qu'on avait pris soin d'en déguiser la nature et d'en taire le nom.

Cette omnipotence, que l'habile général avait extorquée aux commissions législatives intermédiaires, rendaient bien précaires les garanties des droits individuels. Ces droits, il n'en est d'ailleurs pas question dans la Constitution ; elle ne fait aucune mention ni de la liberté de la presse, ni de la liberté de conscience, pas plus que de la liberté de la parole. Parmi ces droits, il en est un cependant, qu'il lui était impossible de passer sous silence, c'est la liberté individuelle. Mais s'il lui consacre quelques articles c'est pour la mettre à la discrétion du gouvernement, tout en paraissant l'entourer de garanties solides. Le titre VII (art. 76 à 83) contient des dispositions très libérales concernant l'inviolabilité du domicile, la motivation des ordres d'arrestation, les devoirs imposés aux geoliers, le droit de pétition au Tribunat, mais d'autres articles rendaient ces garanties illusoires.

Aucune des constitutions qui avaient précédé celle de l'an VIII, aucune des déclarations de droits n'accordait à la puissance administrative le droit de priver un homme de sa liberté pour quelque cause que ce fut. Seule l'autorité judiciaire, parfois aussi le corps législatif, pouvait décerner des mandats d'amener. Avec la Constitution de l'an VIII reparait le droit pour le gouvernement de faire arrêter et détenir certains individus, sans aucune intervention de l'autorité judiciaire : « Si le gouvernement est informé

qu'il se trame quelque conspiration contre l'Etat, il peut décerner des mandats d'arrêt contre les personnes qui en sont présumées les auteurs ou les complices ; mais si dans un délai de dix jours après leur arrestation, elles ne sont mises en liberté ou en justice réglée, il y a, de la part du ministre signataire du mandat, crime de détention arbitraire » (art. 46).

Ce pouvoir attribué au gouvernement d'arrêter qui bon lui semble et de le détenir pendant dix jours sous prétexte de conspiration paraît déjà excessif, mais l'individu emprisonné en vertu de ce pouvoir arbitraire, est-il assuré, au bout de dix jours, de comparaître devant un juge ou d'être relâché ? Nullement. Le ministre dans ce cas, est responsable il est vrai, il est coupable du crime de détention arbitraire s'il ne met pas en liberté ou s'il ne traduit pas devant la justice, dans les dix jours de son arrestation, l'individu qu'il accuse de complot contre l'Etat. Le crime de détention arbitraire sera dénoncé par le Tribunal au Corps législatif qui après en avoir délibéré « dans les formes ordinaires » défère le ministre à une haute-cour composée de juges du Tribunal de Cassation et de jurés pris sur la liste nationale, articles 72 et 73.

On voit quelle procédure solennelle et compliquée exige ce recours. Il fait intervenir trois des corps les plus importants du pays : le Tribunal, le Corps législatif, le Tribunal de Cassation. Or pour qu'un recours contre un acte arbitraire ou illégal soit vraiment efficace il faut qu'il soit simple, rapide et à la portée de tout le monde. D'autre

part, la première condition pour qu'une assemblée ou un tribunal puisse agir ou sévir contre l'arbitraire gouvernemental, c'est d'être absolument indépendants du gouvernement; or le Tribunal de Cassation comme le Tribunat et le Corps législatif dépendaient entièrement du pouvoir exécutif; leurs membres étaient nommés par les sénateurs qui eux-mêmes étaient choisis par les amis, les collaborateurs et les complices de Bonaparte.

L'acte arbitraire, la détention illégale est-elle le fait d'un agent subalterne, la victime ne pourra pas poursuivre de fonctionnaire coupable devant les tribunaux; il lui faudra demander au préalable l'autorisation du Conseil d'Etat c'est-à-dire d'un corps composé uniquement des familiers de Bonaparte; en d'autres termes, c'est au gouvernement qu'il appartiendra de permettre ou d'empêcher de poursuivre devant les tribunaux les actes arbitraires et les abus du pouvoir qu'il aura lui-même ordonnés: « Les agents du gouvernement autres que le ministre ne peuvent être poursuivis pour des faits relatifs à leurs fonctions qu'en vertu d'une décision du Conseil d'Etat; en ce cas la poursuite a lieu devant les tribunaux ordinaires. » C'est là ce qu'on a appelé, il semble que ce soit par dérision, la *garantie constitutionnelle*; c'est là ce fameux article 75, qu'on a qualifié d'« immortel » car il survécu à toutes les révolutions. Ce « donjon féodal » ce « rempart de l'arbitraire » a résisté victorieusement aux terribles assauts que lui ont livrés Benjamin Constant, de Tocqueville, Laboulaye, Poitou et tant d'autres... Il est inutile de nous étendre

davantage sur les dangers que présente pour la liberté individuelle cette « contrefaçon outrée de l'ancien régime; » cette nouvelle formule des évocations des intendants n'était dans l'esprit de Bonaparte qu'un privilège grâce auquel ses agents pourraient « légalement violer la loi. » Les abus criants que couvrit ce principe sous le régime napoléonien ne justifie que trop les critiques qu'on lui a adressées.

Quant au premier Consul il n'encourt aucune responsabilité du fait d'arrestations arbitraires ou de détentions prolongées au delà de dix jours. Contre ses actes les plus odieux, aucun recours n'est possible. Bonaparte a eu soin de faire déclarer par la constitution son impunité absolue (art. 69) Le premier Consul est irresponsable d'actes qu'il ordonne, les ministres sont responsables d'actes qu'ils n'ordonnent pas (1).

Tout dans cette constitution était combiné pour autoriser pratiquement la violation de toute liberté. C'était bien une monarchie qu'on établissait au profit de Bonaparte qui devenait plus puissant que Louis XVI sans la Constitution de 1791. « Ce n'était pas encore la monarchie dans les mots, observe un contemporain, cela l'était déjà dans les choses. Des électeurs qui ne s'assemblaient plus que pour élire des éligibles, un Sénat dans la main du gouvernement; un corps législatif sans initiative, sans amendement, sans parole; le mystère politique de trois consuls qui n'en faisaient qu'un; et toutes les forces, toutes les finances, tous

(1) Les journaux anglais qualifièrent la Constitution de « mélange de régime parlementaire et de despotisme de Constantinople. »

les emplois de l'État abandonné à cet homme seul... quelle monarchie plus forte, plus compacte fut organisée avec plus d'astuce et d'habileté ? » (1)

Aussi, quand Boulay de la Meurthe qui jusque là avait patronné avec la plus grande ardeur la Constitution eut à en prononcer l'éloge devant la Commission des Cinq-Cents, il recula ; ses yeux venaient, à la dernière heure, de s'entrouvrir et c'est avec mélancolie qu'il le confessa plus tard : « Quand il fallut, dit-il, me faire le panégyriste de la Constitution de l'an VIII et la présenter comme devant répondre à tous les besoins du pays, je l'avoue, un doute agita mon esprit, et je crus qu'il était sage de m'abstenir (2). »

Garat, l'adulateur officiel de tous les hommes au pouvoir n'eut pas les mêmes timidités ni les mêmes scrupules, et le 23 frimaire, devant la Commission des Anciens, il célébrait en termes pompeux les mérites de la Constitution et surtout ceux de Bonaparte : « La République française ne sera plus une arène toujours ouverte aux factions tour-à-tour vaincues ou victorieuses et couvrant tout également de sang et de ruines par toutes les défaites et par tous les triomphes. Les foyers de toutes les factions vont

(1) Aignan, membre de l'Académie, *Histoire du Jury*, p. 288.

(2) *Théorie constitutionnelle de Siéyès*. Le 21 frimaire Boulay prononça la première partie de son discours ; il s'étendit en considérations générales sur la Révolution, les idées de Siéyès... Le lendemain, il s'excusa de ne pouvoir le continuer, en invoquant des modifications dernières (*Moniteur* du 22 et du 24). La fin de ce discours ne fut jamais prononcée.

s'éteindre : les sources de toutes les pensées saines, de tous les biens réels vont s'ouvrir : et c'est dans les lois que vous allez proclamer que les malheurs de la République vont trouver leur terme, et ses prospérités, leurs naissances...

« Ce succès éclatant que tout fait présager vous est encore assuré davantage par cet homme extraordinaire à qui vous avez confié principalement les pouvoirs et les destinées de la République, et qui, dans le cours de ses destinées personnelles, ne rencontra des obstacles que pour obtenir des triomphes ; en l'élevant à cette fonction, la première du monde, et que son génie rendra plus éminente encore, vous l'avez installé où le portaient les vœux de la République et les besoins de nos circonstances. Cette influence que, par son nom seul, il exerce sur toutes les imaginations, sa gloire, en même temps qu'elle sera un puissant ressort de plus dans l'action du gouvernement, sera une limite et une barrière devant le pouvoir exécutif ; et cette borne sera d'autant plus sûre qu'elle ne sera pas dans une charte, mais dans le cœur et dans les passions même d'un grand homme (1). »

(1) *Moniteur* du 26 frimaire. Bonaparte en présentant la Constitution au peuple dit qu'elle était fondée « sur les vrais principes du gouvernement représentatif, sur les droits sacrés de la propriété, de l'égalité, de la liberté », qu'elle « garantissait les droits des citoyens et ceux de l'État. » La liberté au lieu d'être placée au premier rang ne venait plus qu'à la fin. La proclamation se terminait par ces mots : « Citoyens, la Révolution est fixée aux principes qui l'ont commencée. Elle est finie. » Certes la Révolution était finie ; Barnave aussi en 1791 avait prononcé ce mot mais il n'entendait pas par là que la grande pensée politique et sociale de la Révolution était

Garat avait fort bien caractérisé la nouvelle organisation et le régime qui allait découler de la Constitution du 22 frimaire. Les droits individuels, les libertés publiques n'allaient plus dépendre que du « cœur » et des « passions » d'un général ambitieux et sans scrupules.

La Constitution « offerte à l'acceptation du peuple » fut approuvée par 3.011.007 voix contre 1.502 (1). La France entière se précipitait dans la dictature.

Sans attendre même le résultat de ce plébiscite, la constitution fut mise en vigueur, et les nouveaux consuls entrèrent en fonctions le 4 nivôse. Bonaparte s'occupa aussitôt de l'organisation du gouvernement ; il appela à le seconder tous les esprits éminents de cette époque. L'on plaça dans les assemblées législatives et dans les grands corps d'état, tous ceux qui avaient brillé par leur savoir ou leurs talents : on fit appel aux hommes de tous les partis, mais surtout aux républicains, aux savants, aux membres de l'Institut, aux littérateurs, aux membres des

un fait accompli. Ici, cette formule pouvait être traduite d'une tout autre façon ; elle pouvait signifier que la Révolution était confisquée au profit d'un seul homme.

(1) Chiffre donné par le *Bulletin des lois*. Le vote eut lieu sur des registres déposés au secrétariat de toutes les administrations publiques. Le résultat fut proclamé le 18 pluviôse an VIII. Outre qu'il fallait un certain courage pour signer la non-acceptation, on mit tout en œuvre pour assurer le succès de ce plébiscite (Mise en vigueur de la Constitution avant son acceptation, offres éclatantes de paix à l'Angleterre, pacification de l'Ouest, rappel des proscrits de tous les partis, retrait de l'arrêté du 4 frimaire qui mettait en surveillance les républicains proscrits le 20 brumaire, proclamation de la liberté des cultes).

anciennes assemblées révolutionnaires. Le parti de la Révolution se trouvait ainsi largement représenté parmi les législateurs, les sénateurs, les conseillers d'État et les nouveaux fonctionnaires. On pouvait croire que la présence aux côtés de Bonaparte d'hommes renommés pour leurs convictions républicaines et leur foi ardente en l'idéal révolutionnaire, serait une garantie pour les libertés publiques et une barrière contre l'ambition du premier consul. Ces hommes s'opposèrent, en effet, de toute leur énergie aux progrès du despotisme ; ils repoussèrent plusieurs projets de loi qui leur furent soumis par Bonaparte et qui marquaient une réaction contre les idées de 89. Mais les assemblées dont ils faisaient partie n'avaient reçu que « l'ombre » du pouvoir, le premier consul en avait gardé pour lui toute la « substance. » Le Tribunat, n'ayant

(1) Les premiers ministres furent Abrial, Talleyrand, Lucien Bonaparte, Gaudin, Fouché, Forfait, Berthier, puis Carnot.

Au Conseil d'État Bonaparte appela quelques esprits remarquables : Thibaudeau, Rœderer, Miot de Melito, Real, Pelet (de la Lozère), Boulay (de la Meurthe), Lacuée, Gantheaume, Emery, Chaptal, Regnaud, Cretet, Locré...

Au Sénat l'on vit l'élite des intellectuels entre autres Cabanis, Monge, Volney, Berthollet, Deslutt de Tracy, Kellerman, Daubenton, Lagrange...

Le poète Ducis refusa d'y entrer voulant garder son indépendance.

Le Sénat nomma au Corps législatif des révolutionnaires obscurs. On y remarquait cependant La Tour d'Auvergne ; l'héroïque grenadier ne tarda pas à être dépaycé dans ce milieu de courtisans et il s'en alla.

Le Tribunat reçut quelques républicains sincères fermement attachés aux idées libérales : Andrieux, Marie-Joseph Thénier, Benjamin

aucune initiative, ne pouvant prendre aucune décision, était condamné à une opposition stérile. « Sorte d'eunuques législatifs, dit Lanfrey, cette mutilation les réduisait à l'état de simples virtuoses politiques (1). » Le Corps législatif ne pouvait ni discuter, ni amender les projets de loi qu'on lui envoyait; il lui était bien difficile aussi de les rejeter tous. Ni les tribuns, ni les législateurs ne se sentaient soutenus par cette force politique qu'est la volonté nationale, l'opinion publique; ils n'étaient pas les élus du peuple, ils ne représentaient même pas les notables dont la liste n'était pas encore dressée. Ils furent entraînés par le torrent de servilisme qui jetait la France aux pieds de Bonaparte; ils assistèrent impuissants à la destruction de l'œuvre de la Révolution, à la disparition de toute liberté.

Les premières mesures qui suivirent l'installation des Consuls eurent pour but de compléter la Constitution et d'en dissiper les obscurités. Bonaparte y révélait nettement sa volonté de tirer tout le parti possible du pacte qui le liait à la nation et même à l'occasion de n'en tenir aucun compte. Le Conseil d'Etat reçut le pouvoir ambigu et redou-

Constant, Ginguéné, Stanislas Girardin, Jard-Panvillier, Laromiguière, l'économiste J.-B. Say, Daunou qui avait refusé de faire partie du Sénat.

L'on avait placé, dit Thiers « des fatigués obscurs dans le Corps législatif, des fatigués d'un ordre plus élevé dans le Sénat » (*Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. III, p. 320).

(1) Lanfrey, *Histoire de Napoléon I^{er}*, t. II, p. 50.

table de « développer le sens des lois. » (1) et jugea inutile de s'adresser au législateur pour rendre aux parents d'émigrés leurs droits politiques et prononcer leur admissibilité aux fonctions publiques (2). La Constitution pouvait être suspendue dans les lieux où éclateraient des troubles (3). Il eut été logique de s'adresser au Corps législatif qui prononçait cette suspension, pour en fixer aussi les effets. Les habitants des régions désignées, seraient-ils seulement privés de garanties constitutionnelles ou bien seraient-ils mis *hors la loi* et traités suivant le bon plaisir du gouvernement? C'est dans ce dernier sens que Bonaparte, de lui-même, trancha la question. Le 26 nivôse, la Constitution fut suspendue dans les départements de l'Ouest. Un général reçut le pouvoir de faire « des règlements entraînant peine de mort, d'imposer des contributions extraordinaires, par forme de peine sur les communes, cantons et départements, » de prendre en un mot « toutes les mesures usitées en pays ennemi. » (4)

(1) Règlement pour l'organisation du Conseil d'Etat du 5 nivôse, an VIII (art. 11).

(2) Avis du Conseil d'Etat du 4 nivôse.

(3) Article 92 de la Constitution.

(4) Bonaparte faisait écrire au général Hédouville commandant des troupes de l'Ouest de traiter les Bretons « comme les Arabes du désert » de faire fusiller sur le champ, sans jugement, les rebelles pris les armes à la main. « Le Premier Consul, disaient ces ordres, qui a l'habitude des mesures rigoureuses et énergiques croit que ce serait donner un exemple salubre que de brûler deux ou trois grosses communes choisies parmi celles qui se comporteront le plus mal (15 nivôse, 5 janvier 1800). Le *Moniteur* venait d'autre part

Par un simple arrêté encore, Bonaparte supprimait la liberté de la presse et réduisait le nombre des journaux politiques à treize (1). Encore était-il défendu à ceux qu'on laissait subsister de parler de politique ou des opérations des armées, et l'on obligeait leurs propriétaires et leurs rédacteurs à prêter serment, on les fonctionnarisait et l'on réduisait déjà la presse au rôle de simple office d'État.

Mais ce fut surtout par la loi du 28 pluviôse an VIII que la Constitution se trouva vraiment complétée et l'omnipotence du premier consul définitivement assurée jusque dans le moindre village. Cette loi qui organisait l'adminis-

d'énumérer au nombre des mesures arrêtées « l'abandon à l'armée et aux gens fidèles du pays de tous les biens de ceux qui auraient pris les armes ou ne justifieraient pas leur résidence chez eux depuis une époque donnée jusqu'à ce que le pays se trouvât entièrement soumis et peuplé de propriétaires intéressés au maintien de la République. » (4 nivôse, 25 décembre 1799). Frotté, le chef des chouans de la Normandie, le seul qui ne se soumit pas, attiré dans une entrevue, fut au mépris d'un sauf conduit, capturé et fusillé.

(1) Arrêté du 27 nivôse, *Le Moniteur*, le plus important de ces journaux était devenu *Journal Officiel* depuis le 7 nivôse ; les douze autres étaient menacés de suppression immédiate s'ils inséraient « des articles contraires au respect dû au pacte social, à la souveraineté du peuple et à la gloire des armées » ou s'ils publiaient « des invectives contre les gouvernements et les nations amis ou alliés de la République, lors même que ces articles seraient extraits des feuilles périodiques étrangères » (art. 5). La mesure, il est vrai, était présentée comme provisoire, elle n'avait d'effets que « pendant toute la durée de la guerre » mais, en réalité elle devait être maintenue après les paix de Lunéville et d'Amiens et il ne fut jamais question de la révoquer. L'arrêté du 27 nivôse, en faisant disparaître l'un des fondements de la liberté individuelle marque en fait le commencement du despotisme.

tration du département, de l'arrondissement, et de la commune, établissait au profit du premier consul une centralisation à outrance, encore plus étroite et plus étouffante que celle de l'ancien régime. Elle enlevait au peuple tout droit à l'élection de ses fonctionnaires (sauf cependant l'élection des juges de paix qui subsista encore pendant quelques temps). A la tête de chaque département on plaçait un préfet qui était chargé seul de l'administration. (art. 4). On faisait ainsi revivre sur la tête de ces préfets les pouvoirs formidables des intendants de l'ancienne monarchie ; ces fonctionnaires étaient même plus puissants que des intendants car aucune tradition, aucun usage ne venait entraver leur action, aucun corps, aucune noblesse ne faisait contrepoids à leur autorité ; ils ne relevaient que du premier Consul de même que tous les fonctionnaires du département, de l'arrondissement et de la commune. Préfets, sous-préfets, conseillers de préfecture, maires, conseillers généraux, municipaux et conseillers d'arrondissement étaient nommés par le premier consul ou par le préfet selon leur importance ; les pouvoirs délibérants en bas comme en haut étaient systématiquement annulés ; toute indépendance, toute vie régionale et locale était supprimée. Les préfets devaient être autant de premiers consuls, autant de dictateurs au petit pied chargés de distribuer le despotisme en détail et tout le système tendait à enserrer la France dans un vaste réseau aux mailles serrées dont le premier consul tenait dans sa main tous les fils (1).

(1) Daunou qui fut le rapporteur de cette loi la cribla de critiques,

Ainsi, omnipotence du premier conseil, omnipotence qui ne trouve aucun contrepoids dans l'indépendance des assemblées législatives, pouvoir vague, mal défini et par cela même inquiétant du Conseil d'État, une centralisation étouffante et l'obéissance de toutes les parties du territoire assurée par cette centralisation, suppression de tout droit d'élection ou si l'on veut organisation d'un simulacre d'élection, voilà quelles sont dès le début du Consulat les garanties politiques de la liberté individuelle ; voyons quelles sont les garanties judiciaires.

Le caractère tyrannique de Bonaparte devait fort peu s'accommoder de la complète indépendance des juges. Il s'était assuré la docilité des députés, l'obéissance absolue des préfets et des fonctionnaires administratifs à tous les degrés de la hiérarchie ; il ne pouvait, en bonne logique, laisser une autorité aussi considérable que l'autorité judiciaire absolument libre de ses actes et de ses décisions. Une magistrature disciplinée rentrait tout naturellement dans le cadre de la réorganisation tentée par lui. C'est le procédé si commode de la centralisation qu'il applique à la justice comme il l'a adopté pour l'administration comme il l'appliquera en tout et partout à la religion par le Concordat, à l'instruction publique au moyen de l'uni-

il conclut cependant à son adoption sous prétexte qu'il eut été dangereux d'ajourner trop longtemps cette réforme. Cet argument de nécessité devait être souvent repris par la suite et exploité par Bonaparte. Le pays avait besoin d'ordre, d'autorité et cette circonstance servit merveilleusement les dessins du premier consul,

versité, à la presse au moyen de la censure, à l'industrie même par la réglementation très étroite d'un grand nombre de professions (1).

Obligée d'abolir la vénalité des charges et offices judiciaires, qui donnait lieu à tant de plaintes dans les cahiers soumis aux Etats Généraux, la Constituante avait cru trouver la garantie d'une bonne justice dans le système électif. Elle avait appelé les citoyens à élire leurs magistrats comme ils élaient leurs députés et la plupart de leurs fonctionnaires. Ce procédé n'avait pas il est vrai, donné tous les résultats qu'on en attendait ; les passions politiques avaient trop souvent influe sur le choix des juges et dicté leurs décisions. Le principe de l'élection n'en était pas moins une garantie ; son application modifiée, perfectionnée était le seul moyen de conférer aux magistrats l'indépendance sans laquelle, disait Ganilh au Tribunal « il n'y a ni juges, ni tribunaux, ni justice. » Mais de cela, précisément, Bonaparte ne voulait pas ; dans la Constitution de l'an VIII, le pouvoir judiciaire n'était plus un pouvoir distinct de l'exécutif comme dans les constitutions précédentes ; il n'y était plus question du pouvoir judiciaire et le chapitre qui réglementait l'organisation de la justice portait pour toute rubrique : « Des tribunaux ». C'est l'exécutif, c'est-à-dire le premier Consul qui nommait les juges. Mais en revenant ainsi au principe de l'ancien régime, on ne pouvait se dispenser de revenir en même

(1) Cf. Levasseur, *Histoire des classes ouvrières depuis 1789*, t. I, p. 348.

temps à la règle qui en est le complément indispensable, l'inamovibilité. « Le premier consul, disait l'article 44 de la Constitution, nomme les juges criminels et civils autres que les juges de paix et les juges de cassation, sans pouvoir les révoquer » (1).

La loi du 27 ventôse an VIII consacra ces principes, tout en attribuant en outre au premier consul la nomination des auxiliaires de la justice, avoués, greffiers, notaires. Cette loi fut bienfaisante à certains points de vue ; elle mit plus d'unité dans l'organisation des tribunaux, et les plaça plus à portée du justiciable. Elle eut surtout pour but d'assurer au gouvernement un puissant moyen d'action sur la justice ; Bonaparte voulait reconstituer la magistrature à peu près comme sous l'ancien régime mais avec l'indépendance en moins. L'inamovibilité était-elle, en effet, une garantie suffisante et certaine de l'impartialité des juges ? Non certes, car si le premier Consul ne pouvait pas révoquer directement les juges, il pouvait le faire d'une manière détournée. Les juges devaient être, en effet, pris sur les listes de confiance communales ou départementales dressées tous les trois ans ; la radiation de la liste entraî-

(1) Les juges de paix continuèrent encore jusqu'à l'établissement de l'Empire d'être élus par le peuple. Les juges au tribunal de cassation étaient désignés par le Sénat parmi les trois candidats présentés par le premier consul. La Constitution de l'an VIII réunissait aussi les fonctions d'accusateur public et de commissaire du pouvoir exécutif près le tribunal criminel. Est-il besoin de dire que celui des deux fonctionnaires qui disparaissait était celui qui tenait son titre de l'élection ? (art. 63).

naît pour le juge la perte de ses fonctions ; c'était une menace perpétuelle suspendue sur sa tête et il était à craindre qu'un esprit aussi autoritaire et aussi absolu qu'était Bonaparte n'usât de son influence pour éliminer de la liste, à l'époque des élections, les magistrats rebelles à son autorité. De plus, l'âme d'un magistrat, comme celle de tout homme, n'est pas seulement accessible à la crainte ; le gouvernement le tenait encore par l'ambition, la perspective des faveurs, des hauts traitements et des dignités. Ganilh, l'un des membres les plus libéraux du Tribunat ne fut pas sans signaler le danger d'un tel pouvoir pour l'indépendance des juges et l'existence même des libertés publiques. « La faveur du premier Consul, dit-il, pouvant seule distribuer et conserver ces dignités, ceux qui les auront méritées la première fois feront tout pour les conserver, ou du moins, s'il se présentait des occasions où il fallut s'exposer de les perdre, ils se trouveraient placés entre leurs intérêts et leur devoir, situation toujours pénible, et dans laquelle la loi ne doit jamais placer les fonctionnaires publics, et surtout les juges, qui statuent sur la propriété, l'honneur et la vie des citoyens... Ainsi les tribunaux d'un peuple libre ne lutteront désormais que de servilité envers le premier magistrat de la République ; et l'indépendance que la Constitution leur avait assurée par l'inamovibilité sera détruite et renversée par la séduction des dignités établies par l'organisation judiciaire » (1).

(1) Mavidal et Laurent, *Archives parlementaires*, 2^me série, t. I, p. 408. Séance du 24 ventôse an VIII.

Cette indépendance, Ganilh la réclamait surtout pour le juge des causes criminelles ; il s'élevait avec force contre l'influence que le gouvernement pourrait exercer dans les procès de cette nature et particulièrement contre le choix des jurés par les préfets, conséquence malheureuse et imprévue de la loi du 28 pluviôse qui substituait à des administrateurs élus, des préfets à la dévotion du gouvernement : « Qu'on nous dise donc, s'écriait le courageux tribun, ce que seraient les tribunaux criminels dont les jurés seraient choisis par le gouvernement, dont le directeur du jury, l'accusateur public et le président du tribunal criminel seraient désignés par les passions et les intérêts du gouvernement. Ne seraient-ils pas de véritables commissions du gouvernement et pourrait-on se flatter d'y trouver d'autre justice que celle que le gouvernement leur aurait dictée ? » L'éloquent défenseur de l'indépendance des tribunaux ne croyait certes pas si bien dire quand du haut de la tribune, il lançait au pays cette prédiction qui ne devait pas tarder à se réaliser : « L'on verra évidemment que cette influence du gouvernement sur les tribunaux ne peut jamais servir qu'à l'oppression de la liberté civile et à l'établissement du despotisme. » Ganilh, comme bien d'autres de ses collègues, devait bientôt se rendre compte, par sa propre disgrâce, que les coups de ce gouvernement tomberaient « sur les hommes les plus courageux, les plus énergiques, sur les sincères amis de l'ordre, surtout ceux qui voudraient s'opposer à ses usurpations, à sa tyrannie, à l'asservissement de leur pays. »

Cet admirable discours en faveur de la liberté individuelle et des droits des citoyens menacés par le pouvoir envahissant du gouvernement consulaire fit une profonde impression sur les membres du Tribunat ; la publication en fut votée et les murmures qui accueillèrent l'opposition de Girardin à cette proposition, nous montrent que les tribuns avaient entendu ce vibrant appel à la liberté ; mais ce cri de leur conscience fut aussitôt étouffé ; par 59 voix sur 82 votants, le projet fut adopté. Comme beaucoup de ceux qui avaient signé avec la Constitution de l'an VIII leur déchéance de citoyens, les tribuns pour sauver leur « pot-au-feu » sacrifiaient leur indépendance et leur dignité (1).

Bonaparte, tout en organisant la justice, était, du reste, parfaitement décidé à se passer de l'autorité judiciaire toutes les fois qu'il s'agirait des intérêts de l'État, c'est-à-dire de sa domination personnelle. L'article 46 de la Constitution lui permettait, nous l'avons vu, d'arrêter et de détenir les individus prévenus de conspiration contre l'État, mais dans les dix jours de leur arrestation, il devait les déférer à la justice. Il était à prévoir que le gouvernement ne se soumettrait pas à une semblable restriction, et que bien souvent le délai de dix jours s'écoulerait sans que les individus arrêtés fussent mis en liberté ni livrés aux tribunaux. C'est en effet ce qui arriva. Si l'omnipotence de la police et le mépris des droits individuels n'atteignirent

(1) Lors du plébiscite sur la Constitution de l'an VIII, on demandait à un employé jacobin s'il avait signé l'acceptation : « Hélas, oui, répondit-il, j'ai signé mon pot-au-feu. » (*Diplomate* du 2 nivôse).

pas dès lors le développement qui devait par la suite caractériser le régime, les actes arbitraires se multiplièrent dès le début du Consulat. Il est vrai que depuis dix ans qu'on proclamait les droits de l'homme et qu'on les violait avec la même ardeur qu'on avait mise à les proclamer, le sentiment de la légalité s'était bien effacé. La police consulaire prit de bonne heure l'habitude de substituer une détention arbitraire pour les personnes prévenues de certains crimes ou délits à des poursuites régulières devant les tribunaux. Ce pouvoir que le gouvernement s'arrogea aux mépris des lois et des Constitutions lui parut bientôt même insuffisant ; il eut recours à des mesures extraordinaires pour réduire ses adversaires. Ces adversaires appartenaient à deux partis différents, c'étaient les royalistes et les jacobins. Ceux-ci, à la vérité, n'étaient guère redoutables ; décimés au 18 brumaire, n'ayant aucune organisation, ni chefs, ni lieux de réunions, car Fouché avait fermé leurs clubs pour donner satisfaction aux éléments modérés, il leur était difficile de renverser le gouvernement consulaire devenu en quelques semaines si puissant.

La propagande « anarchiste » comme l'appelaient les agents de Fouché, trouvait un terrain favorable surtout dans l'armée. L'armée étaient restée foncièrement républicaine, fidèle à l'idée généreuse d'émancipation politique qui l'avait fait naître, profondément attachée à l'idéal et aux institutions révolutionnaires. L'irritation était grande parmi beaucoup de généraux et d'officiers républicains, de

voir disparaître peu à peu toute liberté et poindre une nouvelle monarchie. Parmi ces mécontents on citait les généraux Delmas, Lecourbe, Oudinot, Masséna, Augereau, Jourdan, Brune, Moreau, et une quantité d'autres officiers, de sourds murmures grondaient dans les casernes, parcouraient les camps ; de faux bruits circulaient ; on disait que le « parvenu corse » allait se faire proclamer roi ; des placards incendiaires étaient affichés excitant les soldats à la révolte (1). Bonaparte était peu disposé à laisser se propager ces idées subversives. Les officiers mécontents furent envoyés dans des garnisons lointaines. Pour donner un aliment à l'activité de ces militaires que l'oisiveté des courtes trêves faisait réfléchir et permettait de voir les progrès effrayants de la tyrannie autant que pour cacher au peuple l'écrasement de la liberté, on leur donnait des victoires à gagner, on leur jetait en pâture de la gloire, des conquêtes. Les suspects, on les envoyait dans l'Ouest combattre les chouans. Enfin pour éviter à l'armée la contagion de cet esprit libéral, la propagation de ces ferments d'indiscipline, Bonaparte sabrait impitoyablement les plus exaltés. Elle pullula bientôt à Paris cette catégorie de vieux soldats mis à la réforme à cause de leur mauvais esprit. Aigris par la misère, ils exhalaient leur haine en paroles violentes, en invectives contre « ce petit Nab »

(1) *Archives nationales*. F^t 3702. Voir les symptômes de ce mécontentement dans un rapport de Barbé-Marbois sur la Bretagne. (Rocquain, *Etat de la France au 18 brumaire*, p. 104-106. Consulter aussi les ouvrages de MM. Guillon et Gilbert-Augustin Thierry.

qui les abandonnaient, eux, les glorieux soldats de Fleurus ; de Jemmapes et de Valmy, les vainqueurs de Rivoli, d'Arcole et de Lodi, pour courtiser les aristocrates, les émigrés, les ci-devants. Malheur au tyran qui les réduisait à une telle extrémité ! cela ne pouvait durer toujours ; un nouveau Brutus se lèverait bien quelques jours, on aurait sa revanche ; qui vivra, verra ! Patience !... Et les vieux compagnons de la Patience, avaient avec les jacobins impénitents, de mystérieux conciliabules... on se réunissait le soir dans l'arrière boutique enfumée de quelque marchand de vins complice, rue du Plâtre, rue Saint Jacques ou rue Saint Denis pour déclamer contre le « tyran corse » ; on entonnait un couplet à la liberté expirante et l'on chantait la Marseillaise en appuyant de toute sa voix sur le refrain : « Qu'un sang impur... (1) »

Ces bruyantes réunions n'inquiétaient nullement Fouché qui les surveillait avec soin mais sans prêter plus d'attention qu'il ne fallait à ces fanfaronnades de malheureux dont les déboires aigrissaient le caractère. Il fallait toute la niaiserie ou la scélératesse des agents de Bourrienne pour faire de ces innocentes manifestations des complots atroces.

Bien autrement dangereux étaient les royalistes. Rompus à toutes les ruses du métier de conspirateur par plusieurs années d'intrigues, ils allaient se livrer à Paris même aux entreprises les plus audacieuses et les mieux conçues ; leur habileté devait même mettre en défaut le flair policier de Fouché et les ressources immenses de sa police. Ces roya-

(1) Aulard, *Paris sous le Consulat*, t. I, p. 808.

listes avaient cependant accueilli le 18 brumaire avec des transports de joie ; c'est qu'ils étaient persuadés que Bonaparte ne s'était emparé du pouvoir que pour le remettre au roi légitime.

Mais quand après la célèbre et hautaine lettre de Bonaparte à Louis XVIII, quand après l'échec des démarches de l'abbé Montesquiou et de la duchesse de Guiches près du troisième Consul Lebrun et de Joséphine, les royalistes virent que Bonaparte n'entendait pas du tout jouer le rôle de Monck, ils vouèrent au « général Vendémiaire » une haine impitoyable.

Bonaparte était le seul obstacle à la restauration monarchique ; eh bien ! il fallait supprimer l'obstacle coûte que coûte ; et les royalistes renoncèrent à l'espoir d'une restauration pacifique sinon légale pour ne plus compter que sur un coup de main, sur un assassinat.

Mais ce n'était pas chose facile que d'atteindre le premier Consul ; la police veillait avec soin sur lui. Fouché à qui les consuls provisoires, malgré l'hostilité de Siéyès, avaient conservé ses fonctions, réorganisait son ministère et donnait à ses différents services une très grande extension ; il créait la fameuse division de la police secrète à la tête de laquelle il plaçait un homme d'une très grande habileté et d'une parfaite absence de scrupules, un abbé défroqué, Desmarest. Il remplaçait à Paris le bureau central par un préfet de police Dubois (1) ; il complétait cette organisation par la

(1) Décret du 17 ventôse, an VIII.

création en province de commissaires généraux et de commissaires spéciaux de police qu'il plaçait dans les villes les plus importantes, aux points d'accès à la frontière et dans les ports du littoral (1). La police formait ainsi sous la direction de Fouché une puissance formidable à laquelle rien n'échappait.

Mais Bonaparte défiant à l'excès ne se contentait pas de cette police officielle. La duplicité de Fouché lui faisait craindre une trahison de sa part. Il avait autour de lui plusieurs polices particulières qui contrôlaient et surveillaient la police officielle, celle de Duroc la police de l'intérieur du palais, celle de Moncey la police de la gendarmerie, celle de Davout le chef des grenadiers de la garde. « Surveillez tout le monde, se plaisait-il à répéter, excepté moi. »

Bonaparte cependant, ne se défiait nullement des royalistes. Qu'avait-il à craindre de ce parti ? Ces gens là n'avaient-ils pas l'habitude du joug ? « Il n'y a que ces gens là qui sachent servir » disait-il. Il faisait tout pour se les concilier : places lucratives, grâces, sinécures, grades et honneurs leur étaient réservés aux dépens souvent des hommes de la Révolution. Il les considérait comme gagnés à sa cause et attribuait les rapports alarmants de Fouché sur les menées royalistes à un reste d'esprit jacobin chez ce ministre. Toute sa haine se concentrait sur les jacobins, sur les « anarchistes » comme il les appelait.

(1) Décret du 5 brumaire an IX. Sur l'organisation de la police sous le Consulat, voir le livre de M. Madelin. Fouché, t. I.

« Ayant lui-même servi dans ce parti, nous dit Fouché, il se savait l'objet de cette haine spéciale qui s'attache aux défectionnaires. (1) » Le ministre de la police essayait de calmer sa colère contre les « septembriseurs » (2); il eut toutes les peines du monde à lui faire signer un décret adoucissant le sort de quelques malheureux babouvistes détenus à Cherbourg (3). Sa défiance naturelle s'accrut encore après la campagne d'Italie. Pendant son absence, des bruits de revers avaient couru, on avait envisagé dans son entourage et dans sa famille même la question de sa succession, et ce qui n'était qu'une simple mesure de prévoyance prenait dans son esprit les proportions d'une conspiration. Pendant cette campagne, « il avait côtoyé l'abîme ; à Marengo, la déroute, à Paris, la défection, le complot ; il ferma les yeux, il se tut... Mais la confiance disparut, il éprouva l'effroyable solitude du pouvoir absolu. Tout se fit instrument entre ses mains, tout aussi se dessécha, se refroidit, tourna à l'acier, au rouage de machine » (4). Dès lors, il ne voit partout que complots et surtout complots anarchistes. Instruits des préventions de

(1) *Mémoires sur Fouché*, p. 47. Bonaparte disait : « Avec une compagnie de grenadiers, je mettrais en fuite tout le faubourg Saint-Germain ; les Jacobins sont des gens déterminés qu'il n'est pas aussi facile de faire reculer » — « La chouannerie et l'émigration, disait-il encore, sont des maladies de la peau et le terrorisme est une maladie de l'intérieur. » (Thibaudeau, *Mémoires sur le Consulat*, p. 62).

(2) Rœderer, *Œuvres*, t. III, p. 369.

(3) Décret du 23 ventôse, an VIII.

(4) Sorel, *l'Europe et la Révolution française*, t. VI, p. 51.

leur maître, les innombrables policiers qui veillaient à sa sécurité choisirent dans ce parti des victimes et s'ingénierent à forger des complots.

En vendémiaire, an IX, une de ses polices particulières en découvrit un : un capitaine sans emploi nommé Harel dénonça au général Lefebvre des propos violents tenus par des « exclusifs », (autre terme qui servait à désigner les Jacobins) et de vagues projets de conspirations contre le premier consul (1). Bonaparte fut aussitôt mis au courant de ces faits ; heureux de voir la police de Fouché en défaut et de trouver au nombre des conjurés un Corse ennemi héréditaire de sa famille, Joseph Arena dont le frère Barthélemy l'avait si fort bousculé le 19 brumaire, il n'eut garde de laisser échapper cette occasion d'accomplir sa vendetta. La prétendue conspiration comprenait outre Arena un sculpteur romain Ceracchi qui naguère avait modelé le buste de Bonaparte, un autre artiste de talent, Topino-Lebrun, élève de David, auteur du tableau célèbre *Caïus Gracchus*, un notaire italien Diana, Demerville, ancien employé au Comité de Salut Public. Dans les ateliers d'artistes ou au cabaret, les propos sont libres ; Arena et ses compagnons censuraient hautement le gouvernement qui ruinait les principes de la Révolution, appelaient

(1) Sur le complot Aréna, voir Lanzac de Laborie, *Paris sous Napoléon I^{er}*, t. I, Consulat, et l'ouvrage récent de M. G. Hue. *Un complot de police sous le Consulat*. Sageret dans un article publié dans le *Bulletin de la Société polymathique du Morbihan* (1897) raconte un autre complot imaginaire.

un nouveau Brutus, formaient des projets extravagants et juraient que le poignard les délivrerait bientôt du moderne César. Ce n'étaient là que projets en l'air de personnes à l'imagination vive et surexcitée par leurs propres paroles. Fouché, averti, n'y attachait aucune importance. La police particulière de Bonaparte se chargea de donner un corps à ces projets très vagues. Des policiers amenés par Harel se joignirent aux conjurés, les excitèrent, dressèrent un plan de conspiration, distribuèrent des armes, des poignards ; on devait assassiner le premier Consul le 18 vendémiaire à sa sortie de l'Opéra. Au jour dit, Bonaparte se rendit sans crainte au théâtre ; à un signal donné, au cours de la représentation, la police s'empara de quelques-uns des conjurés qui se trouvaient dans la salle ; on les fouilla, mais on ne trouva sur eux aucune arme, ni poignard ; les autres furent arrêtés chez eux ; ils furent tous incarcérés. Le lendemain, on répandait à Paris le bruit que le premier Consul venait d'échapper à une conspiration horrible et tous les corps d'état vinrent le féliciter et le prier de mettre un terme à sa générosité naturelle.

Fouché, désireux de prendre sa revanche et de montrer à Bonaparte qu'il était complètement détaché du parti jacobin, découvrait lui aussi un complot aussi peu sérieux que celui d'Arena. Un soir d'octobre 1800, on entendit une violente explosion dans un hangar situé entre la Salpêtrière et le Jardin des Plantes. La police se mit aussitôt en campagne pour en trouver l'auteur ; elle ne tarda pas à le

découvrir, c'était un chimiste qui avait le tort d'être jacobin et fort suspect par ses allures et ses paroles (1). On l'arrêta, (18 brumaire, an IX).

Pendant que les différentes polices de Bonaparte rivalisaient pour savoir qui lui fournirait la meilleure conspiration anarchiste, un complot bien sérieux cette fois s'organisait dans le parti opposé. Le 3 nivôse an IX (24 décembre 1800) le premier consul se rendait à l'Opéra pour y entendre exécuter le célèbre oratorio de Haydn intitulé la Création. Vers le milieu de l'étroite rue Saint-Nicaize, son cocher évita adroitement une petite charrette qui se trouvait en travers de la rue. A peine l'eut-il dépassée qu'une formidable détonation se fit entendre ; un baril de poudre chargé de mitraille placé sur la charrette venait de faire explosion tuant cinq personnes, en blessant une trentaine faisant trembler les immeubles voisins. Bonaparte était indemne, la machine infernale avait éclaté quelques secondes trop tard pour atteindre son but. Malgré le danger couru il se rendit à l'Opéra affecta de s'y montrer calme, souriant même : « Vous ne savez pas, dit-il à ceux qui l'entouraient, ces b..... de jacobins ont voulu me faire sauter ». Mais sa colère contenue pendant le spectacle éclata violente, exaspérée dès qu'il fut entré aux Tuileries. Cet attentat ne pouvait être que l'œuvre des jacobins abhor-

(1) Pendant les manifestations de joie auxquelles avait donné lieu la victoire de Marengo, on l'avait entendu dire en haussant les épaules : « Les imbéciles avec deux batailles gagnées ils sont contents. » Duchesse d'Abrantès, *Mémoires*, t. III, p. 80.

rés; sans preuves, sans enquête il était décidé à les frapper qu'ils fussent coupables ou non. « On ne me fera pas prendre le change, dit-il à Fouché qui insinuait que c'étaient peut-être les chouans qui avaient fait le coup, il n'y a ici ni émigrés, ni ci-devants, ni nobles, ni prêtres, je connais les auteurs, je saurai bien les atteindre et leur infliger un châtiment exemplaire (1). »

Le lendemain des députations des assemblées politiques et des corps d'état accoururent aux Tuileries pour féliciter le premier consul d'avoir échappé à cet horrible attentat et l'engager à satisfaire au vœu national en sévissant contre les coupables. Bonaparte renouvela ses accusations et ses invectives contre les septembriseurs et promit de les châtier. Il réunit aussitôt les sections de législation et de l'intérieur du Conseil d'État pour aviser aux mesures à prendre. Le Conseil d'État proposait d'ajouter au projet de la loi sur les tribunaux spéciaux qu'on discutait alors, deux articles, l'un attribuant à des tribunaux spéciaux la connaissance des attentats contre la sûreté du gouvernement, l'autre permettant au gouvernement d'éloigner de Paris tout individu qui lui paraîtrait suspect. Ce pouvoir déjà exorbitant, Bonaparte ne le trouvait pas suffisant; Portalis allait donner lecture de ces deux articles, lorsqu'il se leva brusquement et se livra à une

(1) Sur l'attentat du 3 nivôse et les discussions qui eurent lieu ensuite au Conseil d'Etat, consulter notamment, de Martel : *La machine infernale*. Thibaudeau, *op. cit.*, Miot de Melito, *Mémoires*, t. I, et surtout Rœderer, *Œuvres*, t. III ou les extraits par M. Maurice Vitrac *Journal de Rœderer*.

longue et violente diatribe contre les jacobins : « L'action du tribunal spécial serait trop lente, trop circonscrite, dit-il. Il faut une vengeance plus éclatante pour un crime aussi atroce ; il faut qu'elle soit rapide comme la foudre ; il faut fusiller autant de coupables qu'il y a eu de victimes, quinze ou vingt, en déporter deux cents, et profiter de cette circonstance pour en purger la république. Ce grand exemple est nécessaire pour rattacher la classe intermédiaire à la république... Les métaphysiciens sont une sorte d'hommes dangereux à qui nous devons tous nos maux... Je serais indigne de la grande tâche que j'ai entreprise et de ma mission si je ne me montrais pas sévère dans une telle occurrence. La France et l'Europe se moqueraient d'un gouvernement qui ne ferait de ce crime qu'un procès criminel ordinaire. Il faut considérer cette affaire en homme d'état. La loi proposée n'atteindra que ceux qui seront immédiatement impliqués dans l'affaire mais non tous les scélérats qui étaient leurs complices. Ne pourrait-on pas investir pour cinq jours les Consuls d'un pouvoir semblable à celui dont les Romains investissaient leurs consuls, avec la même formule « Caveant Consules » et proposer en même temps un tribunal extraordinaire dont je serais le chef, où je serais assisté par les deux consuls et deux membres du tribunal de cassation ? Je déclare qu'il ne répugne ni à mon âme, ni à mon cœur ni à mon esprit de juger pour le salut de l'État des scélérats avec lesquels il n'y aura jamais de repos pour le gouvernement. Ce sera là il est vrai un grand acte de dévouement que j'aurai fait, mais je le ferai

sans peine parce que je le regarderai comme un sacrifice fait à mon devoir. Il s'agit ici de l'ordre social, de la morale publique et de la gloire nationale. »

Le Conseil d'État hésitait cependant à recourir aux moyens violents que préconisait Bonaparte. Portalis, Cretet, Regnaud hasardèrent quelques observations. Puis l'amiral Truguet, un vieux républicain prit la parole pour conseiller au gouvernement de frapper de préférence les terroristes les émigrés et les prêtres fanatiques qui étaient les vrais coupables. Bonaparte lui coupa violemment la parole, accusa de nouveau les septembriseurs, défendit les nobles et les prêtres et fit longuement l'apologie de son gouvernement. « Veut-on que je proscrive pour une qualité ? » s'écria-t-il. C'était pourtant ce qu'il voulait faire. Pendant une demi heure il parla avec une telle véhémence que sa voix en était altérée. Puis il leva brusquement la séance et s'en alla laissant les assistants inquiets et consternés.

Les conseillers d'état n'avaient qu'à obéir aux ordres du maître et le lendemain ils apportaient aux Tuileries un projet de loi ainsi conçu :

« Le gouvernement est investi pendant les trente jours qui suivront la publication de la présente loi du droit de prendre des mesures extraordinaires de police et de justice tant pour faire juger et punir les auteurs, fauteurs, complices, participants et adhérents au crime du 3 nivôse, que pour prévenir le renouvellement de semblables attentats. »

Cependant le premier consul et les ministres réflé-

chirent. Présenter un tel projet de loi au Tribunal et au Corps législatif, c'était courir à un échec certain. L'on décida de prendre des mesures extraordinaires par un simple arrêté du gouvernement.

Les discussions continuèrent les jours suivants soit à l'intérieur des sections soit devant tout le Conseil d'État. Bonaparte hésitait à prendre sur lui une illégalité aussi choquante. Comment les défenseurs des libertés publiques, — il s'en trouvait encore quelques-uns dans les assemblées législatives — accueilleraient ils cette violation de la Constitution cette usurpation du pouvoir judiciaire ? C'est alors qu'un mot tombé des lèvres de Talleyrand fut pour lui un trait de lumière : « A quoi bon avoir un Sénat si on ne s'en sert pas » fit observer l'astucieux ministre des relations extérieures. Bonaparte vit immédiatement tout le parti qu'on pourrait tirer par la suite de cette idée de faire du Sénat un pouvoir constituant libre de modifier la Constitution selon les volontés du gouvernement, sous prétexte de la conserver. L'occasion s'offrait, merveilleuse, pour créer un précédent. Bonaparte le comprit. Enfin, dans les circonstances actuelles, faire intervenir le Sénat dans les prescriptions qu'il méditait, c'était leur donner une apparence de légalité, et se couvrir de cette autorité imposante. Aussi le premier consul repoussa-t-il tout autre projet et fit tous ses efforts pour convaincre ministres et conseillers d'État qu'il serait plus juste de faire approuver l'arrêté du gouvernement par le Sénat. « Il faut, disait-il, donner des garanties à la liberté et de la tranquillité aux

métaphysiciens. » Il fut donc décidé qu'on aurait recours au Sénat. Bonaparte régla lui-même la marche à suivre : le ministre de la police dresserait une liste de proscription comprenant tous les jacobins connus ; le Conseil d'État se réunirait le 10 ou le 11 nivôse et déciderait de soumettre l'acte de gouvernement au Sénat. Celui-ci consulté à l'avance approuverait l'arrêté de proscription par un sénatus-consulte. Cette expression de *sénatus-consulte* serait plus solennelle que celle de décret et aurait plus d'autorité même qu'une loi ordinaire. Il dressa même le procès-verbal de cette séance du Conseil d'État.

La police, pendant ce temps arrêtait tout individu suspect. En quelques jours les prisons de Paris regorgèrent de jacobins (1). Dans toute la France, on pourchassait, on traquait les Républicains. Fouché laissait faire, se prêtait de bonne grâce à toutes ces mesures. Il savait bien que les individus qu'on arrêtait à tort et à travers, étaient complètement étrangers au complot. Le ministre de la police, pendant que tous accusaient les jacobins dirigeait son enquête d'un autre côté. Grâce aux débris de la charrette et aux renseignements successivement recueillis, il était parvenu à identifier les véritables auteurs de l'attentat. C'étaient des chouans débarqués

(1) A Paris, si l'on en croit les témoignages contemporains, 221 personnes furent arrêtées. En province les arrestations furent aussi fort nombreuses ; les préfets, les commissaires de police signalaient les menées des Jacobins, les désignaient comme les complices certains des conspirateurs et, sans autre preuve, s'en emparaient.

depuis quelque temps d'Angleterre que la police avait longtemps filés, mais qui, à un certain moment, avaient réussi à la dépister. Ils avaient mis à profit les quelques jours pendant lesquels on les avait perdus de vue pour exécuter leur sinistre projet. Les acheteurs et conducteurs de la charrette n'étaient autres que ces chouans, le doute n'était plus permis. Cela n'empêcha pas Fouché de dresser une liste de proscription, d'accord avec Bonaparte. Celui-ci savait fort bien à quoi s'en tenir sur les véritables auteurs du 3 nivôse, mais l'occasion était vraiment trop belle pour écraser d'un seul coup ces jacobins, ses ennemis irréconciliables.

Tout se passa comme il l'avait prévu. Le 11 nivôse le Conseil d'État s'assembla en séance extraordinaire. Dans l'intervalle, cependant le bruit avait couru que les jacobins n'étaient pas coupables ; plusieurs conseillers entre autres Réal affirmaient que le coup venait des chouans, et Réal était bien placé pour connaître la vérité ; le futur chef de la police était l'homme qui avec Fouché était le mieux au courant de la police. Aussi les membres de la haute assemblée hésitaient-ils à envoyer à la mort des innocents. Leur indécision persistait après la lecture de plusieurs rapports de Dubois préfet de police relatant toutes les tentatives attribuées aux jacobins contre le premier consul et insistant particulièrement sur l'engin fabriqué par le jacobin Chevalier, en tous points semblable à celui qui avait éclaté rue Saint Nicaise. Leurs doutes s'accrurent encore, à certaines insinuations de Fouché parlant de

l'attentat du 3 nivôse « complot dont, disait le ministre, la police tient le fil et sur lequel elle fournira à la justice les lumières qui l'empêcheront de s'égarer. »

Mais Bonaparte tenait ses victimes, il ne voulait pas les lâcher : « Je suppose, dit-il, que les auteurs du crime sont des gens d'une autre espèce que les gens dont il s'agit ici, mais on peut examiner si indépendamment de toute complicité immédiate avec les auteurs du 3 nivôse, l'intérêt public ne demande pas la déportation de ces gens..... S'il n'y a pas de preuve, il faut profiter de l'enthousiasme..... La mesure devait être prise indépendamment de l'événement; l'événement n'est pour moi que l'occasion; on les déportera pour le 2 septembre, le 3 mai la conspiration de Babeuf..... » Le rapport du ministre de la police s'appuyait sur les mêmes sophismes : « Ce ne sont plus là de ces brigands contre lesquels la justice et ses formes sont instituées et qui menacent seulement quelques personnes et quelques propriétés; ce sont les ennemis de la France entière et qui menacent à chaque instant tous les Français de les livrer aux fureurs de l'anarchie. Ces hommes affreux sont en petit nombre, mais leurs attentats sont innombrables..... C'est une guerre atroce qui ne peut être terminée que par un acte de haute police extraordinaire. Parmi ces hommes tous n'ont pas été pris le poignard à la main mais tous sont universellement connus pour être capables de l'aiguiser et de le prendre. Il ne s'agit pas seulement aujourd'hui de punir le passé, mais de garantir l'ordre social. »

L'attentat du 3 nivôse n'était pas mentionné dans ce rapport. Les individus compris dans la liste n'étaient pas déportés pour ce complot, mais pour les crimes commis pendant la Révolution.

Le Conseil d'État se soumit, impuissant et résigné à ces étranges théories et vota l'acte du gouvernement qui déportait 130 républicains et mettait en surveillance un grand nombre d'autres. Aucun de ces « honorables » n'osa protester contre cet acte monstrueux qui envoyait à une mort certaine, sans jugement préalable, sans aucune procédure ni instruction, des hommes contre lesquels il n'existait aucune preuve, bien mieux, qu'on reconnaissait innocents du crime, qu'on leur avait d'abord imputé. Trois d'entre eux, Siméon, Portalis et Rœderer portèrent le décret au Sénat dont on s'était, la veille, assuré l'adhésion. Le Sénat accepta lui aussi ce qui était une violation flagrante de la Constitution et le renversement de tout ordre légal, « l'anti-loi » selon l'expression de l'un de ses membres (1). Il déclara, malgré l'opposition courageuse de Garat et de Lanjuinais, « que cette mesure avait l'avantage de réunir le double caractère de la fermeté et de l'indulgence » et qu'elle était « conservatoire de la Constitution. »

Et cette fois Bonaparte ne recula pas ; la mesure contre les Républicains ne fut pas rapportée comme elle l'avait été au lendemain du 18 brumaire sous la pression de

(1) Lanjuinais, *Constitutions de la nation française*, t. I, p. 53.

l'opinion publique. Le peuple, trompé par les affirmations du premier consul, par les rapports de Dubois et de Fouché, par les épithètes de « septembriseurs », de « président aux massacres de septembre » accolées au hasard et sans raison à quelques noms, demandait « qu'on égorgeât ces monstres, ces buveurs de sang », et qu'on rétablît pour eux la torture » (1).

Les 130 individus compris dans l'arrêté approuvé par le sénatus consulte du 14 nivôse an IX étaient, pour la plupart, d'intègres députés dont le seul crime était de s'être opposés au coup de force du 18 brumaire, de paisibles citoyens à qui l'on ne pouvait reprocher que de ne pas clamer assez haut leur admiration pour le gouvernement consulaire. C'étaient, entre autres, Charles de Hesse, Hugues Destrem, le député des Cinq-Cents, qui à Saint-Cloud avait lancé à Bonaparte l'apostrophe célèbre : Est-ce donc pour cela que tu as vaincu ? » l'adjudant général Talot, Félix Lepelletier, Choudieu, Fournier l'Américain, l'ancien général Rossignol, Jourdeuil, l'architecte Lefranc, Chevalier qui avait le tort d'être le frère de ce chimiste jacobin dont la machine faisait si grand bruit... etc... (2)

On porta même sur la liste des individus qui étaient

(1) *Le Publiciste* du 8 nivôse demandait le rétablissement des tortures, des anciens supplices, le broiement des os sur une croix, l'exposition du corps sur une roue, le bûcher pour les incendiaires...

(2) Fouché y inscrivit Vatar, son ancien condisciple, autrefois rédacteur au *Journal des hommes libres*. Vatar lui avait vendu en l'an VII son journal et le prix n'était pas encore payé.

morts, comme Pâris, greffier au tribunal révolutionnaire mort depuis six mois ; d'autres étaient fonctionnaires au loin, comme Baudry, juge à la Guadeloupe, Gabriel agent civil à Cayenne. Il y eut aussi des erreurs de personnes, un citoyen Duval fut pris pour un autre du même nom, un autre nommé Thibaut fut arrêté à la place d'un Thiébault. Leurs protestations indignées n'y firent rien ; la police jugea qu'il y avait « identité » et ils partirent avec les autres.

Soixante de ces malheureux furent envoyés en deux convois aux Seychelles. Ils y succombèrent après d'affreuses souffrances. Deux seulement revinrent en France et furent de nouveau en butte à la persécution de la police de Napoléon. Leur transport avait entraîné la perte de deux frégates prises par les Anglais. Aussi, ne recommença-t-on pas cette désastreuse expédition. Les autres républicains furent internés au fort de Joux, aux îles de Ré et d'Oléron. Trois ans plus tard, ils furent envoyés à la Guyane (1) avec beaucoup d'autres citoyens, que, selon le langage de l'époque, « la clémence du gouvernement avait bien voulu préserver d'un jugement des tribunaux et qu'il avait jugé devoir exiler du territoire européen de la République, » c'est-à-dire des Républicains déportés sans jugement, sans même être gratifiés d'un sénatus-

(1) M. Destrem, le petit-fils d'un de ces déportés¹ a pu reconstituer à l'aide de documents authentiques la série de ces infortunes. Cf. *Les déportations du Consulat et de l'Empire*. — *Revue historique* 1878, — *Dossier d'un déporté*

consulte, en vertu d'une simple décision du premier Consul.

Pendant que les Républicains proscrits s'acheminaient vers les lointaines et mortelles colonies, la police arrêtait les vrais conspirateurs, c'était trois royalistes, un ancien officier de marine, d'un courage farouche, Saint-Régent et deux autres chouans Carbon et Limoelan (1). Fouché triomphait de ses adversaires qui, au lendemain du 3 nivôse, ne parlaient rien moins que de le faire fusiller, sous prétexte qu'il avait favorisé ses corréligionnaires politiques : il confondait ceux qui avaient d'abord attribué le crime aux jacobins : « La police à ce moment eut d'autres soupçons parce qu'elle avait d'autres indications (2). » Ces indications n'avaient pas empêché l'ancien oratorien, d'envoyer à la guillotine sèche des colonies 130 citoyens, parmi lesquels beaucoup de ses anciens collègues et amis.

Carbon et Saint-Régent avouèrent être les seuls auteurs de l'attentat ; ils furent fusillés le 16 germinal, an IX. Ils eurent du moins cet avantage sur les Républicains déportés, de subir leur peine après un jugement régulier rendu par une juridiction normale, après une instruction entourée de toutes les garanties légales.

Il semblerait que les aveux de Saint-Régent et de Carbon, et leur exécution dussent avoir pour résultat de

(1) Limœlan était parvenu à s'enfuir en Amérique ; il s'y fit trap-piste.

(2) Rapport du 11 pluviôse.

faire révoquer l'arrêt de proscription contre les Républicains, les faire rappeler d'exil ou sortir de prison. Il n'en fut rien. Ils étaient de trop bonne prise, pour être relâchés.

Ce ne furent d'ailleurs pas les seules victimes de Bonaparte. Le premier Consul profita de l'horreur qu'inspirait l'attentat pour écraser tout le parti démocrate. Arena, Ceracchi, Topino-Lebrun, Demerville et tous ceux qu'on avait englobés dans le complot policier de l'Opéra étaient détenus depuis près de trois mois sans qu'on osât les traduire devant un tribunal de crainte de les voir acquitter. Le 3 nivôse leur fut fatal. Apprenant la nouvelle de l'attentat et le cri d'indignation contre les Jacobins, Arena s'était écrié : « Voilà notre arrêt de mort. » Il ne se trompait pas. Traduits devant le tribunal criminel de la Seine que présida avec une partialité révoltante (1) le juge Hémart, les quatre principaux accusés que nous avons nommés furent condamnés à mort, puis guillotинés le 10 pluviôse. Le même sort était réservé à Chevalier et à ses quatre autres complices.

Là ne s'arrêtèrent pas les persécutions du gouvernement consulaire contre le parti révolutionnaire. Ceux qu'il ne put déporter, guillotiner ou fusiller, il les emprisonna, les femmes même n'échappèrent pas à la haine de Bonaparte. Un arrêté du 16 nivôse ordonna la détention de huit femmes. D'autres furent emprisonnées en vertu d'une

(1) Lanza de Laborie, *Paris sous Napoléon*, t. I, p. 131 et s.

simple décision administrative ; parmi elles nous voyons les veuves de Marat et de Babeuf. Enfin un grand nombre de républicains furent mis « en surveillance » en province, c'est-à-dire envoyés dans une petite ville des départements avec interdiction de s'en éloigner et soumis aux mille tracasseries de la police et à l'hostilité de la population.

Le parti royaliste n'eut pas à se réjouir des coups terribles portés à ses ennemis car lui-même fut rudement éprouvé à la suite du complot de la machine infernale. Le gouvernement consulaire inaugura ce système ingénieux auquel il resta fidèle par la suite qui consistait à ne jamais frapper un parti sans atteindre également l'autre et répartir équitablement les coups à droite et à gauche. Bonaparte appelait cela de *l'impartialité*. La police s'empara des principaux chefs des royalistes ; des chouans et des émigrés qui se trouvaient à Paris, de Bourmont, d'Andigné, de Suzannet, du comte d'Olliamson, de Guillot de la Poterie, de Sourdat (1). Elle arrêta aussi les femmes qui avaient donné asile aux conjurés, leurs amies, leurs serviteurs, M^{lle} de Cicé sœur de l'archevêque de Bordeaux, les religieuses d'un couvent où Carbon avait trouvé un refuge, M^{me} de Goyon-Beaucorps et ses deux filles, la marquise de

(1) De Bourmont envoyé à la citadelle de Besançon parvint à s'en échapper avec Hingant de Saint-Maur. (A. N. F⁷ 6232). d'Andigné et Suzannet enfermés à Joux s'en évadèrent après avoir passé toute une année à scier les barreaux de leur cellule avec un ressort de montre. (E. Daudet. *La police et les Chouans sous le Consulat et l'Empire* p. 67 et s.).

Vaubadon, M^{me} de Chevernez, M^{lle} de Banville.

Les partis adverses étaient terrorisés, decimés, discrédités. Toutes les entreprises contre la liberté individuelle et les droits des citoyens étaient permises au gouvernement. Bonaparte ne trouvait plus devant lui aucune résistance ; la route était libre vers le pouvoir suprême.

Trois jours après qu'il eut éprouvé jusqu'où pouvaient aller la bassesse et la lâcheté de ses collaborateurs, le premier Consul présentait au corps législatif trois projets de loi, dont le but évident était d'assurer la main-mise du gouvernement sur l'administration de la justice. Le premier réduisait de 6.000 à 3.000 le nombre des juges de paix. Le gouvernement avait déjà proposé cette réduction à la session de l'an VIII ; mais elle avait été si mal accueillie au Tribunal qu'on avait retiré ce projet de loi. C'était ce texte à peine retouché qu'on proposait de nouveau aux législateurs. Les justices de paix créées par la Constituante avaient résisté à toutes les commotions révolutionnaires et avaient exercé une action bienfaisante sur tout le pays. Cette juridiction était d'autant plus précieuse depuis le 18 brumaire qu'elle était la seule qui eut conservé sa complète indépendance. Les juges de paix étaient les seuls magistrats élus par le peuple ; c'était même le seul droit électif sérieux qu'eut conservé la nation. Bonaparte n'avait pas osé le lui enlever dans la Constitution de l'an VIII ; mais il ne devait pas souffrir longtemps cette indépendance de la part des magistrats

qui ne tenaient pas de lui leurs fonctions. Il ne pouvait les supprimer tous, soit ! mais il en réduirait du moins le nombre, il les éloignerait par là même de leurs justiciables et affaiblirait leur autorité morale sur les populations. Ce sont ces funestes conséquences que Benjamin Constant mit en relief au Tribunat sans parvenir à empêcher le vote de la loi (1).

Les juges de paix voyaient encore restreindre leur importance par le deuxième projet qui devint la loi du 7 pluviôse an IX. La réduction du nombre de ces magistrats entraînait la diminution de leurs attributions. Sous prétexte de les débarrasser de fonctions odieuses on leur enlevait la poursuite des crimes et des délits pour la confier à des officiers de police et de sûreté. C'était distraire les citoyens au point de vue de l'accusation de leur juge naturel, magistrat élu, indépendant et impartial pour le mettre à l'entière discrétion de véritables agents du gouvernement.

Le projet de loi créait pour la recherche et la poursuite des crimes et des délits des magistrats spéciaux, véritables fonctionnaires nommés par le premier Consul et révocables à volonté. Il adjoignait en effet aux commissaires du gouvernement, dans chaque arrondissement, des *substituts*. On reconstituait ainsi le ministère public. « L'idée qui domine, disait Thiesse, le rapporteur de la loi, c'est l'idée d'une partie publique poursuivante. » Le commis-

(1) Loi du 8 pluviôse, an IX.

saire du département avait sous ses ordres, dans chaque arrondissement, des substituts comme les procureurs généraux sous l'ancien régime avaient leurs procureurs du roi. C'est aux substituts qu'on confiait les attributions dont on dépouillait les juges de paix. Ce sont ces personnages dépendant étroitement du gouvernement qui jouaient le rôle le plus important dans les poursuites et l'instruction des crimes et des délits. Ils recevaient les dénonciations et les plaintes, procédaient ou faisaient procéder aux enquêtes, recevaient les procès-verbaux dressés par les officiers de police judiciaire. Un nouveau mandat était mis à leur disposition pour incarcérer le prévenu, le mandat de dépôt. Dans cette phase du procès criminel qu'il dirigeait autrefois, le juge de paix ne tenait plus qu'une place modeste et effacée ; comme les officiers de gendarmerie, ils n'étaient plus que les auxiliaires des substituts des commissaires du gouvernement, leurs humbles subordonnés, rôle qu'ils ont conservé depuis lors. « On donnait au ministère public, dit M. Esmein, un pouvoir qu'il n'avait jamais eu. La barrière qu'on déclarait élever entre l'instruction et la poursuite s'abaissait devant lui ; toutes les pièces se concentraient entre ses mains et il ordonnait la détention préventive (1). »

(1) Esmein, *Histoire de la Procédure criminelle en France*, p. 453. Au cours de la discussion en tribunal, Ganilh montra le danger que constituait pour la liberté individuelle, la concentration entre les mains des agents du gouvernement, de la poursuite et de l'instruction. Il rappela les journées sanglantes de la Révolution, où le gou-

L'instruction préparatoire, elle aussi, était profondément modifiée dans un sens rétrograde. Au mépris des vœux de la nation formellement exprimés dans les cahiers de 1789, on rétablissait l'instruction écrite et secrète telle que la décrivait l'ordonnance royale de 1670. Les témoins étaient entendus « séparément et hors la présence du prévenu » ; le directeur du jury, procédait à l'interrogatoire de l'inculpé sans lui donner connaissance des charges qui pesaient sur lui ni des dépositions des témoins ; toutefois, après l'interrogatoire le magistrat instructeur devait donner lecture de ces dépositions et l'inculpé pouvait alors demander à être de nouveau entendu. Le jury d'accusation ne statuait plus que sur des pièces écrites sans entendre ni le prévenu, ni la partie plaignante, ni les témoins.

Cette loi ne passa pas sans subir au Tribunat, les plus sévères critiques. Le mandat de dépôt souleva dans l'Assemblée de vives protestations que devait justifier la fortune vraiment trop grande qu'eut par la suite « ce dernier-né

vernement dirigeait les poursuites. « Ne vous y trompez pas, s'écriait-il avec un orateur de la Constituante, après les lettres de cachet, c'est là le deuxième degré du despotisme ; dans un système gradué de tyrannie je ne vois que la décapitation sous forme de procès au-dessus de l'accusation ministérielle. » Il protestait contre les empiètements de l'exécutif sur les autres pouvoirs, s'indignait de ce que, au moyen du mandat de dépôt, le gouvernement put détenir un innocent pendant deux et même trois mois et concluait en demandant que, puisque le gouvernement, par ses commissaires, avait déjà une part importante à l'action publique, l'autre partie fut du moins confiée à des magistrats élus et indépendants.

des mandats de la procédure criminelle. » Ce furent surtout les dispositions qui substituaient l'instruction écrite et secrète à la procédure si libérale de la loi de 1789, des codes de 1791 et de brumaire an IV qui rencontrèrent les plus fortes résistances. « On vous propose, disait Ganilh, de baser sur cette procédure occulte et ténébreuse la décision du jury d'accusation, et d'infecter notre procédure criminelle, un des plus grands bienfaits de la Révolution, d'un des plus grands vices de la procédure criminelle de la Monarchie ! Ce mélange impur ne peut se faire, un obstacle éternel s'y oppose ; il ne peut y avoir d'alliance entre les formes oppressives de la Monarchie et les formes protectrices de la République, ces formes se repoussent naturellement et ne peuvent concourir au même but. » C'étaient bien en effet les formes oppressives de l'ancienne monarchie que la loi du 7 pluviôse de l'an IX rétablissait.

Les objections furent écartées par le rapporteur Thiessé qui invoquait en faveur du secret de l'instruction la nécessité de soustraire le témoin à l'influence du prévenu. Les principes de la Révolution étaient définitivement abandonnés, les droits de la défense étaient sacrifiés à l'intérêt de la poursuite. La loi fut cependant adoptée à une grosse majorité par le corps législatif.

Bien plus dangereux encore pour les droits individuels était le troisième projet qui fut présenté au corps législatif le 17 nivôse. Le gouvernement par ses commissaires, par les juges qui tenaient de lui leur nomination et leur avancement, pouvait exercer une influence inquiétante sur les

procès criminels ; mais le jury était là, qui limitait son autorité ; Bonaparte estimait qu'on était encore trop près de la Révolution pour en demander la suppression ; on pourrait du moins l'écarter dans les causes qui entretenaient la sécurité publique. De là, le projet de loi sur l'établissement de *tribunaux spéciaux*.

On sait quels formidables instruments de tyrannie sont entre les mains des gouvernants ces juridictions exceptionnelles de répression. Sous prétexte de rétablir l'ordre public, ces tribunaux leur servent à écraser leurs adversaires, à intimider l'opposition et régulariser et à légaliser les actes arbitraires les plus odieux, les plus monstrueux attentats à la liberté des citoyens ; ils n'ont jamais été autre chose qu'une arme redoutable mise au service des passions politiques et des partis pour dominer et asservir. Bonaparte ne devait pas négliger ce moyen de gouvernement. Les tribunaux spéciaux de l'an IX ne sont pas nés, comme on l'a dit souvent, de l'indignation soulevée par l'attentat du 3 nivôse ; leur création était décidée avant cette époque, on la discutait au Conseil d'État ; ils faisaient partie du vaste plan de domination par le premier Consul ; l'affaire de la machine infernale et l'émotion qu'elle produisit dans le public ne fit que hâter et assurer leur établissement (1).

(1) « L'événement », pour nous servir des expressions mêmes de Bonaparte, ne fut pour lui que « l'occasion » comme il fut l'occasion de la déportation des Jacobins, mais on peut affirmer que sans cette circonstance, les tribunaux spéciaux auraient vu le jour tôt ou tard, comme tôt ou tard se serait produite la proscription des républicains.

Le but de cette loi était la répression du brigandage. Certes, l'ordre était loin d'être rétabli dans toute la France sous le Consulat. Dans les départements, les *brigands* et les *chauffeurs* attaquaient les diligences, détroussaient les voyageurs, pillaient et tuaient ; au commencement de l'an IX, Audrein, l'évêque constitutionnel de Quimper était assassiné comme il se rendait dans son diocèse, le sénateur Clément de Ris était enlevé dans son château en Touraine ; mais pour combattre ce fléau, le gouvernement consulaire avait multiplié les gendarmes, les colonnes mobiles et les commissions militaires dont l'action était singulièrement expéditive (1) ; Bonaparte ne s'en contenta

(1) Les rapports des représentants envoyés en mission dans les départements au lendemain de brumaire nous donnent une idée de la vigueur de la répression. François de Nantes fait connaître le résultat durant quatre mois des commissions militaires instituées dans le Var et les Bouches-du-Rhône : « 23 brigands fusillés et pris les armes à la main, 160 fusillés après instruction du procès et jugement, 58 mis en liberté, 7 renvoyés devant les juges ordinaires, 1 renvoyé au bagne de Toulon, 50 renvoyés comme très suspects devant le général commandant la division lequel demande l'autorisation de les déporter ; il y a eu deux femmes racoleuses et complices des brigands qui ont été condamnées à mort. » Plus loin, il déplore « la façon dont la force armée a été employée contre les brigands. Les colonnes des éclaireurs ne paraissent point dans une commune sans y exercer quelque pillage. Les chefs qui les dirigeaient ne semblaient avoir d'autre but que de gagner de l'argent. Des individus arrêtés comme Barbets, ont été fusillés sans être jugés, soit par haine personnelle, soit parce qu'ils n'ont pas donné la somme demandée... La plupart de ces faits sont notoires dans le département. » En Bretagne, Barbé Marbois demande aussi qu'on mette fin à « la trop grande facilité avec laquelle les gendarmes tirent sur les fuyards qu'ils poursuivent et encore plus

pas : sans renoncer à ces moyens de répression d'une rigueur exceptionnelle, il créa par la loi du 28 pluviôse de l'an IX des tribunaux spéciaux.

D'après cette loi, le gouvernement établissait dans les départements où il le jugerait nécessaire, un tribunal criminel spécial. Ce tribunal se composait du président et de deux juges du tribunal criminel, de trois militaires ayant au moins le grade de capitaine et de deux citoyens ayant les qualités requises pour être juges. Les trois membres militaires et les deux civils, soit cinq membres sur huit, étaient désignés par le chef du gouvernement qui était assuré ainsi d'avoir toujours la majorité près de cette juridiction.

Les tribunaux spéciaux, par leur composition ressemblaient étrangement à cette juridiction si redoutée de l'ancien régime, les tribunaux des prévôts, des maréchaux ; ils s'en rapprochaient encore davantage par leur compétence. Leur compétence était en effet très étendue : elle s'appliquait à tous les crimes commis par les vagabonds, les gens sans aveu et les repris de justice (art. 6), aux délits de vagabondage et d'évasion (art. 7), aux vols commis sur les grandes routes où à la campagne avec circonstances aggravantes (art. 8 et 9), aux crimes d'incendie et de fausse monnaie, aux menaces, excès et voies de fait exercées contre les acquéreurs de biens nationaux, aux rassemblements séditieux, aux crimes d'embauchage et de machinations, pratiqués par des non-militaires pour corrompre ou subordonner les

aux exécutions de ceux qu'ils ont atteints et arrêtés fussent-ils notoirement coupables. » (Rocquain, *État de la France au 18 brumaire*).

gens de guerre, réquisitionnaires ou conscrits, et même à tous les assassinats prémédités (art. 10, 11, 12).

Ces divers crimes ou délits étaient poursuivis d'office, sans qu'il y eut de plainte déposée, par le commissaire du gouvernement (art. 15). Tout officier de gendarmerie, tout officier de police pouvait lancer le mandat d'amener (art. 17). Le tribunal jugeait sa propre compétence, le commissaire du gouvernement entendu. Ce jugement était sans appel (art. 24). Il était signifié dans les 24 heures à l'accusé et communiqué au ministre de la justice pour être soumis à la Cour de Cassation qui statuait « toutes affaires cessantes » (art. 25, 26). Ce recours ne suspendait ni l'instruction, ni le jugement; il était simplement sursis à l'exécution (art. 27). Si le tribunal s'était déclaré compétent, il faisait comparaître immédiatement l'accusé devant lui et le jugeait en audience publique. Le jugement du tribunal spécial était en dernier ressort; il n'était susceptible ni d'appel, ni de recours en cassation (art. 29). Ce caractère définitif et irrévocable des décisions du tribunal spécial rappelaient les arrêts des anciennes Cours prévôtales. C'étaient bien ces juridictions si détestées de l'ancien régime que le gouvernement consulaire voulait faire revivre.

Aussi, quand le projet fut présenté au Corps législatif l'émotion fut-elle vive dans les milieux parlementaires et même dans le public qui ne sortait pas facilement de sa torpeur habituelle. Les tribunaux spéciaux d'après le projet de loi n'avaient qu'une existence momentanée, ils

devaient disparaître deux ans après la paix ; mais l'on sentait bien qu'ils seraient maintenus après cette date, qu'ils deviendraient définitifs (1). On voyait que le gouvernement voulait avoir deux justices, l'une pour les crimes et les délits ordinaires, l'autre pour ses adversaires, pour les opposants aussi bien que pour les brigands et les criminels les plus dangereux.

Le texte primitif du projet comportait un article qui permettait au gouvernement de mettre, par un arrêté spécial, sous la surveillance de la police, dans tels lieux qu'il lui plairait, les individus qui lui paraîtraient dangereux et, en cas d'infraction de les déporter (2). Cette disposition qui eut mis la liberté des citoyens à l'entière discrétion du premier consul fut très froidement accueillie. Bonaparte se rendant compte qu'il avait commis une maladresse et

(1) Le gouvernement avoua plus tard quelles étaient alors ses véritables intentions. Réal, dans son exposé des motifs du code d'instruction criminelle parlant des Cours spéciales disait : « qu'il était de la sagesse d'un gouvernement réparateur de n'arriver à la permanence de l'institution, qu'après avoir passé par l'épreuve de l'établissement momentané. » (Loché, t. 28, p. 53).

(2) Article 32 du projet primitif. *Archives parlementaires*, 2^me série t. II, p. 78. Portalis présentait cet article en ces termes : « Il y aurait sans doute de la cruauté à punir des hommes qui ne sont que dangereux ; mais il n'y a que de la clémence dans les précautions modérées que l'on prend pour les empêcher de devenir criminels. Ces coupables selon la nature de leurs délits doivent être retranchés de la société. On doit par de sages mesures obliger les autres à vivre selon les lois de la société. N'oublions pas que notre situation, depuis dix ans, est telle qu'il faudra du temps pour que certains hommes puissent s'habituer au repos et au bonheur et pour qu'ils se résignent à porter docilement le joug de la félicité publique. »

que la loi ne passerait certainement pas s'il maintenait cette disposition exorbitante, se hâta de la rayer. Malgré cette atténuation, le projet fut fortement combattu au Tribunal. Aux adversaires habituels de l'ambition du premier consul, Isnard, Benjamin Constant, Chazal, Daunou, Marie-Joseph Chénier, Ginguené, se joignirent des citoyens obscurs comme Desrenaudes, Bailleul, Picault, Parent-Réal, Garat-Mailla qui jusque-là avaient approuvé tous les actes du gouvernement (1).

Le premier reproche fait à la loi présentée était de violer la Constitution. L'article 62 de cette constitution disait en effet formellement que tous les crimes seraient soumis au jugement du jury. Les orateurs du gouvernement invoquaient l'article 92. « Si, dans le cas de troubles, disaient-ils, la Constitution permet elle-même de suspendre l'universalité de son empire dans des lieux et pour un temps déterminés, à plus forte raison permet-elle de suspendre une seule de ses institutions, le jugement par jurés : qui peut le plus peut le moins. — Mais, répliquaient les adversaires de la loi, c'est à nous, législateurs que l'article 92 attribue le pouvoir de suspendre la Constitution, quand il en est besoin dans les lieux et pour un temps que nous déterminons. L'article 92 ne dit pas du tout que nous puissions déléguer le droit de suspension au gouvernement. Au surplus, qui peut le plus peut le moins, dites

(1) Voir la discussion sur l'établissement des tribunaux spéciaux dans les *Archives parlementaires*, 2^{me} série, t. II, p. 70, 105, 169 ets.

vous? Or si cet axiome était vrai, nous autres législateurs qui pouvons rejeter une loi dans son intégralité, nous pourrions par là même, rejeter l'une quelconque de ses dispositions; cela serait pourtant contraire à la Constitution. » Daunou montrait quelques autres conséquences de cet axiome et concluait en disant que chaque autorité constituée devait limiter ses attributions politiques à celles que la Constitution lui conférait strictement. « Avec la thèse du gouvernement, faisait-il observer, ce ne sont plus seulement les tribunaux spéciaux qui sont possibles; tous les résultats du régime extra-constitutionnel le seront également : suspension de tous les droits individuels, de toutes les garanties sociales, contributions militaires, arrestations arbitraires, détentions indéfinies, inquisitions domiciliaires, tout ce que la Constitution défend, il vous est démontré qu'une loi pourra l'établir. Ce n'est plus la législation qui sera subordonnée à la Constitution, c'est la Constitution qui sera à la merci de la législation. Si on viole la Constitution sur un seul point, il n'y a plus de Constitution, il n'existe plus aucune garantie sociale, il n'existe plus rien, *rien que cette vague maxime de sûreté universelle, de salut public qui a fondé toutes les tyrannies anciennes et modernes.* »

L'exposé des motifs, rédigé par Portalis, reconnaissait d'ailleurs implicitement qu'on sortait de la Constitution : « Le maintien de l'ordre public, y lisait-on, serait quelquefois compromis par la Constitution elle-même, si elle était trop inflexible..... La prévoyance la plus nécessaire

dans ceux qui constituent un peuple est de sentir qu'il faut laisser quelque chose à la prudence et qu'il est impossible de tout prévoir. » Aussi les adversaires de la loi avaient-ils beau jeu pour réfuter cette théorie qui faisait de la Constitution le jouet des circonstances. « Ce langage n'est pas nouveau, disait Benjamin Constant... Dans chaque séance à peu près des assemblées qui nous ont précédés, des orateurs proclamaient à la tribune qu'il fallait sortir de la Constitution pour la défendre, qu'on tuait la Constitution par la Constitution... C'était sur de semblables raisonnements que l'on motivait jadis les lois contre les prêtres, les lois contre les nobles : que sais-je ? cette foule de lois extraordinaires établies toujours en apparence pour le maintien des Constitutions qu'elles détruisaient de fond en comble. Qu'est-il arrivé ? on n'est jamais rentré dans les Constitutions dont on était sorti, et, à force de les entourer de mesures prétendues préservatrices on n'a jamais eu recours aux moyens véritablement préservateurs qu'elles pouvaient contenir. »

Ce n'était pas seulement la constitutionnalité de la loi qui était discutée ; le projet du gouvernement menaçait toutes les garanties primordiales de la liberté individuelle : la rétroactivité de la loi était une dérogation aux principes du droit ; pourquoi ne pas avoir donné aux membres du tribunal spécial cette garantie d'indépendance, l'inamovibilité ? c'était à des magistrats dépendant entièrement du gouvernement qu'on remettait « la disposition illimitée de la vie des citoyens » ; leur compétence est si étendue, disait-

ou, « qu'elle embrasse toutes les actions désignées au Code pénal et transforme de la sorte le tribunal spécial en tribunal ordinaire et le tribunal ordinaire en tribunal spécial. » Qui appréciait si tel fait incriminé relevait du tribunal spécial ? c'était le commissaire du gouvernement ; quel pouvoir effrayant on confiait là à des agents du pouvoir central, d'autant plus que la loi était vague, peu précise ; on pourrait qualifier rassemblements séditieux les réunions les plus paisibles, mêmes de deux personnes, quel était le sens exact des mots embauchages et machination ?

Les tribunaux spéciaux effrayaient surtout les hommes restés sincèrement attachés à l'œuvre de la Révolution parce qu'ils leur paraissaient être la reproduction exacte des redoutables Cours prévôtales de l'ancien régime. « Ils éveillent, disait Desrenaudes, l'idée de ces commissions effrayantes contre lesquelles se sont élevés, que dis-je ! se sont soulevés depuis un siècle tous les hommes qui ont honoré l'humanité et l'on se demande à l'instant si les belles conceptions de Montesquieu, de Beccaria, de Dupaty, de Servan et de tant d'autres vont se perdre en un jour ou se trouver reléguées dans le cercle étroit de quelques cas obscurs et de quelques délits vulgaires ! » Garat Mailla retrouvait les principes qui avaient inspiré la loi dans l'ordonnance de 1670 et même « chez les Romains quand ils eurent cessé d'être républicains. Ce ne sont pas ces exemples, ajoutait-il, que nous devons suivre et qu'on peut vous proposer... Puisqu'on suivait dans cette associa-

tion les principes de l'ordonnance de 1670, comment a-t-on pu être moins sage et plus rigoureux qu'elle? » Mais ce fut surtout Chazal, qui apporta sur ce point les preuves les plus complètes, les plus indiscutables; il prit l'un après l'autre tous les articles du projet et les compara aux dispositions de l'ordonnance criminelle due à Louis XIV et démontra même que, sur bien des points, la loi proposée était plus rigoureuse que la législation de l'ancien régime. « Toutes les lois de la nature de celle qu'on nous demande, déclarait Chazal, sont de véritables impôts sur la liberté, sur la sûreté individuelle, non moins précieuse, plus précieuse peut-être que la liberté politique. »

Les partisans du projet ne pouvaient nier la parenté; ils se bornèrent à pallier ce vice originel en insistant sur le caractère temporaire des tribunaux spéciaux. « Comme le tribunal spécial, expliquait Portalis au Corps législatif, les prévôtés de l'ancien régime sont nées de troubles et de brigandages; ce n'est pas Louis XIV qui les a instituées, elles remontent à des temps plus reculés; elles ont été consacrées par les délibérations des États généraux. Mais les prévôtés ont été permanentes, le tribunal spécial n'est que passager. » Quelques orateurs essayèrent même de réhabiliter les tribunaux prévôtaux : « On a cru, dit Siméon, lancer un trait mortel contre le projet en disant qu'il était calqué sur l'un des établissements les plus despotiques de Louis XIV. Louis XIV n'avait point inventé les juridictions prévôtales, elles remontaient à des temps beaucoup plus anciens, à ceux où, comme aujourd'hui, la

France, désolée par les bandes audacieuses, avait besoin d'une justice armée qui leur fit la guerre. Les juridictions prévôtales n'étaient pas essentiellement mauvaises, elles n'avaient que les vices attachés à notre ancienne procédure criminelle et qu'on ne retrouve pas dans le projet. »

Enfin l'une des craintes que faisait naître la création des tribunaux spéciaux était qu'ils fussent employés non seulement contre les voleurs et les brigands mais aussi en matière politique. Le rapporteur du projet de loi avait bien affirmé que leur compétence ne s'étendrait pas aux conspirations ni aux crimes politiques ; cette assurance n'avait convaincu qu'à moitié les partisans même de la loi. Quant à leurs contradicteurs, qui savaient fort bien à quoi s'en tenir sur les véritables intentions de Bonaparte, ils ne se faisaient pas là dessus la moindre illusion : rien n'était plus facile que d'appliquer aux faits de complots et de conspirations, les dénominations de rassemblements sédi-cieux, d'assassinats prémédités, de machinations..... etc. C'est pourtant en matière politique, comme le faisait remarquer Daunou, qu'il importe le plus de maintenir les formes judiciaires : « Le crime d'État, quelque juste que soit l'effroi qu'il inspire, ou même précisément de la sévère attention qu'il exige, est, dans toutes les hypothèses, celui à l'égard duquel il convient le moins d'imprimer aux poursuites, à l'instruction et au jugement, la rapidité militaire. Si les conspirations sont réelles, il importe au gouvernement que l'éclat des preuves frappe tous les yeux, prévienne ou dissipe tous les doutes ; et s'il n'existe

comme autrefois d'autres complots que ceux des délateurs et des juges contre des victimes innocentes.... citoyens tribuns, je m'arrête, je me souviens de Bailly, de Vergniaud, de Thouret, de Malesherbes, jugés, condamnés, immolés avec cette célérité que l'on nous recommande. »

Le gouvernement obtint cependant satisfaction. Toutes les raisons invoquées contre la loi des tribunaux spéciaux⁽¹⁾ ne parvinrent pas à donner aux législateurs déjà entrés pour la plupart, dans la voie de la servilité, le courage de résister. Il s'en fallut de peu cependant que la loi fut repoussée au Tribunat; elle ne fut adoptée que par 49 voix contre 41 soit par 8 voix de majorité seulement. Au corps législatif même, elle trouva contre elle une forte minorité, 88 contre 192.

Bonaparte n'avait plus à craindre l'indépendance du pouvoir judiciaire. Cette loi lui fournit un merveilleux instrument de domination; des tribunaux spéciaux fonctionnèrent en fait dans 32 départements. Malgré la promesse formelle du gouvernement, ils ne furent jamais révoqués; prorogés à diverses reprises ils passèrent dans le Code d'instruction criminelle sous le nom de Cours spéciales.

Toutes ces résistances qu'il rencontrait au Tribunat, l'assaut formidable dirigé par les libéraux de cette assemblée et encore plus leurs allusions non déguisées à son despotisme irritaient profondément le premier consul. Le jour où Ginguéné avait prononcé contre la loi des tribunaux spéciaux

(1) Loi du 18 pluviôse an IX (7 février 1801).

un magistral discours, il s'écria en pleine audience donnée à une députation du Sénat : « Ginguené nous a donné le coup de pied de l'âne ! Ils sont là douze ou quinze métaphysiciens bons à jeter à l'eau. C'est une vermine que j'ai sur les habits, mais je ne me laisserai pas attaquer comme Louis XVI, non, je ne le souffrirai pas ! » Il écrivit lui-même, dans les journaux, un article très violent contre « ces déraisonneurs intarissables » (1). Le Tribunal à quelque temps de là, au commencement de la session de l'an X aggrava encore ses torts envers lui ; il eut l'audace de protester avec indignation contre la qualification de « *sujets* » donnée aux Français dans un acte officiel (2), et de repousser les deux premiers titres du code civil auxquels Bonaparte avait collaboré personnellement et qu'il considérait comme son œuvre. Le Corps législatif avait rejeté lui aussi le premier titre de ce projet comme contraire aux principes de 1789, et se préparait à faire subir le même sort où

(1) *Gazette de France*, 15 pluviôse (Aulard, *Paris sous le Consulat*, t. II, p. 152). Le même article fut inséré au *Journal de Paris* : « Ils sont douze ou quinze et ils se croient un parti. Déraisonneurs intarissables, ils se disent orateurs. Ils débitent depuis cinq à six jours de grands discours qu'ils croient perfides et qui ne sont que ridicules.. Enfin au sein d'une société où les idées et les choses sont remises à leur place, ils se proclament sages et ne s'aperçoivent pas qu'ils sont les seuls insensés... »

(2) Dans le traité de paix conclu avec la Russie le 16 vendémiaire an X. Il y eut au Tribunal, quand on lui présenta ce traité, de véhémentes protestations contre ce terme, notamment celles de Chénier : « Nos armées ont combattu pendant dix ans pour que nous fussions citoyens et nous sommes devenus des sujets ! Ainsi s'est accompli le vœu de la double coalition. »

deuxième quand le premier consul le retira par un message injurieux adressé aux législateurs : « Le gouvernement, disait ce message, est convaincu que le temps n'est pas venu où l'on portera dans ces grandes discussions le calme et l'unité d'intention qu'elles demandent. » Il fallait donc épurer ces assemblées, en écarter tout germe d'opposition et sévir contre cette poignée de républicains, de « factieux » qui le harcelaient constamment. Il se résigna encore à voir entrer au Sénat l'évêque constitutionnel de Blois, un libéral, ancien conventionnel nommé Grégoire, mais quand il vit que Daunou, l'un de ses plus redoutables adversaires allait y entrer à son tour, comme candidat désigné à la fois par le Tribunat et le Corps législatif, une colère furieuse le prit : « Je vous déclare, s'écria-t-il en plein Sénat, que si vous prenez Daunou pour sénateur, je prendrai cela pour une injure personnelle, et vous savez que je n'en ai jamais souffert aucune. » Le Sénat obéit à cette injonction et Daunou ne fut pas élu.

A son retour de Lyon où il était allé recevoir le titre de Président de la République cisalpine et se faire acclamer de la population qui lui était reconnaissante du traité de Lunéville qu'il venait de conclure et de la paix prochaine qu'on lui promettait, Bonaparte se sentit assez puissant pour chasser des assemblées les éléments d'opposition. Par une nouvelle entorse à la Constitution (1) il élimina du Tribunat tous les libéraux qui s'y étaient

(1) *Sénatus-consulte* du 27 ventôse, an X.

honorés par leur vaillante résistance à l'arbitraire Bailleul, Benjamin Constant, Chazal, Chénier, Daunou, Ganilh, Ginguené, Isnard .. Ils furent remplacés par des militaires, par des fonctionnaires sur qui Bonaparte savait pouvoir compter en toutes circonstances.

Délivré de cette odieuse opposition, le premier Consul crut qu'il ne rencontrerait plus dans ces assemblées ainsi intimidées et mutilées aucune résistance à ses volontés. Quand il eut conclu avec l'Angleterre le traité d'Amiens qui donnait à la France, après huit ans de guerre acharnée, le repos et la paix, il leur demanda, ou plutôt il leur fit demander, car il ne voulait jamais avoir l'air de solliciter, de lui accorder le pouvoir à vie. Mais le Tribunat, puis le Sénat refusèrent de déférer aux ordres du maître qui leur étaient transmis par ses familiers ; ils essayèrent tout au moins de limiter ses prétentions et lui votèrent une prorogation de dix ans de ses fonctions (1). Ce n'était pas ce que voulait l'ambitieux Consul. Ne pouvant obtenir satisfaction du Sénat, il s'adressa de nouveau au peuple qui, toujours épris de son « héros », et croyant plus que jamais à sa « mission providentielle » lui conféra le Consulat à vie (14 thermidor an X). Le Sénat se rendit en corps aux Tuileries pour porter à Bonaparte le résultat de ce plébiscite et le sénatus-consulte conçu en ces termes : « Le peuple français nomme et le Sénat proclame Napoléon Bonaparte premier Consul à vie. » Le premier

(1) *Sénatus-consulte* du 18 floréal, an X.

Consul, enivré par ce succès, répondit aux sénateurs qu'il avait été « appelé par l'ordre de celui de qui tout émane, l'ordre, la justice et l'égalité », et que la confiance du peuple lui imposait le devoir « d'étayer le système de ses lois sur des constitutions prévoyantes. » Deux jours après paraissait une nouvelle Constitution que Bonaparte avait préparée et rédigée lui-même et que le Sénat vota sans aucune discussion et adopta comme si elle émanait de sa propre initiative.

Le sénatus-consulte organique de la Constitution, du 16 thermidor an X, remanie si profondément la Constitution de l'an VIII, que, bien que cet acte ne soit qu'un sénatus-consulte, on l'appelle généralement la *Constitution de l'an X*. Ces modifications, est-il besoin de le dire, rendaient le premier Consul encore plus puissant ; elles constituaient en même temps d'importantes restrictions aux droits du peuple, à la liberté individuelle. Bonaparte recevait entre autres pouvoirs, le droit de présenter, d'imposer même, à l'occasion, au Sénat la nomination des deux autres consuls (art. 40, 41), le droit de désigner son successeur (art. 42), le droit de faire grâce (titre X). Les listes de notabilités étaient remplacées par des assemblées de canton et des collèges électoraux qui désignaient les candidats aux fonctions publiques. Le Tribunal qui s'était montré trop indépendant et trop bruyant au gré de Bonaparte, parce qu'il avait élevé la voix en faveur de la liberté, fut mutilé et réduit au silence. Il n'était plus composé que de 50 membres et divisé en sections qui

délibéraient à huis clos. Par contre, le Sénat qui s'était montré la plupart du temps docile et empressé près du premier Consul recevait un accroissement de pouvoir très important : mais Bonaparte avait pris toutes les précautions pour éviter dans ce corps tout esprit de sédition. Il continuait à élire ses membres, mais il devait les choisir sur une liste de trois candidats présentés par le premier Consul. Celui-ci pouvait, en outre, nommer 40 sénateurs. Il était donc assuré d'avoir toujours la majorité au Sénat.

C'est à ce corps ainsi constitué que l'on confiait la libre disposition de la liberté individuelle ; article 55 : « Le Sénat, par des actes intitulés *Sénatus-Consultes*,... détermine le temps dans lequel les individus arrêtés en vertu de l'article 46 de la Constitution, doivent être traduits devant les tribunaux, lorsqu'ils ne l'ont pas été dans les dix jours de leur arrestation. » Cette innovation était injustifiable. Bonaparte savait fort bien qu'en donnant au Sénat le droit de limiter la détention, il lui accordait un pouvoir dont il n'userait jamais ; jamais le Sénat ne consentirait à sanctionner les détentions arbitraires ; eut-il voulu d'ailleurs, fixer un terme à un emprisonnement illégal que cela lui eut été impossible, car les sénatus-consulte ne pouvaient être rendus que sur l'initiative du gouvernement (art. 56). Il était évident que le premier consul se garderait bien de provoquer une mesure qui limitât son arbitraire. On reconnaît là la manière d'agir habituelle à Bonaparte : retirer d'une main ce qu'il accorde de l'autre ; une disposition libérale garantit les droits

individuels, une autre l'annule. C'est le système hypocrite auquel il restera toute sa vie fidèle.

Le Sénat recevait d'autres attributions qui n'étaient guère rassurantes pour la liberté individuelle. Il pouvait par des sénatus-consultes, suspendre pendant cinq ans les fonctions de jurés et même la Constitution toute entière dans les départements quand les circonstances lui paraîtraient l'exiger, il pouvait annuler les jugements des tribunaux lorsqu'ils étaient « attentatoires à la sûreté de l'État » (art. 55). Ces dispositions étaient des violations flagrantes du principe de la séparation des pouvoirs; on subordonnait la justice au pouvoir du Sénat. Ce principe de la séparation des pouvoirs, Bonaparte le comprenait fort bien quand il fallait empêcher la justice de se mêler d'administration, il le comprenait moins bien quand le pouvoir législatif voulait empiéter sur le domaine judiciaire, il ne le comprenait plus du tout quand il s'agissait pour l'exécutif ou un pouvoir en dépendant étroitement comme le Sénat, de prendre la place du pouvoir judiciaire. Le Sénat, outre ces pouvoirs quasi-judiciaires, se voyait conférer le droit d'interpréter la Constitution et de régler tout ce qui n'y avait pas été prévu et qui était nécessaire à sa marche; il devenait ainsi une espèce de pouvoir constituant. Il pouvait encore dissoudre le Corps législatif et le Tribunat (art. 65). Le Sénat était omnipotent, mais par et pour Bonaparte; il ne pouvait exercer aucun de ces pouvoirs sans l'assentiment du gouvernement. En toutes choses il fallait l'initiative du premier consul; rien ne se faisait sans lui et il pouvait tout. La République n'existait

plus que de nom ; une nouvelle monarchie commençait.

Le Consulat à vie n'avait cependant pas été accepté sans résistance par les Républicains, Carnot refusa de l'approuver malgré les prières de ses collègues du Tribunal. Le général La Fayette écrivit lui aussi sur le registre où l'on consignait les votes, « qu'il ne pouvait voter une telle magistrature tant que la liberté politique ne serait pas garantie. » Dans une lettre adressée au premier Consul il développa les motifs de ce refus : « Il est impossible que vous, général, le premier dans cet ordre d'hommes qui pour se comparer et se placer embrassent tous les siècles, vouliez qu'une telle révolution, tant de victoires et de sang, de douleur et de prodiges n'aient pour vous d'autre résultat qu'un régime arbitraire. » Un écrivain de talent, Camille Jordan, publia une brochure où tout en approuvant l'élévation de Bonaparte, il le conjurait de maintenir les conquêtes de la Révolution, de prendre pour base de son gouvernement la liberté, de s'écarter avec horreur du despotisme, de réserver aux tribunaux les procès criminels, d'assurer une représentation complète de l'opinion publique au Tribunal et au Corps législatif, la prééminence du pouvoir civil sur le pouvoir militaire, la surveillance des prêtres « qui voudraient faire du Concordat un pacte honteux de superstition et de despotisme » (1).

Malgré les protestations des éléments libéraux qui s'étaient ressaisis et voyaient avec terreur vers quel régime

(1) *Véritable sens du vote national sur le Consulat à vie par le*

oppressif on allait, le plébiscite sur le Consulat à vie donna 3.568.885 oui contre 8.374 non (1). Cette énorme majorité prouva à Bonaparte qu'il restait toujours l'idole ; les populations loin de réprouver l'omnipotence d'un homme étaient prêtes pour lui plaire à toutes les complaisances, à toutes les lâchetés.

Cet état des esprits était loin d'être favorable à la liberté des citoyens. « Quand on a la force de faire ce que l'on veut, disait Portalis, il est difficile de ne pas croire qu'on en a le droit » (2). Bonaparte dont rien ne limitait la puissance, dont aucune assemblée ne contrôlait les actes, pouvait-il s'astreindre à observer pour l'arrestation des citoyens des formes légales souvent très gênantes ? Etant donné, sa nature violente, son caractère emporté, il devait s'affranchir de toutes les règles posées par le droit pénal, les Constitutions et les lois. L'étude de quelques complots nous a fait voir avec quelle désinvolture le premier consul en agissait avec la liberté individuelle. Ce ne furent pas

citoyen..... (Bibl. nat., Lb⁴³ 222). La première édition fut saisie sur l'ordre de Bonaparte et entièrement détruite. La brochure fut réimprimée et circula en cachette à Paris. Camille Jordan fut menacé d'être jeté en prison.

(1) On peut se rendre compte de la sincérité de cette consultation nationale par le fait suivant que nous rapporte Stanislas de Girardin. (*Journal et souvenirs*, t. III, p. 272) ; les militaires furent appelés à voter comme les autres citoyens. Dans une garnison de la Corse un général rassembla ses soldats et leur tint ce langage : « Camarades, il est question de nommer le général Bonaparte consul à vie. Les opinions sont libres, cependant je dois vous prévenir que le premier d'entre vous qui ne votera pas pour le Consulat à vie, je le fais fusiller à la tête du régiment. »

(2) *Moniteur* n° 155, p. 632.

seulement les complots qui servirent de prétextes à des mesures arbitraires. Le souci de rétablir et d'assurer l'ordre et la sécurité publique fut le prétexte que le gouvernement consulaire invoquait chaque jour pour justifier les arrestations illégales, les détentions arbitraires, les exils et les déportations. Le mépris de la police pour la liberté individuelle sans atteindre sous le Consulat, l'ampleur et le caractère de gravité qu'il devait avoir sous l'Empire, s'exerçait cependant assez librement : si quelque fonctionnaire un peu naïf prenait à la lettre les déclarations libérales du gouvernement et tentait de faire respecter la légalité même par les agents du pouvoir, on le ramenait brutalement à une plus juste appréciation des choses. Le maire de Bruxelles, nommé Ruppe prenant au sérieux ses fonctions de représentant de la ville adressa au Tribunal une pétition lui signalant la détention, sans jugement, au fort de Ham, de deux de ses administrés. Ne recevant aucune réponse, il protesta dans une brochure qu'il fit imprimer et distribuer. « Le peuple, disait il dans son opuscule, célébrera-t-il le 14 juillet, pendant qu'on rétablit la Bastille au château de Ham ? » Mal lui en prit de signaler cet acte arbitraire du gouvernement. Un ordre de Bonaparte l'appela à Paris ; il fut admonesté vertement par le ministre de l'Intérieur Chaptal puis destitué ; il dut encore s'estimer heureux d'en être quitte à si bon compte et de ne pas payer de quelques années de prison sa généreuse intervention (1).

(1) Lanza de Laborie, *La domination française en Belgique*, t. I^{er}

Il était toute une catégorie de citoyens pour qui la liberté ne pouvait être qu'un mot; c'étaient les émigrés rentrés. L'attitude du gouvernement à leur égard différait fort suivant les recommandations et les titres qu'ils produisaient. Ceux qui portaient un grand nom étaient assurés de trouver auprès de Bonaparte un accueil sympathique et même empressé. Le premier consul leur rendant leurs biens leur donnait des places, des honneurs et de hauts grades dans son armée. Les autres au contraire d'origine moins illustre et dont les noms plus obscurs n'étaient pas dignes de figurer à la nouvelle cour, se voyaient soumis aux dernières rigueurs, jetés dans les cachots du Temple, mis au secret pour des semaines ou envoyés en surveillance dans une petite commune éloignée de tout centre d'agitation ou bien encore tout simplement expulsés de France. Mais cette inégalité de traitement, si elle était injuste, ne constituait pas une illégalité, car l'émigré non rayé ne jouissait d'aucun droit, ne pouvait pas invoquer la protection des lois, il était à la discrétion de la police. Une loi du 6 floréal an X, loi dite « *d'amnistie* » permit aux émigrés qui n'avaient pas porté les armes contre la France, de rentrer dans leur pays sans autres conditions que de prêter serment d'être fidèle au gouvernement et de n'entretenir aucune liaison ni correspondance avec ses ennemis. Mais même après cette loi la police ne se gênait guère pour saisir et garder pendant plusieurs mois en prison les émigrés rentrés qui se permettaient de critiquer le gouvernement ou ceux à qui il échappait quelques

propos désobligeants contre le premier Consul ou une personne de son entourage.

La police prit l'habitude de substituer son action à celle de la justice dans beaucoup de circonstances ; une information purement administrative, une détention arbitraire remplaçaient, quand il s'agissait de certains crimes ou délits, l'instruction judiciaire et les poursuites régulières devant les tribunaux. « Comme cela a trait à la sûreté publique, écrivait à ses agents Giraud-Duplessis, préfet du Morbihan, parlant de quelques vagues propos de conspiration proférés par un ivrogne, il ne faut pas s'attarder aux lenteurs judiciaires (1). » Parfois ces détentions administratives constituaient une faveur accordée à la demande même des intéressés, de ses parents, de ses amis. Il en fut ainsi notamment pour Bernard le père de M^{me} Récamier qui avait abusé de sa situation d'administrateur des postes pour faire circuler des pamphlets royalistes. La fille affolée à la pensée d'un procès de haute trahison, obtint qu'il fut détenu administrativement au Temple. On lui accorda même sa liberté au bout de quelque temps (2).

Mais si quelques personnes virent ainsi leur sort adouci par une mesure bienveillante, bien plus nombreuses furent celles qu'atteignirent des décisions rigoureuses et illégales. Un ordre du consul, du ministre de la police où même d'un préfet jetait en prison un citoyen jouissant de

(1) *Bulletin de la Société polymathique du Morbihan*, 1897 : Une prétendue conspiration républicaine en 1800.

(2) *Souvenirs et correspondance* de M^{me} Récamier, t. I, p. 66.

tous ses droits civils, ou lui enjoignait de se retirer dans les 24 heures, dans une résidence éloignée de la capitale, à 40, à 50 lieues de Paris et des côtes, ou bien encre de sortir de France. Ces ordres d'exil devinrent très fréquents surtout après l'établissement du Consulat à vie et beaucoup de Républicains qu'on n'avait pas osé déporter à l'occasion de l'attentat du 3 nivôse furent les victimes de ces mesures arbitraires.

D'autres opposants furent également frappés; Bonaparte n'avait d'égards ni pour le talent ni pour le savoir. La proscription atteignit les plus grands savants, les écrivains les plus illustres. Le premier Consul voulait imposer son autorité aux philosophes comme aux politiques et bien des savants, des esprits indépendants furent rappelés au respect des doctrines officielles. Ainsi en fut-il de La Harpe. Cet écrivain après avoir été le disciple et l'ami de Voltaire et un admirateur passionné de la Révolution s'était converti en lisant l'Imitation dans sa prison pendant la Terreur. Depuis, il s'était mis à attaquer ses anciens coréligionnaires et ses amis de la veille avec la même âpreté qu'il mettait autrefois à les défendre. Ceux-ci répliquaient sur le même ton; de part et d'autre, on se lançait des invectives, on se criblait d'épigrammes acérées, on se prodiguait des sarcasmes (1). Bien qu'adversaire non moins acharné que La Harpe de toute « idéologie », Bonaparte ne pouvait souffrir qu'on attaquât si violemment les doctrines philosophiques qui avaient été les siennes et qu'il

(1) Aulard, *Paris sous le Consulat*, I. 379, II, 52, 187.

n'osait pas encore renier ouvertement. Il avait horreur surtout de toutes ces discussions bruyantes même purement littéraires ou philosophiques. A son retour de Lyon, au printemps de 1802, on lui signala des réunions secrètes tenues chez La Harpe; où l'on critiquait les actes du gouvernement non moins vivement que les philosophes du XVIII^e siècle. Au moment où il épurait les assemblées politiques auxquelles il allait soumettre le Concordat, il voulut rassurer les vétérans de la Révolution et répudier toute alliance avec les fanatiques du catholicisme. Le 5 ventôse an X il écrivit donc à Fouché : « Vous voudrez bien, citoyen ministre, donner l'ordre au citoyen La Harpe de sortir de Paris sous 24 heures; vous lui désignerez une petite ville ou une campagne à 25 lieues de Paris où il restera en surveillance jusqu'à nouvel ordre... » Fouché notifia à La Harpe l'ordre du premier consul sans lui fournir les motifs de cette mesure. Le vieillard se retira tout tremblant à Corbeil. Le clan des dévots du faubourg Saint-Germain poussa de hauts cris; une note du *Moniteur* vint quelques jours après lui donner les raisons de cet exil : « Cet homme, disait cette note officielle, âgé de 78 ans et tombé dans l'enfance, est en proie à un espèce de délire réacteur que nourrit et entretient chez lui le caquetage de quelques coteries (1). »

Ce fut à cette époque aussi que commença la célèbre proscription de M^{me} de Stael, la seule dont Thiers ait fait

(1) *Moniteur* du 9 ventôse, an X.

mention dans les vingt gros volumes de son apologétique histoire du Consulat et de l'Empire (1). Cette femme d'esprit avait d'abord éprouvé une ardente et sincère admiration pour Bonaparte. Séduite par cette nature étrange et par la gloire du général, elle se mit devant lui en frais de coquetterie s'efforçant de le captiver, de l'accaparer. Bonaparte précisément ne pouvait supporter ce genre de femmes, toujours en mouvement, toujours occupées d'intrigues, aspirant à jouer un rôle politique (2); il ne puisait chez la femme que les qualités vraiment féminines, la beauté, la grâce, la douceur, la tendresse. Il répondit donc froidement aux avances de M^{me} de Stael; celle-ci en conçut un vif ressentiment qui s'accrut encore quand elle eut deviné en Bonaparte l'ambitieux qui aspirait à la dictature, l'homme prêt à sacrifier toutes les libertés de la France et la France elle-même à son égoïsme. Son salon, dès le début du Consulat devint un centre d'opposition que fréquentaient tous ceux qui combattaient l'ambition de jour en jour plus apparente du premier consul, B. Cons-

(1) Sur la proscription de M^{me} de Stael, consulter le livre si documenté de M. Paul Gautier. *M^{me} de Stael et Napoléon*. Voir aussi Sorel, *M^{me} de Stael* et son autobiographie : *Dix ans d'exil*, (éd. 1904 par P. Gautier.)

(2) A un diner chez Talleyrand, au retour de la campagne d'Italie, Bonaparte s'étant approché d'une femme connue en France pour sa beauté, son esprit et la vivacité de ses opinions (probablement M^{me} de Condorcet), il lui dit tout à coup en s'arrêtant devant elle : « Madame, je n'aime pas que les femmes se mêlent de politique. — Général, lui répondit-elle, vous avez raison; mais dans un pays où on leur coupe la tête, il est naturel qu'elles aient envie de savoir pourquoi. »

tant, Daunou, Ginguéné, Chénier, Duveyrier; on y voyait aussi des partisans du nouveau régime, des ministres, Talleyrand, Fouché et les deux frères du premier Consul, Lucien et Joseph Bonaparte. Alors que partout ailleurs, on se désintéressait des choses de la politique, dans ce salon de la rue Grenelle Saint-Germain, on discutait Constitution, droits individuels, libertés publiques. Bonaparte prit vite ombrage de ce commencement d'opposition; il fit avertir, par son frère Joseph, M^{me} de Stael de se tenir tranquille, mais s'attira cette fière réplique qu'il n'empêcherait pas de penser. Dès lors ce fut la guerre déclarée entre ces deux puissants génies; elle devait durer quinze ans, entre le despotisme et la liberté, entre Bonaparte, ses ministres, ses préfets, ses gendarmes, ses policiers tout, ce formidable appareil de l'autorité et cette femme qui n'avait de soutien que sa grâce, son talent littéraire et son ardent amour de la liberté.

La persécution d'abord peu sévère et déguisée se montre ensuite au grand jour, devient haineuse, implacable, brutale, et l'on peut suivre aux formes qu'elle revêt les progrès du despotisme napoléonien. Au début de leur rivalité le premier consul se borne à envoyer à M^{me} de Stael des avertissements, à la faire surveiller, mais après l'apparition de « Delphine » dédié « à la France silencieuse », Bonaparte apprenant que M^{me} de Stael qui s'était rendue à Coppet en Suisse, près de son père l'illustre Necker, va rentrer en France, Bonaparte écrit à Desmarest, puis au grand juge Régnier, de ne pas la laisser approcher de

Paris. Le général Moncey envoie un homme de confiance, un officier de paix à Melun pour faire rétrograder vers la Suisse, « cette femme trop connue par son esprit d'intrigues. » Pendant quinze jours l'officier de paix de Moncey, la police et la gendarmerie de Melun interrogent anxieusement les routes, prêts à saisir « l'étrangère » et à la rejeter vers la frontière. C'est une fausse alerte ; M^{me} de Stael, sans doute avertie des précautions prises contre elle, est restée à Genève.

Dans l'automne de cette année 1803, elle se décide cependant à se rapprocher de Paris, malgré les conseils de ses amis qui lui montrent à quels dangers elle s'expose ; elle ne peut croire qu'un tel arbitraire soit encore possible en France. Hélas ! il lui faut bien vite se détromper. A peine est-elle installée au Maffliers, aux environs de Paris, que sa présence y est signalée, qu'un officier de gendarmerie arrive et du « sans éclat » selon les instructions qu'il a reçues, lui intime, de la part de Bonaparte, l'ordre de s'éloigner dans les 24 heures à quarante lieues de la capitale. Elle tente de fléchir son adversaire, elle lui écrit, le supplie. Fontanes, puis Lucien Bonaparte et Juvenot insistent en sa faveur ; le premier Consul reste inexorable « Entre elle et moi, dit-il, plus de trêve ni de paix. » M^{me} de Stael doit quitter Paris et cette brillante société parisienne qui fait toute sa joie et dont elle ne peut se passer, elle doit s'éloigner de ce petit ruisseau de la rue du Bac, qu'elle préfère aux plus belles capitales ; elle part, « pauvre oiseau battu par l'orage » et s'en va vers l'exil,

vers l'Allemagne. Le tout puissant consul ne peut plus tolérer l'Impératrice de la pensée.

Les gendarmes venant l'arracher à son foyer rappelaient à M^{me} de Stael et à ses amis les lugubres journées de la Terreur. Une nouvelle terreur commençait en effet. L'année 1804 allait être signalée par des attentats aux droits publics et à la liberté individuelle tout aussi monstrueux et à coup sûr moins nécessaire que les tueries de 1793. Bonaparte allait jouer la partie décisive qui devait par l'écrasement définitif de la liberté et la disparition d'un rival dangereux, l'asseoir sur un trône. C'est l'histoire bien connue de la conspiration de Cadoudal, du procès de Moreau, de l'assassinat du duc d'Enghien, l'établissement de l'Empire, les crimes les plus retentissants de ce régime napoléonien qui en connut tant.

Au moment où, après la rupture du traité d'Amiens, Bonaparte faisait ses grandioses préparatifs du débarquement en Angleterre, tout un parti d'émigrés s'agitaient à Londres autour du comte d'Artois et du duc de Berry. Ils conçurent l'audacieux projet d'attaquer le premier Consul, avec une quarantaine de chouans bien décidés, sur la route de la Malmaison ou de Saint-Cloud, de le tuer au milieu de sa faible escorte ou de l'enlever. Ils mirent à leur tête le seul homme capable de mener à bien cette entreprise, l'intrépide chef de Chouans Georges Cadoudal. Mais il fallait pour réussir s'assurer le concours de l'armée. Un agent que Fouché entretenait parmi les émigrés,

Méhée de la Touche, leur suggéra l'idée de s'adresser au général Moreau, dont l'influence et la popularité dans l'armée égalait celles de Bonaparte lui-même (1).

Moreau depuis quelque temps vivait à l'écart, mécontent, aigri, frondeur, complètement brouillé avec le premier Consul, humilié du rôle de geolier qu'on lui avait fait jouer au 18 brumaire, excité sans doute par sa femme et sa belle-mère jalouses de la gloire de Bonaparte, mais souffrant surtout de voir disparaître toute liberté et s'établir au lieu du gouvernement libre qu'il avait rêvé un régime ayant toutes les allures de la monarchie absolue ; il ne voulait pas s'associer aux « capucinades » ni aux palinodies de son ancien collègue ; il refusait de soumettre à Bonaparte devant qui tout pliait. « Je suis trop vieux, disait-il, pour me courber. » Moreau était pour les Républicains, le dernier rempart de la liberté, et pour Bonaparte le plus terrible rival (2). C'est lui que les conspirateurs royalistes voulaient associer à leur projet.

(1) Sur la conspiration de Cadoudal et le procès de Moreau, cf. E. Picard, *Bonaparte et Moreau*, E. Daudet, *L'exil et la mort de Moreau*. Huon de Penauster, *Une conspiration en l'an XI et en l'an XII*, Fauriel, *Derniers jours du Consulat*, Stenger, *La Société française pendant le Consulat*, 2^e série, Desmarest, *Quinze ans de haute police*. On annonce sur le même sujet d'autres études celles de Gilbert. Augustin Thierry sous la forme attrayante mais dangereuse qui lui est propre, celle de Caudrillier. Le complot de l'an XII dans la *Revue historique* déjà commencée en 1900-02, malheureusement encore inachevée.

(2) Ce qui les a brouillés, dit M. Picard, c'est une incompatibilité irréductible de caractère et d'idées. Bonaparte était un ambitieux prêt à tout sacrifier à son ambition ; Moreau était désintéressé et

Il y avait précisément à Londres un ancien camarade de Moreau, le général Pichegru évadé de la Guyane où il avait été déporté pour trahison. On imagina d'aboucher les deux généraux. Divers intermédiaires, Méhée, l'abbé David, puis Lajolais furent envoyés dans ce but à Moreau ; celui-ci consentit à se reconcilier avec Pichegru, se déclara fort mécontent du gouvernement consulaire, mais refusa d'agir pour les Bourbons. Les émissaires royalistes, probablement des espions à la solde de Fouché, qui avait tout intérêt à ce que le complot se fit, déclarèrent néanmoins aux émigrés que le général républicain était prêt à les seconder. Cadoudal partit alors pour la France ; le 24 août 1803 il débarquait au pied de la falaise de Biville et gagnait Paris où il se cacha. Il fut rejoint bientôt par les autres conjurés, Pichegru, le marquis de Rivière, les deux Polignac. Pichegru eut une entrevue avec Moreau sur le boulevard de la Madeleine, puis une autre chez lui, dans sa propriété de Grosbois, mais tous les efforts pour le décider à entrer dans le complot furent vains. Il refusa même toute conversation avec Georges et ses compagnons.

croyait aux principes. Bonaparte considérait la Révolution comme un instrument propre à servir ses intérêts, comme un moyen de s'élever ; Moreau l'aimait comme l'aube d'une ère de liberté. Il y avait du condottiere dans Bonaparte, tandis que dans Moreau vivaient les aspirations généreuses des hommes de l'an II. Moreau en brumaire entrevoit en Bonaparte, le défenseur de la Révolution. La rupture éclata quand après Lunéville, Moreau vit Bonaparte porter chaque jour une atteinte à la liberté et s'acheminer vers le rétablissement du pouvoir personnel. » (*Op. cit.*, p. 416).

La police connaissait tous ces faits, était au courant de toutes ces démarches, mais ne se hâtait pas d'arrêter le complot qu'elle avait peut-être même suscité. Elle voulait compromettre un plus grand nombre de personnes ; on s'attendait à voir débarquer en France le comte d'Artois ou le duc de Berry qui avaient promis de se mettre à la tête des conjurés ; on espérait surtout que le général Moreau finirait par tomber dans le piège. L'on se décida enfin à interroger quelques complices de Cadoudal qui étaient tombés aux mains de la police. L'un d'eux, Bouvet de Lozier fit des aveux et reconnut qu'on avait compté sur Moreau mais que celui-ci avait refusé de conspirer pour le compte d'un roi. Aussitôt, et bien que cette déposition innocentât Moreau, Bonaparte le fit arrêter (25 pluviôse an XII, 15 février 1804).

Cette arrestation produisit dans le public une énorme sensation. Malgré le rapport du grand-juge lu le jour même dans les grands corps d'État, malgré les calomnies répandues par Bonaparte dans ses journaux, on refusait de croire à la culpabilité du vainqueur de Hohenlinden ; cette conspiration de Moreau paraissait bien plutôt une *conspiration contre Moreau* (1). L'anxiété s'accrut encore

(1) Aulard, *Paris sous le Consulat*, t. IV. Rapports d'observateurs à Demarest, à partir du 16 février : « L'arrestation de Moreau excite de toutes parts les plus vives réclamations soit qu'elles partent du nombre de ses partisans qui est innombrable, soit qu'elles partent de l'amitié, de la confiance que le peuple lui porte et surtout les militaires... En général on doit dire que le public manifeste un pyrrhonisme très frappant sur tous les accessoires de la conspira-

quand on vit les mesures prises par le gouvernement. Les barrières furent fermées comme aux jours les plus sinistres de la Terreur; on ne sortait plus de Paris qu'avec mille difficultés; des sentinelles furent posées un peu partout avec ordre de tirer sur tout individu suspect. Un sénatus consulte suspendit le jury dans toute la France pendant deux ans; une loi précipitamment votée punit de mort tout individu ayant logé ou qui logerait Georges, ou l'un de ses compagnons. (9 ventôse-29 février). Dans toute la ville il n'était bruit que d'arrestations, de perquisitions, on annonçait des mesures de sûreté les plus violentes. Dans les réunions, dans les salons, on disait que la Terreur était à l'ordre du jour, et que la liberté des citoyens dépendait du caprice du moindre agent de police; on rappelait les déportations à la suite de l'attentat du 3 nivôse, on prononçait le mot d'assassinat juridique. La police se multipliait, perquisitionnait, arrêtait au moindre soupçon. « Les maisons publiques, nous dit un contemporain, étaient surveillées intérieurement nuit et jour. On allait trouver les étrangers dans leur lit pour les confronter avec leur passeport. Les arrestations se

tion... Cette malheureuse circonstance fournit aux ennemis de celui d'en haut (Bonaparte) l'occasion d'assurer que l'ambition de régner, de posséder, seul, sans inquiétude une aussi grande puissance l'a porté à se défaire du seul homme qu'il avait à redouter et qui pouvait balancer dans l'opinion du soldat comme du peuple une immense autorité. Les malins prétendent que cette infernale machination est amenée depuis trois mois, que le chevalier de Mehée en est le principal agent .. »

succédaient avec rapidité. A chaque instant on conduisait à la police, les habitants, les voyageurs dont les signalements offraient quelque analogie avec ceux des proscrits. Dans ce bouleversement, plusieurs personnes payèrent, de quelques heures de tourment leur prétendue ressemblance avec Georges qui était d'une corpulence énorme. Les jours les plus hideux de la Révolution n'avaient pas offert de spectacle plus alarmant » (1).

Enfin, les conjurés traqués par la police furent arrêtés, Pichegru le 28 février, Georges Cadoudal le 9 mars, non sans avoir opposé une énergique résistance (2).

(1) Pierret, *Pichegru, son procès*, p. 33. On sent à travers les rapports de police de l'époque que ce tableau loin d'être exagéré reste même au-dessous de la réalité; le mot qui revient à chaque instant dans ces rapports est celui de *Terreur*. Les observateurs signalent chaque jour des arrestations arbitraires et les protestations du public, les « brimades » et les grossièretés des commis de la police à l'égard de ceux qui font viser leurs passeports. « Il est évident que la multiplicité des arrestations occasionne des sévices et des actes arbitraires illégaux... La voix publique accuse plusieurs officiers de paix et autres préposés d'avoir arrêté arbitrairement à minuit et demie toute une famille qui revenait de souper chez un ami et de l'avoir conduite malgré ses réclamations et la démonstration de ses papiers à la préfecture de police... Au demeurant cette dernière commotion nous reporte au 18 fructidor... La grande quantité de personnes arrêtées occasionne une terreur des plus fortes. On en porte le nombre à 1.800 dans Paris seulement et à plus de 4.000 dans toute l'étendue de la République..., etc. » (Aulard, *op. cit.*).

(2) Il ne fallut pas moins de six gendarmes pour maîtriser Pichegru qui assailli dans son lit se défendit pendant un quart d'heure. Cadoudal, d'un coup de pistolet abattit un des policiers qui l'arrêtait, en blessa grièvement un autre. On eut beaucoup de peine à le ligotter.

La terreur du public fut à son comble quand il apprit que Bonaparte venait, dans les fossés du château de Vincennes, de commettre un nouveau crime.

Les aveux arrachés par la torture aux complices de Georges disaient que les princes devaient débarquer en France pour recueillir les fruits du coup de main de Cadoudal. L'on envoya aussitôt Savary et plusieurs gendarmes déguisés en paysans pour surveiller les falaises de Biville et toute la côte normande. Mais ni le comte d'Artois, ni le duc de Berry ne s'aventurèrent en France. Bonaparte, résolu à user de représailles envers les Bourbons, se vengea sur un autre membre de la famille royale.

Il y avait près de la frontière de l'est, à Ettenhein, sur le territoire de Bade, un descendant du grand Condé, le jeune duc d'Enghien (1). Il était certainement étranger à tout ce complot dirigé par Cadoudal ; il ne pensait qu'à Charlotte de Rohan avec qui il poursuivait une idylle charmante. Le premier consul, crut-il sur la foi de rapports mensongers, à la culpabilité du duc d'Enghien ou bien voulait-il frapper les esprits par un exemple terrible ? Toujours est-il que le 15 mars le général Ordener à la tête d'une troupe de dragons, envahissait au mépris du droit international le territoire badois, surprenait le jeune duc dans son lit et

(1) Sur l'affaire du duc d'Enghien, cf.. Boulay de la Meurthe : *Les dernières années du duc d'Enghien*. Nougarière de Fayet. *Le duc d'Enghien* (introduction et notes de MM. M. Vitrac et A. Galopin.) Welschinger, *Le duc d'Enghien*, Stenger, *op. cit.*

l'emmenait à Strasbourg (1). On ne trouva rien dans ses papiers qui put faire croire qu'il fut en rapport avec les conjurés de Paris. Un émissaire de Bonaparte qui le surveillait depuis quelque temps avait signalé ses fréquents entretiens avec Dumouriez; or ce n'était pas Dumouriez qui était avec lui mais le baron Thumery que la prononciation alsacienne du policier avait changé en Dumouriez. Bonaparte déçu, ne voulut pas reculer. C'est qu'en effet, il ne s'agissait pas de justice à rendre mais d'un coup à frapper, et quand le 20 mars à six heures du soir le duc d'Enghien arriva au château de Vincennes, tout était prêt pour l'exécution, le cachot préparé, les juges choisis, l'interrogatoire dressé, la sentence rédigée, le peloton d'exécution commandé, la tombe creusée. Bonaparte avait réglé lui-même tous les détails de cet horrible drame, en avait confié l'exécution au seul homme capable d'accomplir cette mission, à Savary, et s'était retiré à la Malmaison, où, sourd aux prières de Joséphine et de M^{me} de Rémusat il attendait au milieu de l'anxiété générale la fin de l'opération (2).

(1) Avant de prendre cette décision, Bonaparte réunit le Conseil composé de Talleyrand, Fouché, Cambacérès et Lebrun. D'après Pasquier (*Mémoires*, t. I, p. 178). Talleyrand approuva l'enlèvement du duc d'Enghien; Lebrun s'y opposa. Cambacérès lui-même, « l'homme le plus propre à porter la gravité dans la bassesse » comme l'a si justement qualifié Fauriel, était hostile à cette mesure. « Vous êtes bien avare aujourd'hui du sang d'un Bourbon » répondit Bonaparte au régicide.

(2) M^{me} de Rémusat, *Mémoires*, t. I. p. 311 et s. : Bonaparte fit répondre à Joséphine, que les ordres étaient donnés, qu'il n'y avait pas à y revenir et « qu'en politique, une mort qui devait donner le

A onze heures, le rapporteur Dautencourt major de la gendarmerie d'élite vint soumettre le jeune duc à un interrogatoire préparé tout entier de la main de Bonaparte. Le prisonnier reconnut avoir combattu dans les rangs de la coalition mais nia toute participation à l'entreprise de Cadoudal. Avant de signer le procès verbal, il demanda à voir le premier Consul et inscrivit sa requête au bas de l'interrogatoire (1). A deux heures du matin, on le faisait comparaître devant une commission militaire composée de tous les colonels de la garnison de Paris et présidée par le général Hulin, le vainqueur de la Bastille. Là, il fit les mêmes déclarations qu'au rapporteur et renouvela sa demande d'un entretien avec Bonaparte ; on le lui promit. Le jugement était tout fait ; Bonaparte avait prononcé la peine : la mort. Les officiers y acquiescèrent d'autant plus volontiers que la mort leur semblait être la seule peine applicable à un Français qui avait porté les armes contre sa patrie. Ils ne comprirent pas que cette sentence, légale et juste si l'accusé eut été pris en territoire français, devenait un meurtre du moment qu'on l'avait enlevé de force

repos n'était pas un crime.» A M^{me} de Rémusat qui l'implorait, toute pâle et en larmes, « Les femmes ont deux choses qui leur vont bien, le rire et les larmes », dit-il, lui qui devait faire pleurer tant de femmes.

(1) « Avant de signer le procès-verbal, je fais avec instance la demande d'avoir une audience particulière du premier Consul. Mon nom, mon rang, ma façon de penser et l'horreur de la situation me font espérer qu'il ne se refusera pas à ma demande. » Louis-Antoine-Henri de Bourbon.

en pays étranger. Ils laissèrent en blanc la partie du jugement où l'on énonce la loi dont on fait application. Singuliers juges que ces soldats qui ignorent en vertu de quel texte ils condamnent un homme à mort ; mais c'étaient des soldats !...

Cependant Hulin se mit en devoir d'inscrire au bas du jugement, la supplique du condamné au premier Consul. Savary lui arracha la plume des mains. « Votre affaire est finie, dit-il, maintenant cela me regarde. » Les membres de la commission pensèrent que le délégué de Bonaparte se chargeait d'obtenir l'entretien sollicité et se retirèrent. A deux heures et demie on vint réveiller le jeune duc qui s'était endormi confiant dans l'entrevue qu'il devait avoir avec le premier Consul ; il suivit ses geoliers sans savoir où on le conduisait ; il ne comprit que quand il vit dans les fossés du donjon les seize gendarmes rangés, leurs armes chargées à la main et, contre le mur, une fosse fraîchement creusée (1). Il demanda un prêtre « Veut-il donc mourir en capucin » cria du haut des parapets Savary qui surveillait et hâtait l'exécution (2). Il remit à un officier une mèche de ses cheveux et une bague qu'il pria de remettre à la femme qu'il aimait, à la princesse

(1) Les armes avaient été chargées à une heure du matin, avant le jugement : Bonaparte avait dès le 18 mars donné l'ordre de creuser la fosse ; elle était prête depuis le matin même.

(2) Quand il rentra dans le château, Savary était affreusement pâle. « Il faut convenir qu'il est mort en brave, dit-il, mais pourquoi était-il contre nous ? »

Charlotte de Rochefort-Rohan (1). puis il se plaça au bord de la fosse, écouta avec sang-froid la lecture du jugement et tomba courageusement.

Tout concourt à rendre cette exécution odieuse. L'enlèvement du duc d'Enghien sur un territoire étranger alors qu'on était en pleine paix avec ce pays est une négation du droit des gens. Ce jugement, si on peut appeler ainsi l'ordre de Bonaparte exécuté par ses officiers, est un défi à la justice. Tout cela avait eu lieu la nuit, avec une rapidité inouïe, sans instruction, sans audition de témoins, sans défenseur, sans débats, sans qu'on eut soumis à ses juges aucun dossier, aucune pièce, autant dire sans jugement, car le jugement ne fut rédigé qu'après coup (2). Bonaparte considérait qu'entre lui et les Bourbons, il y avait selon le mot de M. F. Masson, *vendetta* (3). A l'aspect du danger tous les instincts sauvages et primitifs de sa race s'étaient réveillés en lui. Il avait assouvi sa vengeance (4).

(1) La princesse ne dit jamais ces pieux souvenirs. Après avoir circulé de main en main dans les salons de la Malmaison et provoqué la curiosité de Bonaparte et de ses familiers, ils furent renvoyés à la préfecture de police où ils sont encore aujourd'hui, enfouis dans quelque poudreux carton d'archives.

(2) Réal rédigea le lendemain le jugement qui fut publié dans le *Moniteur* du 1^{er} germinal.

(3) *Napoléon et sa famille*, t. II, p. 332.

(4) Alors que tous ceux qui, de près ou de loin, avaient joué un rôle dans ce drame cherchaient à rejeter sur d'autres les responsabilités, Napoléon revendiqua hautement les siennes et ne cessa de se glorifier de cette politique énergique. Trois jours avant sa mort, dans cette chambre lugubre de Sainte-Hélène, il ouvrit son testament et dans un codicille écrivit ceci : « J'ai fait arrêter et juger le

Cet acte sanglant accompli froidement, provoqua dans toute l'Europe un cri d'indignation et d'horreur. En France ce fut la consternation, la stupeur, l'épouvante, le silence (1), le silence de la mort et du despotisme !

Le drame qui se déroula dans les fossés de Vincennes pouvait dans une certaine mesure s'excuser. Si la manière dont elle s'accomplit demeure répréhensible, odieuse même, la condamnation en elle-même était justifiée. Le duc d'Enghien méritait la mort, il avait porté les armes contre la France. On n'en pouvait dire autant de Moreau que menaçait le même sort. L'instruction de la fameuse conspiration continuait au milieu de la réprobation et de l'incrédulité générale (2). On l'avait confiée à un homme dévoué et sûr, Thuriot, juge au tribunal criminel de la Seine que Georges Cadoudal narguait et accablait de sarcasmes. « Eh ! va donc, *tue-moi*, disait-il au régicide. Dis à ton maître qu'il ne m'aura jamais pour esclave ni pour dénonciateur. »

Quant à Moreau, il conservait une attitude digne et ferme, Pendant deux mois, il resta au secret sans voir même un

duc d'Enghien parce que cela était nécessaire à la sûreté, à l'intérêt, à l'honneur du peuple français... Dans une semblable circonstance, j'agis de même. »

(1) Rapport de la préfecture de police du 21 mars (Aulard, *op. cit.*) : « En général, Paris n'a jamais offert l'aspect d'un silence plus absolu. On ne se permet aucune réflexion. »

(2) « Le nombre d'incrédules ne fait qu'augmenter chaque jour » répète à deux reprises un « observateur » qui signe Candide (Rapport des 8 et 11 ventôse : 28 février et 2 mars).

avocat (1) ; il ne fut confronté qu'avec trois des conjurés. Une question s'était tout d'abord posée pour Bonaparte dès le début de cette affaire ; à quelle juridiction livrerait-il son rival ? Cette juridiction semblait toute indiquée ; c'était le tribunal criminel de la Seine qui jugeait, comme nos cours d'assises actuelles, avec l'assistance d'un jury : c'était celle qu'avait réclamée le frère de Moreau membre du Tribunal, en protestant avec indignation contre les calomnies répandues contre son frère (2). Mais l'assemblée, à cette demande, avait gardé un morne silence ; c'est qu'elle savait bien que le jury ne jouissait pas, près du premier consul d'une bien grande faveur. Il est à peu près certain qu'on n'eut pas obtenu une condamnation de ce jury, recruté dans cette bourgeoisie parisienne toujours un peu frondeuse et libérale, où la culpabilité de Moreau avait rencontré le plus d'incrédules, son arrestation soulevé le plus de réclamations.

On avait alors songé à séparer Moreau des autres con-

(1) Moreau, quoiqu'au secret correspondait avec sa jeune femme ; ces billets où le général s'épancha librement, sont la preuve la plus manifeste de son innocence. « Il est certain, lui écrivait-il, que j'ai conspiré contre les Autrichiens et leur ai gagné une cinquantaine de batailles ; il est certain encore qu'il m'est arrivé de conspirer une seule fois contre l'autorité légitime, au 18 brumaire an VIII, à porter Bonaparte où il est. » « Je viens d'apprendre, écrivait-il encore, qu'on devait me faire juger à part... Un jugement politique peut m'être moins avantageux qu'un judiciaire ; mais au moins serai-je séparé d'une cause qui m'est absolument étrangère ». E. Daudet, *op. cit.*

(2) *Archives parlementaires*, 2^e série, t. V, p. 602.

jurés, et, puisqu'il était militaire à le faire juger par un conseil de guerre. Cette solution fut aussi rejetée comme n'offrant pas toutes garanties. On se décida alors à faire voter un sénatus consulte, suspendant le jury, « pendant le cours de l'an 12 et de l'an 13 dans tous les départements de la République, pour le jugement des crimes de trahison, d'attentat contre la personne du premier consul, et autres contre la sûreté intérieure et extérieure de la République. » (8 ventôse-28 février). En conséquence tous les accusés étaient renvoyés devant le tribunal criminel de la Seine composé selon la loi du 23 floréal an X et statuant sans jury. On les privait ainsi de la garantie principale et on les livrait à des magistrats qui ayant tout à attendre du gouvernement étaient plus disposés à entrer dans ses vues.

L'instruction dura longtemps non pas que l'affaire fut difficile à éclaircir, mais on voulait établir la culpabilité de Moreau, ce qui n'était pas facile. On tenta, dans ce but de suborner les témoins. Le chef de brigade Le Normand (1) était brouillé avec Moreau ; on essaya de tirer parti de cette hostilité. Réal lui offrit 100.000 francs et le brevet de génè-

(1) Le Normand était en prison ; Bonaparte profita de l'occasion pour faire arrêter tous les officiers qui lui étaient suspects, les généraux Souham, Ramel, Liébert « prévenus, disait l'acte d'arrestation, de conspiration contre l'État avec les généraux Pichegru, Moreau et le brigand Georges. » L'on emprisonna également tous les amis de Moreau, ceux qui fréquentaient Grosbois, ses officiers, ses aides de camps, Frénières, son secrétaire, ses domestiques même. Son frère qui était lieutenant dans la marine reçut l'ordre de se rendre à Morlaix et d'y résider jusqu'à nouvel ordre sous la surveillance de la police.

ral de division s'il voulait accuser son chef. Il refusa avec indignation. A d'autres, à Picot, le domestique de Georges on promit aussi des sommes d'argent puis la liberté. Tous ces moyens échouèrent. On employa alors la torture (1) ;

(1) Il est aujourd'hui bien établi que la torture était d'un usage fréquent sous le Consulat et l'Empire. Fauriel raconte que pendant le procès : « A une question du président Picot répondit : « Je ne sais rien de tout cela » ; et le président de répliquer : « Vous le saviez lorsque vous l'avez déclaré. » En cet instant, Picot avec l'emportement et l'accent d'un homme qui ne se possède pas déclara qu'on lui avait offert 1.500 livres à la préfecture, s'il voulait donner l'adresse de son maître ; qu'il avait dit ne pas le savoir, et qu'alors, on l'avait garotté et qu'on lui avait écrasé les doigts entre un chien de fusil. Il ajouta qu'à cette espèce de torture, on avait joint celle du feu ; et il invoquait en témoignage les officiers de la garde de la préfecture qui avait assisté l'agent de police dans ses fonctions de bourreau et il tendit alors ses deux mains vers le public et vers les juges, en s'écriant d'une voix terrible : « Voyez les marques ! » Les mains portaient encore, en effet, les marques de la torture qu'elles avaient subies, il y avait trois mois. » Bouvet de Lozier fut lui aussi torturé, il l'affirma au procès et il ne fut pas contredit. Les auteurs de l'attentat de la machine infernale en l'an IX furent eux aussi torturés, (Fauriel, *op cit.*, 228, 378.) Voir aussi le compte rendu sténographié du procès. Bibliothèque nationale, Lb⁴⁴ 369, 8 vol. Lire le récit d'une de ces tortures dans « La mystérieuse affaire Donna-dieu » de Gilbert-Augustin Thierry. (*Revue des Deux Mondes*, 1908-1909.) Cette lettre de Bonaparte adressée le 23 pluviôse, an XII, 13 février 1804 au général Soult, lèverait tous les doutes s'il en subsistait encore : « Faites arrêter sur le champ, écrivait Bonaparte, les matelots et équipages du pêcheur qui a communiqué avec les Anglais. Faites-le parler, et je vous autorise même à lui promettre sa grâce, s'il fait des révélations ; et si vous voyez de l'hésitation, vous pouvez même, suivant que c'est l'usage, pour les hommes prévenus d'espionnage, lui faire serrer les pouces dans un chien de fusil. » (Lecestre, *Lettres inédites de Napoléon*, t. I^{er}, n° 66.)

ils avouèrent leurs projets de conspiration, mais tous les efforts pour leur faire accuser Moreau furent vains, car ils ne savaient rien de ses intentions.

Cependant le public attendait le procès avec une impatience angoissée. Un nouvel événement tragique vint accroître son anxiété.

Le 16 germinal-6 avril, Pichegru était trouvé étranglé dans sa cellule. Le bruit se répandit que Bonaparte, craignant ses révélations l'avait fait étrangler par ses mame-lucks. On a beaucoup discuté sur les causes de cette mort mystérieuse. Ce point ne sera sans doute jamais éclairci. Que Pichegru se soit volontairement donné la mort ou que Bonaparte l'ait fait étrangler, peu nous importe ; le seul fait que des personnes vivant dans l'intimité du premier Consul aient cru à un crime de sa part, nous prouve qu'il en était bien capable.

Enfin le jour du procès arriva (8 prairial, 28 mai), et l'on vit Moreau, le fier républicain, s'asseoir au milieu des chouans, des émigrés qu'il avait combattus toute sa vie. On avait pris des mesures extraordinaires ; 6.000 hommes commandés par Savary gardaient le Palais de justice. Il ne fallait rien moins que ces forces imposantes de police pour contenir l'indignation du public. Une grande partie de l'armée, tout ce que cette armée contenait de libéraux, de républicains, s'étaient prononcés en faveur de Moreau. Dans l'entourage même des Consuls, on n'était pas sans inquiétudes sur la fidélité des troupes (1). Les soldats de

(1) « C'était dans Paris une conviction générale que, si Moreau

service présentent les armes à l'accusé comme s'il eut été encore leur général. Beaucoup de généraux et d'officiers bravant la colère du premier Consul, la mise en réforme, l'exil, l'emprisonnement, manifestaient hautement leurs sympathies pour le vainqueur de Hohenlinden. Un jour, à l'audience, le général Lecourbe élevant dans ses bras le fils de Moreau : « Soldats, s'écria-t-il, voici le fils de votre général. » Toute la salle applaudit et les militaires se tournèrent vers Moreau comme pour le conjurer de se mettre leur tête. Mais lui, restait calme, ne voulant pas donner de prétexte à Bonaparte pour le persécuter. Il se bornait à repousser les accusations avec une énergie et une éloquence qui faisaient dire que s'il voulait « il irait coucher aux Tuileries. » Il n'eut pas de peine à démontrer son innocence ; deux personnes seulement l'accusaient, Lajolais « intermédiaire plus que suspect », comme le qualifie Sorel, et Rolland, que la police elle-même si bien renseignée, regardait « comme un caméléon, comme un

eut voulu dire un mot aux soldats chargés de veiller sur lui, cette garde geolière fut devenue tout à coup une garde d'honneur, prête à obéir au vainqueur de Hohenlinden. » Bourienne, *La vie privée de Napoléon*, t. II, p. 214. — « La disposition générale des esprits faisait craindre que sa condamnation n'entraînât un soulèvement et la défection des troupes... Moncey déclara ne pouvoir pas même répondre de la gendarmerie. » *Mémoires sur Fouché*, p. 100. — Cf. aussi Pelet de la Lozère, p. 72. Pour calmer les militaires, on leur distribuait des gratifications, 30 sols aux soldats, 40 aux sous-officiers pour les récompenser du service forcé qu'ils avaient été obligés de fournir pendant la recherche des conspirateurs. (Rapport de police du 30 avril, *in* Aulard, *op. cit.*)

de ces roués, propres à se prêter à tout pour de l'argent (1). » Ces deux accusés voulaient manifestement, en chargeant Moreau, sauver leur propre tête. La seule chose qu'on pût lui reprocher, c'était d'avoir consenti à voir Pichegru, un traître autrefois son ami, de n'avoir pas dénoncé le complot, mais, comme disait M. de Rémusat à Savary qui lui demandait son avis, « on n'a jamais condamné un homme par cette seule raison qu'il n'a pas dénoncé les projets dont il a été instruit. » A ceux qui lui reprochaient d'avoir voulu se faire dictateur, Moreau rappelait qu'on lui avait offert cette dictature avant qu'on l'eut offerte à Bonaparte, avant brumaire, mais qu'il avait refusé parce qu'il se savait lui-même plus propre à commander sur les champs de bataille qu'au sein d'un gouvernement.

Avant que son avocat ne prît la parole, il tint à faire une déclaration qu'il avait lui-même rédigée. Il ne chercha pas à faire parade de ses victoires, de sa gloire mais en termes simples et mesurés, il retraça sa vie entière, rappela les services qu'il avait rendus à la République ; il déclara que ses sentiments bien connus pour la liberté lui avaient parfois fait un devoir de blâmer la conduite du gouvernement, mais qu'il se croyait le droit de penser et de parler librement. « Depuis la victoire de Hohenlinden jusqu'à mon arrestation, dit-il, mes ennemis n'ont jamais pu ni me chercher d'autres crimes que la liberté de mes discours.

(1) Rapport de police du 2 mars.

Mes discours ! ils ont été souvent favorables aux opérations du gouvernement ; et si quelquefois ils ne l'ont pas été, pouvais-je croire que cette liberté fût un crime chez eux qui avaient tant de fois décrété celle de la pensée, celle de la parole, et qui en avaient joui sous les rois même ?

« Je le confesse avec une grande franchise de caractère, je n'ai pu perdre cet attribut de la contrée de France où j'ai reçu le jour, ni dans les camps où tout lui donne un nouvel essor, ni dans la Révolution qui l'a toujours proclamé comme une vertu de l'homme, et comme un devoir du citoyen. Mais ceux qui conspirent blament-ils si hautement ce qu'ils n'approuvent pas ? Tant de franchise ne se concilie guère avec les mystères et les attentats de la politique!...

« Magistrats, je n'ai plus rien à vous dire. Tel a été mon caractère, telle a été ma vie entière. Je proteste à la face du ciel et des hommes, de mon innocence. Vous savez vos devoirs. La France vous écoute, l'Europe vous contemple et la postérité vous attend.

« Je suis accusé d'être un brigand et un conspirateur. L'homme généreux que j'ai chargé de me défendre, va, je l'espère, vous convaincre que cette accusation n'est pas fondée. »

Cette belle péroration souleva dans la salle des applaudissements, des trépignements prolongés malgré tout le danger qu'il y avait à se livrer à de pareilles manifesta-

tions (1). Les juges eux-mêmes étaient émus. « Aux dernières paroles, *je suis accusé d'être un brigand*, raconte M. Stenger, tous les généraux présents se levèrent avec un frémissement d'indignation, prenant pour eux également cette accusation formulée contre un de leurs chefs. Dans la salle passait un souffle de révolte. »

Bonnet, le célèbre maître du barreau présenta la défense de Moreau en une plaidoirie d'une logique serrée et d'une belle clarté. Les avocats des autres accusés parlèrent à leur tour ; celui de Picot protesta avec indignation contre les tortures qu'on avait fait subir aux accusés, contre « ces outrages qu'on ne prodiguait dans l'antiquité qu'aux esclaves. » Puis les juges se retirèrent pour délibérer.

Ils délibérèrent sans avoir sous les yeux les pièces du procès. Ils en réclamèrent la communication ; elle leur fut refusée sous prétexte que le dossier était trop volumineux et les pièces ne leur furent distribuées qu'après le jugement. Thuriot réclamait contre Moreau la peine capitale. Il fallut recommencer deux fois la délibération qui dura vingt heures. La première fut favorable à Moreau ; sept juges contre cinq votèrent l'acquittement. Il ne restait plus qu'à

(1) Une dame de Montignac pour avoir applaudi à une réplique de Moreau fut arrêtée. M^{me} Récamier avait assisté à une audience du procès ; Moreau l'avait saluée et elle lui avait rendu son salut ; le lendemain, Cambacérès la fit avertir que cette petite manifestation avait fort mécontenté le premier Consul et qu'il serait prudent pour elle de ne plus assister aux débats, M^{me} Récamier se le tint pour dit et malgré toute sa sympathie pour l'accusé ne reparut plus au Palais.

prononcer ce verdict. Mais le président Hémart, une créature de Bonaparte, le même qui, en l'an XI avait fait condamner Aréna et ses compagnons, en présence de ce vote s'indigna, s'affola ; il refusa de clore les débats ; il avait l'ordre formel de condamner, il fit recommencer la délibération malgré les protestations d'un juge, Lecourbe, qui somma le greffier de rédiger le jugement. « Vous voulez mettre en liberté Moreau, déclara Thuriot ; il n'y sera pas mis. Vous forcerez le gouvernement à faire un coup d'État car ceci est plutôt qu'une affaire judiciaire, une affaire politique. Il faut quelquefois des sacrifices nécessaires à la sûreté de l'État. — Oui, reconnut un autre juge, il est des cas où l'on est tenu de condamner des innocents. — D'ailleurs, ajouta le président Hémart, il est bien certain que l'Empereur fera grâce à Moreau. — Et nous, qui nous la fera ? » répliqua un des juges, Clavier. Les partisans de l'acquittement demeuraient intraitables. Dans la salle voisine, Savary et Réal étaient tenus au courant de la délibération par Thuriot qui allait d'une salle à l'autre. Bonaparte prévenu que sa vengeance allait lui échapper, écrivit aux juges une longue lettre s'efforçant de les convaincre qu'il y avait de nouvelles charges contre Moreau, ce qui était faux. Un des magistrats proposa alors un moyen transactionnel ; on condamnerait Moreau à une courte peine et le premier Consul lui ferait grâce. Malgré les protestations de Lecourbe, deux juges eurent le tort d'accepter cette proposition et de transiger avec leur conscience. Par sept voix contre cinq. Moreau fut condamné à deux ans de prison.

Bonaparte en apprenant cette condamnation légère, s'emporta : « On lui avait promis, disait-il, la condamnation à mort de Moreau ; Régnier en était certain ; la complicité était évidente et il n'était atteint que de deux ans de prison comme un voleur de mouchoirs » (1). Puis voyant que Moreau prisonnier en France demeurait dangereux, il affecta de se montrer généreux ; il fit grâce à son rival et commua la peine de deux ans d'emprisonnement en un exil perpétuel en Amérique. Moreau eut repoussé une grâce humiliante ; il accepta cette aggravation de peine. Toute vie était désormais impossible pour lui en France ; il ne voulait pas être une cause de persécution pour ses amis ; il ne tenait pas non plus à voir la liberté écrasée sous la main d'un despote, son ennemi. Il partit pour l'Amérique comme il en avait déjà manifesté l'intention.

Quant aux juges qui avaient voté l'acquittement et résisté aux sommations de Bonaparte en invoquant l'indépendance de la justice, on leur fit voir que cette indépendance n'était plus de mise. Quelques jours après le jugement, l'un des Lecourbe se présenta à une audience aux Tuileries ; dès qu'il le vit, il l'apostropha avec véhémence. « Sortez, dit-il, ne souillez pas ces lieux

(1) M^{me} de Rémusat, t. II, p. 7.

« Que voulez-vous que j'en fasse ? disait-il à Bourrienne ; le garder ce serait encore un point de ralliement. Qu'il vende ses biens et qu'il quitte la France. Qu'en ferais-je au Temple. J'en ai assez de lui. »

de votre présence, sortez, juge prévaricateur. » Ce juge insoumis fut évidemment compris dans le grand mouvement d'épuration des tribunaux en 1807; il fut destitué. Les avocats eux-mêmes qui avaient plaidé pour les accusés durent s'estimer heureux d'échapper à la colère du premier Consul qui ne parlait rien moins que de les déporter.

Le jour même où entre deux gendarmes le vainqueur de Hohenlinden était conduit à la frontière d'Espagne, Georges Cadoudal était décapité sur la place de Grève avec onze de ses compagnons (1). Durant le procès le chef des chouans avait fait preuve d'un courage et d'une générosité peu commune, bravant Bonaparte et ses subordonnés, encourageant ses amis, invoquant pour lui seul les responsabilités. Il fut condamné à mort et demanda comme seule grâce de monter le premier à l'échafaud, ce qui lui fut accordé. On peut blamer l'erreur de sa vie; on ne saurait l'approuver d'avoir porté les armes contre sa patrie; sa fin du moins fut digne (2).

(1) Sur 46 accusés 20 furent condamnés à mort, la peine de 8 d'entre eux, tous grands seigneurs de l'ancien régime, fut commuée. 5 furent condamnés à 2 ans de prison, 5 renvoyés en police correctionnelle; 16 acquittés. Il ne faudrait pas croire que ces derniers, furent mis immédiatement en liberté comme l'ordonnait le jugement, pas plus que les autres ne furent libérés à l'expiration de leur peine; nous les retrouverons dans les prisons d'état avec beaucoup d'autres qui avaient été arrêtés à l'occasion de cette conspiration et qui ne furent même pas jugés. Quelques-uns y restèrent jusqu'en 1814. Ainsi procédait déjà la justice impériale. Cf. Fauriel, *op. cit.*, 486 et Huon de Penauster.

(2) Bonaparte fit offrir à Cadoudal sa grâce et un haut grade dans

Ces deux hommes, Moreau et Cadoudal provoquèrent l'admiration de la France et du monde entier par leur énergie indomptable, par leur refus de courber la tête devant le monarque tout puissant qu'était Bonaparte. C'étaient deux Bretons.

Quand fut prononcée la condamnation de Moreau, celle de Cadoudal et des autres conjurés, Bonaparte n'était plus premier Consul. Exploitant habilement le danger qu'il avait couru et les principes de la Révolution que le sang d'un Bourbon répandu à Vincennes lui faisait un devoir, disait-il, de maintenir, il venait de se faire offrir par des assemblées toujours complaisantes, un titre et des pouvoirs nouveaux. Il était l'égal des autres monarques, sinon même leur supérieur, il était Empereur.

l'armée ; mais alors que les Polignac, les de Rivière et autres grands seigneurs faisaient mille bassesses pour échapper à la mort, celui qu'on appelait dédaigneusement à la cour du prétendant « le gros meunier », ne voulut pas d'autre sort que celui de ses paysans qui avaient eu confiance en lui.

CHAPITRE III

LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE SOUS L'EMPIRE

Établissement de l'Empire. — Napoléon I^{er} et la liberté individuelle. — Sénatus-consulte du 28 floréal an XII. — La commission sénatoriale de la liberté individuelle. — Composition. — Fonctionnement. — Rôle. — Pétitions des détenus. — Les réponses du ministre de la police. — Le despotisme impérial. — Le ministère de la police. — Organisation. — Rôle.

Sans vouloir retracer ici comment s'établit l'Empire, nous rappellerons simplement les principaux faits suivants. C'est le 3 floréal an XII (23 avril 1804), que le tribun Curée proposa un vœu tendant à ce que « Napoléon Bonaparte actuellement premier consul, fût déclaré Empereur des Français et à ce que la dignité impériale fût déclarée héréditaire dans sa famille. » Le surlendemain — on ne perdait pas de temps — le Sénat nomma une commission pour demander aux sénateurs leur avis individuel. La motion Curée était pendant ce temps, discutée au Tribunal et adoptée après un rapport de Jard-Panvilliers par 48 voix sur 49 votants : seul Carnot eut le courage de protester. Le Sénat, saisi du vœu du Tribunal, déclare « qu'il est du plus grand intérêt du peuple français de confier le gouvernement de la République à Napoléon Bonaparte, empereur

héréditaire. » Quant au Corps législatif qui n'était pas en session, ses membres présents à Paris envoyèrent au président Fontanes une adresse conforme aux vœux ci-dessus. Le 28 floréal an XII (18 mai 1804) le Sénat rendait, sur rapport de Lacépède, le sénatus-consulte qui confiait « le gouvernement de la République » (1) à Napoléon Bonaparte.

Le peuple suivit ses représentants. Il fut consulté seulement sur l'acceptation de la proposition suivante contenue dans l'article 142 du sénatus-consulte : « Le peuple veut l'hérédité de la dignité impériale dans la descendance directe, naturelle, légitime et adoptive de Napoléon Bonaparte et dans la descendance directe, naturelle et légitime de Joseph Bonaparte et de Louis Bonaparte, ainsi qu'il est réglé par le sénatus-consulte organique du 28 floréal an XII. » Il y eut 3.521.675 oui et 2.579 non ; l'hérédité de la dignité impériale fut proclamée à la suite de ce plébiscite par le sénatus-consulte du 15 brumaire an XIII (6 novembre 1804).

Ainsi, le peuple ne fut, en réalité, consulté que sur la question de l'hérédité ; le sénatus-consulte du 28 floréal an XII avait proclamé Napoléon empereur, et il aurait pu se passer, en ce qui le concernait, de cette consultation

(1) M. Aulard fait remarquer à ce sujet qu'à la suite du décret du 22 octobre 1803 les monnaies françaises portèrent sur le revers de la pièce les mots « Empire Français » au lieu de ceux de « République Française »

nationale. Elle n'eut lieu que pour lui donner plus de puissance auprès des assemblées.

Si nous avons rappelé ces quelques faits, c'est pour montrer la complaisance des grands corps de la nation, la rapidité inaccoutumée dont ils firent preuve, l'espèce de terreur que leur inspirait Napoléon qui avait d'ailleurs déclaré que l'armée était prête à trancher tout débat par ses baïonnettes.

En même temps qu'il proclamait Napoléon empereur, le sénatus-consulte du 28 floréal an XII donnait à la France une nouvelle constitution : elle devait rester en vigueur — théoriquement du moins — pendant toute la durée de l'Empire.

Elle est, en apparence, libérale. Des institutions d'origine révolutionnaire, des assemblées délibérantes subsistent encore. Le Sénat peut exprimer l'opinion qu'il n'y a pas lieu à promulguer les lois qui lui paraissent contre-révolutionnaires ou inconstitutionnelles. Il choisit parmi ses membres deux commissions qui ont pour devoir de veiller l'une à la liberté individuelle, l'autre à la liberté de la presse (1). Les lois doivent être délibérées au Corps législatif, émanation directe des collèges électoraux. Mais l'article 72 du sénatus-consulte du 28 floréal an XII permet à l'empereur de passer outre à l'opposition du Sénat, le Corps législatif ne peut se former en comité général que sous des conditions rigoureusement déter-

(1) Aulard, *Histoire politique de la Révolution française*, p. 777.

minées (art. 83), les collèges électoraux ont leur composition altérée par l'adjonction de droit des dignitaires de la Légion d'Honneur (art. 99).

Néanmoins, ainsi que le fait remarquer M. Aulard cette constitution, si elle eût été fidèlement observée, aurait pu arrêter le despotisme. Mais elle fut perpétuellement violée, l'empereur ne procéda que par décrets et sénatus-consultes, il asservit le Sénat, supprima définitivement le Tribunat déjà bien mutilé (S. C. du 19 août 1807), ne fit pas appel aux collèges électoraux pour l'élection des membres du Corps législatif qu'il désigna lui-même par des sénatus-consultes (1). Elle demeura lettre-morte particulièrement au point de vue qui nous occupe, au point de vue de la liberté individuelle. La Commission sénatoriale de la liberté individuelle ne fut en effet, ainsi que nous allons le montrer, qu'une Commission fantôme, une sorte de « Commission des grâces ».

Voici de quelle façon minutieuse le sénatus-consulte du 28 floréal réglait dans son titre VIII, les attributions et le fonctionnement de cette Commission :

Une Commission de sept membres nommés par le Sénat, et choisis dans son sein, prend connaissance, sur la communication qui lui en est donnée par les ministres, des

(1) Le premier sénatus-consulte nommant des députés suivit de peu la constitution de l'an XII : il est de 1806 et nomme 9 députés. Un autre du 21 décembre 1808 nomme 6 députés, un troisième du 5 juillet 1809 en nomme 12, un quatrième du 19 juin 1810 en nomme un, un cinquième du même jour en nomme 25, etc.

arrestations effectuées conformément à l'article 46 de la constitution de l'an VIII, lorsque les personnes arrêtées n'ont pas été traduites devant les tribunaux dans les dix jours de leur arrestation.

Toutes les personnes arrêtées, et non mises en jugement après les dix jours de leur arrestation, peuvent recourir directement, par elles, leurs parents ou leurs représentants, et par voie de pétition, à la commission sénatoriale de la liberté individuelle (art. 61).

Lorsque la commission estime que la détention prolongée au delà de dix jours de l'arrestation n'est pas justifiée par l'intérêt de l'Etat, elle invite le ministre qui a ordonné l'arrestation à faire mettre en liberté la personne détenue, ou à la renvoyer devant les tribunaux ordinaires (art. 62).

Si, après trois invitations consécutives, renouvelées dans l'espace d'un mois, la personne détenue n'est pas mise en liberté ou renvoyée devant les tribunaux ordinaires, la Commission demande une assemblée du Sénat qui est convoquée par le président et qui rend, s'il y a lieu, la déclaration suivante : « Il y a de fortes présomptions que N... est détenu arbitrairement. » — On procède ensuite conformément aux dispositions de l'article 112 titre 13. *De la Haute Cour impériale* (1) (art. 63).

(1) Voici quelle était cette procédure : le Corps législatif dénonçait le ministre ou les agents de l'autorité auteurs de l'attentat à la liberté individuelle (art. 112). L'acte de dénonciation devait être circonstancié, signé par le Président et par le secrétaire du Corps législatif; il était adressé par un message à l'archi-chancelier de l'Empire qui

La création de la commission de la liberté individuelle fut saluée avec enthousiasme par les sénateurs. Portalis, dans l'exposé des motifs, disait que le Sénat remplirait près de l'Empereur « l'office de la conscience en l'avertissant des erreurs qui seraient capables de compromettre les droits conquis par la Révolution ;... que rien n'était plus propre à rehausser la dignité du citoyen que de voir le premier corps de l'Etat occupé à protéger et à défendre les droits du moindre particulier avec la même sollicitude que s'il s'agissait de la constitution elle-même » (1). Le sénateur Lacépède célébrait, en termes emphatiques, les bienfaits des nouvelles institutions. « Le dépôt sacré de la liberté individuelle et de la liberté de la presse est remis au Sénat plus spécialement que jamais. Et dans quelles mains pourrait-il être plus en sûreté ? Ne

le transmettait au procureur général près la Haute Cour impériale (art. 117). Le procureur général informait dans les trois jours l'archi-chancelier qu'il y avait lieu de réunir la Haute Cour, l'archi-chancelier, après avoir pris les ordres de l'empereur fixait dans la huitaine l'ouverture des séances (art. 119). La Haute Cour ainsi réunie était présidée par l'archi-chancelier ou à son défaut par un des grands dignitaires de l'Empire. Elle était composée : des princes du sang, des grands dignitaires et des grands officiers de l'Empire, du grand juge ministre de la justice, de 60 sénateurs, des 6 présidents de sections du Conseil d'Etat, de 14 conseillers d'Etat et de 20 membres de la Cour de cassation ; les sénateurs, conseillers d'Etat, et membres de la Cour de cassation étaient appelés par droit d'ancienneté. La Haute Cour ne pouvait juger à moins de 60 membres (art. 124). Les débats et le jugement étaient publics (128).

(1) Buchez et Roux, *Histoire parlementaire de la Révolution française*, t. 39, p. 142.

trouve-t-on pas dans le Sénat *le nombre* qui, par la diversité des opinions, des affections et des intérêts, écarte de la majorité tous les germes de la séduction ; *l'âge* qui fait taire toutes les passions devant celles du devoir ; *la perpétuité* qui ôte à l'avenir toute influence dangereuse sur le présent ; *l'étendue de l'autorité et la prééminence du rang* qui délivrent des illusions funestes, l'ambition satisfaite.

La liberté sainte devant laquelle sont tombés les remparts de la Bastille déposera donc ses craintes ; l'homme d'Etat sera satisfait ; et les ombres illustres du sage L'Hôpital, du grand Montesquieu et du vertueux Malesherbes seront consolées de n'avoir pu que proposer l'heureuse institution que consacre le sénatus-consulte » (1).

Dégagé de ce qu'il a d'emphatique, de factice, un tel enthousiasme pourrait s'expliquer. Si platoniques en effet que fussent les pouvoirs de la commission de la liberté individuelle, si suspecte que fût l'autorité chargée de statuer sur ses propositions, la commission eût pu, sinon empêcher toutes les violations de la liberté, du moins en diminuer le nombre. On n'arrête pas toujours les protestations, et Napoléon lui-même eut bien été obligé d'en tenir compte, si la commission les avait fait entendre obstinément et énergiquement. Mais elle n'en fit rien, elle n'avait ni l'indépendance, ni l'autorité morale suffisantes.

Ainsi qu'il est dit à l'article 60 du sénatus-consulte,

(1) Buchez et Roux, *Histoire parlementaire de la Révolution française*, t. 39, p. 148.

elle ne comprenait que sept membres : ce petit nombre est une des causes de sa faiblesse (1). Serrigny (2) fait justement remarquer à ce sujet que le pouvoir tend toujours à se circonscrire dans le moindre nombre possible : témoin le conseil des Dix et les inquisiteurs d'Etat à Venise, les comités de sûreté générale et de salut public dans le sein de la Convention. Napoléon pouvait peser davantage sur les décisions de la commission, il en connaissait les membres, et il lui était facile de savoir, dans une affaire déterminée, ceux qui se prononçaient pour ou contre sa volonté.

Elle fut élue dans la séance du 13 prairial an XII. Les sept premiers membres furent Lenoir-Laroche, Boissy-d'Anglas, Emmercy, Abrial, Vernier, Sers et Vimar. Tous les quatre mois, un des membres de la commission sortait mail il pouvait être réélu : c'est ainsi que Boissy-d'Anglas y demeura sans interruption jusqu'en 1813. Les sénateurs qui y entrèrent dans la suite furent Lemer cier, Cacault, Cornet, Journu, Aubert, Gouvien, Colchen-Lejeas, Pastoret, Van-Declém. Elle fut présidée successivement par Lenoir-Laroche ; Abrial, Lemer cier. Tous ces hommes avaient coopéré à la Révolution, ils avaient défendu à l'Assemblée législative, à la Convention ou au Conseil des Anciens, les principes de liberté et de justice ; plusieurs même avaient été inquiétés pour leurs opinions. Vernier avait dû se cacher pour échapper à la proscription,

(1) Voir *suprà*, p. 177 *note*, sur la composition de la Haute Cour.

(2) Serrigny, *Traité du droit public des Français*, p. 332.

Boissy-d'Anglas avait été déporté à Oléron au 18 fructidor, Vimar était resté pendant dix mois en prison sous la terreur. On pouvait donc croire que le passé de ces victimes de la raison d'état serait un sûr garant contre le despotisme et l'arbitraire.

Il n'en fut rien. La commission sénatoriale de la liberté individuelle n'usa jamais des pouvoirs qui lui avaient été théoriquement conférés. « Disons tout de suite, écrit M. Aulard, qu'elle ne déclara personne arbitrairement détenu, qu'elle ne saisit le Sénat d'aucune affaire, qu'aucun ministre ne fut traduit, pour acte arbitraire, devant la Haute Cour, laquelle ne se réunit jamais. (1) »

L'esprit qui présida à ses travaux apparaît d'ailleurs dans le rapport adressé au Sénat le 30 vendémiaire an XIII par son président Lenoir-Laroche (2). Sous couleur d'une déclaration de principes, ce rapport n'est qu'un « aveu d'impuissance et de complaisance. » « La Commission, dit Lenoir-Laroche a considéré que si la liberté individuelle est le premier besoin des hommes en société, la sûreté de l'État est le premier besoin des gouvernements. L'expérience apprend que la liberté civile est en raison du plus ou moins de régularité dans le mouvement du corps social. Quand les nations sont agitées par de grandes commotions politiques, l'esprit de parti oppresseur, quand il n'est pas opprimé ne laisse d'autre liberté que celle de sa volonté

(1) Aulard, *Études et leçons sur la Révolution française*, 3^e série, p. 297.

(2) Bibliothèque nationale. Le 49/28, in-8° de 11 pages.

et de ses caprices. Il n'y a de sécurité pour personne, le citoyen effrayé cherche l'État et il ne trouve que des factions. »

Lenoir-Laroche prononce ensuite les grands mots « d'ordre », de « sécurité publique », qui, de tous temps et sous tous les régimes, ont servi de prétexte aux actes les plus arbitraires, aux atteintes les plus flagrantes à la liberté individuelle. Il avoue que la liberté a disparu, il la compare à une malade débile, à un homme dont la santé chancelante attend pour se rétablir l'affermissement de l'ordre. » La liberté attend pour reparaitre le retour de l'ordre, et l'ordre ne peut être ramené que par les efforts d'une main habile qui saisissant les débris dispersés de l'État le relève et en remet toutes les parties à leur place. Cette situation est pour la liberté civile une sorte de convalescence qui a son régime et sa progression naturelle. Et il conclut en disant : « La commission se regardera toujours comme une sentinelle placée par la constitution pour veiller à ce que la liberté des citoyens soit garantie de toute entreprise véritablement arbitraire, mais elle ne perdra jamais de vue qu'un État ne peut se maintenir que par l'action ferme, juste et mesurée de son gouvernement. »

Signalons en passant cette expression « d'entreprise *véritablement* arbitraire. » Y a-t-il donc deux sortes d'arbitraire : l'arbitraire véritable et celui qui ne l'est pas ?

Il faut rendre cette justice à la commission qu'elle travailla : du 17 prairial an XII date de sa première réunion, au 27 mai 1814, date de sa dernière, elle tint près de deux

cents séances (exactement 186.) Mais comment travaillait-elle ?

C'est son rapporteur lui-même qui va nous le dire, du moins pour les premiers temps de son fonctionnement. « Dans cet espace de quatre mois, dit Lenoir-Laroche (1), elle (la commission) a reçu 116 pétitions individuelles ou collectives, elle en a fait parvenir l'objet au ministre, et le ministre a ordonné 44 mises en liberté. Plusieurs des détenus néanmoins ont été soumis à la condition de quitter Paris et de retourner dans leur communes pour y être sous la surveillance de la municipalité. Cette précaution est justifiée par le besoin de maintenir la tranquillité publique dans une capitale où tant de gens sans aveu et sans ressources viennent apporter leurs intrigues, leurs passions et leurs vices. 17 affaires ont été jugées hors des attributions de la commission, 33 ont été ajournées jusqu'à nouvelle détermination d'après les motifs donnés par le ministre (2), 21 ne sont point encore terminées, soit que le ministre attende de nouveaux renseignements, soit qu'il ait reconnu quelque danger à rendre encore les détenus à la société. »

Cette statistique est vraiment édifiante, car elle nous renseigne sur l'influence effective de cette commission de la liberté individuelle. Sur les 116 détentions qui lui furent signalées il n'y en avait pas une qui ne fût arbitraire, pas un

(1) Rapport du 30 vendémiaire an XIII précité.

(2) Le nombre des affaires ajournées est de 34 et non de 33. — Cf. *Registre de la Commission sénatoriale de la liberté individuelle, Archives nationales*, CC. 60.

seul de ces détenus n'avait comparu devant les tribunaux, n'avait été condamné par une juridiction régulière. Sur ce nombre, 1/3 à peine fut mis en liberté. Encore la plupart de ceux là ne sortirent de prison que pour aller en exil : ils devaient se rendre dans une petite localité qui leur était fixée par le ministre de la police, et ils étaient soumis à la surveillance de la police.

La procédure suivie par la Commission était la suivante : des pétitions lui sont adressées, soit par les détenus eux-mêmes (c'est le cas le plus fréquent), soit par leurs parents, soit par leurs amis, voire même par leurs créanciers. La commission nomme un rapporteur chargé d'examiner la pétition et de dire si l'affaire est de sa compétence ; elle accuse réception au pétitionnaire de sa plainte en même temps qu'elle écrit au grand juge ou au ministre de la police pour lui demander les motifs de la détention. « Une lueur d'espoir a pénétré dans l'obscurité de sa prison, dit Lenoir-Laroche. Il ne craint plus d'y languir dans un exil souvent involontaire ; il a la certitude que des hommes étrangers à toute autre idée et à toute autre passion que celle du bien et de la sûreté de l'État, s'intéressent à son sort et que si sa détention est arbitraire, elle ne sera pas de longue durée (1). »

Retenons l'aveu de ce sénateur : en 1804, il y avait dans les prisons de l'Empire des individus qu'on y oubliait involontairement ! Leur condition ne va d'ailleurs pas

(1) Rapport précité, p. 8,

changer, et si la création d'une Commission de la liberté individuelle a pu leur faire concevoir l'espérance de recouvrer la liberté, ils reviendront bien vite de leurs illusions, car les sénateurs qui ont reçu la mission de protéger leur liberté bornent toute leur ambition à demander aux agents du gouvernement quelles sont les causes des détentions qu'ils ont ordonnées. Ils se trouvent satisfaits des réponses les plus vagues. Il suffit que le ministre de la police leur fasse connaître que le pétitionnaire est détenu « par mesure de sûreté publique », ou « qu'il ne peut être rendu à la liberté sans de graves inconvénients », ou encore « qu'il est détenu par mesure de haute police » pour que la Commission juge inutile de demander de plus amples renseignements.

C'est surtout quand on lui fait savoir que le pétitionnaire est détenu par ordre de l'Empereur que la Commission n'insiste pas. La police lui signifie brutalement que « la décision de Sa Majesté peut seule décider du sort de ce détenu » ; « qu'il ne peut y avoir lieu à révoquer cette décision », « qu'il n'est pas dans l'intention de Sa Majesté que la liberté lui soit rendue », ou encore que « la décision est ajournée jusqu'au retour de Sa Majesté. » On ne permet pas à la Commission d'examiner si de pareilles détentions sont arbitraires, ni même si elles sont justifiées par l'intérêt de l'État : c'est à Sa Majesté et à Sa Majesté seule qu'il appartient d'apprécier quels sont les faits ou les actes qui menacent la sûreté de l'État. La Commission s'incline respectueusement devant les réponses brèves et nettes du

ministre de la police ; que pouvait-elle faire contre l'autorité toute puissante de Napoléon ?

On peut voir aux Archives nationales ces innombrables suppliques des détenus (1), et on demeure confondu devant tant d'actes arbitraires, d'injustices et de souffrances. Les détenus ne cessent de s'adresser avec une inlassable patience à la Commission ; attendant une libération qui tarde à venir quelquefois pendant plusieurs années, ils espèrent toujours malgré les réponses déconcertantes des « honorables sénateurs » auxquels ils se sont adressés. Elles sont bien touchantes cependant, ces plaintes adressées à la Commission et elles dénoncent des emprisonnements que ne justifient certes pas la sécurité publique ni l'intérêt de l'État. Telle est par exemple celle adressée par un cultivateur nommé François-Pierre détenu à la Grande Force et que la police maintient en prison sous prétexte qu'il a participé au complot de Cadoudal : « Messeigneurs, écrit François-Pierre, un homme que je n'avais jamais ni vu ni connu m'ayant aperçu dans un champ où j'étais à travailler entre 11 heures et midi, me pria de le conduire à un endroit qui était distant d'une lieue de la place où nous étions. Je suis fermier d'une métairie dont le loyer est du prix de 400 francs ; j'ai sept enfants ; le travail de ma femme et le mien suffit à peine pour nourrir ma famille. Je n'ai pas

(1) Les pétitions des détenus à la Commission de la liberté individuelle, les brouillons des lettres de la Commission au ministre de la police et les réponses de ce dernier n'occupent pas moins de 6 énormes cartons Q² 1430-1437.

cru qu'il y eut du mal à gagner une pièce de 30 sols. Il y a près de six mois que je suis détenu ; on m'a conduit à Paris lié et garotté. Je n'ai ni linge, ni habit et, par surcroît de malheur, mon absence a tellement nui à mes affaires que notre maître craignant que ma femme ne puisse tenir les engagements vient de lui donner congé. Me voilà donc exposé à mendier mon pain avec ma femme et mes sept enfants. Je prie votre Excellence, Messieurs, de s'intéresser à moi ; ma santé est très mauvaise ce qui vient plutôt du climat que de la nourriture qui depuis que je suis en prison consiste dans du pain noir et rien de plus ; mais toute ma vie ayant été malheureux je ne regrette que de ne pouvoir faire usage de mes bras pour donner du pain à mes misérables enfants. J'ai l'honneur d'être avec un profond respect, de Vos Excellences, Messieurs, le très humble et très obéissant serviteur. De la Grande Force, le 29 messidor an XII.

Pour justifier de telles détentions, Fouché ou Régnier donnent ces motifs à la commission : « Mauvaise tête — être de la plus profonde immoralité » (Abrassard et Célestin Claire) — être le plus abject, vil crapuleux — très mauvais sujet (Rubigny) — immoralité et libertinage (Valois) — tête exaltée, mauvais sujet (Tartara). — Et les détentions basées sur les motifs les plus futiles sont souvent fort longues. Broyard est détenu depuis deux ans pour « lettre injurieuse au premier consul ». Taulanc ancien capitaine aide-de-camp du général Stengel est emprisonné depuis deux ans également parce qu'il est un

« ennemi déclaré du gouvernement » et qu'il s'est permis quelques propos contre le premier Consul. Marie-Aimée Quimberge est également accusée de propos contre le gouvernement : « c'est une tête très exaltée qui entretenait une correspondance avec les chouans; en prison depuis le 8 fructidor an X, elle y est encore maintenue le 24 thermidor an XII — Victor Counastin, un prêtre est détenu pour « sorcellerie. » Jacques Huet est « un homme extrêmement dangereux et redouté dans son pays », il est incarcéré depuis 4 ans et quand la Commission demande quels sont les motifs de cette longue détention, Fouché se borne à lui répondre « qu'elle paraît nécessaire au maintien de la tranquillité du pays. » (1807)

Anselme Truck qui est à Bicêtre depuis 7 ans et demie est « un homme très remuant, capable d'entrer dans toutes espèces de manœuvres contraires au bon ordre et à la sûreté de l'État. Il a cherché à exciter un mouvement séditionnel à Milan en l'an VIII » — une pétition contre les arrestations, qui fut adressée légalement en brumaire an XII au Tribunat déclancha les sévérités de la police contre l'auteur et l'imprimeur de cette pétition et contre tous ceux qui l'avaient eue entre les mains. Aubry qui en était l'auteur paya son audace de plusieurs mois de prison; Voisin, et Eve Demaillot prévenus d'en être les auteurs furent arrêtés et maintenus à Sainte Pélagie, après même que le véritable auteur¹ fut découvert (1). Dix mois de prison, telle fut la punition d'un officier de santé

(1) Cf. L'opuscule d'Eve dit Demaillot ; *Tableau historique des pri-*

nommé Chevalier qui avait eu communication de cette pétition.

Les pamphlétaires et auteurs de libelles ne sont pas mieux traités que ceux qui ont eu l'imprudence d'invoquer une disposition constitutionnelle pour adresser des pétitions au Tribunat. Dodoucet imprimeur et Pépin jurisconsulte auteurs d'un libelle en faveur de Moreau ne sont libérés qu'après une détention de six mois; Roulhac est au Temple depuis dix sept mois pour avoir eu en main la réclamation des évêques contre le Concordat; Mornetas se voit incarcéré pendant dix mois parce qu'il est « suspect de détenir un manuscrit contre le gouvernement ». Le poète Desorgues a composé sur l'Empereur une chanson :

Oui, le grand Napoléon
Est un grand caméléon.

Il a fait aussi un calembour : se trouvant dans un café de la place Favart, il a jeté au loin la peau d'un citron en disant : Je n'aime pas l'écorce (les Corses). Conduit à Sainte-Pélagie, on l'a transféré bientôt à l'hospice des fous de Charenton. C'est de là qu'il écrit à la Commission, celle-ci s'informe et obtient cette réponse : « Desorgues a tenu quelques propos séditieux et est gardé à Charenton comme aliéné. Son état est constaté. » La Commission se tient pour satisfaite de cette réponse; comment, par qui l'état de Desorgues avait-il été constaté? Elle ne s'en soucie pas. Le malheureux poète subit pendant cinq ans ce

sons sous le règne de Bonaparte, 1814 et son dossier O^s 1430.

contact horrible avec les fous, la mort vint le 5 juin 1818, délivrer de ce long martyr l'auteur de l'hymne à l'être suprême, celui que Nodier appelait le premier des poètes lyriques de la Révolution.

Il y a également, parmi les individus qui s'adressèrent à la Commission, des détenus par erreur ; ce sont sans doute ceux auxquels faisait allusion Lenoir Laroche en parlant des prisonniers qui languissent dans un « exil souvent involontaire ». Ces erreurs étaient assez fréquentes et il ne faut pas s'en étonner vu la multiplicité des arrestations et la désinvolture avec laquelle agissait la police. C'est ainsi, pour ne citer qu'un exemple que la Commission apprit qu'un nommé Prigent, sergent pensionné de la Révolution, réformé pour blessures et infirmités, était détenu à Sainte Pélagie depuis sept mois ; il avait été arrêté par le préfet de Maine-et-Loire à la place d'un chef de chouans que la police recherchait. La Commission signala cette erreur au ministre de la police. La réponse se fit attendre trois mois. Fouché eut la coquetterie de vouloir justifier quand même cette détention de dix mois et il trouva une de ces explications qu'il prodiguait à la Commission : « Il est vrai, écrit-il le 17 vendémiaire an XIII, que l'arrestation de cet individu a été causée par une ressemblance de son nom avec celui d'une autre personne que la police faisait rechercher ; mais les renseignements que cette mesure a procurés désignent Prigent comme un très mauvais sujet sur lequel pèsent de graves soupçons et qui n'a échappé à la sévérité des lois que par défaut de preuves légales. » Prigent, voyant qu'il n'obtenait pas sa

liberté, avait demandé à s'enrôler dans l'armée impériale, mais le ministre de la guerre le trouva trop vieux et trop infirme pour être de quelque utilité à l'armée (1) ; on se décida donc à le relâcher et à le mettre en surveillance à 40 lieues de Paris et des côtes.

Les enrôlements étaient d'ailleurs sollicités très fréquemment par les détenus qui ne voyaient pas d'autre moyen de sortir de prison. Ils préféraient se faire tuer sur les champs de bataille, au lieu de traîner en prison une vie misérable et subir une détention dont ils n'entrevoyaient pas la fin. C'est ainsi que le gouvernement accepta l'engagement contracté par Montraille « notoirement connu pour voleur et faux monnayeur » ; et celui de Lacour dit Courtois bien qu'il ne fût âgé que de 17 ans $\frac{1}{2}$; sa mère protesta en vain près de la Commission, celle-ci jugea que cette affaire ne la concernait nullement.

Ce qui frappe surtout dans la volumineuse correspondance échangée entre les détenus, c'est le nombre effrayant des personnes que la police retient en prison sans les faire comparaître devant les tribunaux. C'est là, est il besoin de le faire remarquer, un monstrueux déni de justice, car la police se substituant sans raison aucune à la justice, ce sont les droits les plus sacrés du citoyen livrés à l'entière discrétion du gouvernement. On pourrait citer d'innom-

(1) Hauterive, *La police secrète du premier Empire. — Bulletins quotidiens de Fouché à l'Empereur*. La lecture de ces bulletins est fort instructive et donne une idée exacte de l'activité et de l'arbitraire de la police impériale. Il serait à souhaiter que cette publication fût continuée.

brables exemples d'arrestations que les agents de Napoléon expliquent par le seul motif ci-dessus. Bornons-nous à citer le cas de Lenoir au sujet duquel le ministre de la police écrit que « s'il n'a pas été possible de réunir les preuves suffisantes pour la traduction devant les tribunaux, cette circonstance n'a pu atténuer la prévention de vol qui avait motivé son arrestation..., la sûreté publique exige qu'il soit maintenu en détention jusqu'au printemps prochain. » Tel est aussi le sort réservé à un cultivateur, Berthet, que « le défaut d'un corps de preuves complet sur les différents actes de sa vie ne permet pas de déférer directement à la sanction d'un jury ni même à celle d'un tribunal spécial. »

La police qui « prévenait ainsi les arrêts de la justice ne tenait aucun compte des arrêts déjà rendus. Elles sont innombrables les lettres adressées à la Commission par ceux qui ont été acquittés par les juridictions les plus rigoureuses, et qui, malgré cela, sont maintenus sous les verrous. Quand un individu avait été acquitté par les tribunaux, le procureur impérial, s'il estimait dangereux de le rendre à la liberté, demandait au préfet qu'il fût maintenu en prison par mesure de haute police. C'était là une pratique devenue courante dès le Consulat. Loin de se révolter contre de tels abus de pouvoirs, la Commission de la liberté individuelle les consacrait. La lettre suivante que lui adressait Fouché le 14 frimaire an XIV, nous montre quel cas on faisait de l'autorité de la chose jugée. « Je vous transmets, écrit le ministre de la police, les

renseignements que vous désirez par votre lettre du 1^{er} frimaire, sur les nommés Joseph Moutte, Pancrace, Brémond et Alexandre Clavel. Le premier, Joseph Moutte, fut acquitté faute de preuves suffisantes sur l'accusation de fausse monnaie par la Cour criminelle de Vaucluse, qui le renvoya par devant celle du département des Basses-Alpes pour être jugé relativement à d'autres délits sur lesquels le préfet de Vaucluse craint qu'il ne soit acquitté, désirant ainsi que son collègue des Basses-Alpes qu'il soit mis en détention à Avignon par mesure de haute police. M. le procureur général impérial peint cet homme comme infiniment dangereux, inspirant partout la terreur (1), quoique malheureusement les preuves ne soient pas suffisantes pour lui faire subir la peine due à ces différents forfaits dont il est suspecté. Tels sont les motifs qui m'ont déterminé à prononcer la détention provisoire de Moutte, dans le cas où il serait acquitté par la Cour criminelle des Basses-Alpes devant laquelle il est traduit. — Le deuxième, M. Brémond, faisait partie d'un attroupement ayant commis des atrocités chez un prêtre. Traduit devant la Cour criminelle spéciale de Vaucluse son crime fut avéré, mais obligé de le déclarer prescrit. M. le procureur général impérial près cette Cour donna connaissance de ces faits à M. le Préfet du même département en l'invitant à le faire arrêter avec deux de ses

(1) Joseph Moutte produit cependant un certain nombre de certificats de sa commune le désignant comme un parfait honnête homme.

complices par mesure de haute police, cet individu ne pouvait, dit-il, être rendu à la société sans scandale, ce qui m'a décidé à ordonner l'arrestation provisoire de cet individu. — Quant au troisième, c'est un brigand du département de Vaucluse, prévenu du crime d'incendie qui, faute de preuves matérielles suffisantes a été acquitté par la Cour criminelle, mais contre lequel la voix publique s'élève au point de l'accuser d'assassinat et qu'il ne peut y avoir réparation plus horrible que celle qu'a méritée ce brigand dans le lieu même de son domicile. Ce qui en outre a décidé le préfet de ce département à le faire détenu de nouveau c'est, qu'en ventôse dernier, il annonça hautement la mort de Sa Majesté Impériale. Le département et la commune ne voulant pas la mise en liberté de ce mauvais sujet, j'ai autorisé sa détention jusqu'à nouvel ordre. »

On voit aussi s'adresser à la commission des malheureux, victimes de rancunes privées, des créanciers qui ont été emprisonnés à la requête de leurs débiteurs, comme ce citoyen Sutières qu'ont réussi à faire emprisonner deux de ses débiteurs qui lui devaient deux mille francs et qui supplie « que la justice ne souffre pas que le bon grain soit abandonné aux oiseaux et aux bêtes de la forêt ». Certains détenus ont été incarcérés à la demande de leurs familles : tel est le cas de Joseph Cappe qui, après avoir été expédié à Saint-Domingue, trouve toujours ses parents irrités contre lui ; leurs sollicitations le font emprisonner pendant trois ans. Napoléon, comme les anciens rois de France,

émet la prétention de faire régner l'ordre et la moralité au sein des familles et met sa puissance au service de l'autorité paternelle et maritale.

Beaucoup de ceux qui sont enfermés dans les geôles impériales ne connaissent même pas les motifs de leur détention. Ils ont été jetés en prison sur la dénonciation de quelque délateur ; ils y restent pendant plusieurs mois, souvent même pendant de nombreuses années sans subir aucun interrogatoire, sans pouvoir se justifier des accusations qui pèsent sur eux. Leur écrou qu'on défend aux gardiens de leur communiquer en violation des articles 77 et suivants de la Constitution de l'an VIII ne donne pas les raisons de leur arrestation. Il porte simplement cette mention : « le concierge, greffier de la maison de Bicêtre recevra et gardera *jusqu'à nouvel ordre* le nommé Pépin jurisconsulte, » ou bien « ordre au concierge de cette prison de garder Escurre dit Lasserre *jusqu'à ce que le gouverneur de Paris en décide.* »

Quelques détenus ne se résignèrent pas facilement à subir une détention perpétuelle et firent entendre de vives protestations. Tel fut notamment l'abbé David, un prêtre qui avait eu une vie des plus agitées. Impliqué dans le complot de Cadoudal, il avait été acquitté, mais retenu en prison de même que tous ceux qui avaient été compromis dans cette affaire. L'abbé David ne cessa de réclamer « à cor et à cri » selon son expression, sa liberté. Il était détenu depuis six mois au secret dans la prison du Temple, quand le 12 prairial an XII, au lendemain de son

acquiescement, son défenseur, l'avocat Moynat réclama l'exécution du jugement qui ordonnait de mettre en liberté sur le champ son client. Il ne lui fut même pas répondu.

Dès qu'il apprit la constitution de la commission de la liberté individuelle, l'abbé David lui adressa une pétition ; la commission demanda des renseignements à Fouché qui se contenta de répondre : « des raisons d'État ont exigé la prolongation de la détention de l'abbé David, quoiqu'il ait été acquitté par la Cour de justice criminelle et spéciale, et il n'est pas dans l'intention de Sa Majesté que la liberté lui soit rendue (26 pluviôse an XIII-15 février 1805) ». L'abbé conspirateur ne se découragea pas ; le 1^{er} vendémiaire an XIV, 23 septembre 1805) il exposa de nouveau sa situation à la commission : « Le même sort, ajoutait-il, menace tous les Français, il vous menace vous-mêmes, sénateurs ; quand l'autorité peut se permettre un acte arbitraire contre un seul individu, la société entière doit trembler et frémir..... » L'abbé David s'obstina à exhaler sa douleur et ses plaintes. « Je ne cesserai de réclamer, écrivait-il le 9 janvier 1806, que lorsque vous m'avouerez que vous n'avez reçu que des pouvoirs illusoires ou qu'une autorité supérieure les paralyse en vos mains..... je vous ferai observer que, depuis que la nation française vous a délégué ces importants pouvoirs, le Temple a reçu plus de personnes que la Bastille n'en avait logé sous le règne tyrannique de Louis XI et de l'évêque de Luçon. De plus ces deux tyrans ne vous laissaient pas mourir de faim et

vous ruiner : on m'a pris un billet de 500 francs et les effets de ma malle (300 francs) ». Le 12 juillet 1806, nouvelle pétition de David : « J'ai déjà trop parlé inutilement, je ne vous demanderai même pas ma liberté; je vois avec crainte et douleur que malgré la commission, il ne dépend pas de vous de me la rendre. »

Il devrait être très pénible pour les membres de la commission d'entendre un détenu leur rappeler l'inanité de leurs pouvoirs. Aussi ne s'occupèrent-ils plus de cet individu d'une franchise par trop brutale, et l'abbé David dut attendre patiemment en prison que Sa Majesté voulut bien s'occuper de lui.

On voit par ces quelques exemples dans quelle mesure s'exerçait l'arbitraire du gouvernement et de ses agents. La commission avait là un vaste champ ouvert à son activité; mais au lieu de redresser les illégalités commises, elle borna toute son ambition à transmettre les pétitions au grand juge ou au ministre de la police et à intercéder respectueusement en la faveur des détenus. De temps à autre, et pour ne pas paraître se désintéresser complètement des prisonniers dont on lui avait refusé l'élargissement, elle rappelait au ministre les affaires ajournées et lui demandait si les mêmes motifs de détention subsistaient toujours. Le gouvernement répondait sérieusement : « Ces mêmes motifs subsistent toujours », et l'affaire était classée.

Une seule fois, la commission osa s'adresser directement à l'Empereur pour demander la mise en liberté d'un four-

nisseur nommé Lassalle qui, pour s'être plaint de ce que trois marchés conclus avec la gendarmerie d'élite, eussent été résiliés sur un simple ordre de l'empereur sans aucune formalité, sans indemnité, avait été incarcéré à La Force. Napoléon étant parti pour la campagne de Prusse l'avait oublié. La commission lui écrivit une longue lettre le 2 janvier 1807 (1) ; elle n'invoquait pas les droits individuels ou la Constitution, mais uniquement « la générosité » de l'Empereur. « Nous venons donc, Sire, invoquer votre clémence générosité envers le sieur Lassalle et rappeler à votre cœur paternel un vieillard dont la position est véritablement douloureuse. » (Lassalle avait 60 ans). Napoléon se montra « généreux » ; un ordre daté de Varsovie prescrivit de mettre Lassalle en liberté. Fouché s'empressa de faire connaître cette décision à la commission. « L'obligation de défendre l'honneur d'un officier distingué (2) a occasionné *un acte arbitraire* ; on y a été contraint par la nature des choses ; il n'y a *pas de loi contre la calomnie*, S. M. l'Empereur ne voit pas d'inconvénient à ce que Lassalle soit mis en liberté. »

Ce jour-là, la Commission dut croire qu'elle avait rempli dignement sa mission. En réalité elle avait subordonné ses droits à la volonté de l'Empereur, elle avait confirmé une fois de plus Napoléon dans cette idée qu'aucune règle,

(1) Cf. Dossier Lassalle, *Archives nationales*, O³ 1432.

(2) Lassalle avait dénoncé, dans un mémoire remis à l'Empereur par le général Bessières, les exactions de Savary, le chef de la gendarmerie d'élite.

aucune institution ne pouvait faire obstacle à sa volonté.

Les rares individus que l'intervention de la commission fait sortir de prison recouvrent-ils au moins leur liberté pleine et entière? Non certes. Il est bien rare en effet que la lettre annonçant à la commission qu'un détenu a été mis en liberté ne se termine par cette phrase fatale : « Il sera mis en surveillance à 40 lieues de Paris ou des côtes, ou dans son pays natal... à 40 lieues des frontières. » On l'exilait dans une petite ville de l'intérieur avec défense absolue de s'en écarter sans la permission du ministre de la police. Cette mesure n'était autorisée par aucune loi. Napoléon avait bien essayé d'obtenir ce droit à la faveur de l'horreur que provoqua dans le public l'attentat de la machine infernale (3 nivôse an IX). Une disposition en ce sens avait été inscrite dans le projet de loi sur les tribunaux spéciaux (loi du 18 pluviôse) (1). Mais devant la réprobation du Corps législatif et du Tribunat, le gouvernement avait rayé cette disposition. Cela ne l'avait pas empêché d'user très largement, même sous le Consulat, d'un droit qu'on lui avait refusé.

Il y avait là une atteinte flagrante à la liberté individuelle, la commission feignit cependant de regarder la mise en surveillance comme l'exercice d'un droit du gouvernement et refusa obstinément de s'occuper des réclamations qui lui parvinrent à ce sujet. Ainsi elle répondit à Foulquier qui réclamait contre l'ordre d'avoir à quitter Paris dans les 24 heures et qui ne savait même pas pour

(1) Cf. chapitre II, page 124.

quel motif, que sa pétition était « hors de ses attributions. » Même réponse à Robiquet qui, établi tailleur d'habits à Paris et patenté, a été arrêté pour un pari de 22 francs qu'il a restitués, et envoyé dans sa commune natale, Coutances qu'il a quittée depuis 32 ans. Le malheureux pour faire vivre sa femme et ses trois enfants revient sans cesse à Paris ; appréhendé par la police, il passe quelques mois à Bicêtre, puis on le reconduit à Coutances d'où il s'évade bientôt pour échapper à la misère et revenir à Paris. Enfermé de nouveau, il demande à la commission quand « finira cette alternative. » La commission lui répond que cela ne la concerne pas. Et nous pourrions citer bien d'autres exemples....

La Commission qui refusa aussi de connaître des détentions des étrangers restreignit sa compétence aux détenus politiques, à ceux qui étaient détenus par mesure de sûreté générale. Mais cette compétence, aussi restreinte, s'exerçait-elle réellement sur tous les détenus de cette catégorie ? Le sénatus-consulte du 28 floréal an XII obligeait le ministre à communiquer à la Commission la liste des détenus. Or jamais cette liste ne fut communiquée, et jamais la Commission ne la réclama. De plus, comme il fallait s'y attendre, l'administration ne fit rien pour lui faciliter sa tâche. Elle lui refusa, par exemple, malgré ses réclamations, la franchise pour les lettres des détenus. (12 janvier 1807). Beaucoup de prisonniers durent de ce fait renoncer à lui faire parvenir leurs doléances et à obtenir par son intermédiaire, sinon justice, du moins clémence.

D'ailleurs, dans le public, on ignorait généralement l'existence d'une Commission de la liberté individuelle ou ceux qui connaissaient son existence ne savaient pas si elle fonctionnait. Jamais il ne fut question d'elle dans les journaux, le *Moniteur* ne relata aucun de ses actes. Il était au pouvoir de l'Administration, de la police et des gardiens d'empêcher les détenus de lui adresser leurs réclamations. Elle ne recevait que les lettres que la police voulait bien lui faire parvenir. Aussi, peu nombreux furent ceux des détenus qui lui adressèrent leurs plaintes, soit qu'ils ignorassent qu'ils avaient droit au recours, soit qu'on ne leur permit pas de l'exercer.

Il serait difficile de citer tous les prisonniers politiques que le gouvernement impérial empêcha de correspondre soit avec la Commission de la liberté individuelle, soit même avec toute personne de l'extérieur. M. Aulard a cité le cas de ces 3 ouvriers Lamblot, Bret et Pougy qui furent, pour faits de grève, enlevés par le préfet de police et jetés arbitrairement en prison, et dont on chercherait en vain le nom sur les registres de la Commission. De même, on chercherait en vain celui de Faure, ce jeune interne de Saint-Louis qui, pour avoir lors de la cérémonie de la distribution des Aigles, le 5 décembre 1804 crié « La liberté ou la mort », fut appréhendé et jeté à Charenton « pour y être traité comme fou jusqu'à parfaite guérison (1).

(1) Hauterive, *La police secrète du premier Empire*, nos 625, 640 et 745. Un négociant pour avoir parlé de cette scène à Boulogne et dit qu'elle avait intimidé l'Empereur et ébranlé l'opinion publique fut lui aussi mis au secret. Hauterive, *op. cit.*, n° 683.

Sans doute l'Empereur et son ministre de la police estimaient-ils qu'il fallait être en effet un fou pour oser encore, en 1804, prononcer ce mot de Liberté !

Ces quelques exemples démontrent surabondamment que la Commission sénatoriale de la liberté individuelle ne fut qu'une institution destinée à masquer le despotisme. Son rôle se borne à transmettre au ministre de la police les plaintes des détenus, à s'informer des causes de leur détention. Le gouvernement ne lui accorda jamais la liberté de ses adversaires politiques dont la plupart ne purent même pas lui adresser leurs réclamations. « Le despotisme, écrit M. Aulard ne se laissa contrôler par la Commission que dans le cas où il le voulut bien. Elle collaborait au despotisme parce qu'elle le fortifiait en faisant croire qu'il y avait en France des garanties positives de la liberté individuelle, des barrières légales à l'omnipotence d'un homme. L'existence de cette Commission décora la tyrannie d'une sorte d'apparence aux yeux de l'Europe, et aussi aux yeux de quelques historiens très écoutés de la postérité comme Thiers, et elle donna à Napoléon la sécurité et un encouragement pour toutes ses entreprises contre la liberté individuelle dans la surdité et le mutisme de l'opinion française. »

En face de cette débile commission de la liberté individuelle se dressait le pouvoir formidable de la police impériale (1). La commission de la liberté individuelle n'était que

(1) Sur Fouché et la police impériale, cf. l'ouvrage de M. Madelin, *Fouché*, surtout les chap. xiv et xv du t. I.

la façade du régime napoléonien, la police en était la base !

L'homme que Napoléon avait placé à la tête du ministère de la police était bien le personnage qui convenait le mieux à la situation. Fouché avait en effet le génie de la police. Ancien oratorien, il avait gardé de la vie ecclésiastique qu'il avait menée jusqu'à la Révolution une marque indélébile. A l'égoïsme et à l'hypocrisie du prêtre, il joignait l'audace tranquille, le sang-froid imperturbable du politicien. Aucun moyen ne lui répugnait pour réussir, il n'était pas cruel par tempérament, mais il le devenait quand son intérêt était en jeu. Il avait d'ailleurs coudoyé trop de scélérats, employé trop de gens tarés, acheté trop de consciences réputées droites et honnêtes pour conserver quelques illusions sur la valeur des principes. N'est-ce pas lui qui disait à un naïf jeune homme qui invoquait la Constitution pour affirmer son droit d'écrire à sa guise dans les journaux : « Mon Dieu, cher Monsieur, la Constitution ressemble à ces belles femmes à qui l'on peut jeter en passant un coup d'œil d'admiration, mais qu'il est défendu de regarder de trop près (1). »

C'est ce scepticisme qui nous explique son insensibilité : il ne fut jamais dupe de son cœur, jamais en dehors de sa vie privée il ne se laissa porter à l'attendrissement ni à l'enthousiasme. En politique, il demeurait froid et sec, guidé par sa seule raison, ne se laissant jamais dominer par ses sens. « On n'agit pas en politique par sentiment, écrivait-il à son ami Gaillard ; la politique des États ne se

(1) P. Gautier, *M^{me} de Stael et Napoléon*, p. 43.

règle pas par des affections. » Ce mépris des hommes, cette absence voulue de sentiment dans la politique devait l'amener fatalement à faire bon marché des droits de l'individu, de ses libertés; ces principes étaient pour lui des niaiseries. Il détestait la liberté de la tribune et partageait l'hostilité de son maître pour les « incorrigibles bavards » que sont les parlementaires; il incitait l'Empereur à museler la presse. Quant à la liberté individuelle, il affichait pour elle le plus souverain mépris. Le mot « arbitraire » s'appliquant à une arrestation n'avait pour lui aucun sens. Dès lors qu'une mesure de rigueur lui semblait nécessaire, ou même simplement utile, il la considérait comme juste.

Le ministère de la police, sous son habile direction, était devenu un organisme puissant, d'une action merveilleuse, insaisissable et terrible. Comme la police de cet immense territoire français, qui s'agrandissait chaque jour, eût été une besogne trop écrasante pour un seul homme, Fouché avait divisé l'Empire en quatre arrondissements de police, et à la tête de chaque arrondissement, il avait placé un conseiller d'Etat. Le premier de ces arrondissements de police comprenait les départements du Nord, de l'Ouest et de l'Est. C'étaient les régions les plus troublées, celles où éclataient continuellement des séditions, où se tramaient le plus de complots et d'intrigues. La surveillance en avait été confiée à Réal, le chef de la police sous Régnier. Par sa vigilance, son activité, il fut pour Fouché un collaborateur très précieux et devint

bientôt son bras droit. Le ressort du deuxième arrondissement s'étendait sur tout le Midi et sur une partie de l'Est : il était dirigé par Pelet de la Lozère. Paris et sa banlieue formaient le troisième arrondissement ; il se confondait avec le ressort de la préfecture de police dont le titulaire restait toujours Dubois. Le quatrième arrondissement comprenait tous les départements au-delà des Alpes, c'est-à-dire l'Italie ; il n'eut qu'une durée éphémère car il disparut en 1806 et fut réparti entre les deux premiers. Les quatre conseillers d'Etat étaient chargés de tout ce qui concernait la police dans l'étendue de leur arrondissement ; mais ils exerçaient leurs fonctions sous l'autorité de Fouché. Ils se réunissaient une fois par semaine, à l'hôtel Juigné où étaient installés les bureaux du ministère ; ils communiquaient les renseignements relatifs à la sûreté de leur région, recevaient les ordres de Fouché. Le ministre de la police centralisait tous les renseignements, lui seul tenait tous les fils d'une intrigue dont les conseillers d'Etat n'avaient instruit qu'une partie ; lui seul prenait la décision convenable.

Le ministère de la police était aussi partagé non plus d'après le territoire, mais d'après ses attributions en six divisions. La plus importante était sans contredit la deuxième (qui devint en 1810 la première) : c'était la redoutable division de sûreté générale et de police secrète qui avait à sa tête les plus adroits des policiers, le célèbre Desmarets et le sous-chef Patrice (1). Ses attributions

(1) Il circulait sur Patrice l'épigramme que voici :

étaient fort étendues ; elles consistaient « à veiller à la sûreté de l'Etat et à la découverte des manœuvres qui tendraient à y porter atteinte. » Elle était chargée aussi « de la correspondance et l'instruction de ces affaires tant qu'elles devaient rester secrètes. » Elle devait enfin s'occuper de tout ce qui était relatif à la police intérieure des prisons d'Etat (1), c'est-à-dire de l'organisation de l'espionnage dans les prisons au moyen des fameux « moutons », des aveux et dénonciations à recevoir ou à arracher par la torture, de la répartition des détenus entre les différentes prisons et de leur transfert.

Le troisième division était assurément moins occupée ; elle était chargée de la correspondance avec la commission sénatoriale de la liberté individuelle. Les règlements intérieurs résumaient ainsi sa mission : « Examen des motifs qui doivent faire maintenir la détention ou prononcer la mise en liberté des individus arrêtés par mesure de haute police et déposés dans les prisons d'Etat. Rapports à présenter sur ces affaires au sénateur ministre. » C'est à cette division que le ministre de la police transmettait les demandes de renseignements qui lui parvenaient de la

Si vous lisez dans l'építaphe
De Patrice
Qu'il fut toujours homme de bien,
C'est une faute d'orthographe,
Passant, lisez homme de rien.
Si vous lisez qu'il assura la justice
Qu'a tout le monde il la rendit,
Passant, lisez qu'il la vendit.

(1) *Almanach impérial*, 1805-1810.

commission de la liberté individuelle, et c'est d'après les rapports qu'on lui transmettait de ces bureaux qu'il fournissait à la commission ces indications vagues, ces réponses brèves et péremptoires qui ne parvenaient pas à la décourager. On peut juger d'après le rôle effacé, pour ne pas dire dérisoire, joué par la commission quels durent être les loisirs laissés au chef de cette division nommé Hayas et aux nombreux employés placés sous ses ordres.

Le ministre de la police disposait d'un personnel extrêmement nombreux, disséminé sur toutes les régions soumises à la domination française : dans les pays étrangers se trouvaient des commissaires généraux de police munis de larges pouvoirs. Sur les côtes dans tous les ports importants, dans les villes frontières dans toutes les régions qui étaient des centres d'agitation, étaient placés des commissaires spéciaux et des commissaires particuliers de police, les préfets et les maires en qui Fouché avait des auxiliaires très précieux, et enfin une multitude d'agents de police, d'indicateurs, de mouchards.

Tout le haut personnel de la police était admirablement choisi. Les quatre conseillers d'État chargés chacun d'un arrondissement Pelet de la Lozère, Miot de Melito, Dubois et Réal étaient tous des policiers remarquables. Fouché appréciait surtout le concours de Réal, il le chargeait de toutes les missions délicates, des interrogatoires de personnages importants, des affaires qui exigeaient une action énergique et rapide. L'ami de Danton, le défenseur de Carrier et de Babœuf était devenu le collaborateur le

plus précieux du ministre de la police. Un autre homme partageait avec Réal la confiance de Fouché, c'était Desmarets, le chef de la Haute police comme il s'intitulait lui-même. Il avait la direction de tout ce qui concernait la police secrète, et c'était bien le poste qui convenait le mieux à ce fonctionnaire souple et prudent, discret et patient. Ce prêtre défroqué était, encore plus que Réal, un merveilleux « interrogateur », très expert « en l'art des longs et captieux interrogatoires, » nous dit le célèbre financier Ouvrard (1) qui eut l'occasion d'éprouver ses talents au donjon de Vincennes. Sa parole onctueuse, ses manières doucereuses, son attitude pleine de bonhomie inspiraient la confiance, soutiraient les secrets et les révélations. Grâce à sa vigilance, la police secrète devint cette machine qui fonctionnait avec une précision admirable, déjouait les intrigues les plus habilement conduites, faisait avorter les entreprises les mieux conçues.

Parmi les fonctionnaires sous les ordres de Fouché et de Desmarets, on distinguait surtout le géant Pasques, inspecteur tortionnaire officiel de la police, un de ceux qui arrêterent le général Malet en 1812, Veyrat, inspecteur général qui s'occupait spécialement de la prison de la préfecture de police et que Desmarets chargeait de recevoir les révélations arrachées aux prisonniers par la torture ou les promesses, Mengaud, un ancien garde du comte d'Artois devenu commissaire spécial de police à Boulogne, très

(1) Ouvrard, *Mémoires*, I, 162.

redouté des royalistes et des émigrés, il surveillait leur correspondance avec l'Angleterre, il s'occupait de toute la côte de Picardie et de la Normandie. Fouché l'appelait en riant « son plus gros dogue. » Chépy, autrefois jacobin très violent, exerçait son autorité sur les côtes bretonnes.

Au-dessous de ce haut état-major, évoluait ténébreusement toute une armée d'agents de la police secrète « citoyens observateurs, scrutateurs ou régulateurs de l'opinion publique. » Fouché les avait recrutés judicieusement dans toutes les classes de la société. La Révolution avait semé tant de ruines, Paris était peuplé de tant de misères qu'il ne lui était pas difficile de trouver des hommes qui, pour un morceau de pain, consentaient à exercer cet infâme métier. Tous les partis étaient représentés parmi les bas auxiliaires de la police ; on y voyait les noms les plus aristocratiques à côté de la lie des émeutiers de la révolution, les plus nobles dames du faubourg Saint-Germain voisinaient avec d'anciens conventionnels et des jacobins farouches. Il y avait des grands seigneurs et des princes, de hauts prélats, des ambassadeurs dont on payait les services 1.000 ou 2.000 francs par mois, puis des individus de moindre condition, des banquiers, des courtiers, des prêtres et jusqu'à des danseurs. Fouché s'était adressé tout en haut : il soldait les notes de couturières de l'Impératrice Joséphine et obtenait en échange le récit des conversations de l'Empereur et d'autres indications intimes. Il contrôlait ces récits par les renseignements que fournissait Bourrienne, l'avidé et ambitieux secré-

taire de Napoléon, qu'il payait, si l'on en croit les mémoires publiés sous son nom, 25.000 francs par mois (1).

L'opinion publique accusait d'être affiliés à la police les héritiers des plus grands noms : Adrien de Montmorency-Laval, la baronne de Chatenay, la comtesse Saint-Elme, et même la princesse de Vaudémont très liée avec le ministre de la police. Il n'est pas sûr que ces reproches fussent fondés, mais il est certain que le faubourg Saint-Germain fournissait à Fouché un large contingent d'agents, le vicomte Villiers du Terrage, la baronne d'Ambzac, le marquis d'Abouville, l'ancien capitaine de cavalerie Gérard de Folville, la baronne de Lauterbourg (2), le chevalier Dorival..... et une foule d'autres qui correspondent avec le ministre sous des noms d'emprunt ou en indiquant simplement leurs initiales. La police impériale trouvait chez ces grands seigneurs que la

(1) *Mémoires de Fouché*, I, 105. Ces mémoires sont certainement apocryphes. Ils ont été rédigés par un journaliste, Alphonse de Beauchamp, qui les publia en 1824. Le procès que lui intenta à cette occasion la famille de Fouché ne permet plus d'invoquer l'authenticité de cet écrit. Cependant ces mémoires ne sont pas dépourvus de toute valeur historique : ils ont été composés d'après les notes et les papiers de Fouché. Il n'est pas téméraire d'affirmer que l'inspiration et peut-être la composition première de cet ouvrage est de Fouché. Cf. Madelin, *Fouché* (préface), *La Révolution française*, 1900, t. 39, p. 193.

(2) Les femmes affiliées à la police étaient nombreuses et très actives. « M^{me} de Bouillé, dit Napoléon dans ses notes rédigées à Sainte-Hélène par le baron Gourgaud, était une de mes femmes de police, elle me faisait chaque jour des rapports. »

Révolution avait ruinés et acculés aux pires inconvénients des consciences faciles à acheter, des gens qui pour conserver leur existence et celle de leur famille consentaient à vendre leurs compagnons et leur parti. Combien de dossiers d'archives portent ces mystérieuses initiales : le comte de B..., la marquise de X... et que de grands noms cachent ces mystérieuses initiales !

Les sénateurs eux-mêmes étaient transformés en agents de police. Nous n'en voulons pour preuve que la lettre suivante adressée au vainqueur de Valmy, à Kellermann, le 8 germinal an XIII :

« Monsieur Kellermann, nous désirons que vous vous rendiez dans votre sénatorerie avant le 1^{er} prairial, pendant trois mois consécutifs ; que vous parcouriez tous les départements qui en forment l'arrondissement.

« L'objet apparent de votre voyage et de votre séjour sera de connaître la situation, la nature, l'état et la valeur des biens dont votre sénatorerie a été dotée.

« L'objet important » sera de me fournir des renseignements sûrs et positifs sur tout ce qui peut intéresser le gouvernement et, à cet effet, de m'adresser un mémoire tous les quinze jours de chaque chef-lieu de votre département. »

Suivent une foule de recommandations et de prescriptions notamment celles-ci « vous rechercherez quelles sont les dispositions des citoyens dans les différents cantons relativement :

1^o) au gouvernement,

2°) à la religion,

3°) à la conscription,

4°) à la taxe d'entretien des routes,

5°) à la perception des impôts directs,

6°) vous observerez s'il y a des conscrits fugitifs, quel peut en être le nombre, s'il y a quelque mouvement à craindre,

Quel est le service de la gendarmerie ? » etc., etc.

Le questionnaire est complet. Une telle lettre n'aurait-elle pas sa place toute indiquée dans un manuel du parfait indicateur ?

Selon le mot de Talleyrand la police se mêlait de tout ce qui la regardait et même ce qui ne la regardait pas. Pas plus que la liberté individuelle, la liberté de pensée, la liberté de la presse (1), la liberté de la parole ne furent respectées. Pas un homme public, pas un personnage de qualité, si mince fut-il, n'échappa au système d'espionnage et de délation organisé par la police. Napoléon — qui y fut lui-même soumis — attachait la plus haute importance à l'action de la police ; il tenait à être renseigné jour par jour sur ce qui se passait dans son empire. Tous les soirs le bulletin de police (2) lui était adressé du quai Voltaire ; il lui était envoyé partout où il se trouvait : à Paris, à Saint-Cloud, à Madrid, à Milan etc. Il comprenait une vingtaine

(1) Cf. Welschierger, *La censure sous le premier Empire*.

(2) D'Hauterive, *La police secrète du premier Empire*. (*Bulletins adressés par Fouché à l'Empereur*).

de feuilles et exposait les principaux faits de la journée : arrestations, évasions, crimes, jugements, faillites retentissantes etc. Il indiquait même les pièces de théâtre représentées et l'accueil qui leur avait été fait. C'est ce bulletin qu'il faut lire si l'on veut se rendre compte de l'action de la police sous le premier Empire.

Ainsi que nous l'avons montré dans les pages consacrées à la commission de la liberté individuelle, et ainsi que nous le montrerons encore dans le chapitre relatif aux prisons d'État cette action fut presque toujours brutale et tracassière. Mais il faut rendre cette justice à la police du premier Empire qu'elle dût accomplir une besogne formidable. Ce n'était pas une mince besogne en effet que celle de veiller à l'ordre public. « Cet ordre public, dit M. Madelin (1), il fallait le surveiller des faubourgs de Paris, fussent-ils sous le patronage de Saint-Germain (qui était blanc) ou de Saint-Antoine (qui était rouge) aux châteaux de Vendée ou de Provence ; il le fallait surveiller des cabarets où se réunissaient des sous-officiers réformés aux salons où se concertaient « à voix basse » les sénateurs et généraux mécontents, il le fallait surveiller des « caches » de chouans aux palais des ambassadeurs, des presbytères de campagne aux loges maçonniques ; il le fallait enfin surveiller des Pyrénées à la Baltique, de l'Atlantique au golfe de Naples ; partout où s'étendit peu à peu l'action de la politique française. Que dis-je, il le fallait surveiller avec

(1) Madelin, préface de l'ouvrage ci-dessus.

une particulière adresse dans les « agences » de Londres, les cercles d'Altona, les salons de Pétersbourg, les « sociétés de Vienne. »

CHAPITRE IV

LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE DANS LES CODES CRIMINELS

Les garanties de la liberté individuelle dans le Code d'instruction criminelle et le Code pénal. — Les Cours spéciales. — Les pouvoirs des préfets.

On sait que le Code d'instruction criminelle et le Code pénal, bien que promulgués le premier le 27 novembre 1808, le second le 22 février 1810, ne furent pas mis immédiatement à exécution : il fallait attendre pour cela que la magistrature, réorganisée par la loi du 20 avril 1810, fût régulièrement établie. Le Code d'instruction criminelle et le Code pénal n'entrèrent donc en vigueur que le 1^{er} janvier 1811. Moins de quatre ans après l'empire tombait ; c'est dire que l'étude de ces Codes n'apporte pas une importante contribution à celle de la liberté individuelle sous le Premier Empire, surtout si l'on songe au décret du 3 mars 1810 qui devait réduire à néant leurs dispositions en tant qu'elles ont trait à la liberté, et à la période de tâtonnement qui suit presque toujours l'application des lois nouvelles.

Ce qui caractérise ces Codes, au point de vue qui nous occupe, c'est que le législateur, Napoléon, s'est appliqué à

donner et à retenir. Proclamer d'une part le droit à la liberté individuelle, donner à ce droit des garanties nombreuses et sérieuses, mais empêcher d'autre part l'exercice de ces garanties (1), tel a été le but poursuivi par Napoléon. Et nous allons montrer qu'il l'a pleinement atteint.

Des dispositions protectrices de la liberté individuelle furent insérées dans le Code d'instruction criminelle et dans le Code pénal. C'est là, la première partie de l'œuvre poursuivie par Napoléon. Par l'énumération qui suit, on pourra voir que ces dispositions sont nombreuses et peuvent faire illusion aux esprits qui ne seraient pas avertis.

Le Code d'instruction criminelle contient tout un chapitre, le chapitre III, (articles 615 à 618 inclus), consacré aux « moyens d'assurer la liberté individuelle contre

(1) M. Garçon, dans un magistral discours que nous voudrions pouvoir reproduire en entier ici, a nettement montré « l'hypocrisie » de ce système de garanties de la liberté individuelle institué par Napoléon et ses légistes : « Lisez ces lois, dit M. Garçon : en apparence la liberté individuelle y est absolument garantie, mieux qu'elle ne l'est dans beaucoup d'autres pays, si bien même qu'on peut penser qu'elle l'est trop : certaines de ses règles sont si rigoureuses, que si on les respectait, je ne sais pas comment on pourrait organiser la répression. Mais derrière cette façade libérale et ses formules trompeuses, tout un système s'élève, fortement organisé, merveilleusement combiné, pour autoriser pratiquement la violation de tous ces principes et rendre illusoire la responsabilité de ceux qui se rendent coupables de cette violation même. (*Revue pénitentiaire*, 1901. Discussion rapport Larnaude sur les garanties de la liberté individuelle, p. 440 à 450).

les détentions illégales ou autres actes arbitraires (1). » L'article 615 autorise et même oblige tout citoyen qui a connaissance qu'un individu est détenu « dans un lieu qui n'a pas été destiné à servir de maison d'arrêt, de justice ou de prison », d'en donner avis au juge de paix, au procureur, ou à son substitut, ou au juge d'instruction, ou au procureur général. Il est à remarquer que cette intervention, toute facultative d'ailleurs malgré les termes de l'article 615, ne pouvait et ne peut se produire que pour les individus détenus dans des locaux non destinés à la garde des prisonniers. Tout juge de paix, tout officier du ministère public, tout juge d'instruction est tenu, sur cet avis, et même d'office, sous peine d'être poursuivi comme complice de détention arbitraire, de s'y transporter aussitôt et de faire mettre en liberté la personne détenue, ou s'il est allégué quelque cause légale de détention de la faire conduire sur-le-champ devant le juge compétent. Il dresse du tout procès-verbal (art. 616). Il rend au besoin une ordonnance, et peut, en cas de résistance, se faire assister de la force nécessaire (art. 617). Tout gardien qui aura refusé, ou de montrer au porteur de l'ordre de l'officier civil ayant la police de la maison d'arrêt, de justice ou de la prison, la personne du détenu, sur la réquisition qui en sera faite ou de montrer l'ordre qui le lui défend, ou de faire au juge de paix l'exhibition de ses registres, ou de

(1) Il est à remarquer que les dispositions de ce chapitre ne s'appliquent pas aux individus qui sont détenus dans les prisons, quelle que soit l'illégalité de leur détention.

lui laisser prendre telle copie que celui-ci croira nécessaire de partie de ces registres, sera poursuivi comme coupable ou complice de détention arbitraire (art. 618).

Le Code d'instruction criminelle contient encore diverses prescriptions de forme destinées à prévenir les détentions illégales. Elles sont relatives à la tenue des registres par les gardiens des prisons (art. 607), à l'obligation pour ces fonctionnaires de ne recevoir ni retenir aucune personne sans un ordre régulier, un mandat, un jugement transcrit sur leurs registres (art. 608), à l'obligation pour les magistrats et les préfets de visiter les prisons (art. 611).

Ajoutons enfin que le Code d'instruction criminelle consacre la fameuse règle de l'interrogatoire dans les vingt-quatre heures, autorise, mais sous des conditions rigoureuses, la mise en liberté provisoire, établit l'indépendance du juge d'instruction vis-à-vis du ministère public, prescrit la publicité des débats et la liberté de la défense (1).

C'est dans le Code pénal que se trouvent les sanctions des garanties accordées à la liberté individuelle. Ainsi que nous allons le voir, ces sanctions sont rigoureuses, trop rigoureuse peut-être, pour pouvoir être appliquées.

(1) Voir aussi les articles 37 et 38. Ces articles prescrivent aux procureurs impériaux de dresser procès-verbal des papiers ou effets qui peuvent servir à conviction ou à décharge.

« L'énormité de ces peines, dit M. Georges Picot, les rend illusoires (1). »

La section II, chapitre II du livre III, articles 114 à 122 prévoit et punit les « attentats à la liberté » commis par des fonctionnaires publics. L'article 114 dispose que lorsqu'un fonctionnaire public, un agent ou un préposé du gouvernement aura ordonné ou fait quelque acte arbitraire ou attentatoire soit à la liberté individuelle, soit aux droits civiques d'un ou de plusieurs citoyens, il sera condamné à la peine de la dégradation civique. Dans le cas où il justifie qu'il a agi par ordre de ses supérieurs pour des objets du ressort de ceux-ci, sur lesquels il leur était dû obéissance hiérarchique, il sera exempt de la peine, laquelle sera, dans ce cas, appliquée seulement aux supérieurs qui auront donné l'ordre.

Si haut placés que soient les coupables, ils n'échappent pas au châtement ; les ministres eux-mêmes, mais nous verrons sous quelles conditions, peuvent être frappés. Et la peine qui leur est infligée n'est rien moins que celle du bannissement (art. 115).

A côté de l'action publique se place l'action civile : les fonctionnaires coupables d'attentats contre la liberté peuvent être condamnés à des dommages-intérêts envers les victimes d'actes attentatoires à la liberté, et ces dommages-intérêts, ne sauraient en aucun cas, quelle que soit la qualité de l'individu lésé, être fixés à moins de vingt-

(1) *Revue des Deux-Mondes*, juillet 1903.

cinq francs pour chaque jour de détention illégale et arbitraire et pour chaque individu (art. 117).

La peine de la dégradation civique frappe encore les fonctionnaires publics chargés de la police administrative ou judiciaire qui auront refusé ou négligé de déférer à une réclamation légale tendant à constater les détentions illégales et arbitraires, soit dans les maisons destinées à la garde des détenus, soit partout ailleurs, et qui ne justifieront pas les avoir dénoncés à l'autorité supérieure (art. 119), les procureurs généraux ou impériaux, les substitués, les juges ou les officiers publics qui auront retenu ou fait retenir un individu hors des lieux déterminés par le gouvernement ou par l'administration publique, ou qui auront traduit un citoyen devant une Cour d'assises, sans qu'il ait été préalablement mis légalement en accusation. (art. 122).

Quant aux gardiens et concierges de prison qui auront reçu un prisonnier sans mandat ou jugement, ou, sans ordre provisoire du gouvernement, ou auront refusé, soit d'exhiber leurs registres aux magistrats chargés de la surveillance, ils sont punis de six mois à deux ans d'emprisonnement et à une amende de 16 à 200 francs (art. 120). « C'est la peine qui convient à une telle classe de gens », dit Berlier dans son exposé des motifs (1).

On peut aussi envisager comme protectrices de la liberté individuelle les dispositions comprises sous la rubrique « Des

(1) Loqué, t. XXIX, *Code pénal*, I, p. 434.

abus d'autorité contre les particuliers » (Liv. III tit. I. § V, art. 184 à 187). Ce sont tout d'abord les dispositions relatives à l'inviolabilité du domicile ; l'article 184 du Code pénal punissait, d'une peine bien faible il est vrai (16 à 200 francs d'amende), tout magistrat ou administrateur qui, agissant en sa qualité, se serait introduit de force dans le domicile d'un citoyen contre le gré de celui-ci, hors les cas prévus par la loi. Viennent ensuite les dispositions relatives au déni de justice (art. 185) et surtout celles relatives à la sûreté individuelle (art. 186). L'article 186 punit, selon la nature ou la gravité des violences, tout fonctionnaire, tout agent de la force publique qui aura, sans motifs légitimes, usé ou fait user de violences envers les personnes, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

Ces dispositions, ou plus exactement les dispositions des articles 114 à 122 du Code pénal étaient célébrées en termes dithyrambiques par Bruneau-Beaumier rapporteur au Corps législatif. « Votre Commission, messieurs, disait-il, a jugé convenable de replacer sous vos yeux ces différentes dispositions qui manifestent hautement les intentions libérales de Sa Majesté. Toutes ont pour objet de consolider les principes d'une monarchie forte, mais tempérée... Cette grande et sublime pensée, émanée du trône le plus puissant de l'univers, traversera les siècles, comme la gloire de son auteur, pour apprendre aux souverains que la base la plus solide du pouvoir des rois consiste dans la force qui commande l'obéissance, et dans

la modération qui attire et soumet tous les cœurs » (1).

Langage de naïf ou de courtisan. Toutes ces garanties n'étaient qu'apparentes. Napoléon les avait prodiguées d'autant plus aisément, qu'il s'était proposé par ailleurs de les annihiler. Les principes étaient posés, les droits proclamés, mais ils ne pouvaient recevoir d'application dans la pratique, ils ne pouvaient être sanctionnés. Nous allons montrer maintenant comment s'y prit Napoléon pour parvenir à ce résultat.

Tout d'abord aucune poursuite, ne pouvait être dirigée contre les agents du gouvernement autres que les ministres, sans l'autorisation du conseil d'État (art. 75 de la Constitution de l'an VIII) (2). Et l'on sait quelle était l'indépendance du Conseil d'État dont presque tous les membres étaient à la dévotion de l'empereur.

Quant aux ministres, il faut, pour qu'ils puissent être frappés, qu'ils aient refusé ou négligé de déférer aux invitations de la Commission sénatoriale de la liberté individuelle ! Nous avons montré quel fut le rôle de cette commission : il n'est donc pas besoin de dire que les ministres pouvaient et purent impunément commettre des attentats contre la liberté.

Si ces obstacles s'opposaient à l'exercice de l'action publique, ils s'opposaient aussi et *a fortiori* à l'exercice de l'action civile, de l'action en dommages-intérêts intentée par la victime et visée à l'article 117.

(1) Locré. t. XXIX, *Code pénal*, I, p. 477.

(2) Cf. *supra*, chap. II, p. 77.

Semblables obstacles ne s'opposaient pas, en ce qui concerne les fonctionnaires de l'ordre judiciaire, à l'action publique. L'action publique était rapide et décisive : sans doute, les magistrats poursuivis bénéficiaient d'une juridiction spéciale, mais cette juridiction semble imposée par la hiérarchie, et non par le désir de soustraire les coupables aux sanctions qu'ils ont encourues (art. 479 et suiv. du C. instr. crim.)

Mais l'action civile se heurtait aux complications tout à fait infranchissables de la *prise à partie*, ce « dédale de procédure », à la disposition de l'article 510, qui exige l'autorisation préalable du tribunal et qui permet le refus sans motif exprimé, à ces cas « si étroitement et si odieusement limités » (1). Il faut tout d'abord en effet que la *partie* qui se propose de prendre le juge à partie présente requête au tribunal pour être autorisée à poursuivre. Et des amendes très élevées menacent les plaideurs assez osés pour s'attaquer aux magistrats sans avoir deux fois raison. En effet si la requête à fin d'autorisation est rejetée, la partie est condamnée à une amende qui ne pourra être moindre de trois cents francs, sans préjudice des dommages-intérêts (art. 513 C. pr. civ.) Si, d'autre part, la requête ayant été admise, la partie succombe dans l'instance de prise à partie proprement dite, elle est passible de la même condamnation (art. 516 C. pr. civ.) Aussi bien les obstacles opposés à l'action des victimes sont tels, — et cela seul suffit à juger le système — que

(1) Lacour, *Revue pénitentiaire*, 1901, p. 1183.

jamais depuis la promulgation de nos Codes, les textes protégeant la liberté individuelle n'ont pu être efficacement invoqués.

Si, comme nous l'avons dit, les débats étaient publics et contradictoires, l'instruction était secrète, écrite, inquisitoriale. L'inculpé n'avait droit à la communication du dossier et à l'assistance d'un conseil que lorsque l'instruction était terminée. Et le juge lui-même n'était pas maître de sa procédure : ayant le pouvoir de faire arrêter et maintenir en détention un citoyen, il n'avait pas celui de lui donner la liberté. Il ne pouvait en effet rendre seul une ordonnance de non-lieu, c'était à la chambre du conseil qu'il appartenait de prononcer la mise en liberté de l'inculpé (art. 128 C. instr. crim.).

C'était de même à la Chambre du conseil qu'était soumise la demande en liberté provisoire du prévenu. Et la mise en liberté provisoire ne pouvait être accordée que contre un cautionnement minimum de 500 francs (art. 119 C. instr. crim.) Elle n'était jamais de droit, mais toujours laissée à la discrétion des juges.

Il y avait encore dans le Code d'instruction criminelle, une institution d'un autre âge, celle des cours spéciales. (Titre VI, art. 534 à 600). Ces cours remplaçaient les cours prévôtales de l'ordonnance de 1670 et les tribunaux spéciaux de l'an IX et de l'an X (1).

Les crimes dont elle connaissait et que l'on appelait par suite crimes spéciaux étaient de deux ordres : il y avait les

(1) Cf. *supra*, chap. II, p. 131 et la loi du 22 floréal an X.

crimes spéciaux par la nature du crime et les crimes spéciaux par la qualité des accusés. Les crimes spéciaux par leur nature étaient : 1° la rébellion à la force armée, 2° la contrebande armée, 3° le crime de fausse monnaie, 4° les assassinats lorsqu'ils avaient été préparés par des attroupements armés. Les crimes spéciaux par la qualité des accusés étaient ceux commis par les vagabonds, les gens sans aveu, les condamnés à des peines afflictives, « parce que, disait Réal, ces gens se sont faits du crime, une habitude, un besoin. »

Le nombre des juges composant les cours spéciales était fixé à huit : cinq membres civils, trois membres militaires. Les juges étaient appréciateurs du fait et applicateurs de la peine : pas de jurés, ceux-ci ayant trop souvent « peur de représailles ». L'instruction a lieu devant le juge ordinaire et elle est soumise aux formes ordinaires. Les débats sont publics et l'accusé est assisté de son défenseur. « Les règles qui dirigent l'instruction, les débats et le jugement à la Cour d'assises, dirigent l'instruction, les débats et le jugement devant les cours spéciales.

Mais, et c'est là ce qui effraie dans les cours spéciales, le jugement prononcé par elles n'est pas susceptible de recours en cassation et doit être exécuté dans les vingt-quatre heures. C'est de la justice sommaire et définitive. Toutefois la Cour pouvait, pour des motifs graves, recommander l'accusé à la commisération de Sa Majesté, et dans ce cas seulement, il pouvait être sursis à l'exécution du jugement.

(1) Lors de la discussion au Conseil d'État Réal exposa les motifs

Il faut reconnaître que les Cours spéciales constituaient un progrès sur les Cours prévôtales et les tribunaux de la loi du 18 pluviôse an IX. Leur compétence était beaucoup plus restreinte que la compétence de celles-ci, puisqu'elles ne connaissaient pas du vol sur les grands chemins, vol avec effraction, vol dans les campagnes, assassinat, incendie, crimes portant atteinte à la sécurité des acquéreurs des biens nationaux. Et les Cours spéciales n'étaient pas juges elles-mêmes de leur propre compétence : c'était la Cour impériale qui décidait de la compétence et renvoyait l'accusé devant la Cour spéciale. L'accusé pouvait déférer cet arrêt à la Cour, et le pourvoi était suspensif jusqu'à l'ouverture des débats exclusivement. Il faut enfin tenir compte du peu de sécurité qu'il y avait en France à cette époque (1).

Ce qui condamnait les Cours spéciales, c'est le principe même de cette institution. Ce sont des tribunaux d'exception, et les tribunaux d'exception ne doivent pas exister en

de cette disposition : « Qui peut ignorer dit l'astucieux policier, que parmi les coupables qui sont traduits devant ces Cours il s'en trouve que le hasard ou la complicité a rendus dépositaires de secrets horribles dont la manifestation peut intéresser la Société? Tant qu'ils espèrent l'impunité ils gardent un silence homicide ; mais au moment où les exécuteurs s'approchent, au moment où ils voient le supplice et se trouvent aux prises avec la mort, ils cherchent à racheter leur vie par des révélations et quelques-unes ont été grandement utiles ; si la loi que tous ces bandits connaissent bien, enlève au condamné tout espoir, il périra et emportera avec lui le secret fatal dont la révélation eut intéressé la société toute entière. » (Locré, t. XXVIII, p. 72).

(1) Cf. Sabatier, *Revue pénitentiaire*, octobre 1910.

temps normal, parce qu'ils ont pour résultat de priver une catégorie de citoyens des garanties que la loi accorde aux autres. Or la présence dans le Code des Cours spéciales donnait à cette institution un caractère de permanence.

Mais la plus grave menace pour la liberté individuelle ne provenait pas des dispositions que nous venons d'analyser (1) : elle se trouvait, elle se trouve encore dans l'article 10 du Code d'instruction criminelle, ce fameux article 10 qui met la liberté individuelle à la merci des gouvernements, et que nous allons maintenant étudier.

C'est à la demande et d'après les observations personnelles de Napoléon que fut rédigé l'article 10, tel qu'il figure encore dans notre Code d'instruction criminelle, malgré toutes les attaques dont il a été l'objet. Est-il besoin de rappeler les récents incidents qui viennent de lui donner un regain d'actualité ?

Comme on l'a fait observer bien des fois, ce texte qui confère à des fonctionnaires d'ordre administratif des attributions qui sont, par essence, du ressort de la justice, constitue une « anomalie choquante, dans le pays classique de la séparation des pouvoirs ». Le principe de la séparation des pouvoirs était cependant invoqué à chaque instant au cours des délibérations du Conseil d'État, Napoléon lui-même y faisait appel. Mais si on l'invoquait, pour protéger

(1) Signalons aussi comme attentatoires à la liberté individuelle les dispositions des articles 163 et suivants du Code pénal qui punissaient de mort les personnes qui ayant eu connaissance d'un complot ne l'auraient pas révélé.

l'administration contre l'autorité judiciaire, on semblait l'ignorer, lorsqu'il s'agissait de protéger celle-ci contre celle-là. Et c'est d'ailleurs dans ce sens que l'on a toujours entendu en France la séparation des pouvoirs, séparation « qui est très particulière et tout entière dirigée, à raison même de son développement historique, contre le pouvoir judiciaire ! (1) » Cette tendance existe encore actuellement. « Voilà plus de cent ans que les parlements sont supprimés, dit M. Picot, mais nous vivons encore sous le souvenir de l'obsession de leur ingérence. A entendre les défenseurs des préfets, il semble que les tribunaux ne songent qu'à empêcher l'action des fonctionnaires. Il y a de vieux préjugés à l'aide desquels se rallume d'époque en époque la passion des hommes et qui semblent renaître à propos pour empêcher tout progrès (2). » Ce sont « les morts qui parlent. » Les rédacteurs du Code d'instruction criminelle étaient beaucoup plus près que nous de l'époque des Parlements ; et c'est pourquoi nous ne devons pas nous étonner outre mesure de la présence de l'article 10 dans ce Code.

Il convient d'ailleurs de remarquer que l'article 10 ne figurait pas, avec sa rédaction actuelle, dans le projet du Code d'instruction criminelle. Les préfets des départements et les préfets de police à Paris étaient rangés parmi les officiers de police judiciaire, et ils n'avaient les

(1) Larnaude, *Rev. pénitentiaire*, A. 1901, p. 191.

(2) Georges Picot « Les garanties de nos libertés » *Revue des Deux-Mondes*, juillet 1903, p. 262.

attributions de ces officiers que pour les crimes qui intéressaient la sûreté de l'État. Les attributions étaient donc nettement délimitées. Mais on changea tout cela : afin de ne pas subordonner les préfets au procureur général, on les retrancha de la nomenclature des officiers de police judiciaire, et par d'autres articles on leur en donna les fonctions. Ils avaient, et ils ont encore, tous les pouvoirs du procureur et du juge d'instruction et non les responsabilités.

Et la compétence des préfets ne se borna pas aux crimes qui intéressaient la sûreté de l'État, elle fut étendue aux infractions de droit commun. C'est Napoléon qui demanda qu'il en fût ainsi : « Le préfet, dit-il, comme chargé de la police administrative, veille sur les malfaiteurs, évente leurs projets, fait saisir les pièces à conviction et s'empare des coupables. Il semblerait donc utile qu'il pût aussi interroger sur le champ et constater les traces de tout crime quelconque.... La section lui donne la police judiciaire pour les cas qui intéressent la sûreté publique, parce qu'elle sait qu'il a tous les moyens de la bien exercer : pourquoi l'empêcher de diriger ces mêmes moyens contre les autres crimes? C'est apparemment parce qu'on ne veut pas le subordonner au procureur général. Mais cette subordination existerait déjà pour les affaires de sûreté publique; car si, comme la section en convient, il y a concurrence entre les préfets et les officiers de police judiciaire, le procureur général est toujours le magistrat supérieur. On peut tout concilier en autorisant

le préfet à rédiger des procès-verbaux, à instruire, à envoyer ses actes au procureur général, et en laissant au procureur général l'alternative ou de les recommencer ou de leur donner le caractère d'actes judiciaires, lorsqu'il les trouvera suffisants. Par là on éviterait l'inconvénient de refaire sans nécessité la procédure, sans toutefois subordonner le préfet au procureur général. Cet officier n'aurait point d'ordres à donner au préfet; il pourrait opérer par ses agents, et néanmoins les actes du préfet seraient plus que de simples renseignements » (1).

Le Conseil d'État se rendit avec complaisance aux observations de Napoléon; l'article 10 fut rédigé comme le demandait l'empereur, et Treilhard en donna les motifs suivants (2) « : J'ai déjà observé, dit-il, que la police administrative prévenait beaucoup de maux, en pénétrant les intentions secrètes des méchants; il n'est pas difficile de se convaincre qu'il peut être infiniment urgent de saisir le coupable et les instruments du crime, et qu'un instant perdu serait souvent irréparable; il a donc paru très utile de donner ce droit aux préfets qui, par des voies administratives, obtiennent quelquefois des lumières dont le fruit pourrait s'évanouir par le retard d'un recours à l'officier de police judiciaire..... (3). »

(1) Locré, t. XXV, p. 205.

(2) De Haubersart, rapporteur du projet au Corps législatif ne parle pas de l'article 10 dans son exposé.

(3) Locré, t. XXV, p. 238. Au cours de la discussion, Treillard s'était toujours montré partisan de la théorie de l'empereur à laquelle semblaient opposés Cambacérès et Bigot-Préameneu. « Les Parle-

En réalité, par l'article 10, Napoléon investissait de pouvoirs formidables ses préfets, c'est-à-dire ses agents directs, nommés et révoqués par lui, prêts à toutes les complaisances pour conserver ses faveurs, échappant à tout autre contrôle que le sien. Grâce à ce texte les préfets pouvaient « faire personnellement ou requérir les officiers de police judiciaire, chacun en ce qui le concerne, de faire tous actes nécessaires à l'effet de constater les crimes, délits et contraventions, et d'en livrer les auteurs aux tribunaux chargés de les quérir. » En d'autres termes les préfets pouvaient — et peuvent encore — délivrer des mandats, procéder à des arrestations, effectuer des perquisitions et des saisies, tant au domicile du prévenu que partout ailleurs (1). Et là ne se bornent pas leurs pouvoirs, ils peuvent encore détenir arbitrairement les prévenus, car aucun délai ne leur est imposé pour saisir les tribunaux de droit commun. Il ne nous appartient pas d'entrer ici dans le détail des controverses qui se sont élevées sur les pouvoirs des préfets, il nous suffit de montrer ces pouvoirs dans ce qu'ils ont d'incontesté et « d'effrayant. » Ces pouvoirs ne paraissaient cependant pas suffisants à Napoléon : il aurait voulu que les « magistrats de sûreté », c'est-à-dire les membres du ministère public fussent dans un état

ments étaient très forts, autrefois, disait-il, et cependant les intendants exerçaient la police. » Loaré, t. XXV, p. 200.

(1) Ch. réun. rej., 21 nov. 1853, aff. de Coëthogon, D. P. 53, 1. 279.

de subordination vis-à-vis du préfet (1). Il ne voulait pas que les préfets fussent placés sous l'autorité du procureur général, mais il admettait très bien, il proposait même qu'ils eussent autorité sur les représentants du parquet. Il insista beaucoup dans ce sens, lors de la première discussion des codes criminels, en l'an XIII.

Aussi bien, quelque faibles que fussent les garanties individuelles inscrites dans les Codes, Napoléon était résolu à ne pas en tenir compte. Avant même l'entrée en vigueur des Codes, il avait rendu un décret qui lui donnait toutes facilités pour les violer : c'était le décret du 3 mars 1810 sur les prisons d'État que nous allons étudier dans le chapitre suivant.

(1) Locré, t. XXIV, p. 557 et suiv.

CHAPITRE V

LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE A LA FIN DE L'EMPIRE

Le décret du 3 mars 1810 sur les prisons d'Etat. — Rétablissement en fait des lettres de cachet. — Le conseil privé. — La liberté individuelle à la fin de l'Empire.

Le décret du 3 mars 1810, ainsi que l'ont remarqué les historiens, ne fit que publier au grand jour ce quise pratiquait depuis longtemps déjà. Si on voulait ou plutôt si on pouvait lui donner une origine juridique, on la trouverait dans l'article 46 de la Constitution de l'an VIII dont il n'est en définitive, que l'extension arbitraire. L'article 46 établit le principe de l'arrestation par le gouvernement, le décret de 1810 y ajoute ceux de la détention et du jugement. Aussi bien, l'opinion publique était si peu soucieuse de la liberté individuelle à cette époque, que ce décret fut accueilli avec indifférence ; le plus haut cours des effets publics (88 fr. 90 pour le 5 %) était atteint quelques jours après la publication du décret, le 16 mars 1810.

Et cependant ce décret n'est rien moins que le rétablissement officiel des Bastilles et des lettres de cachet. Nous disons « des Bastilles, » car il y avait en effet huit prisons d'Etat : Saumur, Ham, Pierre-Châtel, Vincennes,

If, Landskrown, Fénestrelle, Campiano. Napoléon ne prit même pas l'avis du Sénat ni du Corps législatif pour rendre ce décret (1). A quoi bon respecter les formes ?

Les motifs du décret du 3 mars 1810 étaient les suivants :

« Considérant qu'il est un certain nombre de nos sujets détenus dans les prisons de l'Etat, sans qu'il soit convenable ni de les faire traduire devant les tribunaux, ni de les faire mettre en liberté — que plusieurs ont, à différentes époques, attenté à la sûreté de l'Etat ; qu'ils seraient condamnés par les tribunaux à des peines capitales, mais que des considérations supérieures s'opposent à ce qu'ils soient mis en jugement — que d'autres, après avoir figuré comme chefs de bandes dans les guerres civiles ont été repris de nouveau en flagrant délit et que des motifs d'intérêt général défendent également de les traduire devant les tribunaux, etc. »

Comme on le voit, de tels considérants ne manquent ni de désinvolture, ni d'ironie. Il n'y a plus de citoyens, mais des « sujets ». Et c'est dans leur intérêt qu'en ne livre pas les détenus aux tribunaux ordinaires : ils seraient certai-

(1) Il fut rédigé par Regnaud de Saint-Jean-d'Angély de la section de l'intérieur du Conseil d'Etat (Cf. A. N. AF^{iv}1302). Le premier projet soumis à l'Empereur n'était précédé d'aucun préambule ; c'était « la tyrannie sans phrases » dit Lanfrey (*Histoire de Napoléon I^{er}*, t. V). Napoléon exigea un préambule. « Il me faut ici, s'écriait-il, en plein Conseil d'Etat, deux pages de considérants qui contiennent des idées libérales. » C'était trop demander aux légistes du Conseil d'Etat ; malgré leur expérience et leur habileté à déguiser les illégalités du maître, ils ne purent lui fournir que les quelques lignes que nous reproduisons.

nement condamnés à des peines capitales. Les motifs qui obligent à les maintenir en détention sont aussi vagues que possible : ce sont des *considérations supérieures*, des *motifs d'intérêt général*. C'est en réalité la raison du prince, c'est la seule.

Voici maintenant les apparences de la justice et de la légalité : « Considérant cependant qu'il est de notre justice de nous assurer que ceux de nos sujets qui sont détenus dans les prisons de l'Etat, le sont pour causes légitimes, en vue d'intérêt public, et non par des considérations et passions privées — qu'il convient d'établir, pour l'examen de chaque affaire, des formes légales et solennelles — et qu'en faisant procéder à cet examen, rendre les premières décisions dans un conseil privé et revoir de nouveau chaque année les causes de la détention pour reconnaître si elle doit être prolongée, nous pourrions également à la sûreté de l'Etat et à celle des citoyens. »

Le titre I règle les « formes légales et solennelles » pour la détention : il suffit, pour qu'un individu puisse être détenu, d'une décision rendue sur le rapport du grand juge ministre de la justice, ou du ministre de la police, dans le conseil privé. La détention qui est d'une année peut être prolongée en vertu d'une nouvelle décision. Au cours du mois de décembre de chaque année le tableau de tous les prisonniers d'Etat doit être placé sous les yeux de l'empereur, dans un conseil privé spécial (1).

(1) Le conseil privé se composait aux termes de l'article 86 du S. C. du 16 thermidor an X, d'un grand-juge, de deux ministres, 2 conseillers d'Etat, 2 sénateurs et 2 juges au tribunal de cassation.

Le titre II prévoit une inspection au moins annuelle de chaque prison d'Etat, avant le rapport au conseil privé par un ou plusieurs conseillers d'Etat désignés par l'empereur. Les inspecteurs doivent s'assurer si nul n'est détenu sans les formalités prescrites, si la sûreté, la propreté, l'ordre, la salubrité sont maintenus dans la prison, etc. Outre l'inspection par les conseillers d'Etat, il y a, avant le 15 février de chaque année, une inspection ou plutôt une vérification par les fonctionnaires de l'ordre judiciaire ; le procureur général de la Cour impériale doit vérifier ou faire vérifier par un de ses substituts ou des procureurs impériaux sous ses ordres, si nul n'est détenu dans les prisons d'Etat situées dans son ressort, sans les formalités prescrites, si les registres sont tenus régulièrement.

Le titre III est relatif aux individus mis en surveillance ; il prescrit qu'un tableau de ses individus soit mis sous les yeux de l'empereur par le ministre de la police, dans le conseil privé spécial et annuel. La surveillance est prolongée ou maintenue selon que le conseil en a décidé.

Le titre IV traite du régime et de l'administration des prisons d'Etat ; c'est le régime militaire. La garde et l'administration sont confiées à un officier de gendarmerie nommé par l'empereur ; il a sous ses ordres le concierge et les gardiens. Il est placé sous la surveillance du préfet. Le concierge doit tenir un registre exact des détenus entrants et sortants, et y transcrire les ordres en vertu desquels ils sont détenus. Aucun ordre de sortie ne peut être exécuté sans notification au commandant de la décision du conseil privé qui l'aura ordonnée.

Les détenus peuvent être mis au secret; il leur est accordé, s'ils le requièrent, une somme de deux francs par jour, outre la nourriture ordinaire, à titre de secours pour leur entretien. Ils conservent la disposition de leurs biens, « s'il n'en est autrement ordonné. » Ils ne peuvent recevoir aucune somme qu'en la présence et avec l'autorisation du commandant.

Telle était légalement ou plutôt théoriquement — car il ne saurait être question de légalité en l'espèce — l'organisation des prisons d'Etat. Ce simple exposé montre que le texte du décret du 3 mars 1810 rendait possibles tous les attentats à la liberté individuelle : c'est l'arbitraire dans l'arrestation, la détention, le jugement. Et l'odieux de cet arbitraire fut encore aggravé par la façon dont il s'exerça.

Il suffit de parcourir aux Archives nationales la liste des prisonniers d'État (1) pour s'en rendre compte. Les prisonniers d'État sont divisés en 5 classes. La première comprend les détenus politiques proprement dits (accusés de conspiration dans le sens révolutionnaire ou contre-révolutionnaire, agents d'espionnage pour l'Angleterre, Espagnols, Vendéens et Chouans, intrigants politiques, individus accusés de divers délits contre le gouvernement, de pamphlets, propos injurieux, etc.) La deuxième classe est formée de prêtres, d'évêques, et des ecclésiastiques

(1) États soumis aux Conseils privés tenus en 1811 et 1812 contenant la liste par ordre alphabétique en cinq classes des personnes détenues par mesure de haute police avec l'indication de l'époque et des motifs de leur détention, des autorités qui l'ont prononcée, des observations et demandes des détenus, et l'opinion des conseillers d'État enquêteurs : AF^{IV} 1236 et 1237, BB^{*30}. 188.

de tous ordres coupables ou suspects de soutenir le pape dans sa lutte contre Napoléon. La troisième classe se compose des « individus qui après avoir été traduits devant les tribunaux y ont été acquittés, malgré des présomptions de culpabilité telles que l'intérêt de la société a paru exiger que la détention fut maintenue par mesure de haute police. » Dans la quatrième classe sont rangés ceux que le gouvernement n'ose pas déférer aux tribunaux par crainte de les voir acquitter. Dans la cinquième figurent les malheureux que la police flétrit des épithètes de « vagabonds et de gens sans aveu. »

Toutes les classes de la société sont représentés parmi les prisonniers d'État : il y a des domestiques (Campa, valet de chambre du pape), des instituteurs (Aynès), des notaires (Buscoune), des officiers (Owen, Contrexas), des commerçants, des agriculteurs, etc., etc. On y trouve, surtout parmi les ecclésiastiques, beaucoup de vieillards (Cyrillo, 72 ans ; Bonefiglioli, 71 ans ; Cleerens, 65 ans ; le cardinal Di Pietro, 65 ans ; Vandavelde, 70 ans, etc.).

Les motifs qui valent aux détenus plusieurs mois, souvent même plusieurs années de détention, sont presque toujours des plus futiles. Dans des états et tableaux soumis à l'examen du Conseil privé, on relève quantité de problématiques conspirateurs italiens ou espagnols, de soldats accusés de crimes vagues ou imaginaires, de Vendéens et d'anciens Chouans que ne protègent ni les amnisties ni les prescriptions, de jeunes gens à qui l'on reproche leur libertinage, de jeunes filles taxées d'incon-

duite, etc. A parcourir les notes de police, les rapports des conseillers d'État enquêteurs, les pétitions des détenus, on se rend compte de la valeur des « considérants libéraux » du décret du 3 mars, de la duplicité de Napoléon invoquant le salut de l'État pour soustraire à la justice régulière et emprisonner selon son bon plaisir une foule de suspects.

Le salut de l'État était-il en jeu quand il s'agissait, par exemple, de la veuve Trouvé née Potet, pauvre femme âgée de 57 ans que la police a fait mettre « pour raison de santé » au Refuge en juin 1808 et qui au conseiller d'État inspecteur des prisons répond : « Je n'ai jamais été jugée ; peut-être suis-je ici parce que j'aimais les boissons et que mon beau-frère, maître-maçon, redoutait que je me fisse domestique, car je n'ai rien pour vivre (1). » Quel intérêt supérieur commandait de détenir depuis 1808 jusqu'en 1814, dans la prison de Ham, ce vieillard de 71 ans, Despinay de Saint-Luc, maréchal de camp sous l'ancien régime, qu'on a arrêté chez lui à 11 h. 1/2 du soir sur un ordre verbal du maire de sa commune, son débiteur, sans motif, sans lui donner connaissance du délit qu'on lui imputait, « ce qui ne se refusait même pas devant les tribunaux de l'inquisition (2). » Il répond, en

(1) Cf. dans la *Revue du Palais*, 1^{er} mai 1888, p. 338-360, un article de M. A. Dayot intitulé : « Les prisons d'État sous le premier Empire. »

(2) Pétition à la Commission sénatoriale de la liberté individuelle, A. N. O² 1434.

novembre 1811, au conseiller d'État qui l'interroge : « J'ignore, M. le comte, les motifs qui m'ont fait arrêter ; je suppose que des enfants ingrats ou impatients de jouir de mes biens, sont cause de mon arrestation. Et puisque vous demandez si j'ai des réclamations à formuler, je veux ma mise en liberté ou ma mise en jugement (1). » Quel crime avait bien pu commettre cette couturière de 17 ans, Marie-Adélaïde Esterling de Beaupré, fille d'un notaire d'Aix-la-Chapelle, pour être arrêtée au mois d'octobre 1809 et envoyée aux Madelonnettes d'où elle ne sort qu'à la fin de 1811. Quelques « propos inconsidérés » l'ont fait qualifier « d'ennemie déclarée du gouvernement ». « Peut de temps après son arrestation, ajoute sa notice, elle est revenue à des sentiments plus raisonnables et proteste qu'on n'aura plus à se plaindre d'elle. » Les commissaires de Sa Majesté, comme on appelait les conseillers d'État inspecteurs ne jugèrent pas prudent pour la sûreté du régime de renvoyer la détenue à sa couture. « Si la détenue, disaient-ils, persiste encore un an dans les bonnes dispositions dans lesquelles les commissaires de Sa Majesté l'ont trouvée, alors, il n'y aura aucun danger à lui accorder sa liberté. »

(1) Dès le 12 juillet 1809, le grand juge Régnier écrivait à Napoléon à propos de Despinay-Saint-Luc : « Vivant mal avec toute sa famille, mais n'a jamais joué un rôle politique et son grand âge ne permet pas de le regarder comme dangereux. La Commission du contentieux est d'avis, et je propose de le mettre en liberté avec surveillance. » Malgré cela, Despinay Saint-Luc resta en prison pendant 5 ans encore, il y serait sans doute resté toute sa vie sans l'arrivée des alliés en 1814.

Des femmes, des vieillards, des enfants, voilà donc ceux qui font peur à ce despote inquiet, ombrageux. Cela serait comique si ce n'était odieux. Que de misères, que de ruines, que de deuils nous révèlent les interrogatoires de prisonniers d'État. Voici quelques cas, non des plus lamentables, mais bien caractéristiques.

Un prêtre belge, nommé Verstraeten âgé de 72 ans, chapelain à Lierre, département des Deux-Néthes se trouve depuis 1810 au château de Bouillon, accusé d'avoir pris part à des attaques de diligences et autres faits de brigandage commis en 1798 et 1799. L'interrogatoire de ce détenu et une rapide enquête à laquelle procédèrent Dubois et Corvetto, les eurent convaincus que Verstraeten n'était pas du tout le dangereux malfaiteur qu'on s'était plu à leur décrire, mais bien une victime de la brutalité de la police. La blessure qui l'avait estropié n'avait pas été reçue par lui au cours d'une attaque de diligence comme le prétendait la police, mais elle provenait d'un coup de sabre que lui avait donné un gendarme parce qu'il ne descendait pas assez vite de la voiture qui l'amenait à la prison. « Sa douceur, son âge, son infirmité, sa résignation dans sa prison, ajoutent les conseillers d'État inspecteurs, les renseignements très favorables transmis par le préfet de son département, le témoignage du commandant du fort et de tous les prêtres détenus avec lui sur sa moralité font penser aux commissaires de Sa Majesté que ce détenu doit être mis en liberté, d'autant plus qu'à l'époque de son arrestation, il n'avait point de fonctions publiques

et n'était point prêtre séculier. » Verstraeten fut rendu à la liberté « à cause de son grand âge » par décision de l'Empereur dans son conseil privé du 3 mai 1812.

Moins heureux fut Correga, autre « brigand, fanatique, forcené, » qui depuis dix ans qu'il était détenu avait parcouru presque toutes les prisons de Paris. C'était un corse d'Ajaccio, ancien militaire arrêté le 27 nivôse an IX (17 janvier 1801). Il était « soupçonné de vol de diligences, il avait formé dans sa prison divers projets contre la vie de Sa Majesté et proféré des menaces contre Son Excellence le ministre de la police. » Or voici ce que déclare en novembre 1810 Correga au comte Jollivet qui l'interroge dans sa cellule du château de Vincennes : « J'ignore les motifs de ma détention n'ayant jamais été interrogé, pas même à la préfecture de police. Il est vrai que j'ai porté les armes dans la Vendée, mais je me suis soumis et j'affirme que depuis la pacification, je n'ai rien fait de répréhensible. Mon frère a péri dans les prisons et mon épouse aux Madelonnettes. Étant encore libre, j'avais envoyé cinq louis à mon épouse ; la lettre et l'argent ayant été interceptés, je découvris que l'argent était entre les mains de M. Desmarest, chef de la police secrète. Explication très vive, l'argent est rendu, mais j'ai été victime de sa vengeance. J'avais fait un écrit virulent contre Fouché auquel je reproche la mort de mon épouse. » Puis à l'inévitable question qui paraît, en la circonstance, d'une monstrueuse ironie » Avez-vous quelque chose à récla-

mer? », « je demande, répondit Correga à être mis en liberté ou en jugement. »

A côté de cette déclaration, Jollivet écrit ses propres observations : « La pièce principale qui établissait la prévention et les causes de l'arrestation ne s'étant pas trouvée dans le dossier après en avoir fait la recherche exacte, il est impossible de savoir s'il y a eu dans l'origine injustice ou méprise dans la détention du sieur Correga, mais son caractère dénonciateur, intrigant et tracassier le rendrait aussi incommode dehors que dans les prisons. On estime qu'il y a lieu de l'y garder provisoirement jusqu'à ce que les pièces soient retrouvées d'autant plus qu'étant un chouan amnistié sans famille ni gîte connu, rien ne garantit que sa mise en liberté ne serait plus nuisible qu'utile à la société. » Et voilà Correga maintenu en prison (1) par la seule raison que sa liberté pourrait incommoder et qu'on ne sait plus pourquoi il est détenu. On pense bien que son dossier ne fut jamais retrouvé. Napoléon ordonna même de déporter son compatriote, mais la guerre avec l'Angleterre rendit l'exécution de cette mesure impossible, on se contenta de transférer Correga dans une prison plus rigoureuse, au château de Ham, au milieu des marais de la Somme.

Non moins poignantes sont les déclarations recueillies par le même conseiller d'État Jollivet près d'un ancien

(1) « Il y a lieu, dit le procès-verbal du Conseil privé du 7 mars 1811 de prolonger la détention jusqu'à ce qu'on puisse voir si elle est fondée. »

lieutenant de l'armée de Saint-Domingue nommé Duvoisin. Voici la notice qui le concerne :

Duvoisin J.-J. né en Suisse, lieutenant dans l'infanterie légère de Saint-Domingue sous le général Leclerc et Rochambeau ; âgé de 38 ans, arrêté le 13 juillet 1807, détenu à Bicêtre. Prisonnier de guerre se disant autorisé par le gouvernement anglais à revenir en France. Des notes antérieures à son arrivée en France l'avaient signalé comme étant employé par le gouvernement anglais pour « pratiquer » avec un nommé Merk les prisonniers français en Angleterre et leur faire prendre du service dans les troupes anglaises. Son retour sur le continent par le nord de l'Allemagne alors théâtre de la guerre le fit soupçonner d'être chargé d'une mission d'espionnage, mais cette suspicion a paru détruite par le dénuement dans lequel il est arrivé. Il a été reconnu qu'il n'avait aucun fonds, et qu'il avait été forcé d'avoir recours à l'envoyé de France à Copenhague pour acquitter le frais de son passage et obtenir le moyen de continuer sa route. Il a au surplus soutenu qu'il n'avait point participé aux manœuvres de Merk et qu'il était brouillé avec lui. Cependant, les renseignements fournis sur son compte par différents officiers généraux l'ayant désigné comme s'étant mal conduit à Saint-Domingue et ayant été par ce motif renvoyé de la colonie française, sa détention fut maintenue.

Observation du détenu. — Assure que ses malheurs viennent uniquement de ce que, chargé ostensiblement

par le général Desbarquez de conduire les prisonniers de l'île de la Tortue au Cap, mais verbalement et secrètement de les jeter à la mer pendant la traversée, un mouvement d'humanité qu'il n'a pu vaincre lui a fait ne tenir aucun compte de cette ordre secret. De là sa destitution par le général en chef Rochambeau qu'il dit avoir été provoquée par le général Pierre Boyer, le même qui l'a fait arrêter à Mayence, quoiqu'en arrivant dans cette ville comme prisonnier de guerre sur parole, il fut porteur d'une lettre du maréchal Brune qui la lui avait donnée à Stettin pour le maréchal Kellermam commandant l'armée de réserve à Mayence. Dit et affirme que tout le récit fait à la police n'a aucun fondement. Demande à rentrer au service.

Opinion des commissaires de Sa Majesté. — Il n'existe au dossier très volumineux d'ailleurs, aucune prévention sérieuse contre le sieur Duvoisin. Les commissaires de Sa Majesté présument donc que le véritable délit du détenu se réduit à la désobéissance à l'égard des prisonniers de l'île de la Tortue dont on l'avait chargé. Trois ans et demi de détention paraissent avoir suffisamment expié cette faute; mais on ne croit pas qu'il doive rentrer au service. Au reste le concierge est très content de sa moralité et lui a donné un emploi de confiance à Bicêtre. »

Malgré ces affirmations formelles du conseiller enquêteur, et les aveux de la police établissant la parfaite innocence de l'infortuné lieutenant, l'affaire fut ajournée dans le Conseil privé du 7 mars 1811 et l'Empereur ordonna

d'en faire un nouveau rapport. Jollivet dut en conséquence, compulser à nouveau ce volumineux dossier et recommencer l'interrogatoire de Duvoisin. Le 30 mars 1811, dans le comité privé tenu chez l'archi-chancelier, il donna le résultat de ses recherches. « Après un examen attentif du dossier, dit-il, il n'existe contre Duvoisin d'autre inculpation qu'une lettre du général P. Boyer écrite de Napoléonville (Pontivy) le 2 mars 1807 au ministre de la police. Les renseignements paraissent venir d'un prisonnier français dont on n'a pu me dire le nom. Après avoir fait procéder à un nouvel interrogatoire sur le fait d'embauchage, rien n'a pu faire confirmer l'assertion du général Boyer qui n'est qu'un ouï dire et qui ne donne pas le moyen de remonter à la source de l'accusation. » Après avoir entendu ce rapport, le Comité donna son avis. « Les membres du Comité pensent à l'unanimité que les allégations vagues et non prouvées faites contre le sieur Duvoisin ne peuvent motiver une plus longue détention, opinent tous pour la liberté comme les commissaires de Sa Majesté. »

Napoléon, devant ce vote unanime de ces familiers ne put moins faire que d'ordonner la mise en liberté de Duvoisin dans le Conseil privé du 9 juillet 1811. Mais cette affaire montre avec quelle légèreté on emprisonnait sous le Premier Empire. Sur une indication vague, sur un soupçon dénué de tout fondement le citoyen le plus irréprochable pouvait être maintenu en prison pendant 4 ans et parfois plus.

L'arbitraire qui règne dans les motifs des décisions se

retrouve dans les autorités qui ont ordonné ces détentions. C'est le plus souvent sa Majesté. Les registres indiquent pour quelques-unes des décisions de l'empereur qu'elles ont été prises en conseil privé, mais ces décisions sont très rares; presque toujours Napoléon n'a pas jugé utile de consulter son conseil. C'est assez souvent le ministre de la police (1) qui ordonne une détention sans prendre l'avis de personne. C'est parfois le comte Réal avec ou sans approbation du ministre de la police (Bourgeois, Draparnaud). Le préfet de police ordonne lui aussi des détentions (Brutinel), de même les conseillers d'État chargés des divers arrondissements de police. C'est, on le voit, l'arbitraire et la confusion.

Contre de telles iniquités, quels sont les moyens de défense permis aux prisonniers, quelles sont les garanties qu'ils puissent invoquer? Nous ne parlerons plus de la commission de la liberté individuelle qui continue cependant à siéger après le décret du 3 mars 1810, malgré l'inutilité de sa mission. Nous ne parlerons que des inspections des prisons et du conseil privé.

(1) Fouché fut disgracié pour avoir tenté de négocier avec l'Angleterre à l'insu de l'empereur, et remplacé le 3 juin 1810 par Savary duc de Rovigo. Celui-ci fut donc le véritable ministre des « prisons d'État ». Il nous dit que sa nomination cause plus de crainte que si l'on avait appris que la peste était arrivée sur les côtes (*Mémoires pour servir à l'histoire de Napoléon*). Ces alarmes étaient justifiées : moins intelligent que Fouché, cet ancien colonel de gendarmerie se montra l'exécuteur brutal et automatique des décisions de Napoléon qui a dit de lui ce mot effrayant : « Si j'ordonnais à Savary de se défaire de sa femme et de ses enfants, je suis sûr qu'il ne balancerait pas. » (*M^{me} de Rémusat*, II, 245). Il fut le grand pourvoyeur des prisons établies par son maître.

Les inspecteurs des prisons n'étaient rien moins que des conseillers d'Etat (1). On se rappelle qu'aux termes du 3 mars 1810, chaque prison d'Etat devait être visitée au moins une fois par an avant le conseil privé. Les conseillers d'Etat devaient s'assurer notamment si nul n'était détenu sans les formalités prescrites. Ils interrogeaient les détenus, enregistraient leurs déclarations, et faisaient connaître leur opinion personnelle. Ces conseillers d'Etat n'étaient pas de méchantes gens. Mais c'étaient avant tout des personnages timorés. S'ils plaident parfois l'indulgence ils n'invoquent jamais la justice, ils ne font pas entendre un langage ferme et indépendant, et le plus souvent, leur opinion est de n'en pas avoir. La formule suivante : « Sa Majesté seule peut avoir une opinion sur ce détenu » était devenue pour eux presque de style. Ils ne poussent pas plus loin leurs investigations, et cette heureuse formule, en même temps qu'elle tranquillise leur conscience, les tire à propos d'embarras.

Ils soumettaient leurs rapports au Conseil privé. Le conseil privé se réunit quelquefois, comme l'attestent ses registres et ses papiers qui se trouvent aux Archives Nationales (2). L'Empereur lui rendit compte des arrestations qu'il avait ordonnées, ou plutôt, car il ne rendait

(1) Conseillers d'Etat chargés de l'inspection des prisons d'Etat pour 1810 : Jollivet et Faure, pour 1811 Jollivet et Pelet, pour 1812 Dubois et Corvetto, pour 1813 Faure et Appellius, pour 1814 Faure de Delamalle.

(2) Procès-verbaux des réunions du conseil privé. A. N. AF^{iv} 95.

compte à personne de ses actes, il tint dans ces réunions secrètes ses familiers au courant de ses actes arbitraires. Est-il besoin de dire que les hauts dignitaires qui le composaient n'eurent aucune influence, et que la volonté seule de Napoléon comptait? Mais en prenant en leur présence une décision, l'empereur usait d'une tactique qui lui était familière : il les associait à ses abus de pouvoir, il se ménageait une excuse sinon une justification en rejetant sur ses conseillers l'odieux des mesures que lui seul avait dictées.

Le premier conseil privé se tint aux Tuileries le 27 décembre 1810. Là se trouvaient réunis autour de l'empereur le prince archi-chancelier Cambacérès, le vice-connétable prince de Neuchâtel (Berthier), le grand juge ministre de la justice (Régnier duc de Massa), le ministre de la police (Savary, duc de Rovigo), les comtes Garnier président du Sénat et Abrial sénateur, Régnaud-de-Saint-Jean-d'Angély, ministre d'État, Boulay, Jollivet et le chevalier Faure conseillers d'État, Muraire président de la Cour de cassation.

Les comtes Jollivet et Faure y rendirent compte de leur mission et présentèrent à l'Empereur un tableau des prisonniers d'État qu'ils avaient questionnés. Napoléon trouva leurs renseignements insuffisants et les chargea de les compléter en s'adjoignant un des conseillers d'État chargé d'un arrondissement de la police.

Le conseil privé se réunit de nouveau aux Tuileries le 7 mars 1811. Jollivet et Pelet commencèrent la lecture de

leur rapport sur les détenus qu'ils avaient visités. Mais cette manière de procéder était trop lente au gré de l'Empereur; quand on eut ainsi examiné la détention de 52 individus (1), il leva la séance et chargea ses conseillers de lui présenter un décret abrégéant ce travail. Le décret du 15 mars 1811 créa donc un Comité privé composé de tous les membres du Conseil privé moins l'Empereur. Ce comité était chargé de tout le travail relatif aux prisonniers l'État, il prenait connaissance des réclamations des détenus, des renseignements de la police sur chacun d'eux, entendait les rapports des conseillers d'État inspecteurs des prisons et émettait son opinion sur la mise en liberté ou le maintien en détention des prisonniers. Le grand juge présentait à l'Empereur en son conseil privé un rapport sur le travail du comité et donnait son opinion personnelle sur chaque détenu (2).

Ainsi constitué, le comité se réunit chez l'archi-chancelier les 18, 28 et 30 mars, les 1^{er} et 6 avril et le 9 mai. Le résultat de ses travaux fut soumis à l'Empereur dans le conseil privé des 9 et 10 juillet 1811. Ce conseil fut le plus important de ceux qui furent tenus en exécution du

(1) Sur ces 52 individus dont on examina la détention, 12 furent mis en liberté dont 10 avec surveillance; encore ne furent-ils pas relâchés immédiatement, mais seulement au bout de 6 mois. Le ministre de la police, n'ayant considéré la décision de l'Empereur que comme une « indication » en attendant de nouveaux rapports et l'avis du comité privé. Au conseil privé du 9 juillet 1811, on examina une seconde fois les motifs de leur détention et ils ne furent relâchés qu'au mois d'août.

(2) Cf. Annexe 1.

décret du 3 mars 1810. Napoléon prononça sur le sort de 810 prisonniers d'État et détenus par mesure de haute police. Encore ce nombre, cependant imposant, ne comprenait pas tous les individus enfermés dans les geôles impériales. Nous pourrions citer beaucoup de noms qui ne se trouvent pas sur ces listes soumises à l'Empereur, notamment ceux d'un très grand nombre d'Italiens détenus à Campiano et signalés à l'Empereur par le roi de Naples comme « mauvais sujets et individus très dangereux. » N'y figurent pas non plus ceux qui sont détenus dans les prisons particulières des commissaires de police, dans ces prisons « qu'aucun officier de police n'a jamais visitées écrit le procureur général d'Aix, et dans lesquelles il ne faut souvent qu'un caprice d'un commissaire particulier de police pour enfermer des personnes qui y sont détenues pendant des mois entiers et qui sont ensuite renvoyées sans aucune formalité (1). »

Sur ces 810 individus dont on examina la détention 145 seulement furent mis en liberté. Les autres furent maintenus « jusqu'au printemps prochain », ou « pour un an » et le plus grand nombre « pour un temps illimité. »

Un dernier conseil privé fut tenu à Saint-Cloud le 19 avril 1812 et se continua le 3 mai après qu'un comité privé nommé par décret du 7 février eut, dans les séances tenues chez l'archi chancelier les 13, 15, 16 et 21 février, entendu le rapport des conseillers d'État inspecteurs et

(1) *Archives nationales*, BB⁹⁰ 489.

arrêté les propositions à faire à l'Empereur sur chaque détenu. Napoléon statua sur la détention de 314 prisonniers d'État seulement, car les conseillers inspecteurs Dubois et Corvetto avaient borné leur mission aux seules prisons énumérées dans le décret du 3 mars et à quelques autres maisons de détention, le château de Bouillon, Bicêtre, Saint-Lazare, le Refuge et les maisons de santé Belhomme, Richebraque et Dubuisson. Ils ne s'étaient pas transportés dans les prisons départementales affectées aux prisonniers d'État, dans les maisons d'arrêt, de travail et de correction, etc., qui elles aussi en contenaient (1).

Le conseil privé des 9 et 10 juillet de l'année précédente avait laissé en prison 758 détenus. On peut donc affirmer que le conseil privé de 1812 n'examina même pas le tiers des détenus, et sur les 314 individus examinés, 29 seulement furent mis en liberté ! Ces chiffres ne sont-ils pas plus éloquents à eux seuls que n'importe quel commentaire ?

Si la situation des détenus intéressait fort peu Napoléon, celle des individus mis en surveillance ne le préoccupait pas du tout. D'après le décret du 3 mars 1810, la liste de ces individus devait lui être présentée en même temps que celle des prisonniers d'État, mais cette classe de suspects devenait sans doute trop nombreuse pour qu'on pût songer

(1) Chaque département avait 2, 3, quelquefois 4 prisons désignées pour recevoir, le cas échéant, les prisonniers d'État et les détenus par mesure de haute police. Un état nous fait connaître ces prisons, elles étaient au nombre de 113. AN BB³⁰ 189.

à en dresser la liste. Napoléon, malgré sa prodigieuse activité n'eût pu prendre connaissance des motifs qui maintenaient tant de personnes loin de leur famille et de leurs amis, loin de leurs affaires et de leurs affections, en butte à toutes les tracasseries de la police locale. Jamais l'Empereur ne manifesta le désir de connaître le nombre, jamais le conseil privé ne confirma la mesure qui les atteignait. Les conseillers d'Etat nommés pour l'inspection des prisons n'avaient pas reçu mission d'entendre leurs plainte, la commission sénatoriale de la liberté individuelle se refusait obstinément à les écouter; ils restaient à la discrétion de la police, des préfets, des maires et des mouchards de Savary.

Six jours après le conseil privé dont nous venons de parler, le 9 mai 1812, l'Empereur allait se mettre à la tête de ses armées pour soumettre la Russie. Pendant cette lamentable entreprise ainsi que pendant les années 1813 et 1814, aucun conseil privé ne fut tenu : Napoléon avait d'autres soucis que celui de la liberté de ses sujets. Les lourdes portes des geoles impériales s'ouvrirent encore bien souvent, mais ce fut pour accueillir de nouveaux hôtes.

Le décret du 3 mars 1810 n'est pas en effet le dernier décret pris contre la liberté individuelle, il fut suivi d'un certain nombre d'autres qui, pour avoir une portée moins générale, n'étaient pas moins arbitraires. Signalons notamment le décret du 18 novembre 1810 qui punit d'emprisonnement les individus non pourvus d'un brevet d'impri-

meur qui, se trouvant détenteurs de presses, caractères ou autres ustensiles d'imprimerie, n'auraient pas fait la déclaration prescrite par l'article 1 de ce décret. Citons encore le décret du 15 novembre 1811 dont l'article 69 punit d'un emprisonnement dont la durée peut atteindre un an, tout membre de l'Université qui abandonnerait ses fonctions sans une lettre d'exeat du grand-maître.

Au cours des dernières années de son règne, Napoléon irrité, menacé de tous côtés, se conduisit en véritable tyran. Il réprima avec une impitoyable sévérité les conspirations et les troubles. La plus célèbre de ces conspirations est celle du général Malet (nuit du 23 au 24 octobre 1812) (1). Il ne nous appartient pas de la retracer ici : disons seulement qu'un simulacre d'instruction fut mené avec une hâte fébrile par les autorités qui voulaient racheter leur couardise. Quatre jours après l'échec de sa tentative, Malet fut traduit devant une commission militaire avec les généraux Lahorie, Guidal, l'italien Boccechiampe, le caporal Rateau, Boutreux et les militaires qui, esclaves de la discipline, l'avaient inconsciemment suivi. Malet condamné à mort avec treize de ses compagnons fut fusillé dans la plaine de Grenelle. Il mourut courageusement, criant sa foi en l'avenir de la liberté (2).

L'année suivante, Napoléon, dans une affaire qui eut un

(1) Cf. Hamel : *Histoire des deux conspirations du général Malet et Dr Max Billard. La conspiration Malet.*

(2) Cf. A. N. AF^{iv} 1302, Papier Cambacérès. Rapports des gendarmes chargés de surveiller Malet.

retentissement énorme, montrait quel cas il faisait des décisions de la justice. Le jury d'Anvers avait acquitté le maire d'Anvers accusé avec quelques autres fonctionnaires de dilapidation et de fraudes (1). L'empereur injuria dans le *Moniteur* les jurés, les accusant de se « livrer publiquement à la plus honteuse corruption » (2). Il fit maintenir en prison les individus acquittés et demanda à la Cour de cassation d'annuler l'arrêt. La Cour de cassation refusa de se prêter à ce « coup d'État judiciaire » (3). L'arrêt de la Cour d'Anvers fut alors déféré au Sénat qui n'eut pas le courage de résister. Le sénatus-consulte du 28 août 1813 cassa le jugement comme « attentatoire à la sûreté de l'État » en vertu de l'article 55 de la Constitution de l'an X (4). La publication de ce sénatus-consulte produisit une émotion profonde chez tous ceux qui étaient capables d'en comprendre la portée. « Les contemporains, dit M. Lanzac de Laborie, sans se prononcer sur la culpabilité du maire, considérèrent l'affaire du jury d'Anvers comme une de celles où le despotisme napoléonien s'était révélé le plus impatient de toutes entraves, le moins respectueux de la liberté individuelle. »

(1) Sur l'affaire de l'octroi d'Anvers cf. Lanzac de Laborie : *La domination française en Belgique*, t. II, p. 276 et suiv.

(2) *Moniteur*, 1^{er} octobre 1813 et Lecestre : *Lettres inédites de Napoléon*, t. II, n° 1078.

(3) Dupin (procureur général à la Cour de Cassation) *Œuvres*, t. IV, p. 78.

(4) « Que voulez-vous, disait un sénateur au célèbre avocat Berryer qui le conjurait de ne pas se prêter à cette iniquité. Que voulez-vous mon cher, la charrette serait renversée. »

En février 1814, quelques royalistes de Troyes, dont le marquis de Vidanges et le chevalier de Gouault, profitant de l'occupation de la ville par les alliés, étaient allés trouver le tzar Alexandre et le supplier de rétablir les Bourbons sur le trône. Napoléon rentré dans la ville l'apprit : il réunit aussitôt un Conseil de guerre devant lequel le chevalier de Gouault comparut seul. Condamné à mort, il fut exécuté dans les 24 heures. Un écriteau placé sur sa poitrine portait les mots : Traître à la patrie !

Le 5 mars 1814 parurent deux décrets portant que tout Français qui aurait accompagné l'ennemi depuis l'invasion ou porté les insignes et décorations de l'ancienne dynastie serait déclaré traître à la patrie et condamné à mort. Ses biens étaient confisqués au profit de l'État.

Ce fut le dernier acte arbitraire de l'empereur qui devait abdiquer le mois suivant (1). Le Sénat rendit les 4 avril 1814 un décret proclamant la déchéance de Napoléon et l'abolition de l'hérédité dans sa famille. Le Sénat lui reprochait notamment d'avoir « violé les lois constitutionnelles par ses décrets sur les prisons d'État » : le reproche venait un peu tard.

A son retour de l'île d'Elbe, Napoléon, qui semblait avoir pour la liberté individuelle de meilleures dispositions, fit rédiger par Benjamin Constant l'*Acte additionnel* aux Constitutions de l'Empire du 23 avril 1815. Napoléon

(1) Napoléon signa trois abdications : la première le 4 avril en faveur du roi de Rome ; la deuxième le 5 avril, sur la demande du tzar, sans condition, la troisième définitive cette fois le 11 avril.

s'excusait dans les considérants de cet acte d'avoir dû « ajourner l'établissement de plusieurs institutions intérieures plus spécialement destinées à protéger la liberté des citoyens. » Cet ajournement était dû à la nécessité de compléter le grand système fédératif européen que l'empereur aurait voulu organiser et de lui donner toute l'étendue et toute la stabilité dont il était susceptible.

Au point de vue politique l'acte additionnel aux constitutions de l'Empire établissait une sorte de monarchie parlementaire. Nous ne l'examinerons pas à ce point de vue, mais uniquement au point de vue de la liberté individuelle. Cette liberté paraissait devoir être mieux protégée : il était prévu que l'article 75 du titre 8 de la Constitution de l'an VIII portant que les agents du gouvernement ne pouvaient être poursuivis qu'en vertu d'une décision du Conseil d'État, serait modifié par une loi (art. 50). Les juges étaient inamovibles et à vie (art. 51), le jury était maintenu, les débats criminels devaient être publics (art. 53), les délits militaires devaient seuls ressortir des tribunaux militaires (art. 55), nul ne pouvait sous aucun prétexte, être distrait des juges qui lui étaient assignés par la loi (art. 60), nul ne pouvait être poursuivi, arrêté, détenu, ni exilé que dans les cas prévus par la loi et suivant les formes prescrites (art. 61). Outre la liberté individuelle, la liberté des cultes, la liberté de pensée et la liberté de la presse également proclamées (1).

(1) Sur les Cent-Jours, l'acte additionnel et la sincérité des intentions libérales de Napoléon, consulter notamment : Benjamin Cons-

Comme on le voit, Napoléon était venu à récipiscence. Mais le destin ne lui laissa pas le temps de réaliser ses bonnes intentions. Après le désastre de Waterloo l'empereur dut abdiquer une dernière fois le 22 juin 1815.

Celui qui avait créé les prisons d'État devait finir prisonnier à son tour, le 5 mai 1821.

tant, *Lettres sur les Cent-Jours*, Viel-Castel, *Histoire de la Révolution*, Mémoires de Carnot et de La Fayette, Lajoux (thèse de droit, 1903), *Rapports des deux Chambres dans l'acte additionnel*, Henri Houssaye, 1815, t. I.

CONCLUSION

Au terme de cette étude, nous n'hésitons pas à conclure que la liberté individuelle ne fut sous le Consulat et le Premier Empire qu'un vain mot. Cette conclusion n'a d'ailleurs rien de paradoxal : elle est celle de tous ceux qui ont étudié la question de façon attentive et impartiale.

Napoléon eut, dans ses entreprises contre la liberté individuelle, deux manières : la manière sournoise et la manière violente. La première apparaît dans la Constitution de l'an VIII, les Sénatus-consultes du 16 Thermidor an X et du 28 Floréal an XII, le Code d'instruction criminelle et le Code pénal. Elle consiste d'une part à proclamer solennellement le droit à la liberté individuelle et à lui donner des garanties, mais à empêcher d'autre part, au moyen de dispositions insidieuses et dissimulées, la jouissance de ce droit et l'exercice de ses garanties. Les principes les plus incontestés, les plus reconnus sombrent ainsi sous les détails en apparence insignifiants, et la liberté peut être impunément violée, bien qu'elle soit proclamée dans les textes. C'est pour montrer

cette différence entre les principes et les actes, entre les institutions et les mœurs que nous avons donné un aussi long développement à la narration des événements.

La deuxième manière, la manière violente éclate dans le décret du 3 mars 1810 sur les prisons d'Etat et elle se continue jusqu'à la fin de l'Empire. Ici Napoléon, ne prenant même plus la peine de sauver les apparences, jette le masque : il n'hésite pas à donner à ces actes arbitraires tous les caractères de la publicité et de la permanence.

Si des excuses pouvaient être données à de tels actes, on les trouverait dans les graves difficultés auxquelles Napoléon fut sans cesse aux prises. Ces difficultés provenaient et de l'intérieur où la situation fut presque toujours des plus troublées, et de l'extérieur en lutte perpétuelle contre la France. On trouverait encore une excuse dans la servilité sans nom dont firent preuve ceux qui avaient mission de veiller au respect de la liberté individuelle. Comme le disait M. Sabatier : « on peut penser ce qu'on voudra de l'empire et de la politique impériale, ce qu'il faut reconnaître du moins, c'est que Napoléon avait reçu ou, si l'on veut, avait pris une société bouleversée en plein désordre, dans un état voisin de la décomposition et que quelques années après, malgré le trouble et la ruine d'un état de guerre incessant, il l'a rendue à la monarchie constitutionnelle calmée, assagie, pacifiée, hiérarchisée en pleine harmonie sociale (1). »

(1) *Revue pénitentiaire*, juillet, octobre 1910, p. 925.

Après avoir ainsi examiné le passé, il importe d'envisager l'avenir. L'expérience des autres, a-t-on dit, est celle qui coûte le moins, et il faut savoir en profiter. De toute conclusion, doit se dégager une leçon. Nous avons dit comment et pourquoi la liberté individuelle fut violée sous Napoléon, nous devons chercher comment éviter le retour de pareils attentats (1).

(1) En 1879, sous le ministère du savant criminaliste Dufaure, M. Le Royer garde des sceaux déposa un projet de loi tendant à modifier les dispositions du Code d'instruction criminelle concernant la liberté individuelle et à supprimer notamment l'article 10. Ce projet défiguré par suite de l'influence néfaste du rapporteur M. Dauphin fut rejeté par la Chambre des députés qui rédigea un contre-projet et vota en 1884 l'abrogation de l'article 10. Cette œuvre trop considérable n'aboutit pas malgré les efforts de M. Bovier-Lapierre et ses rapports en 1887, 1891 et 1895. Elle donna lieu cependant à une réforme plus restreinte quoique très importante, due à l'initiative de M. Constans, la loi du 8 décembre 1897 sur l'instruction criminelle. Depuis 1897, les propositions et même les projets de loi sur les garanties de la liberté individuelle se sont succédés nombreux : Proposition de loi de M. de Ramel en 1898, celles de MM. Castelnau, Clémenceau, Th. Girard, Monis en 1904. En dehors du Parlement, un puissant mouvement se créait parmi les jurisconsultes, les magistrats et même dans le public, en faveur de cette réforme : M. Coujon fondant la Ligue de la liberté individuelle ; la société générale des prisons après un rapport de M. Larnaude, discutait longuement cette question, et élaborait un projet (*Revue pénitentiaire*, 1901). Le 2 mars 1909 le Sénat adoptait un projet de loi réunissant les diverses propositions de MM. Monis, Clémenceau et Girard. Ce projet transmis à la Chambre le 12 mars 1909 a fait l'objet d'un rapport de M. R. Péret déposé à la Chambre le 9 juillet de la même année. Lors de la Constitution du ministère actuel M. Monis Président du Conseil a promis de faire aboutir la loi sur l'abrogation de l'article 10 et la liberté individuelle (Déclara-

Contre la manière forte, les remèdes se trouvent dans le régime politique. Pas de pouvoir absolu, pas de dictature. N'est-ce pas Napoléon lui-même qui disait que lorsqu'on peut tout ce que l'on veut, il est difficile de ne vouloir que ce que l'on doit ? Et c'est pourquoi il faut modérer et réglementer l'exercice de l'autorité : des droits politiques largement reconnus aux citoyens, une magistrature indépendante, la liberté de la presse, la liberté de la parole, la liberté d'association et de réunion, telles sont les meilleures garanties à cet effet.

Contre la manière sournoise, il faut surtout de bonnes lois, des lois très claires et très précises qu'il soit impossible de tourner, des formes minutieuses et protectrices.

Il y aura bientôt cent ans que le premier Empire a disparu, et si nous avons peu à craindre de la manière violente, nous avons encore beaucoup à redouter de la manière sournoise. Chacun sait que notre liberté individuelle est, à ce point de vue, très insuffisamment protégée. Si quelques-unes des dispositions dangereuses introduites dans nos lois par Napoléon ont disparu, la plupart dont la principale, subsistent toujours. Il y a déjà longtemps qu'un mouvement s'est créé dans la Presse et dans

tion ministérielle du 6 mars 1811). Cette loi ne peut tarder à être votée surtout après certains événements récents et retentissants qui ont donné lieu à plusieurs interpellations (arrestation du financier Rochette, — interpellation à la Chambre le 11 juillet 1910, affaire Marcadé — interpellation de M. Bouyssoux à la Chambre le 17 février 1911).

le Parlement pour en obtenir l'abrogation ! Activé par de récents incidents, ce mouvement semble devoir aboutir. Le ministère actuel (ministère Monis) dans sa déclaration au Parlement a solennellement promis de s'y employer : souhaitons qu'il n'oublie pas sa promesse et qu'il puisse la réaliser.

Vu et approuvé :

Le Président,

F. LARNAUDE.

Vu :

Le Doyen,

P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

ANNEXES

N^o 1

Décret qui constitue le comité privé

Au Palais des Tuileries, le 15 mars 1811.

Napoléon Empereur des Français, Roi d'Italie, Protecteur de la Confédération du Rhin, Médiateur de la Confédération Suisse, nous avons décrété et décrétons ce qui suit :

Article premier. — Le rapport des commissaires que nous avons désignés pour l'inspection des prisons d'État est renvoyé à l'examen d'un Comité qui se tiendra trois fois par semaine chez notre cousin le Prince archichancelier.

Art. 2. — Ce comité sera composé du Grand-juge ministre de la justice, du ministre de la police, Garnier, président du Sénat, comte Abrial sénateur, comte Régnaud-de-Saint-Jean-d'Angely Ministre d'État, des comtes Boulay, Muraire, Merlin, Jollivet, Pelet, Réal conseillers d'État, du baron Pasquier et du chevalier Anglés maître des requêtes.

Art. 3. — Le comité après avoir pris connaissance du rapport des commissaires, des réclamations et observations de chaque détenu et des renseignements à chacun d'eux existants dans les bureaux du ministère de la police prépareront un travail et des résultats qui seront mis sous nos yeux avec le tableau général des prisonniers d'État et dont il sera fait un rapport par notre Grand-juge ministre de la justice dans un conseil privé spécial conformément à l'article 3 titre 1^{er} du décret du 3 mars 1810.

Nos DES AFFAIRES	DATES de L'ENREGIS- TREMENT	NOMS DES PRISONNIERS et EXTRAITS DE LEURS RÉCLAMATIONS	NOMS des RAPPORTEURS
77	8 th ^{or} an XII 15 janv. 14 juillet 14 sept. 1813	DESOL de GRISOLLES Amnistié lors de la pacification de la Vendée comme le constatent ses certificats, arrêté le 3 nivôse, il s'évada, arrêté de nouveau le 13 vendémiaire dernier et incarcéré au Temple, absous par une commission militaire, il a cependant été compris dans la liste des brigands. Nouvelle pétition de Desol. Autre réclamation. Autre réclamation.	M. Boissy d'Anglas
84	15 th ^{or} an XII	De la ROUZIÈRE Il réclame contre une méprise d'écrou.	M. Boissy d'Anglas
103	14 fruct ^{or} an XII	Martin-René-Jacques LECLEC M ^{me} Leclerc expose que son mari accusé d'embauchage a été acquitté le 24 frimaire, an 10 par le tribunal criminel spécial du Maine-et-Loire qui le mettait à la disposition du général. Détenu depuis 3 ans et sollicite de nouveau sa mise en jugement ou en liberté. — Expédition du jugement a été produite.	M. Boissy d'Anglas
388	14 déc. 1809	Philippe COURBET Propriétaire, détenu depuis 5 ans à Bicêtre; il dit ignorer les motifs de son arrestation, n'avoir subi aucun interrogatoire et sollicite sa mise en liberté ou sa mise en surveillance dans sa commune.	M. Boissy d'Anglas
517	28 août 1912	Alexis-Nicolas HENNEQUIN	M. Pastoret.

DATES DES ACCUSÉS de réception	DATES de la Correspon- dance	SUITE DES AFFAIRES	OBSERVATIONS
8 thor	12 thor 21 thor 15 janv. 1805 16 juillet 15 sept. 18 sept. 1813 25 sept.	Le président ou Ministre de la police, demande de renseignements. Réponse : Détention prolongée par motif de sécurité publique. Accusé de réception de la nouvelle pétition ; on engage Desol à produire un certificat de bonne conduite de son département. Le Président transmet une nouvelle réclamation à S. E. le Ministre de la police. Réponse : Sa haine contre le gouvernement est le motif de sa détention. Le Président demande au Ministre de la police si les motifs de la détention de Desol subsistent encore. Desol de Grisolles est maintenu en détention par décision du Conseil privé de S. M.	
15 thor	19 thor 16 fror	Le président du Ministre de la police demande de renseignements. Réponse du Ministre. Il importe à la sûreté de l'Etat que la demande de M. de la Rouzière ne soit pas accueillie. — Affaire ajournée.	
14 fror	17 fror 19 fror 1 ^{er} jour compaïre	Le Président ou Ministre de la police, demande renseignements. Accusé de réception du Ministre. Le Ministre maintient la détention jusqu'à nouvel ordre.	
	14 déc. 2 fév. 1810	Le Président demande des renseignements à S. E. le Ministre de la police. Réponse : S. M. I. doit prononcer sur le fait de ce détenu.	
	31 août 30 sept.	M. le Président demande des renseignements, à Son Excellence le Ministre de la police et transmet un certificat à l'appui de la pétition. Réponse : Le nommé Hennequin qui refuse de quitter Paris doit rester détenu. Par une pétition en date du 10 novembre Hennequin annonce qu'il a été mis en liberté mais en surveillance. Il réclame contre cette dernière mesure. La Commission répond le 14 du même mois que, n'étant plus détenu l'objet de la réclamations et hors des attributions de la Commission,	

Clos et arrêté le présent registre à Paris, le 27 Mai 1814.

LE PRÉSIDENT : LEMERCIER.

N° 3

Pétition à Messieurs les Sénateurs
composant la Commission
de la liberté individuelle (1).

MESSEIGNEURS,

J'ai l'honneur de vous représenter que mon époux Pierre Renaut tonnelier, rue aux Ours n° 6, division des Lombards est arrêté depuis le 2 ventôse et qu'il est à la grande Force. Ne sachant point le motif de son arrestation et ignorant même la cause de ce qui peut le détenir aussi longtemps après autant de démarches sans pouvoir réussir ; je vous observe qu'il est père de famille et homme établi, qu'il ne sait ni lire ni écrire, qu'il ne s'occupe uniquement que de ses travaux, de sa boutique. Je demande justice pour lui, qu'il soit entendu s'il est coupable ou renvoyé innocent. Je compte sur votre juste humanité.

Femme RENAUT

*Le Président de la Commission sénatoriale de la liberté individuelle
au Ministre de la police*

28 messidor an XII

Il a été adressé, Monsieur, à la Commission que je préside une pétition par la femme Renaut pour son mari détenu à la Grande Force depuis le 3 ventôse. Elle expose que son mari ne connaît pas encore le motif de son arrestation et qu'il n'a pas subi

(1) En marge ces indications écrites par le secrétaire de la Commission, Castellane : « 56 Emmery rapporteur — Accusé de réception le 5 thermidor, la Commission attend des renseignements. »

d'interrogatoire La Commission vous engage, Monsieur, par mon entremise à lui procurer des renseignements sur cette affaire.

*Le Ministre de la police au Président de la Commission sénatoriale
de la liberté individuelle*

28 thermidor an XII

J'ai l'honneur de vous adresser, Monsieur, les renseignements que vous m'avez demandés par lettre du 28 messidor dernier sur le nommé Pierre Renaut, tonnelier détenu à la Grande Force.

Cet individu a été arrêté dans le courant du mois de ventôse dernier comme prévenu de s'être permis des déclamations contre l'ordre des choses établi et comme ayant dit souvent qu'avant peu l'on verrait des changements s'opérer et que le gouvernement serait renversé. Quoiqu'il ait constamment nié les propos qui lui sont imputés, il n'est pas moins certain qu'il les a tenus ; il est d'ailleurs signalé depuis longtemps à la police comme dangereux par l'exaltation de ses idées et ses liaisons avec tout ce qu'il y a de plus impur dans la faction anarchique.

Ces considérations, Monsieur, m'ont déterminé à mettre une condition à l'élargissement de Renaut. J'ai donné l'ordre de le mettre en liberté mais en même temps j'ai cru devoir prescrire d'exiger de lui préalablement une caution qui garantisse la sagesse de sa conduite ultérieure.

J'ai l'honneur de vous saluer

FOUCHÉ

**Accusé de réception de la Commission de la liberté
individuelle, aux pétitionnaires**

Commission sénatoriale de la Liberté individuelle

La réclamation adressée à la Commission sénatoriale de la

liberté individuelle par le nommé. a été reçue
le.

Le Président de la Commission (1)

N° 4

Les membres composant la Commission sénatoriale de la Liberté individuelle à Sa Majesté l'Empereur

SIRE

La commission sénatoriale de la liberté individuelle a reçu le 8 octobre dernier une réclamation de la part de J. B. Lassalle âgé de 60 ans domicilié à Paris. Lassalle y expose qu'il a été arrêté le 24 septembre dernier à Saint-Cloud; traduit dans une maison de détention, sans qu'on lui ait notifié de mandat d'arrêt ni fait subir d'interrogatoire. Il ajoute qu'il s'était rendu à Saint-Cloud pour solliciter la justice et la bienfaisance de Votre Majesté Impériale relativement à des indemnités qu'il prétend lui être dues à raison d'un marché souscrit avec le général Savary et le conseil d'administration de la gendarmerie d'élite. A cette pétition était joint un mémoire imprimé. La simple lecture de ce mémoire a paru établir suffisamment que le sieur Lassalle, avait donné à son affaire une fausse direction et employé pour se défendre des moyens inconvenants. Elle n'en a plus douté lorsque le ministre de la police nous a déclaré par sa lettre du 17 octobre, que ce particulier avait été arrêté par ordre de Votre Majesté et qu'il ne pouvait être mis en liberté qu'en vertu d'une nouvelle décision de sa part.

(1) Cette formule est imprimée et surmontée des emblèmes de la Commission : Un miroir devant lequel se dresse un serpent; derrière luit un soleil; sur un nuage, les tables de la loi et les faisceaux des licteurs.

Si le sieur Lassalle avait été arrêté pendant le séjour ordinaire de Votre Majesté dans la capitale, sa détention aurait pu recevoir un terme; mais il a été emprisonné peu de jours avant votre départ de Paris, peu d'instants avant cette campagne qui élève votre renommée aux plus hautes destinées de la gloire.

Sire, lorsque les plus vastes projets qui aient jamais occupé la pensée d'un grand homme appellent toute votre attention, toute votre sollicitude, il serait possible qu'un simple individu échappât à votre souvenir. Cependant, Sire, ce malheureux depuis plus de trois mois fait entendre à la Commission des réclamations toujours plus instantes; sa santé s'altère d'une façon déplorable et la ruine d'un père de famille peut se consommer.

Votre volonté bien prononcée est qu'aucun de vos sujets ne puisse se plaindre de leur détention. La Commission n'oubliera jamais les paroles de Votre Majesté; elles sont un pacte d'amour et de paix; jamais elle n'a mieux senti le bienfait de son institution que le jour où elle peut s'associer à votre bienfaisance en faisant parvenir au pied de votre trône les réclamations d'un infortuné. Nous venons donc, Sire, invoquer votre clémentie, votre générosité envers le sieur Lassalle et rappeler à votre cœur paternel un vieillard dont la position est véritablement douloureuse. Nous venons vous prier de vous prononcer définitivement sur son sort. La Commission s'applaudit de ce que cette circonstance lui fournisse l'occasion d'adresser à Votre Majesté Impériale ses sentiments de respect, d'admiration et d'amour; ces sentiments, Sire, se multiplieront comme vos actions éclatantes et s'étendent comme vos titres à la reconnaissance publique.

Nous sommes avec un très profond respect, Sire, de Votre Majesté, les très humbles et très obéissants serviteurs et fidèles sujets.

2 janvier 1807.

N° 5

Quelques réponses
du ministre de la police à la Commission
de la liberté individuelle

J'ai reçu, Monsieur le Comte, avec votre lettre du 31 août dernier, la réclamation du sieur Hyde de Neuville détenu au château d'If; il ne dépend pas de moi de faire droit à sa demande.

J'ai l'honneur de vous saluer.

27 septembre 1808.

FOUCHÉ.

*
* *

Les préventions qui existent, Monsieur le Comte, et qui ont amené la détention du nommé François dit d'Artois dont m'entretient votre lettre du 19 août, ne peuvent donner lieu à des poursuites judiciaires, mais elles intéressent trop la sûreté de l'État pour qu'aucune considération détermine à le rendre à la liberté.

29 août 1808.

*
* *

J'ai l'honneur de vous informer que le nommé Sevin qui a réclamé sa liberté près de la Commission sénatoriale de la liberté individuelle a été maintenu en détention par décision du Conseil privé de Sa Majesté en date des 9 et 10 juillet 1811.

Agréez..., etc.

Duc de Rovigo.

N° 6

Extraits des : États de prisonniers d'État
soumis à l'Empereur au Conseil privé
des 19 avril-3 mai 1812
(BB³*188)

1^{re} Classe : Prisonniers d'État proprement dits

NOMS et PRÉNOMS	AGE	LIEU de naissance	DOMICILE QUALITÉS et PROFESSIONS	EPOQUE de la détention	LIEU de la détention	MOTIFS DE LA DÉTENTION
BAZIN (Jacques-Rigomer)	40 ans	Le Mans	Homme de lettres demeurant à Paris	30 juin 1809	Ham (Somme)	A été impliqué dans l'affaire Maler. D'après les ordres de S. M. il avait été mis en liberté et il lui fut délivré un passeport pour Le Mans. Il ne s'y est point rendu a été arrêté de nouveau le 30 juin 1809. Il paraît que son refus d'aller au Mans n'a eu d'autres motifs que la crainte de ne pas trouver dans cette commune des moyens de subsistance.
MENDOLA (Pietro)					Vincennes (Seine)	Chef d'insurgés espagnols, arrêté par ordre de Sa Majesté.
POLIGNAC (Armand-François-Héraclius)	39 ans	Paris	Ancien militaire	Octobre 1803	Maison de santé Dubuisson à Paris	L'un des conspirateurs condamnés à mort par la Cour criminelle de la Seine et gracié par S. M.
POLIGNAC (Jules-Armand-Auguste)	31 ans	Paris		Mars 1804	Idem	Frère du précédent condamné à deux ans de détention (affaire Georges.)
SOZIA	55 ans	Province de Bari	Avocat	1 ^{er} novembre 1806	Campiano Apennins	Détenu sur la demande de S. M. le roi de Naples qui l'a signalé comme dangereux

(1) Lettre citée par Grasilier : *Aventures politiques sous le Consulat et l'Empire*, p. 208. Mêmes ordres des 15 et 21 février 1811. Le Comité bien que ne connaissant pas les motifs de ces détentions fut d'av

des détenus pour délits politiques

AUTORITÉS qui ont prononcé la détention	OBSERVATIONS ET DEMANDES DES DÉTENUS	OPINION DES COMMISSAIRES DE SA MAJESTÉ	DÉCISIONS de Sa Majesté
Maintenu en détention pour un an par la décision prise par S. M. dans son Conseil privé des 9 et 10 juillet 1844.	Demande à être mis en liberté ou envoyé en surveillance à Rouen.	Les Commissaires estiment qu'à l'expiration de l'année il y aura lieu d'envoyer ce détenu en surveillance à Rouen.	Maintenu à Campiano Cf. AFIV 95
Maintenu provisoirement en détention par décision de S. M. prise en son Conseil privé des 9 et 10 juillet 1844.		D'après les ordres de S. E. le ministre de la police générale contenus en sa lettre du 7 novembre 1840 (1) que le Commandant du Château a représenté aux Commissaires de S. M. ce détenu n'a point été interrogé et les Commissaires se sont bornés à constater son existence, le 23 novembre 1844.	
Par décision prise dans son Conseil privé des 10 juillet 1844 S. M. a ordonné de le laisser dans la maison de détention où il est.	S'en rapporte à la générosité de Sa Majesté à qui il serait heureux de pouvoir prouver sa reconnaissance.	Le laisser dans la maison de santé où il se trouve.	
Idem	Réclame avec confiance et respect l'exécution du jugement qui le concerne et s'en rapporte à la générosité de S. M. dont il attend les ordres avec une parfaite résignation.	Idem	
Maintenu en détention jusqu'à la paix générale par décision de S. M. du 24 janvier 1844.	Assure n'avoir point été interrogé, observe qu'ayant une femme et 6 enfants et se trouvent dans un état de maladie qui met sa vie en péril son intérêt est d'être tranquille. Il demande sa liberté.	Ce détenu est constamment malade. D'après les bons renseignements donnés sur son compte par le commandant du fort les Commissaires pensent qu'on peut le renvoyer dans son pays	Maintenu

Mr Von der Sahla et Garnier. Regnaud protesta contre ces ordres dans les séances du Comité privé et les maintenir.

2^e Classe : Prêtres détenus à raison

NOMS et PRÉNOMS	AGE	LIEU de naissance	DOMICILE QUALITÉS et PROFESSIONS	EPOQUE de la détention	LIEU de la détention	MOTIFS DE LA DÉTENTION
DE BOULOGNE (Étienne-Antoine)	64 ans	Avignon	Evêque de Troyes démis- sion- naire	12 juillet 1811	Vin- cennes	Ses papiers contiennent beaucoup de notes de son écriture qui toutes ont pour objet de prouver que le Concile ne peut rien faire sans l'approbation préalable du pape. Ces notes renferment des opinions très violentes : « que la religion s'anéantisse plutôt que de ne pas la conserver telle que nous l'avons reçue..... Les persécutions auxquelles notre refus peut nous exposer seront préférables au déshonneur qui serait le résultat de notre faiblesse si nous cédions etc... » Il a prétendu que personne ne lui avait fait d'observations sur ses opinions quoiqu'il les eut fait connaître à des personnes éminentes. L'esprit d'opposition que montre ce prélat est d'autant plus étrange qu'en qualité d'aumônier de S. M. il avait des obligations plus particulières à entretenir et servir Sa Majesté.
HIRN (François Joseph)	62 ans	Stras- bourg	Evêque démis- sion- naire de Tournay, membre de la Légion d'Honneur, Baron de l'Empire	12 juillet 1811	Vin- cennes	Ses papiers contiennent entre autres choses des observations détaillées sur le projet de décision qui paraît avoir été soumis au Concile et qui a pour objet d'établir que le Pape peut seul prononcer. Il se trouve aussi un projet de rapport dans le même esprit écrit par M ^{sr} l'Evêque de Troyes sur des notes de M. Hirn. Il avait entretenu une correspondance directe avec le Pape à Savone dans laquelle il lui annonçait qu'il avait fait exprès deux voyages à Paris pour tout examiner promettant de lui rendre le compte détaillé de ses observations et changements ainsi le caractère d'évêque français contre celui d'espion du Pape.
PACCA	55 ans	Bénévent	Cardinal Prêtre de l'Eglise romaine	4 août 1809	Fenes- trelles (Pô)	Pro secrétaire d'Etat de la Cour de Rome arrêté par ordre de Sa Majesté par suite des affaires de Rome.

es affaires ecclésiastiques

AUTORITES qui ont prononcé la détention	OBSERVATIONS ET DEMANDES DES DÉTENUS	OPINION DES COMMISSAIRES DE SA MAJESTÉ	DÉCISION de Sa Majesté
Le Ministre de Police.	Déclare que l'opinion qui a été émise par le Concile lui a paru la plus conforme au bien de l'Etat et de la Religion et au service de S. M.; qu'il n'a fait que suivre la majorité; qu'il n'a exercé aucune influence; que ses principes sont consignés dans la lettre qu'il a adressée au pape pour l'engager à donner des bulles; qu'il n'a employé son ministère qu'à faire aimer la personne Auguste de S. M.; qu'il a donné sa démission pour prouver à S. M. son respect et sa soumission; qu'il désire se retirer à Lyon et que quelque soit le sort que l'Empereur lui réserve il n'en conserve pas moins une éternelle reconnaissance pour les bienfaits dont S. M. a daigné le combler et la plus profonde douleur d'avoir pu encourir sa disgrâce.	Les commissaires sont instruits que depuis leur visite M. de Boulogne a été mis en liberté.	
Le Ministre de Police.	Assure que dans l'interrogatoire subi par lui à la police, il a justifié le post-scriptum de la lettre par lui écrite à l'évêque de Savone vers la fin de 1816, seul objet sur lequel il ait été interrogé et réclame la clémence de S. M. I. et R. pour lequel il est toujours prêt à verser la dernière goutte de son sang et auquel il restera toujours soumis et aussi affectueusement qu'invariablement attaché.	Sa Majesté seule peut avoir une opinion sur ce détenu.	
Maintenu en dé- cision par déci- de S. M. en Conseil privé 9 et 10 juillet 1.	Observe que sa santé est très faible; qu'il est au secret et sans secours de médecins et sans être a portée d'aucun remède. N ^a A refusé de signer ne voulant pas, a-t-il dit obtempérer à aucun interroga- toire juridique.	Id.	

**3^e Classe : Prisonniers qui après avoir été traduits devant les Tribunaux
de la Société a paru exiger que la détention**

NOMS et PRÉNOMS	ÂGE	LIEUX de naissance	DOMICILE QUALITÉS et PROFESSIONS	ÉPOQUE de la détention	LIEU de la détention	MOTIFS DE LA DÉTENTION
Boccechiampi (Joseph - Louis)	42 ans	Oletto (Golo)	Propriétaire à Bastia	1803	La Force venant de Parme	Il avait été arrêté à Pise, soupçonné d'être l'agent et le moteur en Toscane d'une conspiration anglaise; traduit devant la Commission militaire de Parme, il fut acquitté et retenu en détention sur la demande du ministre de France à Gènes. M. le général Morand l'a signalé depuis comme un homme dangereux ayant été en Corse le chef du parti anglais et étant, ainsi que sa famille ennemi déclaré du gouvernement de S. M.
Torcy (Louis-Charles)	42 ans	Paris	Ancien militaire	Mars 1810	Bicêtre	Arrêté à Louviers (Eure) n'a voulu donner aucune lumière sur son origine. Détenu jusqu'à ce qu'il ait fourni des renseignements certains sur sa personne et son origine.

ont été acquittés malgré des présomptions de culpabilité telles que l'intérêt
maintenue par mesure de haute police.

AUTORITES qui ont prononcé la détention	OBSERVATIONS ET DEMANDES DES DÉTENUS	OPINIONS DES COMMISSAIRES DE SA MAJESTÉ	DÉCISIONS de Sa Majesté
Maintenu en dé- tention par déci- on de S. M. en n Conseil privé es 9 et 10 juillet 41.	Expose qu'il a été acquitté à l'unanimité par la Commission militaire de Parme sur les cinq chefs d'accusation intentés contre lui; il demande, dans le cas où contre son attente il serait survenu contre lui quelques nouvelles accusa- tions à être mis en jugement sur ces nouvelles accusations et dans le cas contraire à être mis en liberté.	Attendu que les commis- saires n'ont pas connais- sance qu'il existe contre ce détenu d'autres préven- tions que celles sur les- quelles il a été acquitté à l'unanimité, ils estiment qu'il peut être mis en liberté.	Maintenu en dé- tention à la suite du Conseil privé du 9 mai 1842. Cf. AFIV-95.
Idem.	Déclare qu'émigré depuis 1791, il ne rentra en France qu'en janvier 1802; qu'arrivé à Auxerre sans passeport et désirant se rendre à Bordeaux, il en prit un sous le nom de Cormier (nom d'un domestique qu'il avait laissé en Allemagne); qu'ar- rêté à Angers il fut condamné à 4 ans de fer comme faussaire quoiqu'il n'eut déguisé la vérité qu'en changeant de nom à cause de sa qualité d'émigré et que soit sous son nom supposé, soit sous son vrai nom il n'eut souscrit ni promesses, ni obligations, ni actes quel- conques et n'eut causé le moindre tort à personne; qu'ayant déchiré l'humili- ante feuille de route qui lui fut déli- vrée lorsqu'il quitta Brest, il a été arrêté à Louviers faute de passeport; que personne n'allègue aucun fait contre lui; qu'il n'a été reconnu par aucun des détenus qui se sont succédés depuis 8 ans dans les différentes prisons où il a été ce qui suppose l'absence de toute liaison suspecte. Il supplie S. M. de le faire mettre en liberté ou en jugement, sinon d'ordonner sa translation dans une autre prison afin qu'il ne soit pas plus longtemps confondu avec les voleurs et assassins ou enfin de le faire fusiller sur le champ.	Vu la bonne conduite que ce détenu a constamment te- nue dans les prisons où il a été déposé et sa manière de parler et d'écrire qui décèlent un homme qui a reçu la meilleure éduca- tion. Vu en outre sa longue détention qui dure depuis dix ans les commis- saires estiment qu'il doit être mis en liberté.	Idem.

4^e Classe : Hommes vicieux prévenus de crimes ou de délits

NOMS et PRÉNOMS	AGE	LIEU de naissance	DOMICILE QUALITÉS et PROFESSIONS	EPOQUE de la détention	LIEU de la détention	MOTIFS DE LA DÉTENTION
BASTARD DE LA ROCHE (Charles)	50 ans	Amiens	Rentier	Janvier 1811	Bicêtre	Ses escroqueries et ses bassesses ont dété- miné M. le Préfet et sa famille demander sa réclusion. Ses parents n' voient pas d'autre frein à opposer à deshonneur dont il ne cesserait de les couvrir.
FONTAINE (Antoine-Louis)	49 ans	Paris	Ex-régisseur de l'école vétérinaire de Lyon	22 mars 1809	Sainte- Pélagie	Comptable à retenir jusqu'à nouvel ordre
MARCOTTE DE FORCEVILLE (Marie-Nicolle)	34 ans	Paris		5 dé- cembre 1808	Maison de Refuge à Paris	Son frère alors colonel et inspecteur aux revues et ses sœurs sollicitèrent la réclu- sion de cette demoiselle qui se livrait aux désordres les plus scandaleux. Leur demande fut appuyée par M. Camet de la Bouardière, maire du II ^e arrond. qui cer- tifica les faits et annonça que la mère de cette demoiselle était morte du chagrin que lui avait causé sa conduite deshono- rante.

pour lesquels ils n'ont pas été traduits devant les tribunaux

AUTORITÉS qui ont prononcé la détention	OBSERVATIONS ET DEMANDES DES DÉTENUS	OPINIONS DES COMMISSAIRES DE SA MAJESTÉ	DÉCISIONS de Sa Majesté
Maintenu en détention par décision de S. M. au conseil privé des 10 juillet 1841.	Assure qu'on ne saurait lui faire d'autre reproche que celui d'avoir dépensé plus que son revenu; prétend que sa détention est l'effet d'une haine de famille; observe que ses enfants n'y ont point part et demande sa liberté.	Attendu que cette affaire est purement particulière et de famille et que les lois ont prévu le cas d'interdiction dont la poursuite devant les tribunaux appartient aux parents, les commissaires estiment que ce détenu doit être mis en liberté.	Maintenu en détention le 9 mai 1842. A.Fiv.95.
M. le conseiller d'Etat préfet de police par ordre du Ministre de l'intérieur.	Déclare qu'un arrêté de S. E. le ministre de l'Intérieur le répute débiteur d'environ 40.000 francs, sauf à justifier ultérieurement de l'emploi de cette somme. Assure avoir, depuis la notification de cet arrêté sollicité vainement la liquidation de son compte en usant de la faculté de compiler les pièces qui existent au ministère de l'intérieur, de faire régulariser celles rejetées provisoirement pour défaut de forme et de suppléer ces lacunes par d'autres pièces qui sont en son pouvoir. Demande sa liberté pour exécuter l'arrêté de S. E. le ministre de l'Intérieur du 13 floréal, an XII concernant sa comptabilité, ce qu'il ne saurait faire tant qu'il sera détenu.	Attendu qu'il ne peut être délivré de contrainte contre ce détenu et que sa détention dure depuis près de trois ans sans qu'il ait été employé contre lui aucune forme légale pour le constituer définitivement en débet les commissaires estiment qu'il doit être mis en liberté.	Mis en liberté le 9 mai 1842.
M. le préfet de police.	Demande à être mise dans une autre maison.	La maintenir au Refuge.	

NOMS et PRÉNOMS	AGE	LIEU de naissance	DOMICILE QUALITES et PROFESSIONS	ÉPOQUE de la détention	LIEU de la détention	MOTIFS DE LA DÉTENTION
CLEVERS (Marie-Anne- Gertrude)	35 ans	Bonn (Rhin-et- Moselle)	Sans état	Sep- tembre 1807	Saint- Lazare	Femme cynique mendiant avec insolence près des grands. Elle s'est permis de faire des récits fabuleux sur de préten- dus apostrophes qu'elle aurait adressées à S. M. Elle joint à un babil révolution- naire, beaucoup d'impudence et un ardeur factice. Depuis son arrestation elle a adressé à S. E. le Ministre de la police plusieurs lettres qui contiennent les principes les plus séditieux et des pensées atroces contre S. M. Elle avait été transférée des Madelonnettes à la Salpêtrière en exécution d'une décision de S. M. prise en son Conseil privé le 3 avril 1809. Elle y a tenu la conduite la plus répréhensible et on a été obligé de la retirer de cette prison où elle jetait le trouble et le désordre.
PAJOT dit GALLA	57 ans	Vierzac (Creuse)	Convreur	en 1793 Mars 1806	Ile de Ré Bicêtre	Brigand évadé des prisons de Limoges.
PFEIFFER (Catherine)	30 ans		Marchande de mercerie près Mayence	Août 1811	Saint- Lazare	A figuré successivement dans les bandes de Schinderhams, de Heissele et de Jh. Krug. De son propre aveu convaincue de vols et de meurtre, mais la prescription ne permet pas de la poursuivre judi- ciairement.
STEININGER (Jean-Adam)	36 ans		Marchand forain			Id.

gens sans aveu

AUTORITÉS qui ont prononcé la détention	OBSERVATIONS ET DEMANDES DES DÉTENUS	OPINIONS DES COMMISSAIRES DE SA MAJESTÉ	DÉCISIONS de Sa Majesté
Dans la séance Conseil privé : 9 et 10 juil- 1811 S. M. a ordonné de la maintenir en dé- tention.	A dit que c'est pour avoir été à Fontaine- bleau qu'on l'a arrêtée; qu'elle croit pourtant avoir commettre tout autre le droit d'y aller, qu'elle ne connaît de grands que ceux qui ont rendu service au genre humain... à quoi elle a ajouté des ré- flexions bizarres que les commissaires n'ont pas cru devoir mettre par écrit.		
maintenu en dé- tention 9-10 juil- 1811.	Prétend que c'est comme soupçonné de ne point aimer la Révolution qu'il a été arrêté en 1793 et conduit à l'île de Ré. — Demande sa liberté pour aller em- brasser ses enfants qu'il n'a pas vus depuis 18 ans.	Maintenir en détention jus- qu'à ce qu'il puisse être dé- porté.	
Le comte l d'après une sion de S. E. ministre de la ce du 8 août l.	Demande sa liberté pour élever l'enfant qu'elle allaite et trois autres qu'elle a laissés en Allemagne.	La maintenir en détention.	
Id.	Prétend n'avoir aucun reproche à se faire et demande sa liberté.	La maintenir en détention.	

N° 7

Rapport de Dubois et de Corvetto
conseillers d'Etat,
inspecteurs des prisons d'Etat pour 1912.
(AF^{IV} 1237)

Pierre-Chatol (Ain). — Prison parfaitement isolée, très sûre, très salubre ; elle a deux destinations incompatibles car outre les prisonniers d'Etat, elle contient 146 condamnés à la déportation dont 8 femmes. Nous y avons trouvé 7 prisonniers d'Etat. Ces prisonniers ne jouissent pas du traitement accordé par Votre Majesté dans votre décret du 3 mars 1810 ; cinq étaient dans un grand dénuement ; ils manquaient même de vêtements. Sur l'avis que nous avons donné à S. E. le ministre de la police générale, il y a été pourvu. La garnison a beaucoup de peine à vivre dans un pays qui ne présente aucune ressource et où il n'y a pas d'autre habitation que le château. — Les déportés sont isolés des prisonniers d'Etat, mais le lieu de promenade étant commun, ces derniers en sont presque privés dans les jours courts. Il n'y a pas de gardien ou guichetier spécial pour les prisonniers d'Etat.

Fenestrelles, département du Pô, arrondissement de Pignerol. — Les prisonniers au nombre de 31 sont bien nourris, chauffés, éclairés et blanchis moyennant 1 fr. 77 par tête et par jour que la police paie. Ils ont en outre 5 francs pour leur habillement et leurs menues dépenses, mais, cette somme est insuffisante pour ceux qui n'ont pas de ressources personnelles et pour ceux surtout qui sont habitués au tabac. Il n'y a point d'officier de santé à Fenestrelles ; il serait à désirer qu'il y en eut un qui connut aussi la pharmacie.

Campiano, département des Apeanins, arrondissement de Pontremoté. — Prison très sûre et très salubre. 30 prisonniers d'Etat

bien nourris, chauffés, blanchis et éclairés moyennant 1 fr. 70 par jour et par tête. Ils ne reçoivent rien au delà, pas même de vêtements. Deux prisonniers qui n'ont aucune ressource personnelle réclament contre ce dénuement.

Château d'If, département des Bouches-du-Rhône, arrondissement de Marseille. — Prison très sûre, mais il serait à désirer pour la salubrité que la plate forme qui est au-dessus des chambres des prisonniers fut réparée; l'eau des pluies filtre à travers les dalles de la voute et rend les chambres humides; il faudrait aussi que toutes les chambres fussent recrépies et blanchies. Les prisonniers ne reçoivent que 1 fr. 25 pour leur nourriture; ils ont aussi une ration de pain et de biscuit, lorsque les vents rendent la communication impraticable avec Marseille. Les prisonniers réclament l'exécution des avantages que leur accorde le décret du 3 mars. Ils se plaignent aussi de l'incapacité du chirurgien qui cependant reçoit un traitement de 1.500 francs. Elle contient 11 prisonniers.

Château de Ham, département de la Somme, arrondissement de Péronne. — Prison sûre, 36 prisonniers. Il ne manquerait rien à la salubrité, si l'on y établissait une infirmerie et s'il y avait un officier de santé attaché à la prison et salarié par le gouvernement. C'est le sieur Subes, médecin à Ham qui soigne les détenus mais tous n'ont pas les moyens de le payer. Le quartier du commandant tombe en ruine. Les prisonniers se plaignent de ne recevoir que 25 sols par jour; ils réclament l'exécution du décret du 3 mars 1810 concernant le traitement.

Château de Bouillon, département des Ardennes, arrondissement de Leclan. — Cette prison nous a paru très sûre. Le commandant habite une maison séparée. Elle renferme 14 détenus; elle pourrait en contenir 50. Il y a 31 hommes de garnison. Les détenus qui n'ont pas de ressources personnelles se plaignent de ne recevoir que 25 sols par jour. Ils réclament l'exécution du décret du 3 mars 1810 concernant leur traitement.

Vincennes, département de la Seine, arrondissement de Sceaux. —

Cette prison est sans contredit la plus sûre et la plus salubre de celles que nous avons visitées. La garnison est de 944 hommes de la garde impériale. Les détenus y sont bien nourris et bien chauffés au moyen de grands poêles qu'on y a établis ; ils sont aussi bien et proprement couchés et ont en outre tous les petits meubles qui leur sont nécessaires. Nous n'avons entendu aucune réclamation à ce sujet de la part des détenus.

Prison de Bicêtre, La Force, Sainte Pélagie, Saint-Lazare et maisons de santé Belhomme, Richebraque, Dubuisson et du Refuge, département de la Seine. — Nous avons trouvé tous les prisonniers séparés des autres détenus dans les quatre prisons que nous venons de désigner, mais comme ils reçoivent la même nourriture et le même traitement que les condamnés, tous ont réclamé l'exécution du décret du 3 mars 1810.

En outre 24 détenus de l'Ouest sont dans les prisons du Luxembourg, détenus par ordre du ministre de la guerre depuis 1803 et 1804. Il nous ont remis une pétition par laquelle ils suppliaient votre Majesté de leur pardonner de n'avoir pas répondu en servant sous les drapeaux de Votre Majesté dans tel régiment qu'il plaira au ministre de désigner.

Nous sommes avec respect... etc.

Paris, 31 janvier 1812.

DUBOIS, CORVETTO.

N° 8

Extrait d'un rapport du procureur général
de Bruxelles, Daniels au Grand-juge
ministre de la justice (14 avril 1813).
(BB³⁰ 189) (1).

... Qu'il me soit permis d'adresser à Votre Excellence quelques observations dans l'intérêt de ces détenus (1) principalement à l'égard de ceux qui se trouvent à Villevoorde. Parmi ceux-ci quelques uns se trouvent en prison depuis 5 ans ; les motifs qui ont déterminé cette mesure doivent, depuis cette époque, avoir perdu de leur urgence et une assez longue captivité paraît avoir expié des fautes qui n'ont pas paru suffisamment prouvées pour mériter dans le temps l'application de la loi. D'autres qui ont été arrêtés sur de simples préventions demandent à être mis en jugement et à sortir de l'incertitude dans laquelle ils vivent. Quelques uns soutiennent qu'ils ignorent absolument les motifs de leur détention ; il y en a qui paraissent être victimes de la haine et il me semble que cette observation s'applique particulièrement au nommé Grosse détenu depuis 1808. Enfin plusieurs affligés de leur sort traînent une vie languissante et qui aura bientôt un terme si la liberté à laquelle ils aspirent et qu'ils envisagent comme une justice tarde à leur être rendue.

(1) Ce rapport donne une liste des individus détenus par mesure de haute police en Belgique : à Vilvoorde 58, à Gand 33, à Bruges 8. Ont été mis en liberté au commencement de 1813, à Vilvoorde 9, à Gand 32.

N° 9

Lettre du Duc de Rovigo, Ministre de la police à Cambacérès, archi-chancelier de l'Empire. (AF^{IV} 1302) (1).

Je vous adresse, Monseigneur, deux listes. La première comprend les gens qui ont marqué de la manière la plus révoltante en 1793 qui ont en grande partie continué à se faire remarquer par un langage nuisible à l'esprit de la populace sur laquelle ils ont conservé de l'influence et qui seraient bientôt dangereux s'ils trouvaient la moindre occasion de renouveler leurs désordres ; la deuxième composée de dix individus vivant de vols ou d'escroqueries... Le renvoi des gens qui ont marqué dans la Révolution soit par leurs vociférations dans les Clubs soit par l'exaspération de leurs principes soit enfin par la participation qu'ils ont eue dans les massacres du 2 et 3 septembre a excité quelques réclamations quoiqu'on ait fait le choix sur des listes existant depuis longtemps à la police et qui ont été contrôlées à plusieurs époques par des hommes d'opinions différentes ce qui ne laisse aucun doute sur l'exactitude des renseignements qu'elles renferment. J'avouerai même qu'après les avoir parcourues, je ne puis m'expliquer comment la police de Paris n'a pas sans bruit et sans secousse trouvé des prétextes pour faire partir chaque année un certain nombre de ces individus qui seraient maintenant établis au loin et dont la capitale se serait trouvée définitivement purgée.

(1) Plusieurs des individus portés sur cette liste furent emprisonnés le mois suivant à Pierre-Chatel. Il est probable que la plupart d'entre eux, sinon tous, subirent tous le même sort. Cf. Destrem, *op. cit.*, p. 260 et suiv.

Etat des individus qui ont marqué dans la Révolution qu'il a paru d'une sage prévoyance d'éloigner de la capitale. Ils ont reçu l'ordre de se rendre en surveillance dans différentes communes et sont partis pour leur destination.

Carette. — L'un des déportés en vertu du Sénatus-consulte du 14 nivôse an IX. Cet homme sans moyen d'existence à Paris mécontent.

Plançon. — Ancien membre du comité révolutionnaire de la section de Gravilliers arrêté plusieurs fois depuis et ayant conservé les mêmes opinions.

Renaud. — L'un des plus ardents révolutionnaire, on assure qu'il a été l'un des assassins de septembre. Un de ses frères est mort aux galères et lui-même plusieurs fois mis en jugement a continué d'avoir la plus mauvaise réputation d'une très mauvaise conduite. Il tenait une maison de filles publiques.

Jacquet. — S'est fait remarquer dans tous les mouvements insurrectionnels. Il a été contrôleur à l'académie royale de musique et s'est fait chasser pour malversation. Depuis il a été condamné à 500 francs d'amende comme l'auteur d'un libelle contre un nommé M. Combaz.

Durand. — L'un des anarchistes les plus sanguinaires. On assure qu'il a été l'un des assassins des 2 et 3 septembre. Redouté dans son quartier par son caractère violent. On le regarde encore comme dangereux quoique depuis quelque temps il se soit montré plus tranquille.

Benard. — Cordonnier, ancien membre de la section du Roule.

Bourrier. — Serrurier homme violent et dangereux, a été l'un des instigateurs de la section du Museum. Il a conservé les mêmes principes.

Collet. — Doreur sur métaux, ancien membre de la section du faubourg Montmartre, a encore les mêmes opinions.

Chevallier. — Ex-sergent des gardes françaises l'un des principaux meneurs de la section du Roule.

Coppie. — Serrurier, était un des grands motionnaires de la section du faubourg du Nord. Il a conservé les mêmes opinions.

André. — L'un des déportés en exécution du Sénatus-consulte du 14 nivôse an IX.

Niquille. — Ancien agent de police, l'un des déportés en exécution du S.-G. du 14 niv. an IX.

Jacquot-Villeneuve. — Ancien officier de paix, déporté en exécution du S.-G. du 14 niv. an IX.

Daubanton. — Bijoutier au Palais-Royal, ancien membre du Comité révolutionnaire de la section de la Butte des Moulins : il se permet souvent des propos contre le gouvernement.

Dié Motronneur. — Exagéré de la maison de Bonne-Nouvelle. Il tient des propos malveillants sur les affaires publiques.

Santhonax. — Ex-commissaire civil à Saint-Domingue.

Harmand de la Meuse. — Ex-membre du Conseil des Cinq-cents, préfet destitué de Colmar, actuellement dans une extrême misère, aigri et mécontent.

Colombel. — Ex-conventionnel.

Devaux. — Ancien membre du tribunal révolutionnaire de la section de Mucius Scævola. Il a été arrêté, il y a quelque temps pour avoir tenu des propos contre le gouvernement.

Lebas. — Anciennement chargé de la police militaire, destitué pour cause de mauvaise conduite. Actuellement, il est dans une extrême misère et se montre extrêmement mécontent.

Labrosse. — Anarchiste de la section du jardin des Plantes, ayant conservé les mêmes opinions et se montre souvent indiscret dans ses propos.

Polus. — Tailleur d'habits, impliqué dans l'affaire du camp de Grenelle, grand motionnaire de la section. C'est cet individu qui avertit Soulaire de prendre la fuite après que ce dernier eut osé parler à S. M. dans le faubourg Saint-Antoine.

Piorry. — Médecin, anarchiste connu et actuellement bavard mécontent. Il allait tous les jours au Palais-Royal pour y recueillir et répandre de mauvaises nouvelles.

Janson. — Connue pour avoir été l'un des fougueux anarchistes de la Révolution ; on se souvient dans son quartier de sa conduite et on le fuit encore actuellement. On assure qu'il a été l'un des assassins du 2 septembre.

Biennoit. — Marchand de volailles fournissant la maison de S. M., connue pour son exaltation dans la Révolution, a conservé les mêmes principes. C'est un homme violent et dangereux. Le caractère de cet homme n'a pas changé puisqu'à la fin de l'année dernière il a fallu lui arracher des mains sa femme qu'il allait assassiner.

Defontaine. — L'un des déportés en exécution du S. G. du 14 nivôse, an IX.

Marion. — Ouvrier connue par sa conduite révolutionnaire. Il a été compromis dans l'affaire de Grenelle. On le signale encore aujourd'hui comme un homme très turbulent.

Gaspard Durand. — Connue dans la Révolution pour un des assassins du 2 septembre ; il a depuis été arrêté plusieurs fois.

Suit une seconde liste de dix individus qualifiés « querelleurs, dangereux dans les cabarets et dans les mauvais lieux, bien connus comme capables de se porter à tous les excès, connus pour leur immoralité, etc.. »

13 juillet 1813.

BIBLIOGRAPHIE

ARCHIVES NATIONALES. — Séries CC 60, Procès-verbaux des séances de la Commission sénatoriale de la liberté individuelle.

Séries CC 61 et 62, Sommaire des affaires.

Séries CC 63, Répertoire.

O² 1430 à 1437. Pétitions des détenus. — Lettres de la commission de la liberté individuelle. — Réponses du ministre de la police.

AF^{iv}* 95. Procès-verbaux des séances du Conseil privé.

AF^{iv} 1236 et 1237. Secrétairerie d'état impériale. — Papiers relatifs aux conseils privés. — État de détenus. — Rapports des conseillers d'état inspecteurs.

BB³⁰* 188. *État en cinq classes* des prisonniers d'état en 1811.

Revue pénitentiaire, 1901. — Rapport de M. LARNAUDE sur les garanties de la liberté individuelle. — Discussion sur ce rapport. — Rapport de M. LEREBOURG PIGEONNIÈRE. — De la responsabilité des magistrats par M. Félix LACON. — Rapport de M. P. JOLLY sur la proposition de loi de M. DE ROMEL.

Pandectes françaises. — Arrestation arbitraire.

La Révolution française (Revue dirigée par M. AULARD).

DUVERGIER. — *Recueil des lois.*

MAVIDAL et LAURENT. — *Archives parlementaires*, 2^e série (1800-1860).

BUCHÉZ et ROUX. — *Histoire parlementaire de la Révolution française*, 1834-1838, 40 vol. in 8°, t. 39 et 40.

AULARD. — *Paris sous le Consulat*, 4 vol. in-8°. Recueil de documents pour l'histoire de l'esprit public à Paris, 1903-1910, 4 vol. in-8°.

HAUTERIVE. — *La police secrète du premier Empire* (Bulletins quotidiens de Fouché à Napoléon, 1804-1805), in-8°, 1908.

AULARD. — *Histoire politique de la Révolution française.*

Études et leçons sur la Révolution française (2^me série : études sur les causes du 18 brumaire, le lendemain du 18 brumaire, l'établissement du Consulat à vie. — 3^me série, étude intitulée : la liberté individuelle sous l'Empire), in-12, 1897-1902.

BENJAMIN CONSTANT. — *Cours de politique constitutionnelle*, édition LABOULAYE, 1861, 2 vol. in-8°.

Lettres sur les Cent-jours, in-8°, 1829.

BONDOIS. — *Napoléon I^{er} et la société de son temps*, in-8°, 1895.

BOULLAIRE. — *La liberté individuelle et la responsabilité des fonctionnaires.*

BOURRIENNE. — *Mémoires*, 4 vol. in-12, 1895.

BROC (Hervé de). — *La vie en France sous le premier Empire*, in-8°, 1895.

BROUSSE et NOGUÈRES. — « Le Consulat, l'Empire » dans *Histoire socialiste*, publiée sous la direction de JAURÈS.

CHALLAMEL. — *Histoire de la liberté en France*, 2 vol. in-8°, 1886 (t. 2).

CHUQUET. — *La jeunesse de Napoléon I^{er}*, 3 vol. in-8, 1897-1899.

COFFINIÈRES. — *Traité de la liberté individuelle*, 1828, 2 vol. in-8°.

CORRÉARD. — *La France sous le Consulat*, in-8°, 1899.

COULON. — *Une réforme indispensable. De la liberté individuelle*, 1901, in-8°.

CRUPPI. — *Napoléon et le jury* (Discours de rentrée à la Cour de cassation, 1896), 1896, in-8°.

CLÉMENTCEAU. — « Proposition de loi sur les garanties de la liberté individuelle », *Journal Officiel*, Sénat. Annexes, 1904, p. 57.

DAUDET (Ernest). — *La police et les chouans sous le Consulat et l'Empire*, in-18, 1895.

DAUNOU. — *Garanties individuelles*, 1819.

DAYOT. — « La liberté individuelle et les prisons d'état sous le premier Empire » (*Revue du Palais*, mai 1898).

DECOURTEIX. — *La liberté individuelle et le droit d'arrestation*, 1879, in-18.

DESMAREST. *Témoignages historiques ou quinze ans de haute police sous Napoléon*, par GRASILIER, 1900, in-18.

DESTREM. — *Les déportations sous le Consulat et l'Empire*, 1885, in-18.

Le dossier d'un déporté de 1804, 1904, in-16.

Documents publiés dans la *Revue historique* de 1878-79.

ESMEIN. — *Traité de droit constitutionnel*, 1909, in-8°.

Histoire de la procédure criminelle en France, 1882, in-8°.

Histoire du droit français de 1789 à 1814, 1908, in-8°.

FAURIEL. — *Les derniers jours du Consulat*, 1886, in-8°.

FORNERON. — *Histoire des émigrés, 1884-90*, 3 vol. in-8°, t. III.

FOUCHÉ. — *Mémoires*, 1906, in-8°.

FUNCK-BRENTANO. — *Les lettres de cachet à Paris*, 1903, in-4°.

GAUTIER. — *M^{me} de Staël et Napoléon*, in-8°, 1903.

GILBERT-AUGUSTIN THIERRY. — *Le complot des libelles*, 1902. :

Conspirateurs et gens de police, 1909.

GUILLON. — *Les complots militaires sous le Consulat et l'Empire*, in-12, 1894.

HAMEL. — *Histoire de deux conspirations du général Malet*, 1873, in-8°.

HÉROLD et JONZON. — *Manuel de la liberté individuelle*, 1868, in-32.

HOUSSAYE (Henri). — 1815, 1898-1905, 3 vol. in-8° (t. 1^{er})

LABOULAYE. — *Le parti libéral*, 1863, in-18.

LANFREY. — *Histoire de Napoléon I^{er}*, 1868-1870, 5 vol. in-18.

LANZAC DE LABORIE. — *Paris sous Napoléon I^{er}*, t. I, Consulat, in-16, 1905.

La domination française en Belgique (1795-1814). 1895, 2 vol. in-8°.

LENÔTRE. — *Tournebut*, 1901, in-8°.

MADÉLIN (Amédée). — *Le premier consul législateur*, 1865, in-8°.

MADÉLIN (Louis). — *Fouché*, 1901, 2 vol. in-8°.

MASSON (Frédéric). — *Napoléon et sa famille*, 1897-1907, 9 vol. in-8°.

MIOT DE MÉLITO. — *Mémoires*, 3 vol. in-8°.

MORIZOT-THIBAUT. — *De l'instruction préparatoire*, 1906, in-8°.

NAPOLÉON I^{er}. — *Correspondance publiée par ordre de Napoléon III*, 1858-1870, 32 vol. in-4°.

Lettres inédites publiées par M. LECESTRE, 1897, 2 vol. in-8°, et M. DE BROTONNE, 1898, 1903, 3 vol. in-8°.

NIGON DE BERTY. — *Histoire abrégée de la liberté individuelle*, in-8°, 1834.

NODIER. — *Souvenirs de la Révolution et de l'Empire*, 1872, 2 vol. in-16.

PAIN. — *Les garanties de la liberté individuelle*, 1883, in-8°.

- PASQUIER (baron DE). — *Mémoires*, 1893-94, 4 vol. in-8° (t. I).
- PEUCHET. — *Mémoires historiques tirés des archives de la police*, 3 vol. in-8°, 1838.
- PICOT. — « Les garanties de nos libertés » (article publié dans la *Revue des Deux Mondes*, juillet 1903).
- POITOU. — *La liberté civile et les pouvoirs de l'administration en France*, 1869, in-8°.
- POULET (Prosper). — *Les institutions françaises de 1795 à 1814*.
- RÉMUSAT (M^{me} DE). — *Mémoires*, 1880, 2 vol. in-16.
- ROEDERER. — *Œuvres*, 5 vol. et extraits publiés par M. VITRAC, in-8°, 1909.
- ROUGIER. — *La liberté individuelle et les pouvoirs judiciaires de l'administration*, Paris, 1904, broch.
- RAMBAUD. — *Histoire générale*, t. IX.
- SABATIER. — « Napoléon et les codes criminels » (*Revue pénitentiaire*, septembre-octobre 1910).
- STÆL (M^{me} DE). — *Considérations sur la Révolution française*, 1862, 2 vol. in-18.
- Dix ans d'exil*, édition Gautier, in-8°, 1904.
- SOREL. — *L'Europe et la Révolution française*, t. VI, VII et VIII.
- STENGER. — *La société française pendant le Consulat* (2^e série), 1904, in-8°.
- TAINÉ. — *Les Origines de la France contemporaine. Le Régime moderne*, 1891-94, 2 vol. in-8° (1^{er} vol.).
- TARBOURIECH. — *La liberté individuelle et le code d'instruction criminelle*, 1905, broch. in-8°.
- THIBAUDEAU. — *Mémoires sur le Consulat*, 1827, in-8°.
- Le Consulat et l'Empire*, 1834-1835, 10 vol. in-8°.
- VANDAL. — *L'avènement de Bonaparte*, 1907, in-8°, 2 vol.
-

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
Introduction	1-14

CHAPITRE PREMIER

Histoire sommaire de la liberté individuelle sous l'ancien régime et la Révolution.. ..	15
SECTION I. — L'ancien régime.....	15
SECTION II. — La Révolution.....	30

CHAPITRE II

La liberté individuelle sous le Consulat. — Le 18 brumaire. — Politique libérale du début du consulat. — Caractère de Bonaparte, son ambition, son horreur de l'idéologie. — La Constitution du 22 frimaire an VIII. — L'opposition royaliste et l'opposition républicaine. — Les complots et leur répression. — Établissement de tribunaux spéciaux. — Le consulat à vie. — Sénatus-consulte du 16 thermidor an X. — Le pouvoir personnel de Bonaparte. — Mesures arbitraires.....	49
---	----

CHAPITRE III

Établissement de l'Empire. — Napoléon 1 ^{er} et la liberté individuelle. — Sénatus-consulte du 28 floréal an XII. — La Commission sénatoriale de la liberté individuelle. — Composition. — Fonctionnement. — Rôle. — Pétitions des détenus. — Les réponses du ministre de la police. — Le despotisme impérial. Le ministère de la police. — Organisation. — Rôle.....	172
--	-----

CHAPITRE IV

Les garanties de la liberté individuelle dans le code d'instruction criminelle et le Code pénal. — Les Cours spéciales. — Les pouvoirs des préfets (art. 10).....	214
---	-----

CHAPITRE V

Le décret du 3 mars 1810. — Rétablissement en fait des lettres de cachet. — Le conseil privé. — La liberté individuelle à la fin de l'Empire.....	232
Conclusion	259
Annexes	265
Bibliographie	293

TABLE ALPHABÉTIQUE

A

Acte additionnel, page 255.
 Act of habeas corpus, 27.
 Action publique, 218, 222, — civile, 221.
 Actes de gouvernement, 32, 63, 106 et s.
 Ancien régime, 15.
 Aréna, 99, 113, 168.
 Arrestation, sous l'ancien régime, 15, 19-75.
 Arrondissements de police, 203.

B

Barnabé, 57, note.
 Bastille, 21, 33.
 Benjamin-Constant, 5, 11, 127, 134, 145, 255.
 Bonaparte (Lucien), 58, 61, 70, 147.
 Boulay de la Meurthe, 79.
 Brigandage, 61, 121.
 Brumaire (Coup d'état du 48), 52.
 Bruneau-Beaumier, 1, 220.

C

Cadoudal, 148 et s.

Camille-Jordan, 138.
 Carnot, 138, 172, 255.
 Centralisation, 87.
 Chartres privées, 7.
 Chevalier, 101, 123.
 Clermont-Tonnerre, 30.
 Code de l'an IV, 36, — civil, 32, — d'instruction criminelle, 214 et s., — pénal 217 et s.
 Collèges électoraux, 135.
 Comité privé, 249 et s., Ann. 1.
 Commissions législatives du Consulat, 52, 61, 68 et s.
 Commission sénatoriale de la liberté individuelle, 174 et s., — Composition 175, 179. — Fonctionnement 176, 183. — Rapport au Sénat (30 vendémiaire an XIII), 180 et s. — Pétitions, 185 et s., Ann. 2 et 3.
 Conseil d'État, 73.
 Conseil privé, 234, 248 et s.
 Conspirations et complots, 76, v^o Aréna, Chevalier, Cadoudal, Moreau, Malet.
 Constitution — de 1793. et de l'an III, 35, — de l'an VIII, 68

72 et s., — de l'an X, 135 et s.,
— de l'an XII, 174 et s.
Consulat provisoire, 49-80, — à
vie, 134.
Consultation nationale, v° plé-
biscite.
Corréga, 241.
Corps législatif, 73.
Cours prévôtales, 128.
Cours spéciales, 131, 223 et s.

D

David (abbé), 194.
Daunou, 71, 123, 130, 133.
Déclaration des droits de l'homme
et du citoyen, 31, 34.
Demaillet, 187.
Déportations, 43, 46, 60, 63, 67,
(3 nivôse), 110 et s.
Despinay-de-Saint-Luc, 238.
Desorgues, 188.
Devoirs du roi, 17.
Duvoisin, 243.

E-F

Émigrés, 42, 84, 141 et s., 148.
Emprisonnements privés, 193,
Ann. 6, 4^e cl.
Emprunt forcé (loi de), 59.
Enghien (duc d'), 154 et s.
Épuration du Tribunat, 133.
Esmein, 4, 117.
Esterling de Beaupré, 239.
Évocations, 6, 18.
Faure, 200.

G-H

Garantie constitutionnelle, 77.
Garat, 79.
Garçon, 215.
Ginguené, 123, 132.
Grâce (droit de), 135.

Grand-électeur, 69.
Haute-cour, 176 et note.
Hors-la-loi (loi de), 42.
Hulin, 156 et s.

I-J-K

Inconstitutionnalité (exception d'),
8.
Indépendance de l'autorité judi-
ciaire, 87, 91, 131, 169.
Inspection des prisons d'état,
234, 235, 247, Ann. n° 7, 284.
Instruction criminelle, 28, 33,
118, 223.
Inviolabilité du domicile, 75, 220.
Jourdan, 64, 66.
Jury, 36, — suspension, 125,
137, 152, 161, — affaire du
jury d'Anvers, 254.
Justices de paix, 115.
Justice retenue, 16, 18.
Kellermann, 210.

L

Lacépède, 177.
La Fayette, 138.
La Harpe, 143.
Larnaude, 4, 7, 227, 261.
Lassalle, 197 et Ann. 4, 270.
Lettres de cachet, 6, 16; 20 et s.,
31, 33, 34.
Liberté individuelle : — Défini-
tion, 2. — Importance, 5. —
Droit à — 6. Garanties de —
10, 37 et s. — Projets et pro-
positions de lois sur les garan-
ties de la — 261.
Liberté provisoire, 37, 223.
Listes de notabilités, 69, — com-
munale, départementale, natio-
nale, 72.

M

Machine infernale (complot de la), 101 et s., 120.
 Malet, 253.
 Mandat de comparution, 37, — de dépôt, 117, 118.
 Ministère public, 116.
 Mirabeau, 28, 29, 31.
 Montesquieu, 11, 40.
 Moreau, 51, 148 et s.

O

Opposition : — du Tribunal, 83, 118, 125 et s., 131, 134, — militaire et républicaine 93, 163, — royaliste, 95.
 Ordonnance de 1670, 19, 128.
 Organisation administrative (loi du 28 pluviôse an VIII), 85.
 Organisation judiciaire, 87, 89 et s., 115 et s.
 Organisation de la police, 96, 201 et s.
 Otages (loi des), 47, 59.

P

Paternalistes (dispositions), 6.
 Pichegru, 150, 163.
 Plébiscite, 81, 139, 173.
 Polignac, 150, 171, Ann. 6, 274.
 Portalis, 129, 139, 177.
 Poursuite des crimes et des délits, (loi du 8 pluviôse an IX), 117.
 Pouvoir absolu du roi, 6, 16.
 Préfets (pouvoir des), 86, — (art. 10 C. I. criminelle), 226 et s.
 Presse, 85, 174, 252.

Prêtres, 43, 60, 237, 240, Ann. 6, 276.
 Prise à partie, 222.
 Prisons d'État, 232 et s.

R

Récamier (M^{me}), 142, 167.
 Renaut, Ann. 3, 262.
 Responsabilité ministérielle, 76, 176, 218.
 Révolution (la), 30.
 Robespierre, 46.

S

Salut public et Sûreté générale (comités révolutionnaires de), 44.
 Sénat conservateur, 73, 135.
 Sénatus-consultes : — leur apparition, 106, — *organiques*, v^o Constitution.
 Séparation des pouvoirs, 137-226.
 Siéyès, 51. — Projets constitutionnels de, — 69, 70, 73.
 Stael, 54, 145 et s.
 Substituts, leur création, 116.
 Surveillance de la police, 124, 142, 198, 235, 251, Ann. 9.
 Suspects (loi des), 45.

T

Terreur, 44, — de l'an XII-1804, 148, 152 et s.
 Thuriot, 159 et s.
 Torture, 27, 162, 205, 206.
 Tribunal révolutionnaire, 41, 44.
 Tribunaux spéciaux, 102, — (loi du 18 pluviôse an IX), 120.
 Tribunal, 73, 135, 175.

